



TABLE
RAISONNÉE
DES MATIÈRES
DU
CODE CIVIL.

DE LA

République et Canton de Neuchâtel.

cat.



NEUCHÂTEL,

Imprimerie Montandon frères,
1863.

1733 101

TABLE ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE

DU CODE CIVIL.

A

Abandon (l') d'un époux est une cause de divorce, en faveur de l'autre après une durée de cinq années consécutives, *article 172*. — Les successions abandonnées appartiennent au domaine public, 390; — l'abandon du droit de mitoyenneté, dispense des frais de réparations et reconstructions, 508; — le propriétaire du fonds assujetti, qui abandonne ce fonds à celui auquel la servitude est due, s'affranchit des charges de cette servitude, 552; — quand les héritiers auxquels la loi réserve la légitime peuvent faire abandon de la quotité de biens disponible, 652.

Abrogation des coutumes, lois, etc, contraires au Code civil, 1826.

Absence et absents. Comment il est pourvu à l'administration des biens d'un présumé absent et à la surveillance de ses enfants mineurs, 62, 63, 64, 65 et 66; — une déclaration d'absence ne peut être demandée qu'après une disparition de vingt ans, 67; — ordre d'enquête; à quoi le Tribunal doit avoir égard, 68, 69; — le jugement définitif n'est rendu qu'un an après l'enquête; il doit être confirmé par le Tribunal supérieur et transmis au Conseil d'Etat, qui le rendra public ainsi que le

jugement préparatoire, 70, 71 ; — quand il y a lieu à l'ouverture du testament de l'absent, 72 ; — quand les héritiers ab-intestat de l'absent peuvent se faire invêtir de ses biens, 73 ; — l'époux peut prendre ou conserver par préférence l'administration des biens de l'absent, 74 ; — la possession provisoire n'est qu'un dépôt, 75 ; — avant d'accorder l'investiture des biens de l'absent, il en sera dressé inventaire juridique, 76 ; — si l'absent reparaît, les revenus de ses biens ne lui seront pas restitués, 77 ; — l'administration légale ne donne pas le droit d'aliéner ou d'hypothéquer les immeubles de l'absent ; modification, 78 ; — quand l'investiture définitive peut être prononcée, 79 ; — ouverture de la succession quand le décès de l'absent est prouvé, 80 ; — cessation des effets de la déclaration d'absence, 81 ; — restitution des biens à l'absent, à ses enfants et descendants, même après l'investiture définitive, 82, 83 ; — contre qui peuvent être poursuivis les droits à exercer contre l'absent, 84 ; — effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent, 85, 86, 87 ; — à quoi la femme peut être autorisée en cas d'absence du mari, 162 ; — en matière de divorce, l'absence du défendeur ne dispense jamais le demandeur de la preuve des faits qu'il allégué, 211 ; — dans quel cas le mari absent peut désavouer un enfant et quand il doit faire sa réclamation, 216, 220 ; — les scellés peuvent être apposés d'office quand le ou les héritiers sont absents, 764.

Abus qui peuvent donner lieu à la cessation de l'usufruit, 468 ; — le débiteur peut demander le sequestre du gage, si le créancier en abuse, 1693.

Acceptation. La caution est déchargée quand le créancier a accepté volontairement un immeuble ou un effet quelconque, en paiement de la dette, 1653.

Acceptation de donations entre vifs et à cause de mort. — L'acceptation du donataire doit intervenir dans l'acte de donation entre vifs, 629, 671, 672 ; — Les donations faites par contrat de mariage sont toujours réputées acceptées, 699.

Acceptation du mandat. Elle ne peut être que tacite, 1606.

Acceptation des successions. Elles sont acceptées purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire, 769; — nul n'est tenu d'accepter une succession, 770; — la femme mariée ne peut accepter sans l'autorisation de son mari, 771; — comment peuvent accepter les mineurs et les interdits, 322, 359, 772; — l'effet de l'acceptation remonte à l'ouverture de la succession, 773; — les héritiers du défunt à qui une succession est échue, peuvent l'accepter de son chef, 774; — quand la succession doit-elle être acceptée sous bénéfice d'inventaire, 775; — quand le majeur ou le mineur sont-ils ou ne sont-ils pas restituables contre l'acceptation d'une succession, 776, 777; — à défaut de l'héritier présomptif, le droit d'acceptation appartient au degré subséquent, 779; — comment les créanciers peuvent accepter une succession du chef de leur débiteur, 780.

Acceptation de transport. V. *Transport*.

Acceptation de tutelle. (Dispositions relatives à l'), 295, 296, 299. V. *Tutelle*.

Accession. Nature du droit d'accession, 394; — nature de ce droit sur ce qui est produit par la chose, 395 et suivants; — son effet sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose, 399; — droit d'accession relativement aux choses immobilières, 400 et suiv., — et aux choses mobilières 412 et suiv.

Accessoires. Quand deux choses forment un tout, laquelle est l'accessoire de l'autre, 416; — la chose léguée est délivrée avec les accessoires nécessaires, 729; — l'obligation de livrer la chose vendue comprend ses accessoires, 1262; — nature des accessoires d'une créance, 1325; — le cautionnement indéfini s'étend à tous les accessoires de la dette, 1637; — accessoires susceptibles d'hypothèques, 1715.

Accidents (effets des) qui ont empêché à un mari de cohabiter avec sa femme, 216; — effets des accidents qui causent la perte de choses sujettes à usufruit, 474; — le commencement de preuves s'applique en cas d'accidents pendant lesquels on ne pourrait avoir fait des actes écrits ou à la suite desquels les titres seraient perdus, 1097; — en aucun cas le dépositaire n'est tenu des cas de force majeure; exception, 1551; — accidents qui occasionnent le dépôt nécessaire, 1570.

Accomplissement. Comment doivent être accomplies les conditions des obligations, 955 et suiv.

Accroissements. On appelle *alluvion* les accroissements qui se forment aux fonds riverains d'une rivière, 404; — effets et bénéfice de ces accroissements, 404.

Accroissement (droit d') quand il s'applique entre cohéritiers, 759; — et entre co-légataires, 761; — Plusieurs héritiers étant appelés conjointement à se partager une portion d'hérédité, la quote part du renonçant appartient aux autres héritiers conjoints, 760.

Accusation (l') infamante et calomnieuse portée contre un défunt rend indigne de lui succéder, 578.

Achats. Peuvent être faits par tous ceux à qui la loi ne l'interdit pas, 1239.

Acheteur. Quand la propriété lui est acquise de droit, 1226, 1232; — les frais d'acte et autres accessoires sont à sa charge, 1238; — à moins de conventions contraires, les frais d'enlèvement de la chose vendue sont à sa charge, 1255; — quand il peut demander la résolution de la vente, 1257; — ses obligations, 1298, 1299; — dans quel cas il doit l'intérêt du prix de la vente, 1301; — quand il peut suspendre le paiement du prix, 1302; — la rescision pour lésion n'a pas lieu en sa faveur, 1316.

Acquéreurs et acquisitions. Des différentes manières dont on acquiert la propriété, 564 et suiv. ; — le tuteur ne peut acquérir des immeubles pour son pupille sans y être autorisé, 318 ; — les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou après une possession de trente ans, 543 ; — les autres servitudes ne s'acquièrent que par titre, 544 ; — acquisitions qui ne font pas partie du legs, exception, 730 ; — quels sont ceux qui ne peuvent se rendre acquéreurs et de quels biens, 1241, 1242 ; — exception, 1243 ; — obligation de l'acquéreur qui use de la faculté de résilier un bail, 1376 ; — formalités à remplir par l'acquéreur d'un immeuble grevé d'hypothèque, 1745 ; V. *Achat, Acheteur et Vente*.

Acquêts. Droits des époux quand les biens qui ont été employés à l'établissement d'un enfant commun ne provenaient pas d'acquêts, 1171 ; — ce qui constitue les acquêts et comment ils se partagent, 1191 ; — ils doivent servir à payer les dettes de la communauté ; qui doit y suppléer en cas d'insuffisance, 1195.

Actes en général. Mode d'exécution de ceux qui contiennent élection de domicile, 61 ; — la femme ne peut passer d'acte sans l'autorisation de son mari, 157 ; — exception, 158 ; — sur le refus du mari, le juge peut autoriser la femme, 159 ; — actes qui peuvent servir à établir ou contester la possession d'état d'un enfant légitime, 227 ; — le tuteur représente le mineur dans tous les actes civils, 313 ; — on n'est capable des actes de la vie civile qu'à dix-neuf ans, 348 ; — avant l'âge de vingt-deux ans on ne peut contracter mariage sans autorisation, 92 ; — la donation révoquée de plein droit ne peut revivre par aucun acte confirmatif, 692 ; — un même acte ne peut contenir le testament de deux ou plusieurs personnes, 708 ; — actes entre co-héritiers qui peuvent donner lieu à l'action en rescision de partage, 875 ; — formalités relatives aux actes de partage, 846 ; — actes par lesquels le débiteur est mis en demeure, 919 ; — les actes frauduleux du débiteur peuvent être attaqués par

le créancier, 947; — le créancier peut exercer tous les actes conservatoires de son droit avant l'accomplissement de la condition, 960; — forme des actes contenant subrogation conventionnelle, 1021; — l'acte de novation doit contenir la volonté de l'opérer, 1039; — la remise au débiteur par le créancier, de l'acte sous seing-privé, fait preuve de la libération, 1046; — la remise de l'acte authentique fait présumer la libération, 1047; — de l'acte authentique et de ses effets, 1069, 1070, 1071; — de l'acte sous seing privé, 1072 et suiv.; — des copies d'actes 1084 et suiv.; — des actes récongnitifs et confirmatifs, de leurs effets, 1087 et suiv.; — acte doit être passé devant notaire ou sous seing privé, pour toutes conventions excédant la valeur de mille francs, 1093; — le commencement de preuve s'applique aux obligations contractées lors d'accidents, où l'on n'aurait pu faire des actes écrits et à la suite desquels les titres auraient été perdus, 1097; — actes auxquels la présomption légale est attachée par une loi spéciale, 1099; — la cession d'une créance, action ou droit sur un tiers, ne peut s'opérer que par acte authentique ou sous seing-privé, 1322; — cas où chacun des associés peut faire tous les actes d'administration de la société, 1476; — le mandat doit être donné par acte public, sous seing-privé, ou par lettre, 1606; — le privilège, quant au gage, n'a lieu qu'autant qu'il y a acte écrit, authentique ou sous seing-privé, modification, 1685; — effets (à l'égard des tiers) des actes sous seing-privé dont la date n'est pas constatée par le Code civil : disposition transitoire D.

Actes authentiques et sous seing-privé. L'enfant naturel doit être reconnu par acte authentique, s'il ne l'a été dans l'acte de naissance, 240; — Tous actes portant donation entre vifs seront passés devant notaire, 670; — ce qu'on appelle testament par acte public, 711; — définition de l'acte authentique, 1069; — ses effets, 1071; — cas où il ne vaut entre parties que comme écriture privée, 1070; — forme et effet de l'acte sous seing-privé, 1072; — obligation de celui auquel on oppose un acte sous seing-privé, 1073 et suiv.; — forme des

actes sous seing-privé contenant des dispositions synallagmatiques, 1076 ; — de quel jour l'acte sous seing-privé a date contre les tiers, 1077 ; — effets des copies d'actes authentiques ou sous seing-privé, 1084 et suiv. ; quand et par qui doivent être rédigées les conventions matrimoniales, 1142, 1143 ; — les actes de démêlements de biens, reconnaissance d'apports, partage de communauté, vente d'immeubles, nouvelle désignation d'immeubles hypothéqués et cession d'un titre portant hypothèque, doivent être faits en la forme authentique, 1146, 1174, 1717 et 1739 ; — la cession d'une créance, action ou droit, s'opère par acte authentique ou sous seing-privé, 1322 ; — quand la rente viagère doit être constituée par acte authentique, 1591. V. aussi *Actes en général*.

Actes de l'état civil. V. *Etat civil* ; — de naissance. V. *Naissance* ; — d'offres, d'opposition, de propriété, de vente. Voyez *Ces mots* ; — de dernière volonté. V. *Donations, Dispositions et Testament* ; — de simple tolérance, V. *Tolérance* ; — de violence, V. *Violence*.

Actions (les) sont immeubles quand elles tendent à revendiquer un immeuble, 377 ; — elles sont meubles lorsqu'elles ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, 380.

Actions judiciaires. Quand on peut intenter des — aux non-neuchâtelois, devant les tribunaux du canton, 12 ; — devant qui les demandes en rectification d'actes de l'état civil doivent être formées, 48 ; — actions relatives à un acte contenant élection de domicile, 61 ; — introduction et poursuite d'une action ayant pour but de pourvoir à l'administration des biens d'un présumé absent, de faire déclarer son absence et de procéder au partage de ses biens, 62 et suiv. — Action en pétition d'hérédité, quand et combien de temps elles compètent à l'absent, 87 ; — par qui et comment peuvent s'intenter les demandes en nullité de mariage, 125. V. *Mariage. Nullité*. — L'enfant n'a pas p'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement, 144 ; — la femme ne peut ester en juge-

ment sans l'autorisation de son mari, exceptions 155 et suiv.— Les demandes en divorce peuvent être faites par chacun des époux, 169; — causes qui peuvent donner lieu à l'action en divorce, 168 et suiv.; — cette action s'éteint par la réconciliation des époux, 179; — fin de non-recevoir contre l'action du demandeur en divorce; il peut en intenter une nouvelle, 180;— sur quoi est fondée la réclamation d'état, 224, 225 et 228: — elle est imprescriptible à l'égard de l'enfant, 233 — quand elle peut être intentée et suivie par les héritiers, 234 et 235; — action de l'enfant qui réclame sa mère, 247; — action ayant pour but de se faire dispenser de la tutelle, 302 et suiv.; — action en demande de destitution de tutelle, 306 et suiv.; — le tuteur ne peut intenter aucune action sans y être autorisé, 325; Voir *Ester en droit et Tuteur*.—Actions contre le tuteur qui ne rend pas ses comptes, 321; — poursuites des contestations auxquelles donnent lieu les comptes de tutelle, 339; — introduction de la demande en émancipation, 343; — action à laquelle donne lieu l'enlèvement subit d'une portion de terrain, par une rivière ou un courant d'eau, 407; — action résultant du mélange de plusieurs matières appartenant à divers propriétaires, 420; — l'action en exclusion d'un héritier indigne, doit être intentée dans l'année qui suit l'ouverture de la succession, 581; — poursuite de l'action en réduction ou revendication des donations et legs, 664; — dans quel temps et par qui peut être formée l'action en demande de révocation de dons pour cause d'ingratitude, 685; — par qui est exercée l'action en partage d'une succession à l'égard des co-héritiers mineurs ou interdits, 831; — par qui est exercée l'action en partage d'une succession à l'égard de la femme mariée et du mari, 832; — quel est le juge des actions relatives au partage, à la garantie des lots et de celles en rescision de partage, 833; — actions auxquelles peut donner lieu : a) le paiement des dettes d'une succession, 860 et suiv.; b) la garantie des lots, 871 et suiv.; c) la rescision en matière de partage, 874 et suiv.; — actions résultant du défaut ou de l'invalidité du consentement dans les contrats, 897; — actions auxquelles donne lieu l'inexécution des conventions, 923 et

suiv. ; — actions résultant de la condition résolutoire, 964 ; — id. de la solidarité des débiteurs, 980 et suiv. ; — actions auxquelles donne lieu l'inexécution des obligations avec clause pénale, 1001 et suiv. ; — qui résultent des incidents relatifs au paiement, 1009 et suiv. ; — qui ne peuvent être admises en compensation, 1057 ; — le débiteur doit céder à son créancier les actions qui résultent de la perte de la chose due, 1061 ; — durée de l'action en nullité ou rescision d'une convention, 1062 ; — action qu'ont entre eux le mari et la femme séparés de biens, 1202 ; — effets résultant des actions d'une promesse de vente, 1227 ; — la promesse de vente immobilière est prescrite après un an, 1228 — personnes qui ne peuvent devenir cessionnaires d'actions, 1242 ; — quand doivent être intentées les actions pouvant résulter de la vente d'un immeuble avec indication de la contenance, 1268 et 1269 ; — V. *Délivrance*. — Actions en résiliation ou indemnité en matière de vente et ce qui peut y donner lieu, 1284 ; — l'action redhibitoire ne concerne que les biens meubles, exception, 1287 ; — elle est réglée par des lois de procédure, 1295 ; — elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice, 1296 ; — quand l'action en résiliation d'un contrat de louage doit être exercée, 1379 ; — sommes et obligations pour lesquelles l'associé a action contre la société, 1472 ; — actions en résiliation du contrat de rente viagère, 1599 et suiv. ; — cas où il y a lieu à une action en indemnité contre le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, 1748 ; — ouverture de l'action en recours contre le vendeur, en cas de délaissement d'un immeuble hypothéqué, 1759 ; — les actions personnelles sont prescrites par dix ans, 1817 ; — action en revendication d'une chose volée ou perdue, 1823 ; — action en matière de cautionnement, V. *Caution*.

Action criminelle — en suppression d'état. — en garantie. — en répétition. — en rescision de transaction ; V. *ces mots*.

Adjudicataires. — De quels biens les tuteurs et curateurs peuvent se rendre — 1241.

Administrateurs. Quand le tuteur peut s'aider d'un ou de plusieurs administrateurs particuliers, 317; — quand ces fonctions ne peuvent être refusées elles sont des engagements involontaires, 1118; — à qui doit être restitué le dépôt fait par un administrateur, 1563. V. *Dépôt*.

Administrateurs des biens des absents et des mineurs. V. *Absents*. *Mineur*. *Tutelle*.

Administration. (De l' — du tuteur), 313 et suiv. ; — forme d'administration des biens qui n'appartiennent point à des particuliers, 387; — cas où les actes d'administration ne sont pas des actes d'héritier, 785, — le mari a seul l'administration de tous les biens composant la communauté, 1161; — sous le régime de la séparation de biens, chaque époux a l'administration de ses biens propres, 1198.

Administration des enfants et des biens en cas de divorce. V. *Divorce*; — des sociétés de commerce, V. *Société*; — des affaires d'autrui. V. *Gestion*. *Mandataire*.

Adoptant. Il doit être neuchâtelois, 258; — avec qui il ne peut se marier, 258; — quand il succède aux choses par lui données à l'adopté, 263; — quand il doit justifier qu'il n'a ni enfants ni descendants légitimes, 265; — s'il meurt entre la demande en adoption et le jugement du tribunal, l'adoption pourra être admise, 270.

Adopté. Il doit être majeur, 255; — et neuchâtelois, 256; — il reste dans sa famille naturelle; avec qui il ne peut se marier, 258; — ses droits dans la succession de l'adoptant, 260 et 261; — à qui appartiennent ses biens en cas de décès, 262.

Adoption. Conditions requises de l'adoptant et de l'adopté, 253, 256; — l'époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint, 254; — quand l'adoption peut avoir lieu, 255; — elle confère le nom de l'adoptant à l'adopté. 257; —

prohibitions qu'elle entraîne quant au mariage, 258 ; — obligations entre l'adoptant et l'adopté, 259 ; — leurs droits respectifs en matière de succession, 260 et suiv. ; — des formes de l'adoption, 264 et suiv. ; — ce que le tribunal doit vérifier et comment il doit prononcer, 266 ; — la sentence doit être confirmée ou réformée par le tribunal supérieur, 267 ; — elle doit être publiée, 268 ; — où et dans quel délai l'adoption doit être inscrite, 269 ; — cas où elle peut être admise après la mort de l'adoptant, 270.

Adultère. Est un empêchement au mariage, 101 ; — est une cause de divorce, 168 ; — dans ce cas l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice, 183 ; — quand le mari peut désavouer l'enfant pour cause d'adultère, 217.

Adultérins (enfants) ne peuvent être légitimés, 236 ; — ni reconnus par le père, 243 ; — ce que la loi leur accorde dans les successions, 621.

Afflictive (peine). V. *Peines*.

Age requis pour contracter mariage, 88, 92. 95 ; — l'opposition au mariage des enfants peut être formée tant qu'ils n'ont pas vingt-deux ans ; quand elle peut l'être, même après cet âge, 117 ; — cas où le défaut d'âge requis n'entraîne point la nullité du mariage, 128 et 130 ; — jusqu'à quel âge la démence est une cause de divorce, 171 ; — âge requis pour l'adoption, 253. — l'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère, 271 ; — on est majeur à dix-neuf ans, 279 et 348 ; — à quel âge on peut refuser une tutelle ou s'en faire décharger, 297 ; — le mineur âgé de dix-sept ans peut être émancipé, 342 ; — l'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cet âge, 470 ; — règles admises quant à l'âge de plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre et mortes ensemble dans un même événement, 572, 573 et 574 ; — influence de l'âge pour déterminer la vio-

lence, 892; — âge auquel on ne peut être contraint par corps, 1677; — à quel âge le débiteur emprisonné doit être mis en liberté, 1679.

Agrément. (Dépenses d') V. *Dépenses*.

Agriculture. Dans les contestations relatives aux cours d'eau, l'intérêt de l'agriculture doit être concilié avec le respect dû à la propriété, 496.

Aïeux paternels et maternels. V. *Ascendants*.

Aïnesse (droit d'—) V. *Primogéniture*.

Aléatoire. V. *Contrat aléatoire*.

Aliénation (l') des immeubles de l'absent ne peut avoir lieu; exception, 78; — autorisations nécessaires à la femme mariée pour aliéner, 157; — formalités prescrites pour l'aliénation des biens du mineur, 318 et suiv.; — l'interdit est assimilé au mineur pour ses biens, 359; — forme d'aliénation des biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, 387; — aliénation qu'a droit de faire l'usufruitier, 441; — aliénations faites par un donataire, 686; — on ne peut aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à la succession d'un homme vivant, 783; — pour payer valablement, il faut être capable d'aliéner la chose donnée en paiement, 1009; — forme du mandat lorsqu'il s'agit d'aliénation, 1608; — l'associé non administrateur ne peut aliéner les choses qui dépendent de la société, 1479. V. *Immeubles et Vente*.

Aliments. Les enfants doivent des aliments à leurs père, mère et ascendants, 145; — il en est de même des gendres et belles-filles à l'égard de leurs beau-père et belle-mère; cas où cette obligation cesse, 146; — réciprocité de ces obligations, 147; — dans quelle proportion les aliments sont accordés, 148; — quand la décharge ou la réduction peut en être demandée,

149; — ce qui a lieu si la personne qui doit fournir des aliments justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, 150, 151; — les époux se doivent réciproquement des aliments, 154; — les mêmes obligations existent entre l'adopté et ses père et mère et sont communes à l'adoptant et à l'adopté, 259; — aliments accordés aux enfants adultérins et incestueux, 621; — la donation entre vifs peut être révoquée pour refus d'aliments, 683; — la compensation ne peut être réclamée quand il s'agit d'une dette ayant pour cause des aliments déclarés insaisissables, 1057, V. *Nourriture*.

Alliés. V. *Parents et alliés*.

Alluvion. Ce que c'est et qui en profite, 404, 405; — elle n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs, 406; — alluvion dont jouit l'usufruitier, 442. V. *Attérissements. Lacs. Rivières*.

Alpage des vaches, 1453 et suiv. V. *Cheptel*.

Altération dans les registres de l'état civil, responsabilité de ceux qui en sont dépositaires, 28; — dommages-intérêts et peines auxquels donnent lieu ces altérations, 29.

Alternative (obligation). V. *Contrats. Obligations*.

Ambigu (pacte). V. *Pacte*.

Ambiguïté (interprétation de l'—) dans les conventions, 939.

Améliorations (l'usufruitier ne peut prétendre à une indemnité pour raison d'—), 447; — les impenses faites par l'héritier pour un immeuble sujet au rapport lui seront remboursées, 855; — les améliorations utiles doivent être remboursées à l'acquéreur évincé, 1280; — à quelles améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué, s'étend l'hypothèque acquise, 1718; — améliorations que peut réclamer le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué, 1748.

Aménagements auxquels doit se conformer l'usufruitier quant aux bois compris dans l'usufruit, 435.

Amendes encourues par les conservateurs des hypothèques quant à la tenue de leurs registres, 1767.

Animaux. Sont meubles par leur nature, 379 ; — leur croît appartient au propriétaire par droit d'accession, 395 ; — l'usufruitier a le droit de jouir de leur produit et de leur croît, 429 et 430 ; — cas où l'usufruitier est ou n'est pas responsable de la perte des animaux compris dans l'usufruit, 462 et 463 ; — responsabilité du propriétaire à l'égard du dommage causé par ses animaux, 1133 ; — quels animaux peuvent être donnés à cheptel, 1424 ; — le preneur profite des laitages, du fumier et du travail, 1427 ; — ils ne peuvent être donnés à titre de prêt de consommation, 1516. V. *Cheptel. Troupeau*.

Annulation. V. *Nullité*.

Antichrèse. Est interdite, 1683.

Apothicares. Leur action pour le paiement de leurs médicaments se prescrit par quatre ans, 1819.

Appartements (meubles et ornements des), 384 ; — quand doit être donné le congé du bail sans écrit d'un appartement meublé, 1365 ; — dommages-intérêts payés par le bailleur d'un appartement au locataire évincé, 1374 ; — durée du bail verbal des meubles garnissant un appartement, 1385 ; — le bail verbal d'un appartement est censé fait à l'année, 1386 ; — quand celui d'un appartement meublé est censé fait à l'année, au mois, au jour, 1387.

Appel. Les père et mère peuvent toujours se pourvoir contre la sentence qui les exclut de la tutelle de leurs enfants, 284 ; — quand le tuteur peut se pourvoir contre le jugement qui lui défère la tutelle, 304 ; — tout jugement de destitution de tutelle est susceptible d'appel, 312 ; — quand l'individu placé sous

curatelle peut interjeter appel, 361 et 356 ; — de quels jugements l'époux usufruitier peut appeler, 1220 ; — le jugement du tribunal de première instance ordonnant la contrainte par corps est toujours susceptible d'appel, 1680 ; — effet de cet appel, 1681.

Application des lois. V. *Lois*.

Apports (Reconnaissance d'—). De quelle manière elles peuvent être faites pendant le mariage, 1146 ; — garantie de l'associé quant à son apport dans la société, 1465.

Apposition de scellés. V. *Scellés*.

Apprentis. (Quand les artisans sont responsables du dommage causé par leurs—), 1132.

Apprentissage. Les frais (d') ne sont point sujets au rapport, 849 ; — l'action pour prix d'apprentissage se prescrit par quatre ans, 1819.

Approbation. Le contrat approuvé ne peut plus être attaqué pour cause de violence, 895.

Aqueducs. (Les grosses réparations des) sont à la charge du propriétaire ; exception : 453 et 454 ; — ils constituent une servitude apparente, 542.

Arbres. Ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure de l'abattage, 372 ; — arbres faisant partie de l'usufruit et à quelles conditions l'usufruitier en profite, 435 et suiv. ; — à quelle distance du fonds voisin ils peuvent être plantés ; leur distinction à cet égard, 522 ; — quand le voisin peut les faire arracher, 523 ; — leur mitoyenneté, 524. — V. *Bois, Fruits, Plantations*.

Architecte. Celui qui s'est chargé à forfait d'un bâtiment répond pendant dix ans de son écroulement par vice de construction, 1414 ; — il ne peut exiger d'augmentation de prix pour renchérissement de main d'œuvre, changements, etc., exception : 1415 ; — il répond des personnes employées par lui, 1419. V. *Devis et Marchés*.

Argent. Quand l'argent comptant est ou n'est pas compris dans le mot meuble, 383; — la vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve ne comprend pas l'argent comptant, 386; — à quelles conditions l'usufruitier a le droit de s'en servir, 433; — chaque associé doit apporter dans la société de l'argent, d'autres biens ou son industrie, 1457.

Argenterie. Quand elle est ou n'est pas comprise dans le mot meuble, 383.

Armes. Quand elles sont ou non comprises dans le mot meuble, 383.

Arrérages. De quel jour les arrérages de rente produisent intérêt, 935; — imputation qui se fait des arrérages, 1025; — les arrérages dûs doivent être compris dans les offres réelles, 1029; — droit du rentier en cas de non paiement des arrérages de la rente, 1600; — quand le propriétaire d'une rente viagère en peut demander les arrérages, 1604; — privilège du bailleur pour les arrérages du bail, 1703.

Arrêtés ou arrêts. Abrogation de tous ceux qui sont contraires aux dispositions du Code civil, 1826.

Arrhes. Leur effet dans la promesse de vente, 1234; — elles sont imputées à compte du prix de vente, 1235; — les mêmes règles sont applicables en matière de louage, 1380; — modification quant à celles données par le maître au domestique ou à l'ouvrier, 1403.

Arrière-caution. V. *Caution, Cautionnement.*

Artisans. Sont responsables du dommage causé par leurs apprentis, 1132.

Ascendants. Les aïeux et aïeules remplacent les père et mère pour le consentement requis quant au mariage, 94; — en ligne directe le mariage est prohibé entre les ascendants et les descendants, 97; — à défaut des père et mère, les aïeux peuvent former opposition au mariage de leurs descendants, 117; — dans quel cas l'ascendant peut attaquer en nullité le mariage fait

sans son consentement, 127 ; — quand il y a consenti, il ne peut plus en demander la nullité, 131 ; — les ascendants et descendants se doivent réciproquement des aliments, 145 et 147 ; — fonctionnaires publics ne pouvant administrer dans leur ressort d'autre tutelle que celle de leurs enfants et petits enfants, 306 ; — la représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants, 601 ; — des successions déferées aux ascendants, 606 et suiv. ; — quand la succession collatérale leur est déferée, 612 ; — portion de biens que la loi réserve à leurs descendants légitimes, 649 et suiv. ; — la violence exercée sur les ascendants de la partie contractante peut être une cause de nullité du contrat, 893 ; — la seule crainte révérentielle envers ces ascendants, ne suffit point pour annuler le contrat, 894. — V. *Descendants*.

Assassinat (l') de celui dont on hérite rend indigne de lui succéder, 578. — V. *Indignes*.

Assistance que se doivent mutuellement les époux, 152.

Assistance (l') d'un curateur peut être requise en cas de divorce, par la femme commune en biens, 176 ; — d'un curateur peut être demandée par le défendeur dans une demande d'interdiction, 353 ; — la femme mariée ne peut donner entre vifs sans l'assistance de son mari, 641. — V. *Autorisation*.

Association conjugale (l') n'est régie, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, 1135.

Associés. Leurs engagements entre eux, 1463 et suiv. ; — à l'égard des tiers, 1481. — V. *Société*.

Assurance. En cas de perte de la chose soumise à usufruit, l'usufruitier peut avoir la jouissance des primes d'assurance, 465 ; — l'immeuble assuré venant à incendier, est représenté par l'indemnité due au propriétaire, 1720 ; — le contrat d'assurance est aléatoire et régi par des lois spéciales, 1586.

Attérissements (les) qui se forment aux fonds riverains d'une rivière, s'appellent alluvions, 404 ; — à qui ils appartiennent, 404 et 409. — V. *Lacs, Rivières et Iles*.

Aubergistes. Sont responsables des effets du voyageur, sauf les cas de force majeure, 1573 et suiv. ; — privilèges qu'ils ont sur ces effets pour fournitures, 1703 ; — leur action à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent se prescrit par quatre ans, 1819. — V. *Hôtelleries*.

Augmentation de prix. — V. *Devis, Prix et Marchés*.

Auteur. Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, 1791.

Authentiques. V. *Actes authentiques*.

Autorisation. Quand les époux ou l'un d'eux sont étrangers au canton, leur mariage doit être autorisé par le conseil d'Etat, 107 ; — il peut autoriser la célébration dans le canton des mariages entre neuchâtelois ou entre neuchâtelois et femme étrangère, domiciliés hors du canton, 115 ; — dans quels cas le tuteur ne peut former opposition au mariage de son pupille sans y être autorisé, 119 ; — autorisation dont une femme doit être pourvue ou peut se passer, 155, 156 et suiv., 164, 165, 166 ; — ce que le tuteur ne peut faire sans autorisation, 313, 318 ; — quelles personnes ne peuvent accepter une donation sans y être autorisées, 673 ; — autorisation prescrite pour toucher un paiement, 1010 ; — nécessaire pour que l'époux mineur consente toutes conventions matrimoniales, 1148 ; — quand les femmes mandataires doivent être autorisées de leurs maris, 1610. — V. *Assistance, Tuteur*.

Autorité de la chose jugée, est une présomption légale, 1099 ; — quand elle a lieu, 1100 ; — les transactions ont l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, 1668.

Autorité de justice. L'action redhibitoire n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice, 1296.

Autorité paternelle, 271 et suiv. — V. *Puissance paternelle*.

Autorités publiques. Fonctionnaires publics qui sont dispensés de toute tutelle hormis celle de leurs parents, 294 et 295.

Autorité tutélaire. Cas où elle doit autoriser le tuteur qui veut former opposition au mariage de son pupille, 119 ; — elle doit confirmer le tuteur choisi par la mère remariée aux enfants de son premier mariage, 287 ; — quand cette autorité doit pourvoir à la nomination d'un tuteur au mineur non émancipé, 289 ; — son organisation et les formes en lesquelles elle agit, sont réglées par des lois spéciales, 290 ; — tutelles dont ne peuvent être chargés les membres de cette autorité, 306 ; — ce que le tuteur ne peut faire sans son autorisation, 313, 318 ; — comment elle doit procéder relativement à ce qui est dû par le mineur au tuteur, 315 ; — sa compétence dans le cas où il y aurait lieu à adjoindre un ou plusieurs administrateurs particuliers au tuteur, 317 ; — elle doit déterminer sous quelle forme sera acceptée la succession échue au mineur, 322 ; — elle doit homologuer le partage où le mineur intervient ; son refus doit être motivé ; il est susceptible d'appel, 327 ; — comment cette autorité doit régler l'indemnité due au tuteur, 335 ; — mesures qu'elle peut ordonner pour assurer le paiement du reliquat d'un compte de tutelle, 338 ; — comment elle doit procéder à l'émancipation du mineur, 344, 345, 346 ; — à l'interdiction d'un majeur, 350, 351 ; — l'autorité tutélaire nomme, cas échéant, le curateur des biens soumis à usufruit, 1221 — V. *Tutelle, Tuteur*.

Autrui. Le legs ou la vente de la chose d'autrui est nul, 734, 1245.

Avancement d'hoirie : quels biens sont censés avoir servi à l'établissement d'un enfant commun, à défaut de preuves, 1171.

Avances. Celles que le tuteur fait au mineur sont facultatives et ne produisent pas d'intérêt, 336 ; — avances faites par un mandataire. — V. *Mandant*.

Avantages matrimoniaux (les) sont perdus pour l'époux contre qui le divorce a été admis, 184 ; — celui qui a obtenu le divorce les conserve, 185 ; — ce que le tribunal peut

ordonner en cas de divorce, si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, 187; — les enfants n'en sont pas privés par le divorce de leurs père et mère, 190; — la séparation, même illimitée, n'anéantit pas ces avantages, 201. — V. *Divorce*.

Avaries (les voituriers par terre et par eau sont responsables des —) des choses qui leur sont confiées; exception, 1406.

Avertissement. En matière de bail, 1376. V. *Congé*. — Terme d'avertissement pour le remboursement d'une rente, 1533.

Aveu. L'aveu de la partie est une présomption légale, 1099; — il est extrajudiciaire ou judiciaire, 1103; — cas où l'aveu extrajudiciaire est inutilement allégué, 1104; — définition et effets de l'aveu judiciaire, 1105.

Avocats (les) ne peuvent devenir cessionnaires de procès, droits et actions litigieux, 1242; — ils sont contraignables par corps pour la restitution des titres à eux confiés et des deniers reçus par eux, 1676; — leur action pour vacations se prescrit par quatre ans, 1819; — quand ils sont déchargés des pièces à eux confiées, 1822.

Ayant-cause. Ceux qui peuvent demander la réduction des dispositions entre vifs, 656; — quand on est censé avoir stipulé pour soi, ses héritiers et ayant-cause, 901; — l'acte authentique fait foi entre les parties contractantes et leurs ayant-cause, 1071; — effet de l'acte sous seing-privé à l'égard des ayant-cause des parties contractantes, 1072 et suiv.; — effet du serment décisoir à l'égard des ayant-cause, 1113.

B

Bacs (les) sont meubles, 381.

Bail. Définition du bail à loyer, du bail à ferme et du bail à cheptel, 1343. — V. *Baux*, *Cheptel*, *Ferme* et *Loyer*.

Bailleur. V. *Baux*.

Bains sur bateaux (les) sont meubles, 381.

Balcons (distance à observer pour la construction des) ayant vue sur le fonds voisin, 528 et 530.

Bateaux (les) sont meubles, 381.

Bâtiments (les) sont immeubles par leur nature, 369 ; — effet de la destruction d'un bâtiment sujet à usufruit, 474 ; — responsabilité du propriétaire d'un bâtiment qui tombe en ruine, 1134. — V. *Architecte, Construction, Entretien, Incendie*.

Baux. Le prix des baux est un fruit civil qui s'acquiert jour par jour, 430 et 432 ; — baux que l'usufruitier a droit de faire et caution exigée de lui, 441, 449 et 450 ; — quand le bail d'un bien de la femme fait par le mari est sans effet, 1166 ; — définition des diverses espèces de baux, 1343 ; — ils peuvent se faire par écrit ou verbalement, 1345 ; — ils s'étendent à toutes sortes de biens meubles et immeubles, 1344 ; — si le bail verbal est nié, la preuve testimoniale n'est pas reçue, malgré les arrhes données ; à qui dans ce cas peut être déféré le serment, 1347 ; — ce qui a lieu lorsqu'il y a contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, 1348 ; — le preneur ne peut ni sous-louer, ni céder son bail à un autre, exception : 1349 ; — obligations principales du bailleur, 1350, 1351, 1352 ; — cas où le bail est résilié de plein droit, 1353 ; — quand le preneur peut demander une diminution du prix ou la résiliation du bail, 1353 ; — il n'y a lieu à aucun dédommagement dans le cas de résiliation du bail par suite de la destruction totale ou partielle de la chose louée, 1353 ; — le bailleur ne peut changer la forme de la chose louée 1354 ; — ce qui résulte du besoin urgent de réparer durant le bail la chose louée, 1355 ; — effets du trouble apporté à la jouissance du preneur, 1356, 1357, 1358 ; — obligations du preneur cité en justice pour se voir condamner au délaissement ou à des servitudes, 1358 ; — obligations principales du preneur, 1359 ; — ce qui peut arriver lorsque le preneur ne remplit pas ses obligations, 1360 ; — dans quel état le preneur doit rendre la chose louée, 1361, 1362 ; — responsabilité du preneur en cas de pertes ou dégradations arrivées pendant sa jouissance, 1363 ; — quand il répond de l'in-

cendie, 1364 ; — délais à observer pour les congés lorsque le bail a été fait sans écrit ou par écrit, 1365, 1369 ; — quand cesse le bail écrit, 1366 ; — ce qui s'opère lorsqu'à l'expiration des baux à loyer ou à ferme, verbaux ou écrits, le preneur est laissé en possession, 1367 ; — lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur ne peut invoquer la tacite reconduction, 1368 ; — quand la tacite reconduction peut être invoquée et quand elle s'opère de plein droit, 1369 ; — cas où la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation, 1370 ; — comment se résout le bail, 1371 ; — mariage, mort ou vendition n'opèrent point la résiliation du bail ; exception : 1372 ; — dans quel délai ce droit de résiliation doit être exercé, cas échéant, 1379 ; — indemnité due au preneur quand il est expulsé du bail pour cas de vente, 1373, 1374, 1375 ; — à quelle époque le preneur doit être averti de son expulsion du bail, pour cas de mariage, mort ou vendition, 1376 ; — dommages et intérêts qui doivent être payés au preneur avant son expulsion du bail, 1377 ; par qui doit être exercé le droit de résiliation réservé pour cas de mariage ou mort, 1378 ; — ce qui est prescrit quant aux arrhes en matière de vente, est aussi applicable en matière de louage, 1380 ; — le locataire doit garnir la maison de meubles ou donner des sûretés suffisantes pour répondre du loyer, 1381 ; — en quoi consistent les réparations locatives qui sont à la charge du locataire, 1382 : — cas où elles ne sont pas à sa charge, 1383 ; — le curement des puits et fosses d'aisance est à la charge du bailleur, 1384 ; — durée présumée du bail verbal des meubles fournis pour garnir une maison, etc., 1385 ; — dito d'une chambre, cave, boutique ou appartement, 1386 : — dito d'une chambre ou appartement meublé, 1387 ; — astringtion du locataire en cas de résiliation du bail par sa faute ; ce que doit déterminer le jugement de résiliation, 1388 ; — sauf convention contraire, le bailleur ne peut résoudre la location pour occuper la maison louée, 1389 ; — congé que le bailleur est tenu de signifier dans le cas où il aurait été convenu qu'il pourrait venir habiter la maison, 1390 ; — disposition concernant la contenance des fonds afferlés, 1391 ; — le bailleur peut faire résilier le bail pour inexécution des clauses

dudit bail ; le preneur est tenu des dommages-intérêts, si la résiliation a lieu par sa faute, 1392 ; — tout preneur d'un bien rural doit engranger dans les lieux à ce destinés, 1393 ; — le preneur doit avertir le propriétaire des usurpations commises sur les fonds, 1394 ; — cas où le fermier peut ou ne peut pas demander une remise du prix de la location pour perte de récolte par cas fortuits, 1395, 1396 et 1397 ; — cas fortuits dont le preneur peut être chargé, 1398 et 1399 ; — disposition relative aux fourrages, paille et engrais existant à l'expiration du bail, 1400 ; — du bail à cheptel, 1422 et suiv. — V. *Caution, Cheptel, Congé, Héritiers, Réparations, Reconduction et Troubles*.

Beau-père et belle-mère. V. *Belles-filles, Gendre, Père et Mère*.

Belles-filles. Quand elles doivent des aliments à leurs beau-père et belle-mère et quand cette obligation cesse, 146.

Bénéfice d'inventaire. L'autorité tutélaire doit déterminer si la succession échue au mineur sera acceptée sous cette forme, 322 ; — ses effets quant aux biens de la succession avant l'investiture définitive, 768 ; — une succession peut être acceptée sous cette forme, 769 ; — elle doit l'être de cette manière si les héritiers ne sont pas d'accord à ce sujet, 775 ; — dans les cas où le mineur est restituable contre l'acceptation d'une succession en ligne directe, cette succession doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire, 777 ; — en quelle forme l'héritier doit déclarer qu'il ne prend cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, 789 et suiv. ; — dans quels cas l'héritier n'y est plus admissible, 790 ; — quand il en est déchu, 791 ; — effets du bénéfice d'inventaire, 792 ; — formes de l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire, 813 et suiv. ; — ce que doit faire le juge de paix, 814 ; — délai accordé aux héritiers à l'étranger, 815 ; — publication de la liquidation et citation des intéressés, 816, 817 ; — effets de la forclusion, 818 ; — délai et forme dans lesquels l'héritier peut renoncer au bénéfice d'inventaire, après liquidation et accepter purement et simplement la succession, 820 ; — mode de répartition de la masse quand l'hé-

ritier ne renonce pas au bénéfice d'inventaire, 821 et 822; — le solde actif appartient aux héritiers, 823; — l'héritier bénéficiaire peut toujours arrêter la liquidation en désintéressant les créanciers, 824; — ce que peuvent exiger les créanciers de la masse, 825; — ceux de l'héritier n'ont aucun accès sur les biens de la masse, 826; — la prescription ne court ni contre l'héritier, ni contre les créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, à l'égard des créances qu'ils ont contre la succession, 1812.

Bénéfices. La convention qui donne à l'un des associés la totalité des bénéfices est nulle, 1474.

Besoins. Fruits que l'usager peut exiger pour ses besoins et ceux de sa famille, 480.

Bestiaux. Le bétail n'est point compris dans le bien que la loi donne à l'époux survivant quand son conjoint est décédé sans postérité, 1205. — V. *Animaux*.

Bienfaisance. Définition du contrat de ce nom, 885.

Biens (les). L'absent recouvre la propriété de ses biens s'il reparait dans les trente ans qui suivent l'investiture, 82; — biens spéciaux des enfants dont leurs père et mère n'ont pas la jouissance, 278; — le père est comptable de ceux que la loi lui donne en jouissance, 280; les biens sont meubles ou immeubles, 367; — énumération des diverses espèces de biens, 368 et suiv.; — ce que comprend l'expression *biens meubles*, 385; — les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent; comment sont administrés ceux qui ne leur appartiennent pas, 387; — choses considérées comme dépendances du domaine public, 388; — quels sont les biens communaux, 389; — quels sont ceux qui appartiennent au domaine public, 390 et 566; — quels sont ceux qui peuvent être prescrits contre l'Etat, 1781; — on peut avoir sur les biens, un droit de propriété, de jouissance ou des services fonciers, 391; — comment s'acquiert et se transmet la propriété des biens, 564 et 565; — en matière de succession, la loi considère leur nature et leur origine, 583; — elle en distingue trois sortes : *d'acquêts*, *paternels* et *maternels*,

584; — en quoi ils consistent, 585 et suiv.; — portion de biens dont on peut disposer, 649 et suiv.; — la donation entre vifs ne peut comprendre des biens à venir, 675; — biens dont certaines personnes ne peuvent se rendre acquéreurs, 1241; — quels biens sont susceptibles d'hypothèque, 1715.

Biens cantonaux. Quelles personnes ne peuvent s'en rendre adjudicataires, 1241.

Biens communaux. Ce que sont les biens communaux, 389; — quelles personnes ne peuvent s'en rendre adjudicataires, 1241.

Biens des absents. V. *Absents; Mineurs, Puissance paternelle, Tuteur; Interdiction, Interdits; Femme mariée.*

Biens (cession de). V. *Cession.*

Biens (séparation de). V. *Séparation.*

Bilatéral (contrat) V. *Synallagmatique.*

Bisaïeul et Bisaïeule. V. *Ascendants.*

Blés. V. *Grains.*

Bloc. Effet de la vente en bloc, 1232.

Bois et forêts. Quand les bois deviennent meubles, 372; — jouissance et obligations de l'usufruitier, relativement aux bois et forêts compris dans l'usufruit, 435 et suiv.; — l'usage des bois est réglé par la pratique locale et des lois spéciales, 486. V. *Coupes de bois.*

Bonne foi. Effets civils produits par le mariage déclaré nul quand il a été contracté de bonne foi, 141 et 142; — le possesseur de bonne foi fait les fruits siens, 397; — quand il est ou non de bonne foi, 398; — effet de la bonne foi de la part du tiers évincé qui a fait des ouvrages sur le fonds d'autrui, 403; — les conventions doivent être exécutées de bonne foi, 914; — la bonne foi est requise pour conserver la chose mobilière vendue successivement à deux personnes et dont l'une se trouve en possession, 921; — le créancier de bonne foi n'est pas tenu de ren-

dre la chose qui lui a été donnée en paiement par celui qui n'en était pas propriétaire, 1009 ; — effets du paiement fait de bonne foi, 1011 ; — effet de la bonne foi relativement à la vente d'une chose reçue et qui n'était pas due, 1128 et 1129 ; — ses effets quant à la vente de la chose qui faisait l'objet du dépôt, 1557 et suiv. ; — on est toujours censé posséder de bonne foi quand la bonne foi a existé au moment de l'acquisition, 1784 et 1785 ; — indemnité due au détenteur de bonne foi d'un objet perdu ou volé, 1824. — V. *Mauvaise foi*.

Bonnes mœurs. La cause des contrats est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs, 913 ; — nullité des conventions qui sont dans ce cas, 952 et 1135. — V. *Mœurs*.

Bon père de famille (le tuteur doit administrer les biens du mineur en), 313 ; — l'usufruitier donne caution de jouir en bon père de famille, 449 ; — même obligation pour celui qui jouit des droits d'usage et d'habitation, 476 et 477 ; — dito pour la conservation de la chose qui est l'objet d'une convention, 917 ; — dito pour la gestion de l'affaire d'autrui, 1122 ; — le preneur doit user de la chose louée en bon père de famille, 1359 ; — il doit les mêmes soins à la conservation d'un cheptel, 1429 ; — l'emprunteur doit veiller en bon père de famille à la garde et conservation de la chose prêtée, 1502 ; — le gardien judiciaire d'un effet saisi, doit y apporter les soins d'un bon père de famille, 1583. — V. *Soins*.

Bordereaux hypothécaires. Ce que doivent contenir ceux qui servent à l'inscription d'une hypothèque, 1734 ; — comment les conservateurs doivent enregistrer ceux qui leur sont remis, 1765. — V. *Hypothèques*.

Bornage. Le bornage des propriétés contiguës se fait à frais communs ; tout propriétaire peut y obliger son voisin, 498.

Bouchers (les). Leur action pour fourniture se prescrit par quatre ans, 1819.

Boulangers (les). Leur action pour fourniture se prescrit par quatre ans, 1819.

Boutique (bail d'une) 1374 et 1386.

Branches des arbres. A qui appartiennent les fruits pendants par branches au commencement et à la fin de l'usufruit, 431 ; — celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à les couper, 523.

Branches d'une famille. Comment s'opère le partage d'une succession à laquelle ces branches sont appelées, 603. — V. *Souche*.

C

Caducité des testaments et codicilles. Elle a lieu par le prédécès de celui en faveur duquel la disposition est faite, 747 ; et par son décès arrivé avant l'accomplissement de la condition suspensive, 748 ; — la survenance d'un enfant légitime ou la légitimation d'un enfant naturel rend le testament caduc, 746 ; — la disposition testamentaire est caduque quand l'héritier la répudie ou est incapable de la recueillir, 750 ; — la caducité d'une disposition spéciale d'un testament n'entraîne point la nullité de ce testament, 753.

Caducité des legs. Cas où la perte de la chose léguée rend le leg caduc, 733.

Calcul (l'erreur de) dans une transaction doit être réparée, 1674.

Calomnieuse (accusation) portée contre un défunt rend indigne de lui succéder, 578.

Cantonaux (biens). V. *Biens cantonaux*.

Capacité de disposer ou recevoir par donation entre vifs ou disposition à cause de mort. — Pour donner entre vifs ou disposer à cause de mort il faut être sain d'esprit, 638 ; — pour donner et recevoir, il ne faut pas en être déclaré incapable par la loi, 639 ; — le mineur non émancipé ne peut disposer, 640 ;

— la femme mariée ne peut donner entre vifs sans autorisation, elle peut disposer à cause de mort, 641; — celui qui est sous curatelle ne peut donner entre vifs, 642; — les époux ne peuvent faire de donations entre vifs en faveur l'un de l'autre, 643; — pour recevoir entre vifs il faut être conçu au moment de la donation et pour recevoir à cause de mort, il faut être conçu à l'époque du décès du testateur, 644; — la donation faite en fraude des créanciers est nulle, 645; — nullité de la disposition faite au profit d'un incapable, 647; — celui qui peut tester peut disposer à cause de mort, 755. — V. *Incapables*.

Capacité exigée pour la validité d'une convention, 888; — ceux que la loi n'en déclare pas incapables, peuvent contracter, 902; — quels sont les incapables, 903; — modification quant à l'interdit et au majeur sous curatelle, 904; — capacité requise pour opérer l'extinction de la dette par le paiement, 1009 et suiv.: — pour la validité des offres, 1029, — pour transiger, 1661; — qui peut acheter ou vendre, 1239 et suiv.; — capacité requise pour opérer un dépôt volontaire, 1547; — ce qui résulte du dépôt fait par une personne capable à une autre incapable, 1548; — la caution présentée par un débiteur doit avoir la capacité de contracter, 1639.

Capacité des personnes (loi concernant l'état et la)
V. *Lois*.

Capital (forme de l'imputation du paiement sur le) et les intérêts, 1025; — quels sont les intérêts que l'emprunteur ne peut imputer sur le capital, 1528; — formalités à remplir pour toute chose excédant la somme ou valeur de mille francs, 1093; — imputation des intérêts d'une créance donnée en gage, 1692. — V. *Capitaux, Intérêts, Prêt à intérêt, Rente*.

Capitaux. Restitution des capitaux induement reçus, 1126.
V. *Capital*.

Carrières. Jouissance qu'en a l'usufruitier, 444. — V. *Fouilles, Mines, Marnières, Tourbières*.

Cas fortuits. Ni le propriétaire, ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté ou par cas fortuit, 455 ; — les cas fortuits dispensent des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations, 928 ; — ils libèrent le débiteur de la chose due, 1060 ; — le commencement de preuve s'applique au cas où le créancier a perdu son titre par suite de cas fortuit, 1097 ; — responsabilité relative à la perte par cas fortuit d'une chose induement reçue, 1127 ; — la perte par cas fortuit de la chose qui avait des vices, sera supportée par l'acheteur, 1294 ; — règles sur la résiliation du bail dans le cas de destruction totale ou partielle, par cas fortuit de la chose louée, 1353 ; — dans quel cas il y a lieu, par suite de cas fortuit, à une remise sur le prix d'un bail à ferme, 1395 et suiv. ; — par stipulation expresse, le preneur peut être chargé des cas fortuits ordinaires, 1398 et 1399 ; — quand le preneur à cheptel est tenu du cas fortuit, 1430 ; — cas où il doit le prouver, 1431 ; — dans quels cas l'emprunteur est tenu des cas fortuits, 1503, 1504 et 1505. — *V. Force majeure.*

Causes. Point d'obligation sans cause licite et vraie, 888 et 911. — quand la cause est illicite, 913 ; — validité de la convention quoique la cause n'en soit pas exprimée, 912 — du divorce, 168 et suiv. — *V. Divorce* ; — qui dispensent de la tutelle, 294 et suiv. *V. Tutelle* ; — qui empêchent la prescription, 1792 et suiv. ; — qui interrompent ou suspendent le cours de la prescription, 1798 et suiv. *V. Prescriptions.*

Cautiion exigée de toute personne domiciliée hors du canton, pour paiement des frais d'un procès dans lequel elle est demanderesse, 14 ; — la loi en exige une de ceux qui demandent l'envoi en possession des biens d'un absent, 72, 73 et 74 ; — quand cette caution est déchargée, 79 ; — en matière de divorce, le mari peut faire cesser les mesures prises pour la conservation de la masse, en donnant caution, 176 ; — l'usufruitier doit donner caution de jouir en bon père de famille. Quand il en est dispensé, 449 ; — effets de sa négligence ou de l'impossibilité où il se trouve de donner caution, 450, 451 et 452 ; — on ne peut jouir des droits

d'usage et d'habitation sans donner caution, 476; — quand l'héritier testamentaire doit fournir caution pour le paiement des legs, 803; — cas où les co-débiteurs solidaires ne doivent être considérés que comme cautions, 995; — la caution peut acquitter l'obligation, 1007; — subrogation qui a lieu contre les cautions, 1023; — elles ne sont point libérées lorsque le débiteur retire sa consignation, 1033; quand la novation opérée à l'égard du débiteur libère les cautions, 1045; — la remise de la dette accordée au débiteur libère la caution, 1052; — celle accordée à l'une des cautions ne libère qu'elle, 1052; — la confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal profite à ses cautions, 1059; — le serment déféré au débiteur principal libère les cautions; celui déféré à la caution profite au débiteur principal, 1113; — quand la femme est réputée obligée comme caution à l'égard de la communauté ou du mari, 1167; — cas où l'époux usufruitier doit fournir caution, 1215; — dans quel cas la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation, 1370; — ce qui interrompt la prescription contre la caution, 1806*. — V. *Cautionnement*.

Caution légale et caution judiciaire. Conditions que doivent remplir ces cautions, 1656; — on peut les remplacer en donnant en nantissement un gage suffisant, 1657; — la caution judiciaire est toujours solidaire avec le débiteur principal et ne peut en demander la discussion, 1658; — il en est de même de celui qui a cautionné la caution judiciaire, 1659.

Cautionnement. Celui contracté par le mari sans le consentement formel de sa femme lui est personnel, 1158; — à quoi se soumet celui qui se rend caution d'une obligation, 1632; — quelles obligations le cautionnement peut avoir pour objet, 1633; — quelles sont ses bornes, 1634; — de qui on peut se rendre caution, 1635; — le cautionnement doit être exprès, il ne se présume pas, 1636; — le cautionnement indéfini

* La loi sur les faillites et celle sur les poursuites pour dettes ayant été mises en harmonie avec le droit nouveau, la disposition transitoire F devient nulle.

d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires, 1637; — Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, 1638; — Qualités requises pour être caution, 1639; — Une seconde caution doit être donnée quand la première devient insolvable; exception, 1640; — Obligations de la caution envers le créancier, 1641; — de chacune des cautions d'un même débiteur pour une même dette, 1642; — Dans quels cas l'arrière caution est tenue envers le créancier, 1643; — Contre qui et comment la caution qui a payé peut exercer son recours, tant pour le principal que pour les intérêts et frais; ses droits à cet égard, 1644, 1645, 1646, 1648; — Cas où la caution peut agir contre le débiteur, même avant d'avoir payé, 1647; — Par quelles causes s'éteint l'obligation qui résulte du cautionnement, 1649; — La caution de la caution n'est pas libérée par la confusion survenue entre le débiteur et la caution, 1650; — Exceptions que la caution peut ou ne peut pas opposer au créancier; 1651; — Cas où elle est déchargée, 1652, 1653, 1654. Temps pendant lequel la caution demeure obligée, 1655; — La contrainte par corps ne peut s'accorder pour dettes résultant d'un cautionnement, 1675; — V. *Caution et caution légale et judiciaire*.

Cave (bail d'une). 1374 et 1386.

Cédant. Le débiteur qui a payé de bonne foi le cédant, avant la signification du transport est libéré, 1324; — Quand le cédant peut être déchargé de la garantie de solvabilité du débiteur, 1328.

Célébration du mariage. Formalités y relatives, 102 et suiv. Elle doit s'opérer dans l'année qui suit le jour de la dernière publication, 106; — Elle doit être publique, 112; — Exception en faveur du mariage *in-extremis*, 112; — Comment doivent être célébrés hors du Canton les mariages entre Neuchâtelois, 113; — La célébration civile précède les cérémonies religieuses, 114; — Comment peuvent être célébrés dans le Canton les mariages de Neuchâtelois n'y résidant pas, 115; —

Tout mariage non célébré devant l'officier public compétent, peut et doit être attaqué, 136; — V. *Mariage*.

Cérémonies (les) religieuses du mariage n'ont lieu qu'après la célébration civile, 114.

Certain (objet) doit former la matière de l'engagement, 888.

Certificats. Ceux de vie sont nécessaires pour le paiement des arrérages de rente viagère, 1604; — Certificats hypothécaires, 1764; — V. *Hypothèques*.

Cession. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété; exception, 393; — V. *Baux*.

Cession des créances et autres droits incorporels, 1322 et suivants; — V. *Transport*; — Mode d'opérer la cession d'un titre garanti par une hypothèque, 1739.

Cessionnaires. Quelles personnes ne peuvent devenir cessionnaires de droits litigieux, 1242; — Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après signification du transport au débiteur, 1772; — V. *Transport*.

Chaises. V. *Sièges*.

Chambre (Bail d'une), 1365, 1386, 1387.

Champs. Droits des propriétaires dans le cas où leurs champs sont entourés ou coupés par un nouveau bras de rivière, 410 et 411. — Mitoyenneté du mur entre enclos dans les champs, 504.

Chancellerie d'Etat. Elle doit coter, et revêtir de son sceau tous les Registres hypothécaires, 1766.

Changements. Comment s'opère celui de domicile, 53 et suiv.; — Les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après célébration du mariage, 1142; — Comment doivent être faits ceux qui y seraient introduits avant cette célébration, 1143 et 1144; — Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée, 1354.

Chaperon (effet du) quant à la mitoyenneté des murs, 505.

Charges imposées aux parents quant à la jouissance des biens de leurs enfants, 276; — Pour celles de l'usufruitier, V. *Usufruit*.

Charpentiers. Action de ceux qui ont été employés à une construction faite à l'entreprise, contre celui pour qui l'ouvrage a été fait, 1420; — Ceux qui traitent à forfait sont assimilés aux entrepreneurs, 1421.

Chasse. La faculté de chasser est réglée par des lois particulières, 568.

Châtaigners. — A quelle distance du fonds voisin, ils doivent être plantés, 522.

Chaux (objets mobiliers scellés à) sont immeubles, 375.

Chef (les enfants de l'indigne venant à la succession de leur —), ne sont pas exclus pour la faute de leur père, 580; — Quand les frères et sœurs d'une personne morte sans postérité, succèdent de leur chef, 610. — Droit du créancier d'accepter la succession du chef de son débiteur y renonçant, 780.

Chemins. Ils sont considérés comme dépendances du domaine public, 388; — Le propriétaire riverain qui profite de l'alluvion, doit laisser le chemin de balage, 404; — Les servitudes déterminées par les lois et règlements, ont pour objet la construction ou réparation des chemins, 501; — V. *Routes, Voies publiques*.

Cheptel. Ce qu'on appelle bail à cheptel, 1343; — Sa définition générale, 1422; — Ses différentes espèces, 1423; — Quels animaux peuvent être donnés à cheptel, 1424; — Il ne peut être fait que par écrit, 1425.

Cheptel simple. Sa définition, 1427; — Objet de l'estimation donnée au cheptel dans le bail, 1428; — Soins que le preneur doit donner à sa conservation, 1429; — Obligations

du preneur et du bailleur, relativement aux pertes par cas fortuits, 1430 à 1433 ; — Stipulation prohibées quant à la perte du cheptel, 1434 ; — Le bailleur et le preneur ne peuvent disposer d'aucune bête de troupeau, sans consentement réciproque, 1435 ; — Notification requise lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, 1436 ; — Le preneur ne peut tondre sans en prévenir le bailleur, 1437 ; — Durée du cheptel, 1438 ; — Cas où le bailleur peut en demander la résiliation, 1439 ; — Mode du partage à la fin du bail ou lors de sa résolution, 1440.

Cheptel à moitié. Sa définition, 1441 ; — Droits du preneur et du bailleur, 1442 et 1443.

Cheptel donné au fermier. Sa définition, 1444 ; — Effet de l'estimation donnée à ce cheptel, 1445 ; — Les profits et les pertes sont pour le fermier, 1446 et 1448 ; — Le fumier appartient à la métairie, 1447 ; — Obligations et droits du fermier à la fin du bail, 1449 ; — V. *Fermier*.

Cheptel donné au colon partiaire. Stipulations permises et prohibées, quant à ses profits et pertes, 1450 ; — Quand ce cheptel finit et qu'elles règles lui sont applicables, 1451 et 1452 ; — V. *Colon partiaire*.

Cheptel appelé *louage ou alpage des vaches*. Le preneur profite seul du lait et des veaux, 1453 ; — Quelle règle lui est applicable, 1454 ; — Le bailleur est tenu de la perte ; exception, 1455.

Chevaux. Quand il sont ou non compris dans le mot meuble, 383.

Chirurgiens. Leur action pour honoraires se prescrit par quatre ans, 1819.

Choix du tuteur de l'enfant mineur non émancipé et orphelin de père et de mère, 291 ; — En matière d'obligation alternative, le choix appartient au débiteur, 970 ; — Le copermittant évincé a le choix de demander des dommages intérêts ou de répéter sa chose, 1337.

Choses. Du droit d'accession relatif aux choses mobilières, 412 et suiv. ; — Comment l'usufruitier doit jouir de celles dont on ne peut faire usage sans les consommer, 433 ; — Et de celles qui se détériorent par l'usage, 434 ; — La perte de la chose éteint l'usufruit, 464 ; — Des lois de police règlent la manière de jouir de celles dont l'usage est commun à tous, 567 ; — La chose léguée doit être délivrée dans l'état où elle se trouve au jour du décès du testateur, 729 ; — Choses qui peuvent être l'objet des obligations et contrats, 906 et suiv. ; — Obligations de donner, livrer et conserver la chose qui fait l'objet d'une convention, 916 et suiv. ; — La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente, 1261 ; — V. *Autrui* (chose d') — *Autorité de la chose jugée*, — *Louage*, — *Perte de la chose due*, — *Union*.

Choses mobilières et immobilières. — V. *Ces mots*.

Choses perdues où volées. Quand les choses perdues appartiennent à celui qui les a trouvées, 570 ; — Temps pendant lequel les choses perdues ou volées peuvent être revendiquées, 1823 ; — Droits du détenteur de la chose quant au prix et autres frais qu'il a dû payer, 1824.

Ciment. (effets mobiliers scellés à —) sont immeubles, 375.

Citation en justice et en conciliation. Leur effet au sujet de l'interruption de la prescription, 1800, 1801, 1802, 1805, 1806 et 1807. — V. *Assignations. Notifications et Significations*.

Citerne (disposition relative à l'établissement d'une —), 525.

Civils (Droits). V. *Droits*.

Clause comminatoire d'une disposition pour cause de mort. Cas où elle est réputée non écrite, 806.

Clause pénale. Ce que c'est, 999 et 1002 ; — Sa nullité n'entraîne point celle de l'obligation principale, 1000 ; — Au lieu de demander la peine stipulée, le créancier peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale, 1001 ; — Le créancier ne peut la demander en même temps que l'obligation principale ; exception, 1002 ; — Temps depuis lequel la peine est encourue, 1003 ; — Cas où elle peut être modifiée par le juge, 1004.

Clause des conventions. Mode de leur interprétation, 936 et suiv.

Clefs. La tradition d'effets mobiliers s'opère par la remise des clefs du bâtiment qui les contient, 1253. — V. *Délivrance. Tradition.*

Clôture (la réparation des murs de —) est considérée comme grosse réparation, 454 ; — Où le propriétaire peut clore son fonds, 499 ; — Quand la clôture est réputée mitoyenne, 521. — V. *Fossés. Haies et Mur mitoyen.*

Clôture du compte de tutelle. V. *Comptes de tutelle.*

Code civil. Abrogation de toutes lois, coutumes, etc., qui y sont contraires, 1826 ; — Promulgation du Livre I, à dater du 1^{er} mars 1854 ; du Livre II et du commencement du Livre III, à dater du 1^{er} avril 1854 ; de la fin du Livre III à dater du 30 avril 1855.

Co-débiteurs (effet de la solidarité à l'égard des —), 980 et suiv. ; — Quand la prescription est interrompue contre l'un d'eux, elle l'est à l'égard de tous, 986 et 1805 ; — Ils sont libérés par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, 1045 ; — Quand ils sont libérés par la remise ou décharge conventionnelle faite au profit de l'un d'eux, 1050 ; — Comment ils profitent de la confusion qui s'opère dans la personne du débiteur solidaire, 1059 ; — Et du serment déféré à l'un d'eux, 1113.

Codicille. A pour but de modifier un testament, 722 ; —

Comment il peut être fait, 722; — Règles auxquelles il est soumis. Il ne peut contenir une institution d'héritier, 723; — Sa valeur. Il devient caduc ou nul quand le testament est déclaré tel, 724. — V. *Testaments*.

Cofidėjusseurs. V. *Cautionnement*.

Coffre fermé (dépôt confié dans un —), 1553. — V. *Dépôt*.

Cohabitation. (temps de la —) entre époux, qui établit la fin de non recevoir contre les demandes en nullité de mariage, 126; — Quand le mari peut désavouer l'enfant en prouvant l'impossibilité physique où il a été de cohabiter avec sa femme, 216.

Co-héritiers. Leurs droits aux portions vacantes, 759 et 760. — V. *Accroissement* (droit d'—). Ils peuvent repousser la demande en investiture de succession faite par les créanciers en les désintéressant, 782; — Par qui est exercée l'action en partage concernant des co-héritiers mineurs ou interdits, 831; — Dans un partage, les lots peuvent être faits par l'un des co-héritiers, 840; — On doit rapporter ce qui a été employé pour leur établissement ou le paiement de leurs dettes, 849; — Imputation de ce qui est dû par eux à la masse, 859; — Ils sont tenus des dettes de la succession, comment ils y contribuent entre eux, 860; — Leur recours contre les autres co-héritiers, 861; — Ils peuvent demander la liquidation des dettes avant le partage, 862; — Effets du partage entre les co-héritiers et garantie des lots, 870, 871 et 872; — Le co-héritier qui a aliéné son lot n'est plus recevable à demander la rescision du partage, 879; V. *Gage. Héritiers. Partages. Rapports et Renonciation aux successions*.

Co-légataires (quand l'accroissement a lieu entre les); 761.

Collatérale (ce qu'on entend par ligne), 595; — Comment se comptent les degrés en ligne collatérale, 597; — Com-

ment la représentation a lieu dans cette ligne, 602 ; V. *Degrés. Représentation.*

Collatoraux (parents) quand ils peuvent attaquer un testament, 132 ; — Comment ils succèdent, 610 et suivants.

Collections (de tableaux) ne font pas partie des meubles meublants, 384.

Collocation. Comment se fait la collocation des créanciers, 1697, 1736, 1744.

Colon partiaire. Il ne peut souffrir, ni de l'ouverture, ni de la cessation de l'usufruit, 431 ; — Cheptel qui lui est donné et ce qu'on ne peut stipuler, 1450 et suivants.

Commandement. Son effet quant à l'interruption civile de la prescription, 1800.

Commencement de preuve par écrit ; — Ce que c'est, 1096 ; — Son effet au sujet de la preuve testimoniale en général, 1096 ; — D'où résulte le commencement de preuve par écrit requis pour établir celle de la filiation, 228 et 229 ; — L'enfant qui réclame sa mère doit prouver son identité par un commencement de preuve écrit, 247 ; — Quand les registres d'un marchand et les copies d'actes authentiques peuvent servir de commencement de preuve écrite, 1078 — 1086. — V. *Filiation et preuve.*

Commerce. Dans quel cas la femme est réputée marchande publique et peut s'obliger sans autorisation, 160 ; — V. *Marchande publique.* Quand ce qui fait l'objet d'un commerce est ou non compris dans le mot meuble, 383 ; — Les choses qui sont dans le commerce peuvent seules être l'objet des conventions, 908 ; — Ce qui est réglé par les lois relatives au commerce, 1080, 1093, 1327, 1407, 1695 et 1710 ; — Tout ce qui est dans le commerce peut-être vendu lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation, 1244 ; — Disposition relative aux

Sociétés de commerce, 1495; — On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce, 1780.

Commettants. Leur responsabilité à l'égard du dommage causé par leurs préposés, 1132.

Commodat. Sa définition, etc., 1497 et suivants; — V. *Prêt à usage*.

Commun (ce qui est) à tous, n'appartient à personne; des lois de police en règlent la jouissance, 567.

Communauté d'acquêts. V. *Acquêts*.

Communaux (biens). V. *Biens communaux*.

Communauté (régime de la) La séparation de corps et de biens amène sa liquidation, 200; — Les époux peuvent déclarer d'une manière générale qu'ils se marient sous ce régime, 1139; — A défaut de conventions contraires, tout mariage de neuchâtelois est réputé fait sous ce régime, 1141; — Quand commence la communauté légale, 1149; — A quelles règles elle est soumise, 1150; — De l'actif de la communauté, 1151 et suivants; — De ce qui la compose passivement, 1156 et suivants; — Le mari administre seul tous les biens qui la composent; il est responsable des biens de la femme, 1161; — Ni le mari, ni la femme ne peuvent disposer entre vifs des biens de la communauté, sans un consentement mutuel, 1162; — Quand et par qui doivent être autorisés les actes faits par la femme, 1163, 1164 et 1165; — Dans quel cas, le bail d'un bien de la femme, passé par le mari, est sans effet, 1166; — Comment est envisagée la femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté, 1167; — Droit du mari qui garantit solidairement la vente d'un immeuble propre de la femme, 1168; — La récompense est due à la communauté de toutes sommes qui en ont été prélevées pour acquitter les dettes d'un des époux, 1169; — Elle est également due pour toute amélioration majeure d'un immeuble propre à l'un des époux, 1170; — Les

avances pour l'établissement d'un enfant commun sont censées fournies par moitié; modification, 1171; — Comment se dissout la communauté, 1172; — La séparation de biens ne peut-être demandée que par la femme, 1173; — Formes de la demande en dissolution et quelques-unes de ses suites, 1174 et suivants; — Comment la communauté peut être rétablie, 1179; — De quelle manière il est procédé au partage de l'actif d'une communauté, après dissolution, 1183 et suivants; — Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes, 1194 et suivants; — Dans quel cas les biens soumis à un droit de survie peuvent être vendus pour acquitter les dettes de la communauté, 1212.

Communes. Le neuchâtelois ne peut jamais perdre ses droits de commune, 11; — A quelle commune appartient l'enfant naturel, 249; — Elle doit pourvoir à son entretien, 252; — On ne peut changer le cours d'une source qui fournit de l'eau à une commune, 493; — Nature et effets des servitudes établies pour l'utilité des communes, 500 et 501; — Elles ne peuvent accepter aucun don d'une valeur excédant fr. 2000, sans l'autorisation du Conseil d'Etat, 646, — Les administrateurs de leurs biens ne peuvent s'en rendre acquéreurs, 1241; — Elles sont soumises aux mêmes prescriptions que les particuliers, 1781.

Compensation. (le legs fait au créancier ou au domestique n'est pas censé fait en —) de sa créance ou de ses gages, 736; — La clause pénale est la compensation des dommages-intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation principale, 1002; — La compensation éteint l'obligation principale, 1005; — Dans quels cas s'opère la compensation, 1054, 1055 et 1056; — Quand elle ne peut être réclamée, 1057; — Ce que l'associé ne peut opposer en compensation des dommages qu'il a causés à la société, 1470; — L'emprunteur ne peut retenir la chose par compensation de ce que lui doit le prêteur, 1507; — Compensation en matière de vente, 1269; — V. *Délivrance*.

Compromis. Celui fait au nom d'un mineur doit être homologué par l'autorité tutélaire, 328; — Le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre, 1609.

Compte. Effet de la vente faite au compte, 1231.

Comptes. (la Justice de paix nomme un curateur aux présumés absents pour les représenter dans les —) à eux relatifs, 63.

Compte courant. (la compensation s'opère entre personnes qui sont en —), 1055.

Comptes de tutelle. Doivent être rendus au moins tous les trois ans, 329; — A qui sont tenus de rendre compte les père et mère tuteurs, 330; — Peines contre le tuteur qui refuse de rendre ses comptes, 331; — Qui doit être présent à la reddition des comptes; 332; — Pièces que le tuteur doit représenter, 333; — Dépenses et indemnités allouées au tuteur, 334 et 335; — Le tuteur n'est pas tenu de faire des avances au mineur, quand l'intérêt de ses avances lui est dû, 336; — Le tuteur ne peut être dispensé de rendre ses comptes par un traité entre lui et les intéressés, 337; — Le reliquat dû porte intérêt dès la libération du tuteur; mesures que l'autorité tutélaire peut prendre à ce sujet, 338; — Mode de régler les contestations auxquelles peut donner lieu la reddition des comptes, 339; — Les erreurs de calcul peuvent être redressées pendant l'année qui suit la libération du tuteur, 340.

Computation des degrés de parenté, 594 et suivants; — V. *Degrés*.

Conception. Le mariage ne peut plus être attaqué pour défaut d'âge quand la femme a conçu avant l'échéance des six mois, 130; — L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari, 215; — Celui qui n'est pas conçu à l'ouverture d'une succession ne peut succéder, 577 et 644; — L'enfant conçu au moment de la donation peut recevoir entre vifs, 644.

Concession (cas où l'usufruitier doit obtenir une —) pour l'exploitation des mines et carrières, 444.

Conciliation (citation en —) V. *Citation*.

Conclusion (prises par le ministère public) ; — V. *Ministère public*.

Concurrence (paiement des créanciers privilégiés par —), 1701 ; — V. *Privilèges*.

Condamnation à une peine afflictive ou infâmante. Quand elle emporte la privation des droits civils, 16 et 17.

Condamnation à fournir une caution, ses effets, 1656.

Condition. Dans toutes donations entre vifs, ou à cause de mort, les conditions impossibles, contraires aux lois et aux mœurs, sont réputées non écrites, 637 ; — Elles rendent nulles les conventions, 952 ; — Quand l'obligation est elle conditionnelle, 948 ; — Définitions de la condition casuelle, potestative et mixte, 949, 950 et 951 ; — Conditions qui rendent nulle la donation entre vifs, 676 ; — Condition qui n'empêche pas l'héritier ou le légataire d'avoir un droit acquis transmissible à ses héritiers, 749 ; — Celle de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation, 953 ; — Effet de la condition potestative de la part de celui qui s'oblige, 954 ; — De quelle manière la condition doit être accomplie, 955 ; — Quand elle est censée défaillie, 956 ; — Quand elle est censée accomplie, 957 et 958 ; — Celle qui est accomplie a un effet rétroactif, 959 ; — Le créancier conditionnel peut exercer tous les actes conservatoires, 960 ; — En quoi la condition diffère du terme, 965 ; — V. *Terme*.

Condition suspensive. Sa définition et ses effets, 961 et 962 ; — La vente immobilière ne peut être faite sous cette condition, 1229.

Condition résolutoire. Sa définition et ses effets, 963 ; — Elle est toujours sous entendue dans les contrats synallagmatiques ; dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit, 964 ; — La vente immobilière ne peut être faite sous cette condition, 1229.

Condition des personnes. L'enfant naturel suit la condition de sa mère quand le père ne l'a pas reconnu, 248; — On y a égard quand il s'agit de déterminer s'il y a eu violence envers les contractants, 892.

Conditions requises pour pouvoir contracter mariage, 88 et suivants; — Essentielles pour la validité d'une convention, 888.

Conditionnelles (créances). V. *Créances*.

Conduite d'eau. V. *Eaux*.

Confirmatifs (actes), 1087, 1090, 1091 et 1092; — V. *Actes en général*.

Confusion en matière de servitude, 558; — Portion de la créance pour laquelle la confusion a lieu lorsque le débiteur ou le créancier solidaire deviennent héritiers l'un de l'autre, 989; — Les obligations s'éteignent par la confusion, 1005; — Règles et effets de la confusion, 1058 et 1059; — Celle qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, héritiers l'un de l'autre n'éteint point l'action du créancier contre la caution de la caution, 1650.

Congé. L'usufruitier donnant à ferme, peut résilier le bail, en se conformant aux règles prescrites pour les congés, 441; — Délais fixés pour donner congé, lorsque le bail a été fait sans écrit, 1365; — Le congé n'est pas nécessaire à l'expiration du bail fait par écrit, 1366; — La tacite reconduction ne peut être invoquée par le preneur lorsqu'il y a un congé signifié, 1368; — Dans quel cas elle peut être invoquée, s'il n'y a pas eu congé signifié, 1369; — Délai accordé au bailleur ou acquéreur de la chose louée pour donner congé au fermier ou locataire, en cas de mort, mariage ou vendition, 1376; — Congé que doit signifier le bailleur conventionnel qui veut occuper sa maison, 1390; — V. *Baux*.

Conjoints. V. *Epoux*.

Consanguins. Droits de succession des frères et sœurs consanguins, 611.

Conseil d'Etat. Il est chargé de la promulgation des lois, 1; — Les rectifications ou transcriptions d'actes de l'état civil doivent être autorisés par lui, 27 et 51; — Il rend publics les jugements de déclarations d'absence, 71; — Il peut dispenser les époux de publier leurs bans dans le lieu de leur dernier domicile, 103; — Si les époux, ou l'un d'eux, sont étrangers au canton, leur mariage ne peut être célébré sans son autorisation, 107; — En cas de mariage *in-extremis*, il peut en autoriser la célébration dans un domicile privé, 112; — Ses membres sont dispensés de toute tutelle autre que celle de leurs parents, 294; Il peut autoriser la sequestration provisoire de l'individu dont on provoque l'interdiction, 352; — Les corporations et autres personnes morales ne peuvent accepter de dons excédant deux mille francs, sans son autorisation, 646.

Consentement. Il n'y a pas mariage sans consentement, 89; — Quand on ne peut contracter mariage sans le consentement de ses père, mère, aïeux ou tuteur, 92 et suivants; — V. *Mariage*; — Un époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint, 254; — Le consentement des père et mère de l'adopté, ou du survivant, doit être requis, 255; — Un mineur ne peut être émancipé sans son consentement formel, 344; — Quand les parents sont réputés jouir des biens de leurs enfants par leur tacite consentement, 275; — Un mur mitoyen ne peut être modifié sans le consentement mutuel des voisins, 514; — Du consentement requis pour la validité des conventions, 888, 889 et suivants; — Elles ne peuvent être révoquées qu'en suite du consentement mutuel des parties, 914; — Celui qui doit intervenir dans les contrats résultant du mariage d'un mineur, 1148; — Les époux ne peuvent disposer entre vifs des biens de la communauté, sans leur consentement mutuel, 1162; — En matière de vente, la tradition des effets mobiliers s'opère par le consentement des parties, 1253; — Quand le preneur ne

peut, ni sous-louer, ni céder son bail sans le consentement du propriétaire, 1349.

Conservateurs des hypothèques. Leurs obligations, leur responsabilité, etc., 1735, 1760 et suivants. — V. *Hypothèques*.

Conservation. Il est tenu compte à l'héritier qui fait rapport, des impenses faites pour la conservation de la chose donnée, 855; — Effets de l'obligation relativement à la conservation de la chose qui y a donné lieu, 916 et suivants; — Dépenses de conservation dont doit tenir compte celui qui obtient la restitution d'une chose indûment reçue, 1129; — Conservation du cheptel, 1429; — Le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses faites pour la conservation du gage, 1691.

Conservation des successions (mesures à prendre pour la conservation des) 764, 766; — Cas où il n'y a pas lieu à apposition de scellés, 765.

Consignation. Quand elle a lieu et ses effets, 1028; — Formalités à remplir pour qu'elle soit valable, 1030 et 1031; — Qui doit en supporter les frais, 1032; — Le débiteur peut retirer la consignation tant qu'elle n'a point été acceptée par le créancier, 1033; — Cas où il ne peut la retirer au bénéfice de ses co-débiteurs ou cautions, 1034; — Le jugement qui déclare la consignation bonne éteint l'hypothèque consentie pour sûreté de la créance, 1035. — V. *Offres de paiement*. — Quand le propriétaire d'un immeuble hypothéqué, a la faculté de se libérer en consignat le prix fixé, 1758.

Consolidation. (l'usufruit s'éteint par la) des qualités d'usufruitier et de propriétaire, 464.

Consommation de la négociation (le contrat de Société finit par la —), 1482; — Prêt de consommation ou simple prêt, 1514 et suivants. — V. *Prêts*.

Constitution de rente. Quand le prêt prend ce nom,

1531; — Cette rente peut être constituée en perpétuel ou en viager, 1532.

Constructions. Matériaux qui sont meubles jusqu'à leur emploi dans une construction, 382; — Constructions qu'à droit de faire le propriétaire du sol, 400; — Toutes celles faites sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumées faites par le propriétaire, 401; — Obligations du propriétaire du sol qui a fait des constructions avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, 402; — Droit du propriétaire du fonds d'obliger celui qui y a fait des constructions avec ses matériaux, de les enlever ou de conserver les constructions, 403; — Règles relatives aux constructions des murs mitoyens et aux dépenses qui en résultent, 507 et suivants; — Distances et ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions, 525 et suivants; — Les constructions nouvelles faites sur le fonds légué, font partie du legs, 730. — V. *Devis et marchés*.

Contenance des fonds vendus, 1263 et suivants. — V. *Délivrance*. — Contenance des fonds affermés, 1391. — V. *Baux*. — Défaut et excédant de contenance. — V. *Défaut et Excédant*.

Contestations. Poursuites de celles qui peuvent s'élever lors de la reddition des comptes du tuteur, 339; — Contestations entre l'usufruitier et le propriétaire du fonds sujet à l'usufruit dans lesquelles les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir, 468; — Ce qui est prescrit aux tribunaux relativement aux contestations qui naissent sur les cours d'eaux, 496; — Le serment décisoire peut être déféré sur toute espèce de contestation, 1107; — Le dépositaire du séquestre ne peut en être déchargé qu'après la contestation terminée; exception, 1579; — Contestation sur la perte arrivée au cheptel par cas fortuit. V. *Cheptel simple*. — En matière de transport. V. *Transport*.

Contrainte par corps. Elle peut s'accorder pour toute

espèce de dettes, sauf pour celles qui résultent d'un cautionnement; dans quel cas le créancier peut la demander, 1675; — Dans quels autres cas elle peut s'accorder, 1676; — Contre qui elle ne peut être accordée, 1677; — Le jugement doit déterminer la durée de la prison; maximum, 1678; — Lorsque le débiteur emprisonné aura atteint l'âge de soixante ans, il devra être mis en liberté, 1679; — Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement susceptible d'appel, 1680; — Effet de l'appel, 1681; — Effet de l'exercice de la contrainte, 1682.

Contrats. Conditions, Conventions, Engagements et Obligations. — Définition du contrat, 881; — Définitions des diverses espèces de contrats, 882, 883, 884, 885 et 886; — Disposition générale sur les contrats *nommés* ou *innommés*, 887; — Les conditions essentielles pour leur validité, sont: le consentement, la capacité de contracter, un objet certain et une cause licite, 888.

Consentement. Il n'est pas valable s'il n'a été donné que par erreur, s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol, 889; — Cas où l'erreur est où n'est pas une cause de nullité de la convention, 890; — Quelle espèce de violence peut faire annuler le contrat, 892; — Désignation des personnes par qui ou contre qui il suffit que la violence ait été exercée pour faire annuler le contrat, 891 et 893; — La seule crainte révérentielle ne suffit pas pour l'annuler, 894; — Cas où il ne peut plus être attaqué pour cause de violence, 895; — Cas où le dol est une cause de nullité de la convention; il ne se présume pas, 896; — La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit, 897; — Quand la lésion vicie les conventions, 898; — On ne peut contracter que pour soi-même, 899; — Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, sauf indemnité, 900; — En matière immobilière, les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'aux promesses de vente, 900; — Quand on est censé avoir stipulé pour soi ou ses ayant cause, 901.

Capacité des parties contractantes. Personnes incapables de contracter, 903; — Modification quant au majeur interdit ou placé sous curatelle, 904; — Les personnes capables ne peuvent opposer l'incapacité de ceux avec qui elles ont contracté, 905.

Objets et matière des contrats. Le contrat ne peut avoir pour objet qu'une chose ou l'usage, ou la possession d'une chose qui soit dans le commerce, et déterminée, du moins quant à son espèce, 906 à 909; — Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation, sauf en ce qui concerne une succession non ouverte, 910.

Cause. Nullité des obligations sans cause, sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, 911; — Il n'est pas nécessaire que la cause soit exprimée, 912; — Quand la cause est illicite, 913.

Les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, et doivent être exécutées de bonne foi, 914; — Comment elles peuvent être révoquées, 914; — A quoi elles obligent, 915; — Effet des conventions relativement à l'obligation de donner et livrer, 919 et suiv.; — Et relativement à l'obligation de faire ou ne pas faire, 922 et suivants; — Dommages et intérêts résultans de l'inexécution de la convention, 926 et suivants. — V. *Dommages-intérêts*. — Mode d'interprétation des conventions, 936; — V. *Interprétation*. — Effet des conventions à l'égard des tiers, 945 à 947; — Obligations conditionnelles et leurs effets, 948 à 964. — V. *Condition*. — Nature et effet des obligations à terme, 965 et suivants. — V. *Terme*. — Règles sur les obligations alternatives, 969 et suivants; — Causes et effets de la solidarité entre les créanciers, 977 et suivants; — De la part des débiteurs, 980 et suivants. — V. *Solidarité*. — Nature et effet des obligations divisibles et indivisibles, 996 à 998; — De celles avec clause pénale, 999. — V. *Clause pénale*. — Causes de l'extinction des obligations, 1005; — La société commence à l'instant du contrat, 1463; — Les contrats passés hors du pays ne peuvent donner d'hypothèques sur les biens situées dans le Canton, 1728; — Frais de contrat d'un objet vendu. — V. *Vente, Engagements et Quasi-Contrats*.

Contrat aléatoire. Sa définition et ses espèces, 1586 ; — La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou le paiement d'un pari, 1587 ; — Le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé ; exception, 1588.

Contrat d'assurance (le) est aléatoire, 1586 ; — Il est régi par des lois spéciales, 1586.

Contrat de louage. Dispositions générales, 1340 et suivants ; — Circonstances qui en opèrent ou non la résiliation, 1371 et suivants. — V. *Baux. Louage.*

Contrat de mariage. On peut y introduire toutes sortes de clauses, 1135 ; — Restrictions à cette règle, 783, 1135, 1136, 1137 et 1138 ; — Les époux peuvent déclarer d'une manière générale, sous quel régime ils entendent se marier, 1139 ; — Il doit être reçu par main de notaire, avant le mariage, et ne peut-être modifié après, 1142 ; — Formalités à observer quant aux changements qui y sont faits avant la célébration, 1143, 1144 ; — Dépôt et publication de ceux qui dérogent au régime de la communauté légale, 1145 ; — Règles relatives à l'étranger au canton qui y est domicilié, 1147 ; — Moyennant assistance, le mineur habile à contracter mariage peut consentir toutes conventions y relatives, 1148 ; — Quand commence la communauté légale et à quelles règles elle est soumise à défaut de contrat, 1149 et 1150 ; — Le contrat de mariage peut astreindre l'époux survivant à fournir caution, 1214 ; — La convention par laquelle des époux rétabliraient leur communauté sous d'autres conditions que celles admises antérieurement, est nulle, 1179.

Contrat de mariage. (donations faites par —) aux époux ou enfants à naître du mariage, ne sont point révocables pour cause d'ingratitude, 687 ; — A quelles règles ces donations sont soumises, 695 ; — Elles sont toujours réputées faites aux époux et enfants à naître du mariage, 696 ; — La clause de retour des biens au donateur, en cas de survivance, peut y être stipulée, 697 ; — Cas où la chose réservée par le donateur, ap-

partient au donataire ou à ses héritiers, 698 ; --- Quand ces donations sont réputées acceptées, 699 ; — Elles sont caduques si le mariage ne s'ensuit pas, 700 ; — A l'ouverture de la succession du donateur elles sont réductibles à la portion dont la loi lui permettait de disposer, 701.

Contrat de mariage. (dispositions entre époux par—), Donations que les époux peuvent se faire par contrat de mariage, 702 ; — Ces donations sont censées faites sous la condition de survie du donataire, 703 ; — Quotité de biens dont la loi permet à l'époux de disposer, 704 ; — Quand ces donations sont réductibles, 705 ; — Nullité des donations entre époux pendant le mariage, 706.

Contrat onéreux. La disposition au profit d'un incapable est nulle, même déguisée sous la forme d'un contrat onéreux, 647 ; — Définition du contrat à titre onéreux, 886.

Contrat de rente. Celui de rente viagère est aléatoire, 1586. — V. *Rente*.

Contrats de société et de vente. V. *Société et Vente*.

Contravention aux dispositions relatives au mariage, 129 ; — V. *Mariage*.

Contr'échange. V. *Echange*.

Contre-murs requis pour certaines constructions, 525 et suivants.

Contribution aux dettes. V. *Dettes en matière de succession*.

Contributions à la charge de l'usufruitier, 456 et 457 ; — Nature de celles à supporter par le propriétaire, 456 et 457 ; — Cas où l'usager est sujet aux contributions, 485.

Conventions (les) particulières ne peuvent déroger aux

lois sur l'ordre public et les bonnes mœurs, 6 ; — Conditions essentielles pour leur validité, 888 ; — Quand l'erreur cause ou non leur nullité, 890 ; — Les conventions matrimoniales doivent être rédigées avant le mariage, par acte devant notaire, et ne peuvent être changées après la célébration, 1142 ; — V. *Contrat de mariage*. — Nullité de la convention qui donnerait la totalité des bénéfices à l'un des associés, 1474. — V. *Société*. — Action en nullité ou en rescision des conventions, 1062 et suivants ; — L'acte authentique fait pleine foi de celle qu'il renferme, 1071 ; — Engagements qui se forment sans convention, 1118. — V. *Engagements. Contrat*.

Co-partageants. V. *Partages*.

Copermutants. V. *Echange*.

Copie de titres. Quand fait foi celle d'un acte ou titre sous seing-privé, 1084 ; — Et celle d'un acte authentique, 1085 ; — Dans quel cas celle de l'acte authentique peut servir de commencement de preuve, 1086.

Co-propriétaire. (Droits et obligations du —) d'un mur mitoyen, 507 et suivants ; — Le co-propriétaire contre lequel la prescription ne peut courir, conserve le droit des autres, 563 ; — Co-propriétaire d'un immeuble vendu par licitation. — V. *Licitation*.

Corbeaux de pierre (effet des) sur la mitoyenneté des murs, 505.

Corps certains qui sont de nature mobilière, 379 ; — Règles sur la libération d'un corps certain, 1016 ; — Cas où le dépôt d'un corps certain peut avoir lieu, 1036 ; — Le débiteur d'un corps certain en est libéré par sa perte, 1060.

Correctionnelle (Police). V. *Police*.

Corrosives (matières). V. *Matières*.

Coulure. En matière de bail, est un cas fortuit ordinaire, 1399.

Coupes de bois. Les bois, taillis ou futaies ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure de l'abattage, 372; — Obligations de l'usufruitier relativement aux coupes des bois compris dans l'usufruit, 435 et suivants.

Cours. (cas où les murs entre —) et jardins sont ou ne sont pas mitoyens, 504.

Cours des rivières. (effet du nouveau —) à l'égard des propriétaires riverains, 411.

Cours d'eau. V. *Eaux*.

Cousins germains. Dans quel cas ils ont le droit de former opposition au mariage, 118; — Ils sont au quatrième degré de la ligne collatérale, 597; — V. *Collatérale*. *Parents*.

Coutume. Elle ne peut plus régler l'association des époux, 1138; — Abrogation de la Coutume, 1138, 1826; — Exceptions quant aux actions ayant pour objet une valeur excédant mille francs et aux indivisions coutumières, antérieures à la promulgation du Code, *Dispositions transitoires*. G. et H. — Abolition de la clause des vins et étrennes, dans les ventes d'immeubles : *Disposition transitoire*. K.

Couvertures. (le rétablissement des —) entières est considéré comme grosse réparation à la charge du propriétaire du fonds sujet à usufruit, 453 et 454; — Modification, 453.

Crainte. (causes et effets de la —) sur le consentement donné à une convention ou obligation, 892 et 894.

Créances. Quand la compensation s'opère entr'elles de plein droit, 1055; — Quand elles s'éteignent par confusion, 1058; — Transport des créances, 1322 et suivants. — V. *Transport*. — A quelle époque commence à courir la prescription à l'égard des créances conditionnelles et à jour fixe, 1811.

Créanciers. Sous peine de déchéance, le tuteur fera déclarer dans l'inventaire ce que le mineur peut lui devoir, 315;

— Intervention des créanciers de l'usufruitier dans ses contestations avec le propriétaire du fonds dont il a l'usufruit, 468; — Ils peuvent faire annuler sa renonciation à l'usufruit, 472; — Nullité des donations faites en fraude des créanciers, 645; — Le legs fait au créancier n'est pas censé fait en compensation de sa créance, 736; — Ils peuvent accepter, du chef de leur débiteur, la succession à laquelle il aurait renoncé à leur préjudice, 780; — Formalités à suivre dans ce cas, et droit des autres cohéritier, 781 782 et 801; — L'héritier sous bénéfice d'inventaire peut leur abandonner tous les biens de la succession, 792; — Comment les créanciers du défunt font valoir leurs droits sur ses immeubles hypothéqués, 822; — Quand le créancier peut exiger la liquidation de la masse sous bénéfice d'inventaire, 825; — Les créanciers personnels de l'héritier n'ont aucun accès sur les biens du défunt, 826; — Comment le créancier peut être écarté d'un partage, 844; — Le créancier par titre du défunt peut demander la séparation des patrimoines, 863; — Ceux de l'héritier ne peuvent la demander contre les créanciers de la succession, 868; — Le créancier est propriétaire de la chose dès l'instant où il y a obligation de la livrer, 918; — Droits des créanciers relativement à l'obligation prise envers eux *de faire ou de ne pas faire*, 923 et 924; — Ils peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, sauf ceux attachés à la personne, 946; — Ils peuvent attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits, 947; — Le créancier d'une obligation conditionnelle peut exercer tous les droits conservatoires de son droit, avant l'accomplissement de la condition, 960; — S'il meurt avant son accomplissement, ses droits passent à son héritier, 959; — Choix accordé au créancier lorsque la chose qui fait l'objet de l'obligation contractée sous une condition suspensive, vient à se détériorer ou à périr, 962; — Effet de la condition résolutoire à l'égard du créancier, 963; — Règles sur la libération des obligations alternatives, 969 et suiv.; — Effets, à l'égard du débiteur, de la solidarité entre les créanciers et à l'égard de ceux-ci, de la solidarité de la part des débiteurs, 977 et suivants et 980 et suivants; — Ce que le créan-

cier d'une obligation avec clause pénale peut ou ne peut pas demander, 1001 et 1002; — Règles et effets du paiement relativement au créancier et au débiteur, 1006 et suivants; — Quant la subrogation dans les droits du créancier est conventionnelle ou légale, 1020 et suivants; — Règles admises entre le créancier et le débiteur pour les offres de paiement et la consignation, 1028 et suivants; — Effet que produit la novation à l'égard du débiteur et du créancier, 1037; — Quand la remise volontaire faite au débiteur par le créancier, du titre original fait preuve de libération ou la fait présumer, 1046 et suivants; — Effet de la compensation et de la confusion à l'égard des créanciers et débiteurs, 1054 et 1058; — Cas où le débiteur est libéré envers le créancier par la perte de la chose due, 1060; — Effet de l'écriture mise par le créancier au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, ou du double de ce titre qui est entre les mains du débiteur, 1082; — Cas où le débiteur a droit de répétition contre le créancier, 1125; — Les créanciers personnels d'un époux ne peuvent exercer de poursuites que sur les biens de cet époux, 1160; — Effet du cautionnement entre le créancier et la caution, 1641 et suivants; — La caution qui a payé la dette est subrogée aux droits du créancier contre le débiteur, 1645; — V. *Cautionnement*. — Quand le créancier peut demander la contrainte par corps, 1675; — Exceptions, 1677; — Le même créancier ne peut retenir en prison son débiteur plus de cinq ans, 1678; — Droits que le gage confère au créancier, 1684 et suivants; — V. *Gage*. — Les privilèges, considérés relativement aux créanciers, 1697 et suivants; — V. *Privilèges*. Cas où le créancier hypothécaire peut poursuivre son remboursement, demander un supplément d'hypothèque ou une nouvelle désignation, 1717; — V. *Hypothèques*. — Biens dont le créancier peut poursuivre l'expropriation, 1769; — Quand il peut poursuivre la saisie des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, 1771; — Les créanciers peuvent opposer la prescription à laquelle leur débiteur aurait renoncé, 1779; — Temps pendant lequel la prescription ne court point contre les créanciers d'une succession, 1813.

Criminel (tribunal). Les actes de faux peuvent lui être déferés par le ministère public, 1075 ; — V. *Tribunaux*.

Croisées. V. *Fenêtres*.

Croît. (tous les animaux susceptibles de —) peuvent être donnés à cheptel, 1424 ; — Il se partage entre le preneur et le bailleur, 1427. — V. *Animaux*.

Cuirs (des bêtes). Quand l'usufruitier doit en tenir compte au propriétaire, 463.

Culture. Cas où l'usager est assujetti aux frais de culture, 485 : — Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture, 430. — V. *Industrie*.

Cumul. L'usufruitier peut cumuler ses droits annuels en une seule coupe de bois, 439.

Curatelle. (personnes qui peuvent être placées sous —) et comment il est procédé à leur égard, 361 ; — Motifs pour lesquels un majeur peut demander à être placé sous curatelle, 362 ; — Nul n'est tenu d'accepter une curatelle volontaire, mais une fois acceptée on ne peut en être déchargé avant trois ans, 364 ; — Le majeur qui s'est mis volontairement sous curatelle doit toujours en être libéré sur sa demande, 365 ; — Les lois sur la tutelle s'appliquent à la curatelle, 366 ; — Celui qui est placé sous curatelle ne peut donner entre vifs, 642 ; — Le majeur sous curatelle peut contracter mariage, 904.

Curateurs. La Justice de Paix en nomme aux présumés absents, 63 ; — Leurs obligations, 63 ; — Curateur *ad hoc* nommé d'office à celui dont on demande l'interdiction, 353 ; — L'autorité tutélaire peut nommer un curateur provisoire pour l'administration des biens de l'interdit, 357 ; — Le curateur volontaire doit être agréé, 363 ; — Quand le sourd-muet ne sait pas écrire, il doit accepter par l'intermédiaire d'un curateur, une donation entre vifs, 674 ; — Nomination d'un curateur d'of-

fice à la masse, 766; — V. *Succession*. — Nomination d'un curateur à l'époux usufruitier, ses obligations, 1215 et 1219; — Droits de l'époux usufruitier contre ce curateur, 1218; — Ces fonctions ne sont point obligatoires, 1219; — Par qui ce curateur est nommé, 1221; — Transactions interdites au curateur, 1661.

Curement (des puits et fosses d'aisance); est à la charge du bailleur, 1384. — V. *Puits et fosses d'aisance*.

D

Date. De quel jour les actes sous seing-privé ont date contre les tiers, 1077; — Dès quelle date le cessionnaire d'une créance est saisi à l'égard des tiers, 1323.

Débiteur. Ses obligations quant à la conservation et à la délivrance de la chose, 916, 917 et 918; — Comment il est constitué en demeure de la livrer, 919; — Dommages-intérêts dont le débiteur est passible en cas d'inexécution de ses obligations, 922 et suivants; — La condition est réputée accomplie lorsque le débiteur, obligé sous cette condition, en a empêché l'accomplissement, 958; — Risques dont est tenu le débiteur d'une obligation contractée sous une condition suspensive, 962; Quand le terme est présumé stipulé en sa faveur, 967; — Quand il ne peut plus en réclamer le bénéfice, 968; — Comment il est libéré d'une obligation alternative, 969 et suivants; — Cas où le débiteur a le choix de payer l'un ou l'autre des créanciers solidaires, 978; — Quand il y a solidarité de la part des débiteurs, 980; — Le débiteur ne peut répéter ce qu'il a payé en vertu d'une obligation naturelle, 1006; — Il ne peut payer au préjudice d'une saisie, d'une opposition ou d'une cession, 1013; — Il ne peut contraindre le créancier à recevoir une chose pour une autre, 1014; — Il ne peut non plus le contraindre à recevoir le paiement partiel de la dette; 1015; — En quel état le

débiteur d'un corps certain est tenu de le livrer, 1016 ; — Qualité de la chose qu'est tenu de donner le débiteur, lorsqu'elle n'est déterminée que par son espèce, 1017 ; — Les frais du paiement sont à la charge du débiteur, 1019 ; — Droits du débiteur quant à l'imputation du paiement qu'il fait, 1024 et suivants ; — Cas où le débiteur est autorisé à faire des offres réelles, 1028 ; — Comment s'opère la novation entre le débiteur et le créancier, 1037 et suivants ; — Effets de la remise du titre au débiteur, 1046 et suivants ; — Compensation entre deux personnes débitrices l'une envers l'autre, 1054 et suivants ; — Quand il y a confusion entre le créancier et le débiteur et ses effets, 1058 et 1059 ; — Extinction de la dette par la perte de la chose due, sans la faute du débiteur, 1060 et 1061 ; — Quand l'écriture mise au dos ou en marge d'un titre peut justifier la libération du débiteur, 1082 ; — Quand le débiteur profite du serment déféré à d'autres, 1113 ; — Cas où le débiteur a droit de répétition contre le créancier, 1125 ; — Chaque associé est débiteur envers la société de tout ce qu'il a promis d'y apporter, 1465 ; — Dans quels cas le débiteur d'une rente perpétuelle peut être contraint au rachat, 1534 ; — Le capital de la rente perpétuelle devient exigible en cas de faillite du débiteur, 1535 ; — Droits et obligations de la caution relativement au débiteur, 1641 à 1648 ; — Disposition transitoire réglant les effets du Code quant à l'ordre dans lequel le débiteur doit être poursuivi à fins de paiement, F. — V. *Imputation et Paiement*.

Décès. Comment ils se prouvent en cas de perte ou manque de registres de l'état civil, 26 ; — L'inhumation ne peut avoir lieu qu'après l'enregistrement, 42 ; — Des actes de décès, 42 à 47 ; — Formalités à remplir quand le décès a lieu dans un établissement public, 45 ; — Et quand il y a des indices de mort violente, 46 ; — La succession d'un absent s'ouvre dès le jour de son décès prouvé, 80 ; — Le décès dissout le mariage, 167 ; — Les biens de ceux qui décèdent sans héritiers, appartiennent au domaine public, 390 ; — La mort naturelle éteint l'usufruit, 464 ; — Les successions s'ouvrent par la mort naturelle, 571 ;

— Disposition relative au décès de plusieurs personnes appelées à la succession l'une de l'autre et qui périssent dans un même évènement, 572; — Il n'y a pas lieu à apposition de scellés après le décès de la femme, quand le mari survit, 765; — Le décès assure la date des actes sous seing-privé, 1077; — Droits de survie de l'époux survivant, sur les biens de l'époux décédé, à défaut de conventions spéciales, 1204 à 1212; — La mort du preneur ou du bailleur n'opère point la résiliation du bail, sauf convention écrite, 1372; — La société finit par la mort de l'un des associés, 1482; — Le mandat finit par la mort du mandant ou du mandataire, 1624; — V. *Mort*.

Décharge. Effet de celle donnée au tuteur relativement à la tutelle dont il était chargé, 340; — Causes et effets de la décharge de la dette, 1046 et suivants et 1647; — Comment le dépositaire est déchargé du dépôt, 1560; — Dans quel cas le dépositaire du sequestre conventionnel peut en être déchargé, 1579; — Quand la caution est déchargée, 1652.

Déchéance (peine de) contre le tuteur, lorsqu'il ne déclare pas ce qui lui est dû par le mineur, dans l'inventaire des biens de ce dernier, 315; — Dans quel cas elle peut être prononcée contre l'usufruitier d'une forêt qui en a mésusé, 438; — Droit des héritiers de former une demande en déchéance contre ceux qui ont obtenu antérieurement l'investiture, 800; — L'héritier qui n'a point obtenu l'envoi en possession d'une succession, ne peut attaquer en déchéance l'investiture accordée, 805; — Déchéance en matière de vente; — V. *Délivrance*. *Fin de non-recevoir*.

Déclaration. Par qui doit être faite celle de la naissance de l'enfant, 32; — Déclaration à faire par celui qui aura trouvé un enfant nouveau-né, 34; — Déclaration des héritiers en ligne directe qui les dispense des formalités d'envoi en possession et d'investiture, 808; — La déclaration du mari que l'acquisition est faite des deniers de la femme est insuffisante pour attribuer la propriété à cette dernière, 1155.

Déclaration d'absence, de domicile. V. *ces mots*.

Découverte d'un trésor. V. *Trésor*

Dédit de huitaine. Abolition de ce bénéfice coutumier, *Disposition transitoire J.*

Dédommagement. V. *Baux et Dommages-intérêts*.

Défauts. Le vendeur est tenu des défauts cachés de la chose vendue, 1288 et 1290; — Le bailleur est garant des défauts de la chose louée, 1352; — V. *Garantie*. — Cas où le prêteur est responsable des défauts de la chose prêtée, 1513.

Défaut de contenance d'un fonds vendu, d'une chose louée; — V. *Délivrance. Baux*.

Défaut de forme. (l'interruption de la prescription est regardée comme non-avenue si l'assignation est nulle par —), 1802.

Défendeur. En divorce, en interdiction; — V. *Divorce. Interdiction*.

Déficit. Le fermier doit payer celui qui se trouve à la fin du bail à cheptel, 1449.

Dégradations. (responsabilité de l'usufruitier relativement aux —) commises sur le fonds en usufruit, 461; — Celles qui peuvent donner lieu à la cessation de l'usufruit, 468; — L'héritier doit tenir compte, en cas de rapport de celles qui ont diminué la valeur de l'immeuble par sa faute, 856; — Dégradations commises par l'acquéreur évincé, 1278; — Celles qui sont à la charge du preneur, 1363; — Effet des dégradations faites à l'immeuble hypothéqué, 1717; — V. *Détérioration*.

Degrés de parenté qui doivent être indiqués dans un acte de décès, 44; — De quoi héritent les plus proches parents en degré, 591; — Chaque génération s'appelle un degré, 594; — La suite des degrés forme la ligne, 595; — Comment ils se comptent en ligne directe, 596; — Et en ligne collatérale, 597; — Après le quatrième degré, l'héritier n'est plus admis à ré-

clamer la distinction des biens, 598 ; — On ne succède plus au delà du douzième degré, 613 ; — Les parents du testateur jusqu'au sixième degré ne peuvent être témoins du testament authentique, 715 ; — V. *Parents*.

Déguisées (dispositions) au profit d'incapables, sont nulles, 647.

Délais relatifs à la déclaration d'absence, 67 et 70 ; — La femme divorcée ne peut se remarier qu'après un délai de dix mois, 182 ; — Délai accordé pour prononcer jugement définitif sur une demande en séparation de corps et de biens, 207 ; — Délais accordés au mari pour désavouer l'enfant et aux héritiers du mari pour contester sa légitimité, 220, 221 et 222 ; — Le jugement qui admet une adoption doit être soumis au tribunal supérieur dans les deux mois, 267 ; — Où l'adoption doit être inscrite trois mois après jugement définitif, 269 ; — Dans quel cas un délai est accordé à celui qui refuse la tutelle, pour présenter ses moyens d'excuse, 303 ; — Le jugement d'interdiction doit être transmis au Tribunal de première instance dans les huit jours, 354 ; — Le propriétaire du terrain enlevé par un courant d'eau peut le réclamer pendant un an, 407 ; — Délai accordé pour intenter l'action en exclusion ou déchéance d'un héritier comme indigne, 581 ; — Fixé pour former la demande en révocation pour cause d'ingratitude, 685 ; — Nullité du testament nuncupatif quand le testateur a vécu plus de six semaines après sa date, 720 ; — Délai accordé au mineur pour former sa demande en restitution contre l'acceptation d'une succession, 777 ; — Les créanciers jouissent des mêmes délais que leur débiteur pour accepter, cas échéant, la succession que celui-ci refuse, 781 et 801 ; — Délai accordé à l'héritier bénéficiaire pour demander la mise en possession et investiture, 796 et 797 ; — Quels héritiers jouissent de délais extraordinaires, 801 ; — Délais pour accepter la succession ouverte dans le pays, d'un individu mort hors du canton, 810 ; — Prescription de l'action en rescision, en matière de partage, par suite de l'expiration des délais légaux, 880 ; — La séparation de biens doit être exécutée

dans les soixante jours qui suivent la date du jugement, 1174; — Le vendeur doit livrer la chose quand il a accordé délai pour paiement, 1259; — Délai fixé pour intenter l'action en augmentation ou diminution de prix ou résiliation du contrat de vente, 1268; — La vente n'est sujette à rescision pour cause de lésion que pendant une année, 1313; — Délais en matière de bail. — V. *Congé. Terme.* — Maximum du délai dont on peut convenir pour le rachat d'une rente perpétuelle, 1533; — Délais fixés au propriétaire pour faire la revendication des meubles garnissant sa maison ou sa ferme, 1707; — Les inscriptions conservent l'hypothèque pendant dix ans, 1737; — Délai pour requérir le délaissement d'un immeuble hypothéqué, 1757.

Délaissement de la chose louée, 1358; — V. *Baux.* — de l'immeuble hypothéqué. — V. *Hypothèque.*

Délégation. Celle qui remplace un débiteur par un autre n'opère point la novation, si le créancier n'y consent expressément, 1041.

Délits qui donnent lieu à la révocation des donations, 683; Comment se prouvent les obligations qui naissent des délits et quasi-délits, 1097; — Les délits et quasi-délits obligent à la réparation du dommage auquel ils donnent lieu, 1130 et suivants; — On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit, 1662.

Délivrance de la chose vendue. Sa définition, 1251; — En matière immobilière, la passation de l'acte authentique équivaut à la délivrance, 1252; — Comment s'opère la tradition des effets mobiliers, 1253; — Et celle des droits incorporels, 1254; — A la charge de qui sont les frais de délivrance et ceux d'enlèvement, 1255; — Où doit se faire la délivrance, 1256; — Cas où l'acquéreur peut demander la résolution de la vente ou sa mise en possession, 1257; — Le vendeur est tenu des dommages-intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance, 1258; — Cas où le vendeur d'effets mobiliers

n'est pas tenu de les délivrer, 1259 et 1260 ; — En quel état doit être délivrée la chose et depuis quand les fruits appartiennent à l'acquéreur, 1261 ; — L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires, 1262 ; — Contenance que le vendeur est tenu de délivrer, 1263 ; — Cas où le vendeur doit souffrir une diminution proportionnelle du prix de vente, 1264 ; — Droit de l'acquéreur s'il y a excédant de contenance, 1265 ; — En cas de désistement, les frais du contrat sont à la charge du vendeur, 1267 ; — Délai fixé pour intenter l'action en augmentation ou diminution de prix ou résiliation du contrat, 1268 ; — Cas où la compensation se fait jusqu'à concurrence, pour deux fonds inégaux vendus par le même contrat, 1269 ; — Sur qui doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant livraison, 1270 ; — Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par la délivrance de l'une des choses promises, 969 ; — Comment s'opère la délivrance des droits incorporels, 1322.

Délivrance des legs. V. *Legs*.

Demandeur en divorce. V. *Divorce*.

Démêlements de biens. (division des parents en cas de —), 592 ; — La femme doit être assistée d'un curateur dans ceux qui se font pendant le mariage, 1146.

Démence (la) est une cause d'opposition au mariage, 117 et suivants ; V. *Mariage*. — Cas où la démence de l'un des époux est une cause de divorce, 171 ; — V. *Divorce*. — Elle donne lieu à l'interdiction, 349 ; — V. *Interdiction et Interdits*.

Demeure. Effet de l'obligation de livrer, lorsque le débiteur est en demeure, 918 ; — Comment le débiteur est constitué en demeure, 919 ; — Les dommages-intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation ; exception, 926 ; — Faculté accordée au créancier lorsqu'il y a une peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, 1001 ; — La peine stipulée dans un contrat n'est encourue que lorsque l'obligé est en demeure, 1003 ; — Le dépositaire mis en

demeure de restituer la chose déposée, est tenu des accidents de force majeure, 1551 ; — S'il s'agit d'une somme d'argent, il en doit l'intérêt dès sa mise en demeure, 1558. — V. *Domicile*.

Démolition (matériaux provenant de —). Jusqu'à quand ils sont meubles, 382.

Déni de justice. S'en rendra coupable le juge qui refusera de juger sous prétexte de silence, obscurité ou insuffisance de la Loi, 4.

Deniers. La contrainte par corps a lieu pour répétition de deniers consignés, 1676.

Dénonciation que l'usufruitier est tenu de faire au propriétaire, de l'usurpation commise sur le fonds sujet à usufruit, 461.

Denrées (vente des —) comprises dans l'usufruit, quand l'usufruitier ne trouve pas de caution, 450 ; — Mode de restitution des denrées prêtées, 1519.

Dépenses. Celles qui seront suffisamment justifiées et dont l'objet sera utile, seront allouées au tuteur, 334 ; — Le voisin peut acquérir la mitoyenneté de l'exhaussement d'un mur en payant la moitié de la dépense, 512 ; — Remboursement au gérant des affaires d'autrui, des dépenses utiles et nécessaires qu'il a faites, 1123 ; — Dépenses dont doit tenir compte celui auquel on restitue une chose indûment reçue, 1129 ; — Cas où, même les dépenses d'agrément, doivent être remboursées à l'acquéreur évincé, 1281 ; — Les dépenses faites pour user de la chose prêtée ne peuvent être répétées, 1508 ; — Celles faites pour sa conservation seront remboursées à l'emprunteur, 1512 ; — Les dépenses faites pour la conservation de la chose déposée doivent être remboursées au dépositaire, 1568 et 1569 ; — Celles faites pour la conservation du gage sont à la charge du débiteur, 1691 ; V. *Impenses*.

Dépérissement. (Dans quel cas le propriétaire peut exiger que les meubles compris dans l'usufruit soient vendus pour cause de —), 451; — L'usufruit peut cesser par le dépérissement du fonds, faute d'entretien, 468.

Dépositaire (le) non plus que ses héritiers ne peuvent prescrire, 1792 et 1793; — Ceux à qui le dépositaire a transmis la propriété de la chose déposée peuvent la prescrire, 1795.

Dépositaires des registres de l'état civil. Sont responsables, sauf recours, des altérations qui y surviennent, 28.

Dépôt (en général). La possession provisoire des biens d'un absent n'est qu'un dépôt, 75; — Règles communes aux dépôts et consignations, 1030; — On ne peut opposer la compensation à la demande en restitution d'un dépôt, 1057; — Dépôt au greffe de tout contrat de mariage dérogeant au régime de la communauté légale, 1145; — L'acte de société peut être opposé à des tiers lorsque le dépôt en a été fait au greffe, 1460; — Définition du dépôt, 1537; — Deux espèces de dépôt; le dépôt proprement dit et le sequestre, 1538; — V. *Séquestre*. — Le dépôt proprement dit est essentiellement gratuit, 1539; — Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières, 1540; — Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte; quand la tradition feinte suffit, 1541; — Il est volontaire ou nécessaire, 1542.

Dépôt volontaire. Comment il se forme, 1543; — Par qui il peut être fait, 1544; — Cas où il doit en être fait acte écrit, 1093; — Il doit être prouvé par écrit, la preuve testimoniale n'en est point reçue pour une valeur excédant mille francs, 1545; — Il peut être prouvé par le serment décisore déféré au dépositaire, 1546; — Il ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables; cas où une personne capable accepte le dépôt d'une autre, incapable, 1547; — Effet du dépôt fait par un capable à un incapable, 1548; — Soins dont est tenu le dépositaire, 1549 et 1550; — Il n'est pas tenu des accidents de force majeure;

exception, 1551 ; — Il ne peut se servir de la chose déposée, 1552 ; — Il ne doit point chercher à connaître ce qui lui a été confié sous enveloppe, 1553 ; — Le dépositaire doit rendre identiquement la chose qu'il a reçue, 1554 ; — Il n'est tenu que des détériorations de son fait, 1555 ; — Obligation du dépositaire qui a reçu quelque chose à la place de ce qui lui a été enlevée, 1556 ; — A quoi est tenu l'héritier qui a vendu de bonne foi la chose déposée, 1557 ; — Le dépositaire doit restituer les fruits qu'il a perçus. Il doit l'intérêt de l'argent dès le jour où il a été mis en demeure, 1558 ; — A qui doit être restituée la chose déposée, 1559 ; — Le dépositaire ne peut exiger la preuve que celui qui a fait le dépôt était propriétaire, modification relative au cas où il découvrirait que la chose a été volée, 1560 ; — A qui doit être rendu le dépôt en cas de mort de celui qui l'a fait, 1561 ; — Et si le déposant a changé d'état, ou si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, 1562 et 1563 ; — Lieu où le dépôt doit être restitué, 1564 et 1565 ; — Les frais de transport du dépôt sont à la charge du déposant, 1564 ; — Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, exception, 1566 ; — Cas où cessent toutes les obligations du dépositaire, 1567 ; — Obligations du déposant envers le dépositaire, 1568 ; — Jusqu'à quand le dépositaire peut retenir le dépôt, 1569.

Dépôt nécessaire. Sa définition, 1570 ; — Quand la preuve testimoniale est admise pour dépôt nécessaire, 1571 et 1574 ; — Il est soumis aux règles du dépôt volontaire, 1572 ; — Le dépôt chez les aubergistes est regardé comme nécessaire, 1573 ; — Les aubergistes sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, 1574 ; — Exceptions, 1575 ; — La contrainte par corps a lieu pour la restitution d'un dépôt nécessaire, 1676.

Dépôt judiciaire, 1581 et suivants ; — V. *Sequestre*.

Désaveu du mari et de ses héritiers, en matière de paternité, 222 ; — V. *Aveu*.

Descendants. L'enfant né d'un Neuchâtelois en pays étranger, est neuchâtelois, 9; — Temps pendant lequel les descendants d'un absent peuvent revendiquer ses biens, 83; — Prohibition de mariage entre les ascendants et descendants, 97; — Cas où la légitimation des enfants naturels décédés, profite à leurs descendants, 237; — Suite des degrés dans la ligne des descendants, 595; — La représentation à lieu à l'infini dans cette ligne, 600; — De quelle manière les descendants succèdent aux ascendants, 605; — Faculté accordée aux descendants de l'enfant naturel prédécédé, 617; — Les descendants légitimes du disposant, en quelque degré que ce soit, ont droit à la moitié de ses biens, 649 et 650; — Rapport que doit faire à la masse du défunt le descendant qui n'accepte point sa succession, 786; Règles auxquelles est soumise la remise de biens faite à titre gratuit par un ascendant à son descendant, 648; — La violence exercée sur les descendants de la partie contractante est une cause de nullité du contrat, 893; — Les époux ne peuvent faire de conventions dont l'objet serait de changer l'ordre de succession de leurs descendants, 1137.

Désertion malicieuse du mariage. Est une cause de divorce, 168.

Désistement (effet du —) d'une action en réclamation d'état, 235; — Désistement en matière de vente, 1267. V. *Délivrance*.

Dessus et du dessous (la propriété du sol emporte celle du —) 400.

Destination du père de famille (effet de la) à l'égard des servitudes continues et apparentes, 545; — Quand il y a destination du père de famille, 483; — Immeubles par destination. V. *Immeubles*.

Destitution. Causes et formalités de la destitution de tutelle, 308 et suiv.

Destruction (effet de la —) de tout ou partie de la

chose sujette à usufruit, 455, 473 et 474 : — Effet de la destruction totale ou partielle de la chose louée, 1353.

Détenteurs précaires. Ils ne peuvent prescrire par aucun laps de temps, 1792 ; — Ceux à qui ils ont transmis la chose par un contrat translatif de propriété, peuvent la prescrire, 1795. — V. *Tiers détenteurs*.

Détention. V. *Prison*.

Détériorations. Sont immeubles les objets mobiliers qui ne peuvent être enlevés sans détériorations, 375 ; — L'usufruitier doit rendre les choses dont il a joui, non détériorées par son dol ou sa faute, 434 ; — Détériorations de l'objet donné et sujet à rapport, 856 ; — Risques auxquels donne lieu la détérioration, 962 ; — Qui doit supporter la détérioration de la chose vendue, avant livraison, 1270 ; — Cas où l'emprunteur n'est pas tenu de la détérioration de la chose, 1506 ; — Celles qui ne sont pas survenues par le fait du dépositaire sont à la charge du déposant, 1555 ; — Le créancier répond des détériorations survenues au gage par sa négligence, 1691 ; — Effet des détériorations qui procèdent de la négligence du tiers détenteur au préjudice des créanciers hypothécaires, 1748. — V. *Dégradations*.

Dettes. L'adoptant qui recueille la succession de l'adopté, doit contribuer aux dettes, 262 ; — Celles dues par le mineur au tuteur doivent être déclarées dans l'inventaire, 315 ; — Quand les dettes actives sont ou non comprises dans le mot *meuble*, 383 ; — La vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas les dettes actives, 386 ; — Mode d'extinction des dettes qui sont à la charge de l'usufruitier ou du propriétaire des biens sujets à usufruit, 459 ; — Le co-débiteur d'une dette solidaire qui l'a payée ne peut répéter contre les autres que la part de chacun d'eux, 993. — V. *Solidarité*. — Qualité de la chose qu'est tenu de donner le débiteur, lorsque la dette est d'une chose qui n'est déterminée que par son espèce, 1017 ; — Ce qui fait présumer la remise de la dette et effets de cette re-

mise, 1046 et suiv. — V. *Remise de la dette*. — Extinction des dettes par la compensation, 1054 et suiv. ; — Quelles dettes demeurent propres à chaque époux, 1157 ; — Comment se payent les dettes de la communauté, 1195 et 1196 ; — Quels objets ne peuvent être vendus pour acquitter les dettes de la communauté, 1212 ; — La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu, 1587 ; — Le cautionnement ne peut excéder la dette, 1634. — Mode de purger la propriété des dettes hypothécaires, 1754 et suiv. — V. *Hypothèques*.

Dettes en matière de succession. Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction ou de la nullité de la donation le sont sans charge de dettes, 663 ; — Les legs ou donations ne peuvent déployer d'effets utiles qu'après paiement des dettes du défunt, 665 ; — Le légataire n'est pas tenu des dettes de la succession, mais son legs pourra être réduit, 737 ; — Ce qui a lieu lors que la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, 731 ; — L'un des effets du bénéfice d'inventaire est de n'astreindre l'héritier au paiement des dettes que jusqu'à concurrence de la valeur des biens recueillis, 792 ; — On doit le rapport de ce qui a été employé pour le paiement des dettes d'un co-héritier, 849 ; — Les héritiers sont tenus solidairement des dettes de la succession : comment ils y contribuent entr'eux, 860 ; — Recours du co-héritier qui a payé une dette contre les autres co-héritiers, 861 ; — Droit qu'il a d'exiger le paiement des dettes de la succession avant le partage, 862 ; — Mode de procéder, 862 ; — Quand le créancier du défunt peut ou non demander la séparation du patrimoine du défunt d'avec celui de l'héritier, 863 et 864 ; — Prescription de ce droit, 865 ; — Les créanciers de l'héritier ne peuvent demander cette séparation, 868 ; — Comment s'opère la liquidation si la demande en séparation de patrimoine est accueillie, 867.

Devis et marchés (les —) pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont un louage, 1343 ; — Celui qui entreprend un ouvrage peut fournir son travail, son industrie ou la matière, 1409 ; — Il perd la matière si la chose

périt: exception, 1410; — Celui qui fournit son travail ou son industrie, n'est tenu que de sa faute si la chose périt, 1411; — Cas où l'ouvrier n'a aucun salaire à réclamer, si la chose vient à périr, 1412; — Comment se fait la vérification d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, 1413; — Les architectes et entrepreneurs sont responsables de leurs ouvrages pendant dix ans, 1414; — Cas où ils ne peuvent demander aucune augmentation de prix, 1415; — Le maître peut résilier le marché à forfait; dédommagements par lui dûs dans ce cas, 1416; — Dissolution du contrat de louage d'ouvrage par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou de l'entrepreneur, 1417; — De quoi est tenu alors le propriétaire envers leur succession, 1418; — L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie, 1419; — Cas où les maçons, charpentiers et autres ouvriers sont assimilés aux entrepreneurs, 1421; — Jusqu'à concurrence de quoi ils ont action contre celui pour qui les ouvrages ont été faits, 1420.

Différends. La transaction ne règle que ceux qui s'y trouvent compris, 1665. — V. *Transaction*.

Digues. La réparation des digues est à la charge du propriétaire du fonds sujet à usufruit, 453 et 454; — Modification, 453; — Le propriétaire inférieur ne peut élever de digues qui empêchent l'écoulement des eaux des fonds plus élevés, 490.

Dimanche (les publications de mariage se font le —). 102.

Directe (ligne). Ce qu'on appelle ainsi, 595; — Comment se comptent les degrés en ligne directe, 596; — La représentation a lieu à l'infini dans la ligne descendante, 600; — Elle n'a pas lieu dans la ligne ascendante, 601. — V. *Degrés*.

Directeurs de voitures et roulages publics. V. *Voituriers*.

Discussion. La caution n'est obligée à payer le créancier

qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens ; exception, 1641.

Disparition. V. *Absence*.

Dispense [fonctions publiques et autres causes qui dispensent de la tutelle], 294 et suivants.

Disposition [le droit de propriété confère le droit de —] absolue de sa chose, 392.

Dispositions (en général]. Comment on peut disposer de ses biens à titre gratuit, 628 ; — Nullité de la disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué ou le légataire est chargé de conserver et de rendre à un tiers, 633 ; — Les substitutions sont prohibées, 633 ; — Quelles dispositions ne seront point regardées comme des substitutions, 634 et 635 ; — Est réputé héritier institué, celui en faveur de qui le défunt a disposé de la totalité de ses biens, 636 ; — Dans toute disposition, les conditions impossibles ou contraires aux lois et aux mœurs sont réputées non écrites, 637 ; — Quelles personnes peuvent disposer, 639 ; — L'effet des dispositions au profit des communes, hospices, etc., doit être autorisé par le Conseil d'Etat, si la valeur excède deux mille francs, 646 ; — La disposition au profit d'un incapable est nulle, 647 ; — Portion de biens dont on peut disposer, 649 et suiv. ; — Réduction des dispositions qui excèdent la quotité disponible, 655 et suiv.

Disposition à cause de mort. Sa définition, 631 ; — C'est un acte essentiellement révocable, 632 ; — Pour la faire il faut être sain d'esprit, 638 ; — Cas où cette disposition ne sera point regardée comme une substitution, 634 et 635 ; — Les conditions impossibles sont réputées non écrites, 637 ; — Personnes qui peuvent disposer à cause de mort, 639 et 644 ; — Le mineur non émancipé en est incapable, 640 ; — La femme mariée peut le faire sans autorisation, 641 : — Celle faite au profit d'une commune ou autre personne morale doit être acceptée avec l'autorisation du Conseil d'Etat, si la valeur excède deux mille francs, 646 ; — Option donnée aux héritiers dans le

cas où la donation à cause de mort a pour objet un usufruit ou une rente viagère excédant la quotité disponible, 652. — V. *Quotité disponible*. — Quand et comment elle peut être réduite, 655 et suivants. — V. *Réduction*. — Toute personne qui peut tester peut disposer par donation à cause de mort, 755; — Quelles règles lui sont applicables, 756; — La donation pour cause de mort n'est point révoquée par une donation postérieure; exceptions, 757; — Cas où elle n'est point révoquée par un testament postérieur, 758; — Cas où elle l'est par une disposition spéciale, 758. — V. *Testament. Legs*.

Quand la clause comminatoire d'une disposition pour cause de mort est réputée non écrite, 806; — La disposition pour cause de mort ne peut préjudicier aux droits de survie des époux, 1223.

Disposition entre vifs. V. *Donation entre vifs*.

Disposition entre époux, par contrat de mariage, 702 et suivants. — V. *Contrat de mariage*.

Dissolution (on ne peut contracter un second mariage avant la —) du premier, 90; — Comment se dissout le mariage, 167; — La femme ne peut contracter un nouveau mariage que dix mois après la dissolution du précédent, 91; — Dissolution des contrats. — V. *Baux. Société*.

Distance à observer pour la plantation des arbres, 522; — Distance requise pour certaines constructions, 525 et 526; — Requête pour établir des vues, balcons ou autres saillies, 528 et suivants.

Distinction des biens en meubles et immeubles, 367; — Quels biens sont susceptibles de distinction, en matière de succession, 589; — Les descendants succèdent à leurs ascendants sans distinction de sexe ni de primogéniture, 605.

Divertissement. L'héritier qui divertit les biens de la succession peut être constitué héritier par tous ceux qui y ont intérêt, 784.

Divisibles et indivisibles (obligations). V. *Obligations*.

Division (le créancier qui consent à la —) de la dette à l'égard de l'un des débiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, 990; — L'aveu judiciaire ne peut être divisé contre lui, 1105.

Divorce (le) légalement prononcé, dissout le mariage, 167; — Causes pour lesquelles il peut être demandé, 168 à 172; — Modification quant à l'abandon d'un époux, 172; — Mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce, 173 et suivants; — Fins de non recevoir contre l'action en divorce, 179 et suivants. — *Effets du divorce*. — Les époux divorcés ne peuvent plus se réunir, 181; — La femme divorcée ne peut se remarier que dix mois après le divorce prononcé, 182; — L'époux coupable d'adultère ne pourra jamais se marier avec son complice, 183; — L'époux contre qui le divorce a été admis perd tous les avantages qui lui avaient été faits pour cause de mariage par l'autre époux, 184; — Il perd également la jouissance des biens de ses enfants, 277; — Celui qui l'a obtenu conserve les avantages à lui faits par l'autre époux, 185; — Le divorce annule de plein droit les droits de survie, 186; — Pension alimentaire que le tribunal peut accorder à l'époux qui a obtenu le divorce; quand elle est révocable; garanties pour sûreté du paiement de cette pension, 187; — Règles pour l'entretien et la garde des enfants, 188 et 189; — Le divorce ne prive les enfants d'aucun des avantages qui leur étaient assurés; quant à lieu l'ouverture de leurs droits, 190; — Les effets du divorce prennent cours quand le jugement est devenu définitif, 191; — Tout jugement de divorce doit être confirmé par le tribunal supérieur, 214; — Le divorce dissout la communauté, 1172.

Dol. Quelles choses l'usufruitier doit rendre non détériorées par son dol, 434; — Le majeur est restituable contre l'acceptation d'une succession, quand cette acceptation a été la suite

d'un dol pratiqué contre lui, 776; — Les partages peuvent être rescindés pour cause de dol, 874; — Le consentement surpris par dol n'est point valable, 889; — Le dol doit être prouvé; cas où il est une cause de nullité de la convention, 896; — La convention contractée par dol n'est point nulle de plein droit; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou rescision, 897; — Dommages-intérêts auxquels donne lieu, par l'effet du dol, l'inexécution des obligations, 930 et suivants; — Epoque à compter de laquelle court l'action en nullité ou rescision résultant du dol dans les conventions, 1062; — Même dans le jeu et le pari, le perdant peut répéter ce qu'il a payé, quand il y a eu dol de la part du gagnant, 1588; — Le mandataire répond du dol qu'il commet dans sa gestion, 1612; — La transaction peut être rescindée quand il y a dol ou violence, 1669. — V. *Fraude*.

Domaine public (choses qui dépendent du —), 388 et 390. — V. *Etat*.

Domestiques (le domicile des —) est chez les personnes qu'ils servent, 59; — Les legs qui leur sont faits ne sont point censés faits en compensation de leurs gages, 736; — Responsabilité des maîtres à l'égard du dommage causé par leurs domestiques, 1132 et 1574; — Les domestiques ne peuvent s'engager qu'à temps ou pour une entreprise déterminée, 1402; — Sauf conventions contraires, les arrhes données par le maître à son domestique, ne sont point imputées en à-compte de son gage, 1403; — L'action des domestiques pour le paiement de leurs gages se prescrit par quatre ans, 1819.

Domicile (le) est au lieu où l'on a son principal établissement, 52; — Comment s'opère le changement de domicile, 53; — Comment il se prouve, 54 et 55; — Le citoyen appelé à des fonctions publiques temporaires peut conserver son ancien domicile, 56; — Où est celui du citoyen appelé à des fonctions publiques permanentes ou déterminées, 57; — Domicile des

femmes mariées, des mineurs, des majeurs interdits et de ceux qui servent ou travaillent chez autrui, 58 et 59; — Le lieu où la succession s'ouvrira est déterminé par le domicile du défunt, 60; — Tout acte contenant élection de domicile, doit être exécuté au domicile élu, 61; — Domicile à élire par le neuchâtelois domicilié à l'étranger, s'il veut se marier dans le canton, 115; — L'exploit d'opposition à un mariage doit contenir élection de domicile dans le lieu du domicile de l'époux, 121; — La femme demanderesse ou défenderesse en divorce peut quitter le domicile du mari pendant la poursuite de l'action, 174; — Cas où le paiement doit être fait au domicile du *débiteur*, 1018; — Domicile où doivent être faites les offres de paiement, 1029; — Domicile de la caution, 1639.

Dommage causé par faute, négligence ou imprudence doit être réparé, 1130 et 1131; — On est responsable du dommage causé par les personnes dont on doit répondre, 1132; — Qui est responsable du dommage causé par un animal, 1133; — Cas où le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, 1134; — L'associé est tenu envers la Société des dommages qu'il lui a causés par sa faute, 1470; — Sauf les cas de force majeure, les aubergistes et hôteliers sont responsables du dommage apporté aux effets du voyageur, 1574 et 1575; — Cas où l'usufruitier est responsable du dommage causé par un tiers au fonds en usufruit, 461.

Dommages-intérêts. Sont dûs pour altération ou faux dans les actes de l'état civil, 29; — Le tuteur répond de ceux qui peuvent résulter de sa mauvaise gestion, 313; — Dûs par le propriétaire du sol qui a fait des constructions avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, 402; — Nature de ceux dont est passible celui qui, ayant fait des constructions et plantations avec les matériaux sur le fonds d'autrui, est obligé de les enlever, 403; — Dommages-intérêts auxquels peuvent être condamnés ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres et à leur insu, 424; — Auxquels peut donner lieu

l'obligation de faire ou de ne pas faire, 922 et suivants; — Depuis quand sont dûs ceux résultant de l'inexécution de la convention, 926; — Cas où ils sont dûs à raison du retard dans l'exécution, 927; — Ils n'ont pas lieu lorsque l'inexécution provient d'une force majeure ou d'un cas fortuit, 928; — Les dommages-intérêts sont, en général, de la perte que le créancier a faite et du gain dont il a été privé, 929; — Exceptions et modifications, 930 et 931; — Quand ils sont fixés par la convention, on s'en tient à elle, 932; — Cas où les intérêts fixés par la loi tiennent lieu de dommages-intérêts, de quel jour ils sont dûs dans ce cas, 933; — Dommages-intérêts résultant de la détérioration de la chose qui a été l'objet de la condition suspensive, 962; — Résultant de l'inexécution de l'engagement, 964; — Dommages-intérêts que le créancier peut réclamer contre les débiteurs qui ont laissé périr la chose, 985; — La peine stipulée pour assurer l'exécution d'une convention, sert de dommages-intérêts, 1002; — Circonstances qui peuvent autoriser le juge à modérer les dommages-intérêts résultant des fautes du gérant des affaires d'autrui, 1122; — La promesse de vente donne une action pour faire condamner la partie qui refuse à des dommages-intérêts, 1227; — Quand la vente de la chose d'autrui peut y donner lieu, 1245; — Le vendeur en doit à l'acquéreur quand il résulte pour celui-ci un préjudice du défaut de délivrance de la chose, 1258; — Dommages-intérêts que peut demander l'acquéreur évincé lorsque la non garantie n'a pas été stipulée, 1276; — Dûs à l'acheteur par le vendeur, lorsque celui-ci connaissait les vices de la chose, 1292; — Cas où le copermutant évincé peut en demander, 1337; — La résiliation du bail par le fait du preneur, oblige celui-ci à des dommages-intérêts, 1392; — Dommages-intérêts dûs par l'associé qui a employé à son profit particulier des sommes de la Société, 1466; — Dûs par l'emprunteur qui manque à ses engagements, 1502; — Le mandataire répond de ceux qui pourraient résulter de l'inexécution du mandat, 1611; — Cas où la caution peut en exiger, 1644, V. *Indemnité. Vente.*

Don (le) d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublants, 385; — Ce que comprend le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, 386.

Donataire d'un absent. Droit qu'il peut exercer provisoirement, à charge de donner caution, 72. — V. *Donation entre vifs*.

Donateur (le) sous réserve d'usufruit n'est pas tenu de donner caution, 449.

Donations. A qui profite la nullité d'une donation, 804; — Effet de la confirmation, ratification ou exécution d'une donation, par les héritiers, 1092; — La communauté se compose des biens qui étoient aux époux pendant le mariage, 1151. — V. *Dispositions*. — Donations sujettes à rapport. — V. *Rapports*. — La donation d'un immeuble grevé d'hypothèque, doit être dénoncée aux créanciers hypothécaires inscrits, 1745; — Dans quel état le donateur transmet la propriété au donataire, 1754.

Donations à cause de mort. V. *Dispositions à cause de mort*.

Donations entre vifs. Celle faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'après homologation de l'autorité tutélaire, 324; — C'est une des manières d'acquérir ou de transmettre la propriété, 564; — Sa définition, 629; — La disposition entre vifs, par laquelle l'usufruit est donné à l'un et la nue propriété à l'autre, n'est point regardée comme substitution et est valable, 635; — Les conditions impossibles et contraires aux lois et aux mœurs sont réputées non écrites, 637; — Pour donner entre vifs il faut être sain d'esprit, 638; — Qui peut disposer et recevoir par donation entre vifs, 639; — La femme mariée doit y être autorisée, 641; — Celui qui est placé sous curatelle ne peut donner entre vifs, 642; — Elle ne peut se faire entre époux, 643; — Pour être capable de recevoir, il suffit

d'être conçu au moment de la donation, 644; — La donation entre vifs faite en fraude des créanciers est nulle, 645; — Celle au profit d'une commune ou autre personne morale, doit être autorisée par le Conseil d'Etat, si la valeur excède deux mille francs, 646 et 673; — Quelle remise de biens est assimilée aux donations entre vifs, 648; — De quelle quotité de biens on peut disposer par donations entre vifs, 649 et suiv. — V. *Portion disponible*. — Quand et comment les donations doivent être réduites, 655 et suiv. — V. *Réduction*. — Tous actes portant donation entre vifs seront passés devant notaire et témoins, 670; — La donation doit être acceptée expressément par le donataire, 671; — Celle qui est dûment acceptée est parfaite, 672; — Personnes qui ne peuvent les accepter sans autorisation, 673; — Prescriptions à l'égard du sourd-muet, 674; — Ce que la donation entre vifs peut comprendre, 675; — Dans quels cas elle est nulle, 676 et 677; — Ce qu'il arrive lorsque le donateur s'est réservé la liberté de disposer d'un effet ou d'une somme compris dans la donation, 678; — Dans quels cas et pour quels objets la donation d'effets mobiliers est valable, 679; — Le donateur peut réserver à son profit ou disposer au profit d'un autre de l'usufruit des biens donnés, 680; — Pour quelles causes la donation entre vifs peut être révoquée, 681; — Effets de la révocation pour cause d'inexécution des conditions, 682; — Cas où elle peut être révoquée pour cause d'ingratitude, 683; — La révocation n'a jamais lieu de plein droit pour les deux causes précédentes, 684; — Dans quel délai, par qui et contre qui peut être formée la demande en révocation pour cause d'ingratitude, 685; — Effet de cette révocation, dans le cas où les objets donnés auraient été aliénés ou hypothéqués, 686; — Les donations en faveur du mariage ne sont pas révocables pour cause d'ingratitude, 687; — Toute donation entre vifs est révoquée de plein droit par la survenance d'un enfant légitime, né depuis la donation, 688 et 689; — De quel jour et dans quel cas le donataire est tenu de restituer les fruits, 690; — Les biens que comprenait la donation révoquée de plein droit rentrent libres de toutes charges dans les mains du donateur, 691; — La donation ainsi

révoquée ne peut jamais revivre, 692; — On ne peut renoncer à la révocation pour survenance d'enfant, 693; — Prescription de trente ans, valable pour cette cause de révocation, 694; — Donation entre vifs faite aux époux par contrat de mariage, 695 et suiv.; — Les époux ne peuvent se faire aucune donation entre vifs pendant le mariage, 706; — La donation entre vifs, nulle en la forme, ne peut être réparée par aucun acte confirmatif, 1091; — Cas et formes dans lesquels elle est permise dans le contrat de mariage, 1137; — Ni le mari, ni la femme ne peuvent disposer entre vifs des biens de la communauté, sans un consentement mutuel, 1162; — La rente viagère peut être constituée, à titre gratuit, par donation entre vifs, 1590.

Donations par contrat de mariage. V. *Contrat de mariage*.

Dons de survie. Les époux peuvent y renoncer ou les déterminer par contrat de mariage, 1204; — A défaut, ces droits sont réglés par le Code, 1204; — Biens que la loi donne à l'époux survivant, 1205; — Dans quel cas ils peuvent être vendus pour acquitter des dettes, 1212; — A quoi ils sont réduits si l'époux prédécédé a laissé une postérité légitime, 1206; — Droits des enfants naturels, 1207, 1209, 1210; — Cas où l'époux survivant a l'usufruit total des biens réservés à l'enfant naturel, 1208; — Ils peuvent être remplacés par une rente viagère ou une somme déterminée sur la succession du défunt, 1211. — V. *Droits de survie*.

Douzième degré (les parents au delà du —) ne succèdent pas, 613.

Droits (Effets de l'absence relativement aux —) éventuels qui peuvent compéter à l'absent, 85; — Droits et devoirs respectifs des époux, 152 et suiv.; — Droits des enfants naturels légitimés par mariage subséquent, 238; — L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime, 244; —

L'adoption ne modifie pas les droits matrimoniaux, 261 ; — Le mineur émancipé jouit de tous les droits qui appartiennent au majeur, 347 ; — La vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas les droits dont les titres sont déposés dans la dite maison, 386 ; — Nature des droits qu'on peut avoir sur les biens, 391 ; — Le droit de jouir des choses dérive du droit de propriété, 392 ; — Droits de l'usufruitier, 429 et suiv. ; — Droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due, 550 et suiv. ; — Droits des enfants naturels sur les biens de leur père ou mère, 614 et suiv. ; — Droits de l'époux survivant à la succession de son conjoint, 626 ; — Droits de l'Etat à cette succession, 627 ; — Les créanciers de celui qui renonce à une succession au préjudice de leurs droits, peuvent l'accepter de son chef, 780 ; — On ne peut aliéner les droits qu'on peut avoir à la succession d'un homme vivant, 783 ; — Effets de la vente de droits successifs, 876 ; — A quels droits les époux ne peuvent déroger par contrat de mariage, 1136 ; — Celui qui a transigé sur un droit qu'il avait de son chef n'est point lié quant au droit semblable qu'il acquiert postérieurement, 1666 ; — Subrogation aux droits en matière de cautionnement, 1645. — V. *Cautionnement*. *Subrogation* ; — Ester en droit. V. *Ester*.

Droits civils. (jouissance des —), 7 et suivants ; — De leur privation, 15 et suivants ; — Ils s'exercent au lieu du domicile, 52.

Droits civiques. Ils ne s'acquièrent et ne se conservent que conformément aux lois constitutionnelles, 7.

Droits d'accession. Leur nature et leurs effets, 394 et suivants. — V. *Accession*.

Droit d'accroissement, 759 et suivants. — V. *Accroissement*.

Droits de survie. Le divorce annule ceux réservés par

la loi aux époux, 186 ; — Effets de séparation entre époux, relativement à ces droits, 201 ; — L'adoption ne les modifie pas, 261 ; — Nature de ces droits, 1204 et suivants. — V. *Dons de survie*. — On ne peut y porter préjudice, ni par testament, ni par disposition pour cause de mort, 1223.

Droits incorporels. Comment s'opère leur tradition et transport, 1254. — V. *Tradition. Transport*.

Droits litigieux. Personnes qui ne peuvent en devenir cessionnaires, 1242 ; — Exceptions, 1243 ; — Comment celui contre lequel on a cédé un droit litigieux, peut s'en faire tenir quitte, 1331 ; — Exceptions, 1333 ; — Quand la chose est censée litigieuse, 1332 ; — Droits de passage et de vues. V. *Servitudes*. — Droits d'usage et d'habitation. V. *Usage*.

Durée (la) de l'abandon d'un époux doit être de cinq ans pour constituer une cause de divorce, 172 ; — Durée légale des fonctions du tuteur, 292 ; — L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers ne dure que trente ans, 469 ; — Celui qui a pour terme l'âge fixe d'un tiers, dure jusqu'à cette époque, 470 ; — Cas où la prescription d'une servitude s'acquiert par une jouissance de trente ans, 492 ; — Durée, en matière de vente de créances, de la garantie de solvabilité du débiteur, 1328 ; — Durée présumée du bail à loyer, 1385 et suivants ; — Durée du cheptel, 1438 ; — Quelle doit être la durée de l'acte de société, 1464 ; — La durée de la contrainte par corps doit être déterminée par le jugement qui l'accorde, 1678.

E

Eaux. Les tuyaux servant à leur conduite, dans un héritage, sont immeubles, 373 ; — Qui profite des relais formés par l'eau courante qui se porte d'une rive à l'autre, 405 ; — Le propriétaire des lacs et étangs conserve toujours le terrain que l'eau recouvre, 406 ; — Ce qui a lieu lorsque la violence des eaux en-

lève une partie de terrain et la porte vers un terrain inférieur ou sur le fonds d'autrui, 407 et 408; — Assujettissement des fonds inférieurs à recevoir les eaux des fonds plus élevés, 490; — Comment les propriétaires riverains et ceux dont les fonds sont traversés par une eau courante peuvent se servir de cette eau, 494; — Modification relative aux moulins et usines, 495; — Moyen de régler les contestations sur le cours et l'usage des eaux, 496; — La police et l'usage des cours d'eaux qui font partie du domaine public sont réglés par le pouvoir administratif, 497; — Observation des usages et règlements locaux sur les cours d'eau, 496; — Les conduits d'eau sont des servitudes continues, 541; — Puisage d'eau. V. *Puisage et Source*.

Eaux pluviales. Manière d'établir les toits pour leur écoulement, 534.

Echange. Sa définition, 1334; — Il s'opère par le seul consentement, 1335; — Cas où l'un des copermutants ne peut être forcé à livrer la chose qu'il a promise en contr'échange, 1336; — Ce que peut faire le co-permutant évincé, 1337; — La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans l'échange, 1338; — Ce contrat est soumis aux règles prescrites pour la vente, 1339.

Echantillons des tailles. V. *Tailles*.

Ecoulement des eaux. V. *Eaux*.

Ecrit. Le testament olographe doit être écrit en entier de la main du testateur, 710; — Ecrits qui forment ce qu'on appelle un commencement de preuves par écrit, 1096; — On peut louer par écrit ou verbalement, 1345; — Le taux de l'intérêt conventionnel doit être fixé par écrit, 1529; — Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit, 1545; — La transaction doit être rédigée par écrit, 1660; — Quand le nantissement ou gage doit être fait par écrit, 1685; — Bail écrit ou non écrit. V. *Baux*.

Ecritures (preuve résultant des —) des marchands et particuliers, 1078 et suivants; — Effet de l'écriture mise par un créancier sur un titre ou son double, 1082; — En cas d'inscription en faux, la preuve est à la charge de celui qui nie l'écriture sous seing-privé, 1074; — Ecritures privées. V. *Seing-privé*.

Edifice. Responsabilité des entrepreneurs quand l'édifice construit à prix fait périt par vice de la construction ou du sol, 1414.

Education. (Dispositions sur les frais d'—), d'entretien et de surveillance des enfants, en cas de divorce, 188, 189; — Et en cas de séparation temporaire ou illimitée des époux, 204; — Qui doit surveiller l'éducation des enfants du présumé absent, 65; — La possession d'état d'un enfant se prouve par la circonstance que le père a pourvu à son éducation, 226; — L'éducation des enfants mineurs est une des charges de la jouissance de leurs biens par le père et la mère, 276; — Le tuteur doit pourvoir à l'éducation du mineur, 313; — Les frais d'éducation ne sont pas sujets à rapport, 849; — Dans quelle proportion les époux contribuent aux frais d'éducation de leurs enfants, sous le régime de la séparation de biens, 1199.

Effet rétroactif. (La loi n'a point d'—), 2; — Jour à compter duquel la condition accomplie a un effet rétroactif, 959.

Effets. Responsabilité des aubergistes à l'égard des effets du voyageur, 1436 et 1437.

Effets civils produits par la déclaration de nullité d'un mariage, 141 et 142.

Effets de la séparation de corps et de biens. 198 et suivants. V. *Séparation*.

Effets de l'adoption. 253 et suivants. V. *Adoption*.

Effets du divorce. 181 et suivants. V. *Divorce*.

Effets mobiliers qui sont immeubles par destination, 374 et 375; — Les actions qui ont pour objet des effets mobiliers, sont meubles par la détermination de la loi, 380; — Ce que comprend l'expression d'effets mobiliers, 385; — Effets mobiliers qui ne sont pas compris dans la vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, 386; — Quand la donation d'effets mobiliers est valable, 679; — Comment s'opère la tradition des effets mobiliers, 1253; — Le séquestre conventionnel ne peut avoir pour objet que des effets mobiliers, 1580.

Egouts. Ils sont une preuve de non mitoyenneté, 505; — Obligations relatives à l'égout des toits, 503; — L'eau des toits ne peut verser sur le fonds voisin, 534; — Les égouts sont des servitudes continues, 541.

Election de domicile. V. *Domicile*.

Elèves. Responsabilité des instituteurs à l'égard du dommage causé par leurs —, 1132.

Eloignement. (effet de l'—) du mari, relativement à la légitimité de l'enfant, 216.

Emancipation. L'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation, 272; — Le mariage émancipe de plein droit le mineur, 341; — Le mineur peut être émancipé à l'âge de 17 ans, 342; — Mode d'introduire la demande en émancipation, 343; — Le mineur ne peut être émancipé sans son consentement formel, 344; — L'autorité tutélaire prononce l'émancipation; cette décision doit être transmise au tribunal supérieur, 345; — Publicité du jugement définitif, 346; — Effets de l'émancipation, 347.

Embellissement (les) faits sur un fonds légué font partie du legs, 730.

Empêchement au mariage. V. *Mariage*.

Employés. Responsabilité des maîtres et commettants à l'égard du dommage causé par leurs —, 1132.

Emprunts. Le tuteur ne peut emprunter pour le mineur sans autorisation, 318; — Engagements de l'emprunteur, 1502 et suivants. — 1524 et suivants.

Enchères publiques. Cas où la vente des biens du mineur ne peut avoir lieu qu'aux enchères publiques, 321; — Enchères obligatoires dans les partages, 835 et 1319; — Les tuteurs et curateurs ne peuvent se rendre adjudicataires, même aux enchères, des biens de ceux dont ils ont la tutelle, 1241. — V. *Licitation*.

Enclos. Quand le mur entre enclos est présumé mitoyen, 504; — L'augmentation faite par le testateur à l'enclos légué, fait partie du legs, 730.

Enfants. L'enfant né d'un neuchâtelois, en pays étranger, est neuchâtelois, 9; — Par qui doit être faite la déclaration de la naissance de l'enfant, 32; — Soins des enfants mineurs du présumé absent, 65 et 66; — Droits des enfants sur les biens de leur père absent, 83; — Les mineurs ne peuvent se marier sans consentement, 92; — Etat des enfants issus de ceux qui ont vécu publiquement comme mari et femme et qui sont décédés, 140; — Effets civils d'un mariage déclaré nul, à l'égard des enfants qui en sont nés, 141 et 142; — Obligations des époux envers leurs enfants, 143; — Ceux-ci n'ont pas d'action contre père et mère pour leur établissement, 144; — Ils doivent des aliments à leurs ascendants, 145; — A qui reste l'administration provisoire des enfants, pendant la poursuite d'un divorce, 173; — A qui ils sont confiés après le divorce, 188 et 189; — Le divorce ne les prive d'aucun de leurs droits, 190; — A qui ils sont confiés après la séparation temporaire ou illimitée de leurs père et mère, 204; — L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari, 215; — Quand le mari peut ou ne peut pas désavouer l'enfant, 216, 217 et 218; — Cas où la légitimité de l'enfant peut être contestée, 219; — Délai dans lequel le mari, soit ses héritiers doivent réclamer, 220 et 221. — V. *Filiation*. — L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de

l'enfant, 233; — L'adoptant succède aux enfants et descendants de l'adopté, morts sans postérité, 263; — L'enfant à tout âge doit honneur et respect à ses père et mère, 271; — Jusqu'à quand il reste sous leur autorité, 272 et suivants. V. *Puissance paternelle*. — Tutelle des enfants du premier lit quand la mère tutrice s'est remariée, 283; — Cinq enfants légitimes et vivants dispensent de toute autre tutelle, 300; — La survenance d'enfants pendant la tutelle ne peut autoriser à l'abdiquer, 301; — Fruits que peut exiger l'usager pour le besoin de ses enfants, 480; — Comment sont traités les enfants de l'indigne venant à la succession de leur chef et sans le secours de la représentation, 580; — Successions déferées aux enfants et descendants, 582 et 605; — Pour que la donation entre vifs en faveur de l'enfant conçu soit valable, il faut qu'il naisse viable, 644; — Portion disponible des biens, s'il existe des enfants légitimes, 649 et 650; — L'héritier auquel la loi réserve une légitime peut en être privé pour cause d'indignité, 666; — La donation entre vifs peut être révoquée pour cause de survenance d'enfant, 681. — 688 et suivants et 746; — Celle faite en faveur du mariage est toujours réputée faite aux époux et aux enfants à naître, 696; — Le conjoint survivant peut accepter sans autorisation et au nom de ses enfants mineurs la succession du conjoint décédé, 772; — L'enfant qui n'accepte point la succession doit faire rapport à la masse des valeurs qu'il a reçues du défunt, 786; — La crainte révérentielle envers les ascendants ne suffit point pour annuler le contrat, 894; — Responsabilité des père et mère à l'égard du dommage causé par leurs enfants mineurs, 1132; — On ne peut déroger par contrat de mariage aux droits résultant de la puissance maritale sur les enfants, 1136; — Ni y faire des renonciations dont l'objet serait de changer l'ordre légal dans la succession des enfants, 1137; — Imputation des frais d'établissement d'un enfant commun, 1171.

Enfants adultérins. Ne peuvent jamais être légitimés par mariage subséquent, 236; — Ils ne peuvent jamais être reconnus par le père, 243; — La loi leur accorde des aliments et une allocation suffisante pour apprendre un état, 621.

Enfants mineurs et non émancipés ne peuvent quitter la maison paternelle sans permission, 274. — V. *Emancipation, Mineurs et Tutelle*.

Enfants naturels. Une loi spéciale règle les formalités relatives à leur naissance, 38; — Consentement requis pour leur mariage, 96; — Degrés de parenté dans lesquels ils ne peuvent se marier, 97 et suivants; — De leur légitimation, 236, 237 et 238; — La reconnaissance doit en être faite par le père avant la naissance, spontanément et sans jamais être le résultat d'un jugement, 239; — Forme de l'acte de reconnaissance, 240; — L'acte de naissance régulièrement dressé forme, contre la mère, une présomption légale de reconnaissance, 241; — L'enfant naturel reconnu ne peut réclamer les droits d'enfant légitime, 244; — La recherche de la paternité est interdite, 246; — Preuve que doit fournir l'enfant qui réclame sa mère, 247; — Rapports de l'enfant naturel avec l'Etat et les communes, 248 et 249; — Obligations des père et mère et des communes envers lui, 250, 251 et 252; — Quand les enfants naturels sont saisis de la succession, 576; — De leurs droits sur les biens de leur père ou mère, 614 à 623; — De la dévolution des biens des enfants naturels décédés sans postérité, 624 et 625; — Fixation de leurs droits successifs, 615 et suivants; — Droits accordés aux descendants de l'enfant naturel prédécédé, sur la succession des père ou mère de ce dernier, 617; — Rapport des biens qui y sont sujets, 618; — A quoi ils peuvent être réduits par leurs père et mère, 619 et 620; — Choix accordé aux héritiers de remettre à l'enfant naturel sa part de biens en nature ou de lui en livrer la valeur, 622; — Comment se forme la part de l'enfant naturel, quand il y a lieu de tenir compte de la nature et de l'origine des biens à partager, 622; — Les droits de l'enfant naturel sur la succession de son père ou de sa mère, s'exercent sans préjudice aux droits du conjoint survivant, 623; — Délai extraordinaire accordé à l'enfant naturel pour accepter une succession, 801; — Usufruit de l'époux survivant sur les biens réservés à l'enfant naturel, 1208, 1209 et 1210.

Enfants naturel (légitimation des —). Dans quels cas elle peut avoir lieu par le mariage subséquent de leurs père et mère, 236; — Les enfants adultérins et les incestueux ne peuvent être légitimés, 236; — La légitimation peut avoir lieu, même en faveur des enfants décédés et dans ce cas elle profite à leurs descendants, 237; — Droits des enfants légitimés, 238; — La légitimation d'un enfant naturel révoque les donations entre vifs ou à cause de mort, 688 et 746.

Enfant trouvé. Obligations imposées à l'autorité, aux communes et aux particuliers à l'égard des enfants trouvés, 34, 35 et 36.

Engagements qui se forment sans convention; d'où ils résultent, 1118; — V. *Délits. Quasi-Contrats et Quasi-Délits.*

Engrais que doit laisser le fermier sortant, 1400.

Enlèvement. Cas où les frais d'enlèvement de la chose vendue sont à la charge de l'acheteur, 1255.

Enquête nécessaire pour constater l'absence, 68; — Enquête ordonnée avant de prononcer sur une demande en interdiction, 351.

Entrepreneurs. Leur responsabilité à l'égard de la ruine d'un édifice construit à prix fait, 1414; — Cas où ils ne peuvent demander aucune augmentation de prix, 1415; — Ils répondent du fait des personnes qu'ils emploient, 1419. — V. *Devis et marchés.* — Entrepreneurs de voitures et roulages publics, 1407. V. *Voituriers.*

Entretien des enfants. V. *Enfants.* — L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien; modification, 453; — L'usufruit peut cesser par l'abus que l'usufruitier fait du fonds en le laissant dépérir faute d'entretien, 468; — Qui est responsable du défaut d'entretien d'un bâtiment ou autre construction, 1134.

Entre-vifs (donations). V. *Donation entre-vifs*.

Envoi en possession des biens d'un absent. V. *Absents et absence*. — L'envoi en possession et l'investiture constituent l'acceptation d'une succession, 793; — Son effet, 794; — Il n'est refusé à personne, 794. — V. *Saisine*.

Epoux. L'étrangère qui aura épousé un neuchâtelois et la neuchâteloise qui aura épousé un étranger, suivront la condition de leurs maris, 10; — Faculté accordée à l'époux, relativement aux biens de l'autre époux absent, 74; — Cas où le consentement d'un seul époux suffit pour autoriser un enfant mineur à se marier, 93; — Si les époux ou l'un d'eux sont étrangers au canton, le mariage doit être autorisé par le Conseil d'Etat, 107; — Par qui peut être attaqué le mariage contracté sans le consentement libre des deux époux, 125; — Mariages qui peuvent ou non être attaqués par les époux eux-mêmes, 129; — L'époux au préjudice duquel a été contracté un second mariage peut en demander la nullité du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui, 133. — V. *Mariage*. — Qui peut réclamer le titre d'époux, 137; — La possession d'état ne dispense pas les époux qui l'invoquent, de représenter l'acte de célébration de leur mariage, 138; — Quand les époux sont non recevables à demander la nullité de cet acte, 139; — Obligations des époux vis-à-vis de leurs enfants, 143, 147, 151; — Droits et devoirs respectifs des époux, 152 et suivants; — Causes pour lesquelles les époux peuvent demander le divorce, 168 et suivants; — Ses effets à leur égard, 181 et suivants; — La réconciliation des époux éteint la demande en divorce, 179; — De la séparation de corps et de biens entre époux, 192 et suivants; — Ses effets à leur égard, 198 et suivants; — L'époux demandeur en divorce ou en séparation de corps et de biens, doit prouver les faits sur lesquels il se fonde, 211; — Durant le mariage, les époux ne peuvent se faire aucune donation entre vifs, 643 et 706; — Donations qu'ils peuvent se faire par contrat de mariage, 702 et suivants; — Ils ne peuvent se faire aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même testament,

706; — Nullité du contrat lorsqu'il y a eu violence exercée sur l'un des époux, 893; — Droits auxquels les époux ne peuvent déroger, 1136; — Ils ne peuvent changer l'ordre légal des successions, 1137; — Ils ne peuvent plus stipuler que leur association sera réglée par la coutume, 1138; — Mais ils peuvent déclarer d'une manière générale qu'ils se marient sous le régime de la communauté ou sous celui de la séparation de biens, 1139; — Cas où l'immeuble acquis durant le mariage par un époux, lui demeure bien propre, 1154; — Dettes qui sont propres à chaque époux, 1157; — Obligations personnelles à chaque époux, 1158; — La mort d'un des époux dissout la communauté, 1172; — Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux, 1240; — La prescription ne court point entr'eux, 1810.
V. Contrat de mariage. Divorce. Mari. Mariage.

Epoux survivant. La tutelle des enfants lui appartient lors que le mariage est dissout par la mort de l'autre époux, 281; — Il n'est saisi de la succession qu'après en avoir pris possession dans les formes légales, 576; — Cas où il hérite des biens de son conjoint décédé, 626; — Il peut accepter, au nom de ses enfants mineurs et sans autorisation de justice, la succession du conjoint décédé, 772; — Délai extraordinaire accordé à l'époux survivant pour l'acceptation d'une succession, 801; — Droits de l'époux survivant auxquels on ne peut déroger par contrat de mariage, 1136; — Obligations, droits et devoirs du survivant quant aux biens dont il demeure usufruitier, 449, 1213 et suivants; — Quand il doit fournir caution, 1214, 1215 et 1216; — Un curateur peut être nommé pour gérer les biens meubles soumis à son usufruit, 1215; — Prescriptions relatives aux droits d'usufruit de l'époux survivant séparé de corps ou de biens, 1217; — Irresponsabilité de l'époux usufruitier à l'égard des biens dont l'administration lui a été enlevée, 1218; — Ses droits contre le curateur nommé, 1218; — Nullité des ventes de biens immobiliers tenus en usufruit, 1222.

Equipages. Quand ils sont ou non compris dans le mot *meuble*, 383.

Équité. (Principes d' —) naturelle auxquels est subordonné le droit d'accession quand il a pour objet deux choses mobilières appartenant à deux maîtres différents, 412 et suivants; — Influence de l'équité sur les conventions, 915.

Erreur. (Lorsqu'il y a eu —) dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par l'époux induit en erreur, 125; — Cas où la demande en nullité du mariage pour cause d'erreur n'est plus recevable, 126; — Délai pendant lequel pourront être redressées les erreurs de calcul dans les comptes de tutelle, 340; — Nullité du consentement donné par erreur, 889; — Cas où l'erreur est ou n'est pas une cause de nullité de la convention, 890; — La convention contractée par erreur n'est point nulle de plein droit; elle donne lieu à une action en nullité ou rescision, 897; — Depuis quand court le temps légal pendant lequel on peut exercer l'action en nullité ou en rescision pour cause d'erreur, 1062; — L'aveu judiciaire ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait, 1105; — Il ne pourrait l'être sous prétexte d'une erreur de droit, 1105; — Restitution des choses données ou reçues par erreur et qui n'étaient pas dues, 1124 et 1125; — Effet de l'erreur dans les transactions, 1668, 1669 et 1674.

Escalier (propriétaires à la charge desquels sont les dépenses d'—) d'une maison dont les étages appartiennent à diverses personnes, 515.

Escroquerie. Son effet au sujet des dettes de jeu et de pari, 1588.

Espaliers. Disposition sur leur plantation, 522.

Esprit (sain d'—). V. *Sain d'esprit*.

Essai (la vente à l'—) est toujours présumée faite sous une condition suspensive, 1233.

Ester en droit (le tuteur ne peut —) pour le mineur, sans y être autorisé, 325.

Ester en jugement (la femme mariée ne peut —) sans l'autorisation de son mari, 155.

Estimation qui doit être faite des choses sujettes à usufruit et dont on ne peut faire usage sans les consommer, 433; — Estimation par experts que peut demander le locataire en cas de contestation sur le prix du bail verbal, 1213; — Effet de l'estimation donnée au cheptel, 1428, 1445 et 1449; — A la fin du bail à cheptel simple, il se fait une nouvelle estimation du cheptel, 1440; — Effet de l'estimation donnée aux choses dont la jouissance a été mise dans la Société, 1471. — V. *Inventaire*.

Etable. Disposition concernant l'établissement d'une étable, 526.

Etablissement. (L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un —) par mariage ou autrement, 144; — La possession d'état de l'enfant s'établit par le fait que le père a pourvu à son établissement, 226; — Les frais d'établissement d'un co-héritier sont sujets à rapport, 849.

Etablissements d'utilité publique. Ils ne peuvent accepter sans autorisation un don excédant deux mille francs, 646.

Etablissements publics (les) sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers et peuvent également les opposer, 1781.

Etages. Mode de réparation et reconstruction des maisons dont les différents étages appartiennent à divers propriétaires, 515.

Etangs. L'alluvion n'a pas lieu à leur égard, 406.

Etat. Quels sont les biens qui appartiennent à l'Etat, 390 et 566. — V. *Domaine public*. — Il est propriétaire des îles et îlots qui se forment dans le lit des rivières, 409; — Il n'est

saisi d'une succession qu'après en avoir pris possession dans les formes légales, 576; — A défaut d'héritier, les successions sont acquises à l'Etat, 627; — La liquidation s'en fait conformément aux règles prescrites pour les successions acceptées sous bénéfice d'inventaire, 828; — Privilèges de l'Etat pour l'impôt et autres redevances, 1708; — Lorsque l'Etat, pour cause d'utilité publique, fait l'acquisition d'un immeuble hypothéqué, il n'est jamais tenu de payer au créancier hypothécaire au delà du prix d'acquisition, 1747; — La prescription a lieu pour et contre l'Etat, 1781.

Etat-civil. (Dispositions générales concernant les actes de l'—), 19 et suiv.; — Responsabilité du dépositaire des registres de l'état civil, 28 et 29; — Comment les actes doivent être dressés et les registres tenus, 30; — Des actes de naissance, 31 et suivants; — Des actes de mariage, 39, 40 et 41; — Des actes de décès, 42 et suiv.; — Devant quel Tribunal doivent être formées les demandes en rectification des actes de l'état civil, 48; — Le jugement du tribunal doit être confirmé par le tribunal supérieur, puis transmis au Conseil d'Etat, qui pourvoira à sa transcription, 49 et 51; — Effets du jugement de rectification, 50.

Etat des lieux en matière de bail, 1361 et 1362. — V. *Baux*.

Etat des personnes (les lois concernant l'—) régissent les neuchâtelois, même résidant en pays étranger, 3. — V. *Possession d'état*.

Etrangers (les) jouissent des droits civils, 8; — Actions pour lesquelles ils peuvent être cités devant les tribunaux du canton, 12; — Ils peuvent y être cités pour des obligations contractées par eux en pays étrangers, 13; — Ceux qui ne sont point domiciliés dans le canton doivent donner caution pour le paiement des frais d'un procès dans lequel ils sont demandeurs, 14; — L'étrangère qui épouse un neuchâtelois suit la condition

de son mari, 10; — Si l'un des époux ou tous deux sont étrangers au canton, leur mariage ne pourra être célébré sans une autorisation du Conseil d'Etat, 107; — Validité du mariage contracté hors du canton entre neuchâtelois et étranger, 113; — A défaut de concordats, les tribunaux du canton sont incompétents pour connaître d'une action en divorce ou en séparation entre étrangers, 213; — Effets du contrat de mariage des étrangers et formalités qu'ils ont rempli à cet égard, 1147; — Les contrats passés à l'étranger ne peuvent donner d'hypothèques sur les biens situés dans le canton, 1728. — V. *Pays étrangers*.

Evènements (effet des —) incertains auxquels est subordonnée une disposition testamentaire, 748; — Influence des évènements sur la nature et les effets des diverses conditions des obligations, 948 et suiv. — V. *Cas fortuits*. — *Périls et risques*.

Eventuels (droits). — V. *Droits*.

Eviction. Effets de la garantie des lots en cas d'éviction de l'un des co-partageants, 871 et suiv.; — V. *Lots*. — Eviction en matière de vente, 1272 et suiv.; — En matière d'échange, 1337; — V. *Garantie*. — La prescription ne court point à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu, 1811.

Excédant. (l') du cheptel se partage à la fin du bail ou lors de sa résolution, 1440; — Excédant en matière de vente, 1265 et suiv.; — V. *Délivrance*.

Exceptions que peut ou ne peut pas opposer le co-débiteur solidaire, 988; — Cas où l'exception ne peut plus être opposée contre l'acte confirmatif, 1090; — Exceptions que la caution peut opposer au créancier, 1651.

Excès (les) d'un époux envers l'autre peuvent donner lieu au divorce, 169.

Exclusions. Causes qui emportent l'exclusion de la tutelle, 308 et 309; — V. *Tutelle*.

Exclusion de la succession. V. *Indignes*.

Excuse (moyens d' —) contre la tutelle, 302, 303 et 304; — V. *Tutelle*.

Exécuteurs testamentaires. Personnes qui ne peuvent l'être, 739; — Leurs obligations, 740; — Leurs pouvoirs ne passent point à leurs héritiers, 741; — Les frais faits par eux sont à la charge de la succession, 742.

Exécution (effet de l' —) volontaire d'un acte contre lequel la loi admet l'action en nullité ou en rescision, 1090; — Les conventions doivent être exécutées de bonne foi, 914.

Exécutoires (titres). V. *Titres*.

Exemption de la tutelle. 294 et suiv. — V. *Dispense*. *Tutelle*.

Exhaussement des murs mitoyens; ses effets, 510 et suivants.

Exhérédation. Celui auquel la loi réserve une légitime peut en être exhéredé pour cause d'indignité, 666; — L'exhérédation ne peut avoir lieu que par testament et doit être motivée, 666; — L'héritier réduit à sa légitime est toujours réputé exhéredé du reste, 668; — L'exhérédation générale ou spéciale des autres héritiers n'est jamais nécessaire, 669.

Existence. Effet de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à celui dont l'existence n'est pas reconnue, 85, 86 et 87; — Quand il faut exister pour succéder, 577.

Experts chargés de constater l'état des immeubles d'un absent avant que l'investiture en soit accordée, 76; — L'indemnité que peut réclamer le propriétaire d'une source fournissant de l'eau à une commune, etc., est réglée par experts, 493; — Cas où les lots, dans un partage, sont faits par expert, 840; —

Lorsqu'il y a contestation sur le prix du bail verbal, le locataire peut en demander l'estimation par experts, 1348 ; — Cas où l'indemnité résultant de la résolution du bail est réglée par experts, 1375.

Expiration. La société finit à l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée, 1482.

Explication des conventions. — V. *Interprétation*.

Exploit. Ce que doit énoncer l'exploit d'opposition à un mariage, 121.

Exploitation (les ustensiles nécessaires à l'—) des usines, sont immeubles par destination, 376 ; — Droits de l'usufruitier relativement aux mines, carrières et marnières qui sont en exploitation, 444 ; — De quelle manière il jouit des tourbières, en exploitation ou non, comprises dans l'usufruit, 445 ; Dans le cheptel donné au fermier, le fumier doit être employé uniquement à l'exploitation de la métairie, 1447.

Exprès. Le cautionnement doit être exprès, 1636 ; — V. *Cautionnement*.

Expropriation. Les formalités exigées pour l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné l'expropriation de l'immeuble, 321. — Poursuite de l'expropriation de l'immeuble hypothéqué, 1745 ; — De quels biens le créancier peut poursuivre l'expropriation, 1769. — Modification, 1770. — Cas où le créancier peut poursuivre la saisie des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, 1771 ; — Quand le cessionnaire d'un titre exécutoire peut poursuivre l'expropriation, 1772 ; — Par quelles lois sont réglées les formes à suivre en cas d'expropriation pour liquider une créance hypothécaire, 1773.

Extinction. Dans quel cas l'extinction de l'usufruit peut être prononcé, 468 ; — Extinction des servitudes, 556 et suiv. ;

— Causes de l'extinction des obligations, 1005 ; — Celui qui se prétend libéré d'une obligation doit prouver le fait qui en a produit l'extinction, 1067 ; — La société finit par l'extinction de la chose, 1482 ; — Extinction de l'obligation résultant du cautionnement, 1649 ; — L'hypothèque ne s'éteint que dans les cas prévus par la loi, 1712 ; Extinction des hypothèques, 1753 ; — V. *Usufruit. Servitudes.*

F

Faculté (les actes de pure) ne peuvent fonder ni possession, ni prescription, 1788.

Faillite. Le débiteur qui a fait faillite ne peut plus réclamer le bénéfice du terme des obligations, 968 ; — La faillite ne dissout pas la communauté, mais elle suspend ses effets et amène sa liquidation, 1172 ; — Ce qui a lieu lorsque depuis la vente et avant la délivrance, l'acheteur est tombé en faillite, 1260 ; — La société finit par la faillite d'un des associés, 1482 ; — Le capital d'une lettre de rente constituée en perpétuel devient exigible en cas de faillite du débiteur, 1535 ; — Le mandat finit par la faillite du mandant ou du mandataire, 1624 ; — La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur qui a fait faillite, pour être par lui indemnisée, 1647 ; — Les créances qui ont un privilège dans les faillites sont déterminées par la loi, 1702 ; — L'inscription hypothécaire ne produit aucun effet quand elle est prise dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls, 1731.

Faits qui établissent la possession d'état, 226 ; — Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme d'une obligation, lorsque par son fait il a diminué les sûretés de son créancier, 968 ; — Faits qui donnent lieu aux délits et quasi-délits, 1130 et suivants.

Famille. La possession d'état de l'enfant peut s'établir par

le fait qu'il a été reconnu pour tel par la famille, 226. — V. *Bon père de famille*.

Fautes. Circonstances qui peuvent autoriser le juge à modérer les dommages-intérêts résultant des fautes du gérant des affaires d'autrui, 1122; — Le mandataire répond des fautes graves qu'il commet dans sa gestion, 1612.

Fauteuils. V. *Chaises*.

Faux. Dommages-intérêts et peines auxquels donne lieu le faux dans les actes de l'état civil, 29; — Légalité de l'acte sous seing-privé quand celui auquel on l'oppose ne s'inscrit pas en faux contre lui, 1073; — Qui est chargé de la preuve, en cas d'inscription en faux, 1074; — Le faux peut être déféré aux tribunaux criminels, 1075.

Femme. Elle ne peut contracter mariage avant l'âge de quinze ans, 88; — Elle ne peut en contracter un nouveau que dix mois après la dissolution du précédent, 91; — Elle devient majeure à dix-neuf ans, 279; — Et libre de se marier sans autorisation à vingt-deux ans, 117; — Les femmes, autres que la mère, ne peuvent être tutrices, 307; — Celles qui n'ont point contracté la dette ou l'obligation, ne peuvent être contraintes par corps, 1677.

Femme mariée. Elle n'a d'autre domicile que celui de son mari, 58; — Ses devoirs envers son mari, 152, 153 et 154; — Elle ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari; exceptions, 155 et 156; — Elle ne peut contracter sans le concours du mari ou son consentement par écrit, 157 et 903; — Cas où ce concours et ce consentement ne sont pas nécessaires, 158; — Si le mari refuse son autorisation, le juge peut l'accorder, 159; — En quoi une marchande publique, peut ester en jugement et s'obliger sans l'autorisation de son mari, 160; — Comment la femme mariée doit être autorisée dans le cas où son mari serait condamné à une peine afflictive ou infamante,

161 ; — Et quand le mari est interdit, absent, mineur ou sous curatelle, 162 et 164 ; — Elle peut tester ou disposer pour cause de mort sans autorisation, 166 ; — Comment elle peut recevoir à titre gratuit et accepter les successions qui lui sont échues, 157, 673 et 771 ; — Femme demanderesse ou défenderesse en divorce; V. *Divorce*. — Effets de la séparation de corps et de biens à l'égard de la femme, 198 et suiv. V. *Séparation*. — La femme mariée ne peut être exécutrice testamentaire, 739 ; — Action de la femme en matière de partage, 832 ; — Les personnes capables de contracter ne peuvent opposer l'incapacité de la femme mariée avec qui elles ont contracté, 905 ; — Epoque à compter de laquelle court l'action en nullité ou rescision résultant des actes faits par la femme mariée non autorisée, 1062 ; — La femme doit être assistée d'un curateur dans les démêlements de biens ou reconnaissances d'apports qui peuvent être faits pendant le mariage, 1146 ; — Comment elle peut faire une acquisition immobilière, 1155 ; Les biens propres de la femme ne peuvent être saisis qu'après tous les autres, 1159 ; Comment elle peut disposer entre-vifs des biens composant la communauté, 1162 ; — Cas où les actes faits par la femme sans le consentement de son mari, n'engagent point la communauté, 1163 ; — Elle ne peut aliéner ses immeubles propres sans l'autorisation de son mari, 1164 ; — Ses obligations à l'égard des biens de la communauté, 1165 ; — Effet du bail d'un bien de la femme, 1166 ; — Effet de l'obligation contractée par la femme, solidairement avec le mari, pour les affaires de la communauté ou du mari, 1167 ; — La séparation de biens ne peut être poursuivie que sur la demande de la femme, 1173 ; — Obligations de celle qui a obtenu cette séparation, 1177 ; — Elle reprend la libre administration de ses biens, 1178 ; — Comment s'exercent les prélèvements de la femme, 1187 et 1188 ; — Responsabilité et droits de la femme quant aux dettes de la communauté, à l'égard des créanciers, 1196 et 1197 ; — Droits et obligations de la femme mariée sous le régime de la séparation de biens, 1198 et suiv. ; — Dans le cas où le contrat de vente

peut avoir lieu entre époux, la femme doit être assistée d'un curateur, 1240.

Fenêtres. Elles ne peuvent être pratiquées dans le mur mitoyen sans le consentement du voisin, 527 ; — Distance qui doit exister entre le mur où on les pratique et le fonds voisin, 528. V. *Vues*. — Elles sont du nombre des servitudes apparentes, 542. V. *Vitres*.

Fermages. De quel jour ils produisent intérêt, 935 ; — Les fermages des immeubles sont créances privilégiées, 1703.

Ferme. Le tuteur ne peut prendre à ferme, sans autorisation, les biens du mineur, 313 ; — Ce qui a lieu si l'usufruitier donne à ferme les biens dont il a l'usufruit, 441 ; — Cas où les immeubles soumis à usufruit sont donnés à ferme, 450 ; — Définition du bail à ferme, 1343 ; — Règles particulières aux baux à ferme, 1391 et suiv. V. *Baux*.

Fermiers. Effet du trouble apporté dans leur jouissance, 1357 ; — Comment doit être indemnisé le fermier expulsé du bail pour cas de vente ; 1373 et suiv. ; — Remise que ne peut obtenir le fermier sur le prix du bail en cas de perte des fruits, 1397 ; — Obligations du fermier sortant, 1400 ; — Le fermier et ses héritiers ne peuvent prescrire la chose qu'ils détiennent précairement, 1792 et 1793 ; — Modification, 1794 et 1795. V. *Cheptel*.

Feu. V. *Incendie*.

Feu du ciel, en matière de bail, est un cas fortuit ordinaire, 1399.

Fidélité que se doivent mutuellement les époux, 152 ; — Même après la séparation de corps et de biens, 198.

Filets (effet des) sur la mitoyenneté des murs, 505.

Filiation des enfants légitimes et nés dans le mariage,

215 et suiv. V. *Enfants et Mari* ; — Celle des enfants légitimes se prouve par l'acte de naissance, 224 ; — A défaut, par la possession d'état constante, 225 ; — Comment s'établit la possession d'état, 226 ; — Fin de non recevoir contre ceux qui réclament ou contestent un état contraire à celui qui est établi par le titre ou la possession, 227 ; — Cas où la preuve de la filiation peut se faire par témoins, 228 ; — D'où résulte le commencement de preuve par écrit, 229 ; — Moyens propres à faire la preuve contraire, 230 ; — Tribunaux compétents pour statuer sur les réclamations d'état, 231 ; — La question d'état doit être jugée avant l'action criminelle contre un délit de suppression d'état, 232 ; — Imprescriptibilité de l'action en réclamation d'état à l'égard de l'enfant, 233 ; — Quand cette action peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, 234 ; — Cas où ils peuvent la suivre, 235.

Filles. Qualités et conditions exigées d'elles pour contracter mariage, 88 et 117. V. *Femme*.

Fin de non-recevoir. Elle a lieu contre celui qui réclame un droit échu à un individu, dont il ne prouve pas l'existence, 85 ; — Contre une demande en nullité de mariage, lorsqu'il y a eu co-habitation pendant six mois, 126 ; — Cas où elle a lieu contre l'action en divorce, 179 et 180 ; — Fins de non-recevoir qui ne peuvent être opposées à une demande en séparation de corps, 196 ; — Fin de non-recevoir péremptoire constituée par la réunion des époux avant l'échéance de la séparation, 209 ; — Circonstances qui rendent non-recevable l'action en désaveu d'un enfant, 218 ; — Délai après lequel on n'est plus recevable à refuser une tutelle, 302 et 303 ; — Cas où le co-héritier n'est plus recevable à demander la rescision d'un partage, 879 ; — Fin de non-recevoir résultant de l'approbation donnée à un contrat dont l'annulation est poursuivie pour cause de violence, 895. V. *Exceptions*.

Foi due aux actes authentiques et sous seing-privé, 1071 et 1072 ; — Aux registres des marchands et aux registres et pa-

piers domestiques, 1078 et 1081 ; — Aux tailles corrélatives à leurs échantillons, 1083 ; — Aux copies de titres, 1084, 1085 et 1086 ; — L'aveu judiciaire fait pleine foi contre celui qui l'a fait, 1105. V. *Bonne foi et mauvaise foi*.

Foins. Quand ils sont ou non compris dans le mot *meubles*, 383. V. *Récoltes*.

Folie. V. *Démence*.

Fonctionnaires publics. Lieu de leur domicile, 56 et 57 ; — Enumération de ceux qui sont dispensés de la tutelle, 294 et 295 ; — Et de ceux qui ne peuvent, dans le ressort de leurs fonctions, exercer d'autre tutelle que celle de leurs enfants et petits-enfants, 306 ; — Privilège dont jouissent les créances résultant d'abus et prévarications commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, 1703.

Fondés de pouvoirs. Le paiement doit être fait au créancier ou à son fondé de pouvoirs, 1010 ; — Les offres peuvent leur être faites, 1029 ; — Effet de l'aveu judiciaire fait par eux, 1105. V. *Procuration*.

Fonds de terre. Sont immeubles par nature, 369 ; — Comment s'obtiennent les fruits industriels d'un fonds, 430 ; — Effet des servitudes du fonds inférieur envers celui qui est plus élevé, 490, — Usage des sources qui y sont, 491 et suiv. ; — Dispositions sur la mitoyenneté des murs qui séparent les enclos, 504 ; — Droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due, 550 et suiv. ; — Effet des embellissements faits sur le fonds légué, 730 ; — Contrainte par corps pour l'exécution d'un jugement rendu en matière de stellionat, 1676.

Fonds riverains (les attérissements et accroissements qui se forment aux —) s'appellent alluvion, 404 ; — A qui profite l'alluvion, 404. V. *Rivières*.

Fontaine. La servitude d'y puiser de l'eau emporte le droit de passage, 549.

Force majeure (cas où la —) dispense des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations, 928 ; — Le commencement de preuve s'applique au cas où le créancier a perdu son titre par suite d'une force majeure, 1097 ; — Le preneur n'est pas tenu de rendre, suivant l'état des lieux, ce qui a péri par force majeure, 1361 ; — Les locataires ne sont pas tenus des réparations locatives occasionnées par force majeure, 1383 ; — Les voituriers ne sont pas responsables des pertes arrivées par force majeure, 1406 ; — Obligations du dépositaire relativement aux accidents de force majeure arrivés au dépôt, 1551 et 1556 ; — Les aubergistes ne sont pas responsables du vol fait par force majeure, 1575. V. *Cas fortuits*.

Forêts. V. *Bois*.

Forfait (marché à —). V. *Marchés*.

Forges. Les ustensiles destinés à leur exploitation sont immeubles, 376 ; — A quelle distance une forge doit être construite d'un mur mitoyen ou non, 525.

Formalités relatives à la célébration du mariage, 102 et suiv. ; — Effet du défaut de forme dans un acte, 1070 ; — Formalités à observer pour les licitations, 1321.

Formes. Validité du mariage célébré hors du canton et selon les formes usitées dans le pays où il a été contracté, 113 ; — Formes de l'action en divorce et en séparation de corps et de biens, 210 et suiv. ; — Formes de l'adoption, 264 et suiv. ; — Forme des donations entre-vifs, 670 et suiv. ; — Forme de l'acceptation des successions et du bénéfice d'inventaire, 793 et suiv. ; — Actes contre lesquels on ne peut opposer le vice de forme, 1090.

Fortuit (cas). V. *Cas fortuit*.

Fossés. On peut en établir pour faire écouler les eaux du

fonds supérieur, 490 ; — Mitoyenneté des fossés, 517, 518, 519 et 520. V. *Fossé mitoyen*.

Fosses d'aisance. Disposition concernant leur établissement, 525 ; — Leur curement est à la charge du bailleur, 1384.

Fossés mitoyens. Obligations qui y sont relatives, 503 ; — Quand ils sont présumés mitoyens, 517 ; — Marque de non-mitoyenneté, 518 ; — Son effet, 519 ; — Ils sont entretenus à frais communs, 520.

Fouilles qu'à droit de faire le propriétaire, 400.

Four. Disposition relative à la construction d'un four, 525.

Fourrages que doit laisser le fermier sortant, à l'expiration du bail, 1,400.

Fournitures qui peuvent se constater par les tailles, 1083 ; — Privilège dont jouissent les aubergistes et ouvriers, pour le paiement de diverses fournitures, 1703 ; — Prescription de l'action résultant de fournitures, 1819.

Fracture. (les objets mobiliers qui ne peuvent être détachés du fonds sans —) sont immeubles, 375.

Frais de procès dont est tenu l'usufruitier, 460, — Cas où l'usager est assujetti aux frais de culture, 485 ; — Les frais relatifs à l'usage et à la conservation de la servitude sont à la charge de celui auquel la servitude est due, 551 ; — Le propriétaire du fonds assujetti peut s'affranchir de ces frais en abandonnant ce fonds au propriétaire de celui auquel la servitude est due, 552 ; — Frais non sujets au rapport, 849 ; — Les frais du paiement sont à la charge du débiteur, 1019 ; — Frais qui doivent être compris dans les offres de paiement, 1029 ; — Cas où les frais d'offres réelles sont à la charge du créancier, 1032 ; — Les frais d'acte sont à la charge de l'acheteur, 1238 ; — Les

frais de délivrance sont à la charge du vendeur et ceux d'enlèvement, à la charge de l'acheteur, 1255 ; — En cas de désistement de l'acquéreur, le vendeur doit lui rembourser les frais du contrat, 1267 ; Frais que l'acquéreur évincé a droit de demander au vendeur, 1276 ; — Frais d'expertise à la charge du locataire, 1348 ; — Ceux de transport de la chose déposée sont à la charge du déposant, 1564 ; Frais de poursuites et autres pour lesquels la caution qui a payé a un recours contre le débiteur, 1644 ; — Frais divers qui jouissent d'un privilège sur certains meubles, 1703 ; — Les immeubles hypothéqués le sont pour les frais de poursuites à fin de paiement, 1719 ; — Frais d'éducation et d'entretien des enfants. V. *Education*.

Fraude (nullité des donations entre-vifs faits en —) des créanciers, 645 ; — Les créanciers peuvent attaquer les actes faits par leurs débiteurs, en fraude de leurs droits, 947 ; — Les actes faits en fraude de la loi sont nuls, 1099. V. *Dol*.

Frères et sœurs. Le mariage est prohibé entre eux, 98 ; — Cas dans lesquels ils peuvent former opposition au mariage de l'un ou de l'autre, 118 ; — Ils sont au deuxième degré de parenté, 597 ; — En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs d'un défunt, 602 ; — Leurs droits successifs, 605 et 610 ; — Cas où les biens de l'enfant naturel passent à ses frères ou sœurs légitimes ou naturels ; distinction à cet égard, 625.

Frontière (où doit être faite l'inscription hypothécaire d'un immeuble situé à la —) du canton et coupé par la ligne de démarcation, 1730.

Fruitiers (arbres). V. *Arbres*.

Fruits. Si le décès de l'absent est prouvé, les fruits de ses biens sont acquis à ceux qui en ont joui jusqu'alors, 77 et 80 ; — Les fruits des arbres, non recueillis, sont immeubles, 371 ; — Ceux détachés, quoique non enlevés, sont meubles, 371 ; —

L'usufruitier a droit de jouir de toute espèce de fruits, 429 ; — Définition des fruits naturels, industriels et civils, 430 ; — A qui ils appartiennent à l'ouverture et à la fin de l'usufruit, 431 ; — Les fruits civils s'acquièrent jour par jour ; dans quelle proportion ils appartiennent à l'usufruitier, 432 ; — Ils appartiennent au propriétaire par droit d'accession, 395 ; — Sous l'obligation de rembourser les frais faits par des tiers, 396 ; — Cas où le simple possesseur fait les fruits siens, 397 et 398 ; — Quotité de fruits que peut exiger celui qui jouit des droits d'usage et d'habitation, 480 ; — A quoi est assujetti l'usager qui absorbe tout ou partie des fruits du fonds, 485 ; — Fruits que doit rendre l'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, 579 ; — De quel jour sont dûs les fruits de la chose donnée, lorsque la donation est révoquée pour cause de survenance d'enfant, 690 ; — De quel jour sont dûs les fruits de la chose léguée, 728 ; — Et des choses sujettes à rapport, 857 ; — Restitution des fruits indûment reçus, 1126 ; — De quel jour les fruits de la chose vendue appartiennent à l'acquéreur, 1261 ; — Fruits que l'acquéreur évincé a droit de demander au vendeur, 1276 ; — Cas où l'acquéreur, dans une vente rescindée pour cause de lésion, doit restituer les fruits perçus, 1315 ; — Cas où le fermier ne peut obtenir de remise pour perte des fruits, 1397 ; — Le dépositaire doit restituer les fruits qu'il a perçus, 1558 ; — A compter de quelle époque les fruits de l'immeuble délaissé par hypothèque, sont dûs par le tiers détenteur, 1749.

Fumier. Dans le bail à cheptel simple et dans celui à moitié, le preneur profite seul du fumier des animaux, 1427 et 1442 ; — Dans le cheptel donné au fermier, il appartient à la métairie, 1447.

G

Gage. C'est le nantissement d'une chose mobilière, 1683.
V. Nantissement. — Privilège qu'il confère au créancier, 1684

et 1703 ; — Formalités exigées pour que ce privilège ait lieu, 1685 ; — Ce qui doit être fait lorsque le privilège s'établit sur un meuble incorporel, 1686 ; — Seul cas où le privilège subsiste sur le gage, 1687 : — Il peut être donné par un tiers pour le débiteur, 1688 ; — Le créancier ne peut disposer du gage sans autorisation, 1689 ; — Le débiteur reste propriétaire du gage jusqu'à son expropriation, s'il y a lieu, 1690 ; — Responsabilité du créancier quant à la perte ou détérioration du gage ; le débiteur doit lui tenir compte des dépenses utiles et nécessaires, 1691 ; — Imputation des intérêts de la créance donnée en gage, 1692 ; — Cas où le gage peut être mis en séquestre, 1693 ; — Effet de l'indivisibilité du gage, 1694 ; — Les dispositions du code ne dérogent point aux lois de commerce concernant le gage, 1695 ; — La caution légale ou judiciaire peut être remplacée par un gage suffisant en nantissement, 1657.

Gages des domestiques (les) ne se compensent pas avec les legs qui leur sont faits, 736.

Garantie pour sûreté du paiement de la pension alimentaire due à l'époux qui a obtenu la séparation de biens, 202 ; — Le vendeur garantit à l'acquéreur la possession paisible de la chose vendue et ses défauts cachés, 1271.

Garantie en cas d'éviction. Le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction, 1272 ; Les parties peuvent ajouter à cette garantie ou en diminuer l'effet, 1273 ; — En tous cas le vendeur est tenu de la garantie d'un fait qui lui est personnel, 1274 ; — Effet de la stipulation de non-garantie, 1275 ; — Ce qu'a droit de demander l'acquéreur évincé quand la garantie a été promise ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, 1276 ; — Ce qui arrive lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue a diminué ou augmenté de valeur, 1277, 1278 et 1279 ; — Les réparations et améliorations utiles doivent être remboursées à l'acquéreur évincé, 1280 ; — Cas où le vendeur lui doit, même les dépenses voluptuaires et d'agrément, 1281 ; — Cas où l'acquéreur évincé d'une partie de la chose peut faire résilier la

vente, 1282 ; — Comment est remboursé l'acquéreur, dans le cas précédent, s'il n'a pas fait résilier la vente, 1283 ; — Effet des servitudes non apparentes et non déclarées, grévante l'immeuble vendu, 1284 ; — Quand cesse la garantie pour cause d'éviction, 1286.

Garantie des défauts de la chose vendue. Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés, 1288 ; — Il n'est pas tenu des vices apparents ; 1289 ; — Cas où il n'est pas tenu des vices cachés, 1290 ; — Alternative accordée à l'acheteur, 1291 ; — Obligations du vendeur, lorsqu'il connaît ou qu'il ignore les vices de la chose, 1292 et 1293 ; — Qui doit supporter la perte de la chose, arrivée par suite de sa mauvaise qualité ou par cas fortuit, 1294 ; — Vices redhibitoires ; Comment l'action en est réglée ; Ventes où cette action n'a pas lieu ; Leur détermination dans les ventes et échanges d'animaux, 1295, 1296 et 1297 ; — L'action redhibitoire ne concerne que les biens meubles ; exception, 1287.

Garantie au sujet du transport des créances et autres droits incorporels, 1326 à 1330.

Garantie (effets de la —) des lots dans le partage d'une succession, 871, 872 et 873 ; — On peut se porter fort pour un tiers, dans les contrats ou obligations conventionnelles, 900 ; — Garanties qui peuvent être exigées de l'époux usufruitier, 1215 ; — Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée, 1352 ; — Cas où le bailleur est tenu ou non de garantir le preneur des troubles apportés à sa jouissance, 1356 et 1357 ; — Le mandataire n'est tenu à aucune garantie pour ce qui dépasse ses pouvoirs, 1618. V. *Responsabilité*. — Garantie due par celui qui vend une hérédité sans en spécifier les objets ; modification, 1329 et 1330.

Gardien judiciaire. Ses obligations, 1583.

Gelée. Est un cas fortuit ordinaire, en matière de bail, 1399.

Gendres (les) doivent des aliments à leurs beau-père et belle-mère ; quand cette obligation cesse, 146.

Générations. (la proximité de parenté s'établit par le nombre des —) ; chaque génération s'appelle un degré, 594.

Gens de travail. Leur action pour paiement de leurs salaires se prescrit par quatre ans, 1819. — V. *Ouvriers*.

Gérants. V. *Gestion. Fondés de pouvoirs. Mandataire*.

Germaines (parents). Leurs droits dans le partage des successions, 611.

Gestion. Obligations des curateurs nommés aux présumés absents quant aux comptes de leur gestion, 63 ; — Sont exclus de la tutelle ceux dont la gestion atteste l'incapacité ou l'infidélité, 309 ; — Le tuteur répond des dommages-intérêts qui peuvent résulter d'une mauvaise gestion, 313 ; — Engagements qui résultent de la gestion volontaire des affaires d'autrui, 1120 et suivants. — Gestion du mandataire. V. *Mandataire*.

Glaces. Cas où elles sont immeubles par destination, 375 ; — Quand elles font partie des meubles meublants, 384 ; — A quelle condition l'usufruitier peut enlever celles qu'il aurait fait placer, 447.

Grâce. (la remise de peine faite par voie de —) au condamné ne peut le réintégrer dans certains droits civils, 18.

Grains (les) coupés sont meubles, 371. — V. *Récoltes*. — Quand ils sont ou non compris dans le mot *meuble*, 383 ; — Sous quelle condition l'usufruitier a droit de se servir de ceux compris dans l'usufruit, 433.

Granger. V. *Colon partiaire*.

Gratuit. (le dépôt proprement dit est —), à moins de convention contraire, 1539. — V. *Titre gratuit*.

Greffiers. Formalités qui leur sont prescrites pour la stipulation de certains actes, 320; — De quels droits litigieux ils ne peuvent devenir cessionnaires, 1242; — Exception, 1243: — Leur action pour émoluments se prescrit par quatre ans, 1819 et 1820.

Grêle, en matière de bail, est un cas fortuit ordinaire, 1399.

Gros murs (les). Qui doit les réparer, à défaut de stipulations et quand la même maison appartient à divers propriétaires, 515. — V. *Murs*.

Grosses réparations. Cas où elles demeurent à la charge du propriétaire, 453. — V. *Réparations*.

Grossesse. Le mari qui a eu connaissance de la grossesse avant le mariage, n'est plus recevable à désavouer l'enfant, 218.

Guerre, en matière de bail, est un cas fortuit ordinaire, 1399.

H

Habitants. On ne peut changer le cours de la source qui fournit de l'eau aux habitants d'une localité, 493.

Habitation (l') réelle dans un autre lieu opère le changement de domicile, 53; — La femme est obligée d'habiter avec son mari, 154; — Exception pendant la poursuite en divorce, 174; — Droits d'usage et d'habitation, 475 et suiv.. V. *Usage*.

Haie entre deux fonds est réputée mitoyenne, 521; — Effet de la haie mitoyenne sur les arbres qui s'y trouvent, 524.

Halage (chemin de —) que doit réserver le propriétaire riverain qui profite de l'alluvion, 404.

Hasard (découverte d'un trésor par l'effet du —), 569. V. *Trésor*.

Héberge (les murs servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l' —) sont présumés mitoyens, 504.

Hérédité (les actions en pétition d' —) relativement à un absent, s'éteignent par le laps de temps établi pour la prescription, 87 ; — Garantie due par celui qui vend une hérédité sans en spécifier les objets, 1329 ; — Modification, 1330.

Héritage (charges annuelles de l' —) auxquelles est tenu l'usufruitier pendant sa jouissance, 456.

Héritiers. Droits et obligations des héritiers testamentaires ou ab-intestat d'un absent, 72 et suiv. ; — La nullité fondée sur le défaut d'autorisation de la femme ne peut être opposée que par elle, par le mari ou par leurs héritiers, 165 ; — Délai accordé aux héritiers du mari pour désavouer l'enfant, 221 ; — Ouverture de leur action en désaveu, 222 ; — Actions que peuvent exercer les héritiers de l'enfant qui était en réclamation d'état, 234 et 235 ; — Cas où les héritiers de celui qui a ouvert une demande en adoption, peuvent s'y opposer, 270 ; — Les biens de ceux qui décèdent sans héritiers appartiennent au domaine public, 390 ; — Droits des héritiers de l'usufruitier, 435 et 447 ; — Quand les héritiers légitimes sont saisis de la succession, 576 ; La loi règle l'ordre de succession entre eux, 575 ; Qualités requises pour succéder, 577 et suiv. ; — Dispositions relatives à l'héritier exclu pour cause d'indignité et à ses enfants, 579, 580 et 581 ; — Division des héritiers et partage de la succession entre eux, 591 ; — Après le quatrième degré ils ne sont plus admis à réclamer la distinction des biens, 598 ; Les enfants naturels ne sont point héritiers de leurs père et mère, 614 ; — Choix laissé aux héritiers quant à la nature de la part des biens à remettre à l'enfant naturel, 622 ; — Nullité de la disposition par laquelle l'héritier institué serait chargé de conserver et de rendre à un tiers, 633 ; — Qui est réputé héritier

institué, 636 ; — Contre qui les héritiers peuvent exercer l'action en réduction ou revendication, 664 ; — L'héritier à réserve peut en être exhéredé par testament, pour cause d'indignité, 666 ; — Il peut être réduit à sa légitime sans énonciation des motifs, 667 ; — Dans ce cas il est réputé héritier institué de cette portion et exhéredé du reste, 668 ; — Cas où les héritiers du donateur acquièrent l'effet ou la somme comprise dans sa donation, 678 ; — Quand les héritiers du donataire peuvent opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par survenance d'enfants, 694 ; — L'héritier institué ne peut être témoin du testament par acte public, 715 ; — Le codicille ne peut contenir une institution d'héritier, 723 ; — Les droits du légataire sont transmissibles à ses héritiers, 727 ; — Caducité du legs par suite de la perte de la chose léguée, sans le fait ni la faute de l'héritier, 733 ; — Effet du défaut d'institution d'héritier sur la disposition à cause de mort, 754 ; — Droit d'accroissement, relativement aux héritiers, 759 ; — Modification, 760 ; — Acceptation des successions et saisine des héritiers, 769 à 792 ; — Effet de l'envoi en possession, quant à l'héritier sous bénéfice d'inventaire, 794 et suiv. V. *Bénéfice d'inventaire*. — *Saisine*. — Dispositions relatives au rapport des immeubles remis aux héritiers, 854, 855 et 856 ; — Paiement des dettes de la succession par les héritiers, 860 et suiv. ; — Créanciers admis ou non à demander la séparation du patrimoine du défunt d'avec celui de l'héritier, 863 et 868. V. *Acceptation, Renonciation, Succession, Testament, Co-héritier*. — On est censé avoir stipulé pour soi et ses héritiers, 901 ; — Les droits du créancier et les obligations du débiteur passent à leurs héritiers, 959 et 998 ; — Confusion qui s'opère entre l'un des co-débiteurs et le créancier, lorsqu'ils deviennent héritiers uniques l'un de l'autre, 989 ; — La subrogation a lieu de plein droit au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé les dettes de la succession, 1022 ; — Effet des actes authentiques et sous seing-privé, à l'égard des héritiers des parties contractantes, 1071 et 1072 ; — Effet du serment décisoire à l'égard des héritiers de celui qui

l'a déferé, 1113 ; — Droits de l'héritier quant aux biens dont l'époux survivant a l'usufruit, 1215 ; — Il ne peut être nommé curateur à ces biens sans le consentement de l'époux usufruitier, 1219 ; — Quand l'héritier peut faire résilier le bail pour cas de mort, 1378 ; — Droits des héritiers d'un associé décédé, 1485 ; — Les engagements qui se forment par le commodat, passent aux héritiers du prêteur ; exception, 1501 ; — A la mort du déposant, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier, 1561 ; — S'il y a plusieurs héritiers, ils doivent s'accorder entre eux pour la recevoir, 1561 ; — Devoirs des héritiers du mandataire, 1631 ; — Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, 1638 ; — Effet de l'indivisibilité du gage à l'égard des héritiers du débiteur et du créancier, 1694 ; — Héritiers qui ne peuvent prescrire, 1793 ; — Exception, 1794 ; — Temps pendant lequel la prescription ne court pas contre les héritiers, 1813.

Homologation. En cas de mariage, l'acte de naissance peut être remplacé par un acte de notoriété, homologué par le tribunal de district, 110 ; — La vente d'un immeuble appartenant au mineur n'est définitive qu'après homologation de l'autorité tutélaire, 319 ; — La donation entre-vifs faite au mineur ne peut être acceptée par le tuteur qu'après homologation, 324 ; — La même formalité est exigée pour que le partage déploie ses effets à l'égard du mineur, 327.

Honneur et respect que l'enfant doit, à tout âge, à ses père et mère, 271.

Honoraires. (L'action des médecins et chirurgiens pour leurs —) se prescrit par quatre ans, 1819.

Hôteliers. V. *Aubergistes*.

Huissiers. De quels droits litigieux ils ne peuvent devenir cessionnaires, 1242 ; — Exception, 1243 ; — Ils sont contraignables par corps pour la restitution des titres et deniers à eux

confiés, 1676 ; — Leur action pour frais de poursuites se prescrit par quatre ans, 1819.

Huitaine (dédit de—) est aboli dans l'acte de vente. Disp. transit. J.

Hypothèques. Cas où les immeubles de l'absent ne peuvent être hypothéqués, 78 ; — La femme ne peut hypothéquer sans le concours du mari, 157 et 1164 ; — Autorisation nécessaire au tuteur pour hypothéquer, 318 ; — Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, le sont sans charge d'hypothèque créée par le donataire, 663 ; — Effets de la révocation des donations, relativement aux hypothèques créées par le donataire sur les objets donnés, 682, 686 et 691 ; — Ce qui a lieu lorsque la chose léguée a été hypothéquée avant ou depuis le testament, 731 ; — Paiements qui opèrent la subrogation aux hypothèques du créancier contre le débiteur, 1021 et suiv. ; — Effet, sur l'hypothèque, du jugement qui déclare la consignation bonne et valable, 1035 ; — Effet de la novation quant à l'hypothèque, 1044 ; — La vente ou cession d'une créance comprend ses hypothèques, 1325 ; — Cas où le débiteur d'une rente garantie par hypothèque peut être contraint au rachat, 1534 ; — Ce que doit contenir le mandat s'il s'agit d'hypothéquer, 1608 ; — Formes à suivre pour la liquidation des créances hypothécaires en cas d'expropriation forcée, 1773.

Dispositions générales sur les hypothèques, 1696, 1697 et 1698 ; — Définition de l'hypothèque, 1711 ; — Elle est indivisible et suit l'immeuble affecté, dans quelques mains qu'il passe, 1711 et 1744 ; — Dans quel cas elle a lieu, comment elle s'éteint et se liquide, 1712 ; — Elle est judiciaire ou conventionnelle, 1713 ; — Définitions de ces deux espèces d'hypothèques, 1714 ; — Quels biens sont susceptibles d'hypothèque, 1715 ; — Formalités sans lesquelles le créancier ne peut entrer en possession de l'immeuble hypothéqué, 1716 ; — Cas où le créancier est en droit de poursuivre sur-le-champ son remboursement, de demander un supplément d'hypothèque ou une nou-

velle désignation de l'immeuble, 1717 ; — A quoi s'étend l'hypothèque acquise et à quelles dettes sont affectés les immeubles hypothéqués, 1718 et 1719 ; — Obligations de la compagnie d'assurance contre l'incendie, quant aux immeubles hypothéqués et assurés, 1720 ; — Dispositions sur l'hypothèque judiciaire, 1721 et suiv. ; — Et sur l'hypothèque conventionnelle (capacité ; quand peuvent être hypothéqués les biens des mineurs, des interdits et des absents : l'acte doit être authentique ; effet des contrats passés hors du pays sur des biens situés dans le canton), 1724 et suiv. ; — *Rang des hypothèques* entre elles, 1729 ; — De leur *inscription*. (Où elle doit se faire ; ses effets ; pièces à l'appui ; obligations du conservateur ; droits du créancier en cas de collocation ; l'inscription conserve l'hypothèque pendant dix ans ; frais ; formalités relatives à la cession d'un titre hypothécaire), 1730 à 1740 ; — *Radiation* : (consentement et capacité ou jugement ; pièces produites ; tribunal compétent pour prononcer la radiation), 1741, 1742 et 1743 ; — *Effet des hypothèques contre les tiers-détenteurs*. (Dénonciation à faire par l'acquéreur aux créanciers inscrits ; obligations et droits du tiers-détenteur ; Modification en faveur de l'Etat), 1744 et suiv. — *Extinction des hypothèques*, 1753 ; — *Mode de purger les propriétés des hypothèques*. (Ce que le vendeur ou donateur transmet à l'acquéreur ou donataire ; notification à faire par le nouveau propriétaire aux créanciers inscrits ; délaissement ; liquidation), 1754 à 1759 ; — *Registres hypothécaires et Responsabilité des conservateurs*. (Copie des inscriptions existantes ; surveillance des autorités administratives et judiciaires ; omissions et irrégularités des inscriptions ; l'inscription des droits hypothécaires et la délivrance des certificats ne peuvent être refusées ni retardées ; tous les registres sont cotés et paraphés par la Chancellerie d'Etat et revêtus de son sceau ; amende dont les conservateurs sont passibles ; leurs registres sont arrêtés chaque mois), 1760 à 1768.

I

Iles et Ilots. A qui appartiennent ceux qui se forment dans le lit des rivières, 409; — L'île formée par un bras nouveau appartient à l'ancien propriétaire, 410.

Imbécillité (l') est toujours une cause d'opposition à un mariage, de la part des ascendants, 117; — Comment elle peut être opposée par d'autres parents, 118; — L'imbécillité est une cause d'interdiction, 349.

Immeubles. La loi neuchâteloise régit tous ceux qui sont situés dans le Canton, 3; — Inventaire et état des immeubles d'un absent avant l'envoi en possession, 76; — Les immeubles de l'absent ne peuvent être aliénés par ceux qui n'en jouissent qu'en vertu de l'envoi en possession et de l'administration légale, 78; — Dispositions relatives aux immeubles des mineurs, 318 et suivants; — Tous les biens sont meubles ou immeubles, 367; — Les biens sont immeubles par leur nature, par leur destination ou par l'objet auquel ils s'appliquent, 368; — Quels sont ceux qui le sont par nature, 369 et suivants; — Quels sont les immeubles par destination, 374, 375 et 376; — Et par l'objet auquel ils s'appliquent, 377; — L'usufruit peut être établi sur les immeubles, 428; — Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, ou de la nullité de la donation, le sont sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire, 663; — Le donateur peut réserver, pour lui ou un autre, la jouissance des immeubles donnés, 680; — Investiture d'immeubles situés dans le canton, lorsque la succession est ouverte à l'étranger, 842; — Dans un partage, chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des immeubles de la succession; exception, 835; — Formalités quant aux actes contenant partage d'immeubles, 846; — Dispositions relatives au rapport des immeubles, 852 et suivants; — La subrogation a lieu de plein droit au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui paie les

créanciers hypothécaires, 1022; — Mode de restitution des immeubles indûment reçus, 1127; — Le mari administre seul tous les biens de la communauté; il ne peut aliéner les immeubles de la femme sans son concours, 1161; — Recours du mari contre la femme lorsqu'il garantit la vente d'un de ses immeubles, 1168; — Récompense due pour l'amélioration d'un immeuble propre pendant la communauté, 1170; — Nullité de la vente des immeubles tenus en usufruit par l'époux survivant, 1222; — Toute vente d'immeubles ou droits immobiliers doit être faite par acte authentique, 1225; — Elle n'est parfaite qu'après la passation de cet acte, 1226; — Action que donne la promesse de vente d'un immeuble, 1227; — La promesse de vente immobilière est prescrite après un an, 1228; — La vente d'un immeuble ou de droits immobiliers ne peut être conditionnelle, 1229; — Comment doit être délivré l'immeuble vendu ou non à raison de tant la mesure, 1264 et suiv.; — Effet des immeubles ou droits immobiliers apportés en société, 1458; — L'associé ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendants de la société, sans le concours de ses co-associés, 1478; — Le tribunal peut ordonner le séquestre d'un immeuble dont la possession est litigieuse, 1581; — La rente viagère peut être constituée pour un immeuble, 1589; — Les biens immobiliers et leurs accessoires, réputés immeubles, sont seuls susceptibles d'hypothèques, 1715; — Dispositions relatives aux immeubles hypothéqués, 1716 et suiv. — Le débiteur peut être exproprié de ses immeubles, 1769.

Immobilières (choses). Droit d'accession relativement aux choses immobilières, 394, 400 et suiv.; — En matière immobilière, la passation de l'acte authentique équivaut à la délivrance, 1252; — Le nantissement d'une chose immobilière (antichrèse) est interdit, 1683.

Impenses. Il doit être tenu compte à l'héritier de celles faites pour la conservation de l'immeuble dont il fait rapport, 855; — Impenses que le tiers-détenteur peut réclamer aux créanciers hypothécaires, 1748. V. *Dépenses*.

Impossibles (conditions) sont réputées non écrites dans toute disposition, 637 ; — Elles rendent nulles les conventions qui en dépendent, 952.

Impôts (les) pour lesquels l'Etat a un privilège sont déterminés par les lois, 1708.

Imprudence. Chacun est responsable du dommage causé par son imprudence, 1131.

Impuissance. (Le mari ne peut désavouer l'enfant pour cause d' —), 217.

Imputation de paiement. Le débiteur de plusieurs dettes peut déclarer, lorsqu'il paie, laquelle il entend acquitter, 1024 ; — Il ne peut imputer le paiement qu'il fait, sur le capital, de préférence aux intérêts, 1025 ; — Cas où le créancier a fait l'imputation par sa quittance, 1026 ; — Imputation du paiement quand la quittance n'en fait pas mention, 1027 ; — Comment elle se fait si les dettes sont d'égale nature ou lorsque toutes choses sont égales, 1027 ; — Imputation du paiement fait par la caution à la décharge de son cautionnement, 1053 ; — Règles sur l'imputation du paiement fait par celui qui est en même temps débiteur d'une société et de l'un des associés, 1468.

Incapables de succéder et de donner entre-vifs, par testament ou à cause de mort, 577, 638 et suiv. — Nullité de la disposition faite au profit d'un incapable. 647 ; — Qui ne peut être exécuteur testamentaire, 739 ; — Personnes incapables de contracter. 903 ; — Ceux qui sont incapables d'administrer leurs biens peuvent être placés sous curatelle, 361 ; — Nullité du paiement fait au créancier incapable de recevoir, 1012.

Incapacité des père et mère d'administrer la tutelle de leurs enfants, 284 ; — Sont exclus ou révoqués de la tutelle ceux dont la gestion atteste l'incapacité, 309 ; — Les personnes capables de contracter ne peuvent opposer l'incapacité de celui

avec qui elles ont contracté, 905 ; — Effet de l'incapacité de l'officier public sur l'acte qu'il a reçu, 1070 ; — Celui qui ne peut aliéner ne peut renoncer à la prescription acquise, 1777.

Incendie (effet d'un —) sur la chose sujette à l'usufruit, 474 ; — Application du commencement de preuve aux dépôts faits en cas d'incendie, 1097 ; — Le preneur à bail répond de l'incendie qui arrive par sa malveillance, 1364.

Incestueux (les enfants) ne peuvent être légitimés, 236 ; — Ils ne peuvent jamais être reconnus par le père, 243 ; — Aliments et allocations que la loi leur accorde, 621.

Incompétence (effet de l' —) de l'officier public sur l'acte qu'il a reçu, 1070.

Inconduite notoire est un motif d'exclusion et de destitution de la tutelle, 309.

Inconnus (l'enfant inscrit comme né de père et mère —) peut prouver sa filiation par témoins, 228.

Incorporation (la propriété s'acquiert par —), 565 ; — Tout ce qui s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, 399.

Incorporels (droits). V. *Droits*.

Incurable (démence). Dans quel cas celle d'un époux est une cause de divorce, 171.

Indemnité. Celle accordée au tuteur est réglée par l'autorité tutélaire, 335 ; — Nul ne peut être exproprié pour cause d'utilité publique sans indemnité, 393 ; — Celui qui a fait des constructions et plantations avec ses matériaux, sur le fonds d'autrui, peut être tenu de les enlever sans aucune indemnité, 403 ; — Cas où l'Etat peut faire replacer une rivière dans son lit primitif sans indemniser les propriétaires riverains, 409 ; —

L'usufruitier ne peut prétendre à aucune indemnité pour des coupes de bois non faites pendant sa jouissance, 435 ; — Ni pour améliorations faites aux choses dont il a l'usufruit, 447 ; — Cas où il ne peut en réclamer pour coupes de bois, 439 ; — Indemnité que le propriétaire d'une source a droit de réclamer aux communes qui en profitent, 493 ; — Indemnité due pour droit de passage sur le fonds voisin, 535 et suiv. ; — Indemnité résultant des engagements consentis pour un tiers, 900 ; — Le maître dont l'affaire a été bien administrée doit indemniser le gérant de tous les engagements personnels qu'il a pris, 1123 ; — Cas où l'acquéreur d'un immeuble peut demander la résiliation du contrat ou une indemnité, 1284 ; — Le bailleur est tenu d'indemniser le preneur pour la perte résultant des vices de la chose louée, 1352 ; — Règles sur l'indemnité due, s'il a été convenu que le bail pourrait être résilié par mort, mariage ou vendition, 1373 et suiv. ; — Indemnité due au dépositaire au sujet des pertes que le dépôt lui a occasionnées, 1568 ; — Et au mandataire pour les pertes qu'il a essuyées à l'occasion de sa gestion, 1621 ; — Cas où le mandataire qui renonce au mandat doit indemniser le mandant, 1628 ; — Détériorations qui donnent lieu à une action en indemnité contre le tiers-détenteur d'un immeuble hypothéqué, 1748 ; — Disposition relative à l'indemnité due par la compagnie d'assurance, quand l'immeuble incendié était hypothéqué, 1720. V. *Dommages-intérêts*.

Indication (la simple —) d'une personne qui doit payer, n'opère point la novation, 1043.

Indices résultant de faits qui servent à établir la filiation de l'enfant légitime, 228.

Indignes (personnes déclarées —) et comme telles exclues des successions, 578 ; — Effet de l'indignité, 579 et 580 ; — Quand doit être intentée l'action en exclusion d'un héritier indigne, 581 ; — L'héritier à réserve peut en être exhéredé pour cause d'indignité, 666.

Indivis (biens). Effet de l'indivis à l'égard de la prescription des servitudes, 562.

Indivisibilité de l'action en rescision pour cause de lésion, 1318 ; — De l'hypothèque, 1711 ; — Obligations divisibles et indivisibles. V. *Obligations*.

Indivision. Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, 829 ; — L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre co-héritiers, 875 ; — L'ordre des successions ne peut être changé ou modifié par l'indivision, 1462 ; — Définition de l'indivision, 1488 ; — Responsabilité de l'indivis, quant aux engagements qu'il prend seul ; si ces engagements tournent au profit de l'indivision, il a un recours contre ses co-intéressés, 1489 ; — Intérêts dus par celui qui a employé quelque valeur à son profit particulier, sans le consentement de ses co-indivis, 1490 ; — Partage des gains et pertes survenus pendant l'indivision, 1491 ; — Dispositions sur le mode d'administration des biens indivis, 1492 ; — L'indivision finit le partage, 1493 ; — Indivision qui constitue une société, 1494. V. *Partage*.

Industrie. Les père et mère n'ont pas la jouissance des biens produits par l'industrie de leurs enfants, 278 ; — Ce qui arrive lorsqu'une chose a été formée avec la matière appartenant à un tiers et que l'industrie est réputée partie principale, 418 ; — Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture, 430 ; — Quels sont ceux qui appartiennent au propriétaire ou à l'usufruitier, 395 et 431 ; — L'industrie d'un des associés peut constituer son apport dans la société, 1457 ; — Obligations des associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, 1467 ; — Les profits procurés par l'industrie d'un associé ne peuvent se compenser avec les dommages causés par sa faute, 1470 ; — Règlement de la part dans les profits et pertes de l'associé qui n'a fourni que son industrie, 1473 ; — Louage d'ouvrage et d'industrie, 1401. V. *Devis et Marchés*.

Inégalité (l') des lots en nature se compense par un retour en rente ou en argent, 839.

Inexécution des obligations. — V. *Contrat*.

Infamante (la condamnation à une peine —) exclut de la tutelle et peut même emporter la destitution, 308 ; — L'accusation infamante jugée calomnieuse, portée contre un défunt, rend indigne de lui succéder, 578.

Infidélité (ceux dont la gestion atteste l' —) sont exclus de la tutelle, 309 ; — Infidélité des époux. V. *Adultère*.

Infini. La représentation a lieu à l'infini dans la ligne descendante, 600.

Infirmités (les) graves dispensent de la tutelle, 298 ; — L'infirmité habituelle d'un associé peut donner lieu à la dissolution de la société, 1486.

Ingratitudo. La donation entre-vifs peut être révoquée pour cause d'ingratitude, 681 ; — Dans quels cas, 683 ; — Cette révocation n'a jamais lieu de plein droit, 684 ; — Quand et par qui elle doit être demandée, 685 ; — Ses effets, 686 ; Les donations en faveur de mariage ne sont point révocables pour cause d'ingratitude, 687.

Inhumations. Elles ne peuvent se faire sans autorisation, 42 ; — Et sans l'accomplissement de certaines formalités lorsqu'il y a des signes ou indices de mort violente, 46.

Injures (les) graves d'un époux envers l'autre peuvent donner lieu au divorce, 169 ; — Celles du donataire envers le donateur, sont un motif de révocation de la donation, 683.

Innovations. Aucun associé n'en peut faire sur les immeubles dépendants de la société, 1478.

Inondation (en matière de bail) est un cas fortuit extraordinaire, 1399.

Insaisissable. Cas où la rente viagère peut être stipulée insaisissable, 1603.

Inscription. (l'hypothèque n'a de rang entre les créanciers que du jour de l' —), 1729; — Où doit se faire l'inscription hypothécaire, 1730; — Effets de cette inscription, 1731, 1732 et 1733; — Pièces nécessaires pour l'opérer, 1734; — Devoirs et responsabilité du conservateur, 1735, 1760, 1762; — L'inscription conserve l'hypothèque pendant dix ans, 1737; Qui en supporte les frais, 1738; — Inscription de la cession d'un titre garanti par hypothèque, 1739; — Où doit s'intenter l'action à laquelle l'inscription peut donner lieu contre les créanciers hypothécaires, 1740; — L'inscription prise par le créancier hypothécaire n'interrompt pas le cours de la prescription en faveur du débiteur ou du tiers-détenteur, 1753; — Cas où la prescription n'est point interrompue par l'inscription du paiement de l'intérêt ou d'un à compte, 1804.

Inscription en faux. V. *Faux*.

Insolvabilité. (effet de l' —) d'un des co-héritiers, 861 et 872; — Répartition de la perte résultant de l'insolvabilité d'un des co-débiteurs, 993; — Cas où la caution reçue par le créancier doit être remplacée pour cause d'insolvabilité, 1640. — V. *Solvabilité*.

Instituteurs. Quand ils sont responsables du dommage causé par leurs élèves, 1132; — Leur action pour leçons données se prescrit par quatre ans, 1819.

Institution d'héritier. V. *Héritiers et Testament*.

Instruments des sciences, arts et métiers. Quand ils sont ou non compris dans le mot meuble, 383.

Intention. On doit avoir égard à celle des contractants, plutôt qu'au sens littéral des termes, 936; — La novation peut résulter de l'intention de l'opérer, 1039; — Intentions auxquelles on doit avoir égard dans les transactions, 1665.

Interdiction. (De l'—). Dans quels cas le majeur doit être interdit, 349; — Sur la demande de qui l'autorité tutélaire peut prononcer l'interdiction, 350; — Enquête préliminaire, 351, 352 et 353; — Le conseil d'Etat peut autoriser la séquestration provisoire du défendeur, 352; — Celui-ci peut se faire assister d'un curateur, 353; — L'autorité tutélaire peut lui en nommer un pour l'administration de ses biens, 357; — Le jugement est soumis au tribunal de première instance, puis au tribunal supérieur, 354, 355 et 356; — L'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et ses biens; le mari est toujours tuteur de sa femme interdite, 359; — Quand et comment cesse l'interdiction, 360; — L'interdiction d'un des associés met fin à la société, 1482; — A qui doit être restitué le dépôt quand le déposant est frappé d'interdiction, 1562; — Le mandat finit par l'interdiction du mandant ou du mandataire, 1624; — Cas où le tribunal ne devra admettre l'opposition au mariage qu'à charge par l'opposant de provoquer l'interdiction, 118; — Actes à la stipulation desquels il est interdit aux greffiers et notaires de prêter leur ministère, 320; — Preuve interdite à l'héritier qui n'a pas qualité pour réclamer le bien dont il veut constater l'origine, 588; — Cas où toute réclamation est interdite à l'enfant naturel, quant aux biens de ses père et mère, 619; — Interdiction de la convention par laquelle le créancier entrerait en possession de l'immeuble hypothéqué sans l'accomplissement des formalités légales, 1716; — Interdiction de la stipulation mettant à la charge de l'acquéreur d'un immeuble d'autres frais que ceux d'actes et de droits dus à l'Etat, *Disposition transitoire K.*

Interdits. Domicile du majeur interdit, 58; — Si le mari est interdit, le juge peut autoriser la femme à ester en jugement ou à contracter, 162; — Les interdits ne peuvent être tuteurs, 307; — Dans quels cas le majeur doit être interdit, 349. — *V. Interdiction.* — L'interdit ne peut accepter une succession sans y avoir été autorisé, 673 et 772; — Action en partage à l'égard de co-héritiers interdits, 831; — Les interdits sont

sont incapables de contracter, 903 ; — Modification relative au mariage, 904 ; — L'incapacité des interdits ne peut être opposée par les personnes capables qui ont contracté avec eux, 905 ; — Dispositions relatives à l'action en nullité ou rescision des actes faits par les interdits, 1062 et suivants ; — Effet de l'accomplissement des formalités requises pour leurs actes, 1066 : — Les non-intéressés doivent être appelés à la vente d'une chose commune à plusieurs, lorsque l'un des co-propriétaires est interdit, 1320 ; — Dans quels cas les biens des interdits peuvent être hypothéqués, 1726 ; — Pendant quel temps la prescription ne court point à l'égard des interdits, 1809.

Intéressés. (la transaction faite par l'un des —) ne lie point les autres et ne peut être opposée par eux, 1667.

Intérêts. Dans quel cas les avances faites au mineur par le tuteur, produiront intérêt, 336 ; — Le reliquat dû par le tuteur au pupille ou par celui-ci au tuteur, portera intérêt à dater du jour de la libération, 338 ; — Les intérêts dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles, sont meubles par détermination de la loi, 380 ; — L'intérêt des sommes exigibles est un fruit civil, 430 ; — Celui des sommes soumises à usufruit et dont le placement a été ordonné, appartient à l'usufruitier, 450 ; — L'usufruitier doit tenir compte au propriétaire de l'intérêt des charges imposées sur la propriété pendant l'usufruit et payées par lui, 457 ; — Et de celui des sommes payées pour l'acquittement des dettes, 459 ; — De quel jour courent les intérêts de la chose léguée, 728 ; — Et de quelle époque sont dus ceux des choses sujettes à rapport, 857 ; — — Cas où les intérêts fixés par la loi tiennent lieu des dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution des obligations, 933 ; — De quelle manière les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, 934 ; — A dater de quelle époque les fermages, loyers, arrérages de rentes, etc., produisent intérêt, 935 ; — La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires, fait courir les intérêts à l'égard de tous, 987 ; — Imputation de paiement sur les intérêts, 1025 ; — Ils doivent

être compris dans les offres du capital, 1029; — Pour la validité de la consignation, il faut que le débiteur se soit dessaisi du capital et des intérêts jusqu'au jour du dépôt, 1030; — Restitution de l'intérêt indûment reçu, 1126; — Cas où l'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente, 1301; — Règlement des intérêts en cas de rescision de la vente pour cause de lésion, 1315; — Intérêts dûs par l'associé à la société, 1466; — Par l'indivis à l'indivision, 1490; — De quel jour l'emprunteur doit l'intérêt de la chose prêtée, 1526; — Du prêt à intérêt, 1527 et suivants. V. *Prêt à intérêt*. — Cas dans lequel le dépositaire doit l'intérêt de l'argent déposé, 1558; — A dater de quelle époque le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage et de celles dont il est reliquataire, 1616; — Intérêt des avances faites pour le mandant par le mandataire, 1622; — Imputation des intérêts produits par une créance donnée en gage, 1692; — Intérêts pour lesquels le créancier hypothécaire a droit d'être colloqué au même rang que pour son capital, 1736 — L'inscription du paiement de l'intérêt, faite sur le titre par le créancier ou son mandataire, n'interrompt point la prescription, 1804.

Interpellation. (l'—) faite à l'un des débiteurs solidaires, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers, 1805; — Celle faite à l'un des co-héritiers, co-débiteurs ou cautions solidaires, interrompt la prescription à l'égard des autres, 1805; — Celle faite au débiteur principal, interrompt la prescription contre la caution, 1806; — Effet de l'interpellation quand la prescription se trouve acquise au moment où elle a lieu, 1807.

Interposées (toute disposition au profit de personnes —) est nulle, 647; — Qui sont ceux qui ne peuvent se rendre adjudicataires de certains biens, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées, 1241.

Interprétation (mode d' —) des conventions, 936 et suiv.

Interruption. L'acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers, 979 ; — La prescription interrompue contre l'un des débiteurs solidaires, l'est à l'égard de tous, 986 ; — Causes qui interrompent la prescription, 1798 et suiv.

Intervention. A quel effet les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations de ce dernier avec le propriétaire du fonds sujet à usufruit, 468 ; — Le donataire d'une donation entre-vifs doit intervenir dans l'acte, 671.

Inventaire. La justice de paix nomme un curateur pour représenter l'absent dans les inventaires où il est intéressé, 63. — L'investiture des biens de l'absent ne doit être accordée qu'après inventaire juridique, 76. — Cas où la femme peut demander l'inventaire juridique des biens de la communauté, 176. — Dans toute tutelle, la première opération consiste à dresser inventaire juridique des biens et dettes du mineur, 314. — Le tuteur doit déclarer dans cet inventaire ce qui peut lui être dû par le mineur, 315. — Cas où l'on doit faire l'inventaire des biens soumis à la tutelle des père et mère, 316. — Inventaire des biens soumis à usufruit, 448. — Inventaires requis pour la jouissance des droits d'usage et d'habitation, 476. — Formes du bénéfice d'inventaire, 813 et suiv. V. *Bénéfice d'inventaire*. — Inventaire des biens composant une succession, 766 et 767. — La date des actes sous seing-privé est assurée, lorsque leur existence est constatée dans un inventaire, 1077. — Inventaire général prescrit avant le partage de l'actif d'une communauté, 1183.

Investiture d'une succession ne peut être prise au nom du présumé absent, par son curateur, 63 ; — Formalités prescrites avant d'accorder l'investiture des biens d'un absent, 76 ; — Investiture définitive des biens de l'absent, 79 ; — Ce qui arrive lorsque l'absent reparait pendant les trente ans qui suivent l'investiture définitive, 82 et 83 ; — L'investiture peut être refusée à l'héritier qui ne prouve point sa qualité, 795 ; — Dans

quels délais elle doit être demandée par l'héritier domicilié dans le canton et par celui qui est domicilié hors du canton, 796 et 797. — Formalités prescrites à l'héritier domicilié hors du canton, 798. — Quand l'investiture peut ou non être attaquée, 799. — Ordre dans lequel les héritiers doivent présenter leurs demandes en investiture, 802. — Dans quels délais le donataire doit demander l'investiture des biens qui lui ont été donnés pour cause de mort, 807.

Irrévocabilité (exceptions à la règle de l' —) des donations entre-vifs, 681 et suiv.

Irrigation. (Eau qui peut servir à l' —) des propriétés, 494.

Issue. V. *Passage.*

J

Jardins. Mitoyenneté du mur servant de séparation entre cours et jardins, 504.

Jeu. La loi n'accorde aucune action pour dette de jeu, 1587. — Cas où le perdant peut répéter ce qu'il a volontairement payé, 1588.

Jouissance des droits civils, 8. — Jouissance par les père et mère des biens de leurs enfants, 275 et suiv. Le mineur émancipé jouit de tous les droits qui appartiennent au majeur, 347. — On peut avoir un droit de jouissance à prétendre sur les biens, 391. — Cas où la jouissance continuée du preneur opère ou non un nouveau bail, 1367 et 1368. — La prescription est interrompue, lorsque le possesseur est privé pendant plus d'un an de la jouissance de la chose, 1799. V. *Usufruit.*

Journaliers. V. *Gens de travail et Ouvriers.*

Jours. V. *Vues.*

Judiciaire (cautions). V. *Caution légale et judiciaire.*

Jugements ordonnant la rectification des actes de l'état civil, 48 à 51. — Quand doit être rendu le jugement de déclaration d'absence, 70. — Sa publicité, 71. — Cessation de ses effets, 81. — Quand doit intervenir le jugement définitif de séparation entre époux, 207. — Publication du jugement de séparation de biens, 1175. — Quand ses effets prennent cours, 1176. — Les transactions ont, entre parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, 1668. — Le jugement qui accorde la contrainte par corps doit en déterminer la durée, 1678. — La contrainte par corps ne peut être accordée qu'en vertu d'un jugement toujours susceptible d'appel, 1680. V. *Ester en jugement.* — Effet du jugement passé en force de chose jugée, qui a déclaré les offres et la consignation bonnes et valables, 1034. — Jugement qui donne naissance à l'hypothèque judiciaire, 1714 et 1721. — Ce qu'il doit déterminer, 1722. — Cette hypothèque ne peut résulter de jugements rendus hors du canton, 1723.

Juges. Poursuites ordonnées contre ceux qui refuseront de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, 4. — Il leur est défendu de prononcer par voie de dispositions générales et réglementaires, 5. — Devant quel juge doivent être faites les poursuites relatives à un acte contenant élection de domicile, 61. — Autorisation du juge nécessaire à la femme mariée pour ester en jugement ou contracter, 159, 161, 162 et 164. — Alternative accordée aux juges dans les contestations entre le propriétaire et l'usufruitier, 468. — Le juge peut modifier la peine quand l'obligation principale a été exécutée en partie, 1004. — Cas où le juge doit toujours opérer la compensation en matière d'obligations, 1056. — Serment déféré d'office par le juge, 1114 à 1117. — Circonstances qui peuvent autoriser le juge à modérer les dommages-intérêts résultant de la faute du gérant de l'affaire d'autrui, 1122. —

Procès, droits et actions litigieux, dont les juges ne peuvent devenir cessionnaires, 1242. — Cas où le juge peut obliger l'emprunteur à rendre la chose prêtée, 1511. — Cas où il peut lui fixer un terme de paiement, 1523. — Contre quelles personnes ils ne peuvent accorder la contrainte par corps, 1677. — Ils ne peuvent suppléer d'office le moyen résultant de la prescription, 1778.

Juges de paix. Renseignements qu'ils doivent transmettre à l'officier civil pour la rédaction des actes de décès, 47. — Ils délivrent les actes de notoriété destinés à remplacer les actes de naissance des futurs époux, 108. — Ces actes de notoriété seront signés par eux, ou mention sera faite des causes qui s'y opposent, 109. — Les juges de paix sont dispensés de toute autre tutelle que celle de leurs parents, 294. — Cas où le juge de paix peut ou doit ordonner l'apposition des scellés sur une succession, 764. — Mesures à prendre par le juge de paix, dès qu'une succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire, 814. — Cas où la citation en conciliation devant le juge de paix interrompt la prescription, 1801.

Justice de paix. De quelle manière elle pourvoit à l'administration des biens de l'absent, 62, 63 et 64. — En cas de décès ou d'incapacité de la mère, elle nomme un tuteur à ses enfants, 66. — Ceux qui ne jouissent des biens de l'absent qu'en vertu de l'envoi ou de l'administration légale, ne peuvent les aliéner ou hypothéquer qu'avec l'autorisation de la justice de paix, 78. — Ce que doit déterminer la justice de paix lors de la séquestration provisoire de celui dont on provoque l'interdiction, 352.

Justice. Le condamné à une peine infamante ne peut porter témoignage en justice, 17. — La résolution d'une convention doit être demandée en justice, 964.

Justificatives (pièces) qui doivent accompagner les comptes de tutelle, 333.

L

Labours (frais de —) faits par un tiers doivent lui être remboursés par le propriétaire qui profite des fruits produits par la chose, 396. — Quels fruits appartiennent au propriétaire à la fin de l'usufruit, sans récompense de part ni d'autre, des frais de labours, 431.

Lacs (les) dépendent du domaine public, 388. — L'alluvion n'a pas lieu à leur égard ; règle à ce sujet, 406.

Laine (la) se partage entre le preneur et le bailleur dans le cheptel simple, 1427. — Dans le cheptel à moitié, le preneur a droit à la moitié des laines et du croît des bêtes, 1442.

Laitages. Le preneur en profite seul dans le cheptel simple, 1427 et 1442. — Dans le louage des vaches, le preneur profite seul du lait, 1453.

Légale (caution). V. *Caution légale et judiciaire.*

Légalisations. L'acte consentant au mariage d'un mineur peut être fait sous seing-privé, mais les signatures doivent être légalisées. 111. — La légalisation assure la date d'un acte sous seing-privé, 1077. — Cas où le mandat sous seing-privé doit être légalisé, 1606.

Légataires (comment les —) d'un absent peuvent exercer leurs droits sur ses biens, 72. — Nullité de la disposition chargeant le légataire de conserver et de rendre à un tiers, 633. — Cas où il y a lieu à accroissement au profit des légataires, 761. — Ils ne peuvent être témoins du testament par acte public, 715. — Le notaire ne peut être ni parent des légataires, ni légataire lui-même, 715. — Effet du décès du légataire avant l'arrivée de l'événement prévu par une disposition testamentaire, 748. — Condition qui n'empêche pas au légataire d'avoir un droit acquis, transmissible à ses héritiers, 749. — Cas où

les legs contenus dans le testament déclaré caduque, sont maintenus au profit des légataires, 750. V. *Legs*.

Légitimation des enfants naturels, 236 et suiv. V. *Enfants naturels*.

Légitime (la) des enfants est fixée à la moitié des biens de leurs père et mère, 649. — Elle ne peut être grevée d'aucune charge, 654. V. *Portion disponible*. — L'héritier à réserve peut être privé de la légitime pour cause d'indignité, 666. — Il peut être réduit à sa légitime par testament, sans indication des motifs, 667. — Effet de cette réduction, quant à l'héritier, 668. — Les époux ne peuvent porter atteinte à la légitime des enfants par contrat de mariage, 1211.

Légitimité (cas où la —) des enfants ne peut être contestée, 140. — Légitimité des enfants nés dans le mariage, 215 et suiv. V. *Filiation*.

Legs. Comment l'usufruitier de la totalité des biens et celui d'une simple quotité de ces biens, doivent acquitter le legs d'une rente viagère ou pension alimentaire, 458. — Effet du legs pur et simple, quant aux droits du légataire sur la chose léguée, 727. — Cas où le légataire jouit de droit des intérêts et fruits de la chose léguée, 728. — Délivrance de la chose léguée, 729. — Acquisitions qui font ou ne font pas partie du legs, 730. — Règles sur l'affranchissement de l'objet légué, 731. — Effet de l'aliénation du legs, par le testateur, 732. — Caducité du legs, par suite de la perte de la chose léguée, entre les mains du testateur ou de son héritier, 733. — Nullité du legs de la chose d'autrui, 734. — Délivrance du legs d'une chose indéterminée, 735. — Le legs fait au créancier ou au domestique n'est pas censé fait en compensation de sa créance ou de ses gages, 736. — Réduction du legs pour l'acquittement des dettes de la succession, 737. — Cas où le legs contenu dans un testament déclaré caduc, est valable, 750. — Circonstances d'après lesquelles le legs est réputé fait conjointement, 761. V. *Légataires*.

Lésion (rescision de la vente pour cause de —), 1311 à 1318. — La transaction ne peut être attaquée pour cause de lésion, 1668.

Libéralités (les) par acte entre-vifs, testament ou donation à cause de mort, ne peuvent excéder la moitié des biens du disposant qui laisse des enfants légitimes, 649. V. *Portion disponible*.

Libération des fonctions de tuteur, 292, 295. — Le reliquat dû par le tuteur au pupille, porte intérêt à dater du jour de la libération du tuteur, 338. — Le majeur peut en tout temps demander à être libéré de la curatelle, 365. — Règles sur la libération du débiteur par le paiement, 1006 et suiv. — Les offres réelles suivies d'une consignation, libèrent le débiteur, 1028. — Règles sur la libération des co-débiteurs et des cautions, par la novation, 1045. — Par la remise de la dette, 1046 et suiv. — Cas où l'écriture mise par le créancier, à la suite, en marge ou au dos d'un titre, ou de son double, fait foi lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur, 1082. — La libération que la loi déclare résulter de certaines circonstances déterminées, est une présomption légale, 1099. — Si le débiteur retire la consignation, ses co-débiteurs ou cautions ne sont point libérés, 1033. — Cas où le débiteur d'une créance est libéré, malgré le transport qui en a été fait à un tiers, 1324. — La quittance du capital d'une chose prêtée, sans réserve des intérêts, en opère la libération, 1530. — Libération de la caution, 1652, 1653 et 1654.

Licitation (cas où la vente doit être faite par —), 1319. — Chacun des co-propriétaires peut demander que les non-intéressés soient appelés à la vente ; quand ils doivent nécessairement être appelés, 1320. — Les lois de procédure règlent le mode et les formalités à observer pour la licitation, 1321.

Licite (cause) est essentielle pour la validité d'une convention ou d'une obligation, 888, 911 et suiv.

Ligne de parenté de l'époux mineur. Le dissentiment entre les deux lignes, emporte le consentement au mariage, 94. — Prohibitions du mariage dans la ligne directe, 97. — Et dans la ligne collatérale, 98. — La suite des degrés forme la ligne ; ce qu'on appelle ligne directe et ligne collatérale, 595. — Comment on distingue la ligne directe, 595. — Comment se comptent les degrés en ligne directe, 596. — Et en ligne collatérale, 597.

Limites. Cas où le propriétaire du fonds sur lequel a été porté le fonds d'un tiers, conserve ses anciennes limites ; modifications, 408. — Où doit se faire l'inscription hypothécaire d'un immeuble situé sur deux districts limitrophes, 1730.

Linge de corps. Quand il est ou non compris dans le mot meuble, 383. — Droit de l'usufruitier à l'égard du linge compris dans l'usufruit, 434.

Lingots prêtés (restitution des —), 1518 et 1519.

Liqueurs. Droit de l'usufruitier sur celles comprises dans l'usufruit, 433.

Liquidations. (Curateur chargé de représenter l'absent dans les —) où il est intéressé, 63. — L'opposition au mariage doit être liquidée dans le plus bref délai, 124. — Publication de la liquidation d'une masse sous bénéfice d'inventaire, 816. — Cette liquidation s'opère en audience publique, 819. — Le tribunal de district ordonne la liquidation des successions vacantes, 828. — L'hypothèque se liquide conformément aux dispositions de la loi, 1712. — Quand le créancier hypothécaire peut requérir le délaissement de l'immeuble pour être liquidé, 1757. — Dans ce cas, il est procédé sur-le-champ à la liquidation, 1759.

Litigieux. Personnes qui ne peuvent devenir cessionnaires de droits et actions litigieux, 1242. — Droit de celui contre lequel on a cédé un droit litigieux, 1331. — Quand la chose est

censée litigieuse, 1332. — Dans quels cas cesse la disposition portée en l'article 1331, 1333.

Lit (d'une rivière). Privilège de l'Etat pour replacer une rivière dans son lit primitif, 409. — A qui appartient l'ancien lit d'une rivière, 411.

Lit (partage d'une succession entre frères et sœurs du même —) ou de différents lits, 611.

Lits (les) sont compris dans les meubles meublants, 384.

Litispendance (le mari conserve ses droits d'administration pendant la —) de la demande en divorce, 177).

Livraison. Effet de l'obligation, relativement à la livraison de la chose qui en a été l'objet, 916 et suiv. — Ce que doit faire le débiteur, si la consignation est d'un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, 1036. — Livraison de l'objet vendu, 1251 et suiv. V. *Délivrance*.

Livres. Quand ils sont ou non compris dans le mot meuble, 383. — Cas où les livres des marchands peuvent servir de commencement de preuve par écrit, 1078. — Effet en droit des livres des marchands, contre eux, 1079 et 1080.

Locataire. Le privilège du propriétaire s'exerce sur les meubles de son — même sur ceux qui ne seraient pas sa propriété ; exception, 1704 et 1705. V. *Baux*.

Location. Les droits d'usage et d'habitation ne peuvent être loués, 481 et 484.

Locatives (réparations). V. *Réparations*.

Logement. V. *Habitation*.

Lois. Promulgation et exécution des lois, en général, 1. — La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétro-

actif, 2. — Les lois de police obligent tous ceux qui habitent le territoire ; immeubles régis par la loi neuchâteloise ; les lois concernant l'état et la capacité des personnes, régissent les Neuchâtelois, même ceux résidant en pays étranger, 3. — On ne peut déroger à celles qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs, 6. — Influence des lois constitutionnelles sur les droits civiques des citoyens, 7. — Ce qui est réglé par les lois de procédure ou par des lois spéciales, 38, 210, 290, 304, 305, 486, 501, 567, 568, 575, 1585. — Les lois sur la tutelle des mineurs s'appliquent à la curatelle des majeurs, 366. — La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, 502. — Elle considère la nature et l'origine des biens pour en régler la succession, 583. — Elle distingue les biens d'acquêts, paternels et maternels, 584. — Les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, 914. — Nullité des conditions prohibées par la loi, 952. — Dispositions qui ne peuvent préjudicier aux lois fédérales et cantonales, relatives au transport, 1408.

Lots. Règles sur la formation et la composition des lots, dans un partage, 837 et 838. — Comment se compense l'inégalité des lots, 839. — Par qui sont faits les lots, 840. — Ils sont tirés au sort, 840. — Réclamations contre leur formation, 841. — Règles à observer dans la subdivision à faire entre les souches co-partageantes, 842. — Chaque co-héritier est censé avoir succédé seul à tous les effets compris dans son lot, 870. — Troubles et éviction dont les co-héritiers sont respectivement garants ; exception, 871. — Comment la perte causée par l'éviction est supportée par les co-héritiers, 872. — Temps pendant lequel peut s'exercer la garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente ou créance, 873.

Louage (contrat de —). Il y en a de deux sortes : celui des choses et celui d'ouvrage, 1340. — Définition du louage des choses, 1341. — Et du louage d'ouvrage, 1342. — Subdivision de ces deux genres de louage, 1343. — On peut louer toutes

sortes de biens meubles ou immeubles, 1344. — Règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux, 1345 et suiv. — On ne peut louer pour plus de neuf ans, 1346. — Règles particulières aux baux à loyer, 1381 et suiv. — Aux baux à ferme, 1391 et suiv. V. *Baux*. — Différentes espèces de louage d'ouvrage et d'industrie, 1401. — Louage des domestiques et ouvriers, 1402 et 1403. — Louage des voituriers, 1404 et suiv. V. *Voituriers*. — Louage des entrepreneurs d'ouvrages, 1409 et suiv. V. *Devis et marchés*. — Louage des animaux. V. *Cheptel*.

Loyer. C'est le louage du travail ou du service, 1343.

Loyers de maisons (les) sont des fruits civils, 430. — Ils s'acquièrent jour par jour, 432. — De quel jour ils produisent intérêt, 935. — Règles particulières aux baux à loyer, 1381 et suiv. — Sur quels biens les loyers sont créances privilégiées, 1703.

M

Maçons. Leur action contre ceux pour lesquels l'ouvrage a été fait à l'entreprise, 1420. — Ceux qui font des marchés à prix fait sont assimilés aux entrepreneurs, 1421.

Magasin de sel (disposition concernant l'établissement d'un —), 526.

Magistrat (tutelle déférée par le —), 289 et suiv.

Main d'œuvre (remboursement de la —) auquel est tenu le propriétaire qui conserve les constructions et plantations faites par un tiers sur son fonds, 403. — Et le propriétaire de la matière qui conserve la chose qui en a été formée, 417. — Modification, 418. — Cas où l'architecte ou entrepreneur ne peut demander un supplément de prix sous prétexte d'augmentation de la main d'œuvre, 1415.

Main levée. Quand il y a eu opposition au mariage, il ne peut être célébré avant main levée, 123. — L'interdiction doit être levée comme elle a été prononcée, 360.

Maison. Ce que comprend la vente ou le don d'une maison meublée, 385. — Et la vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, 386. — Effet du droit d'habitation dans une maison, 482. — Règles sur la réparation d'une maison appartenant à plusieurs propriétaires, 515. — La reconstruction d'une maison n'éteint pas ses servitudes actives et passives, 516.

Maison paternelle. L'enfant mineur ne peut la quitter sans la permission de son père, 274.

Maîtres. Obligations de celui dont l'affaire a été bien administrée par un tiers, 1123. — Les maîtres sont responsables du dommage causé par leurs domestiques, 1132. — Le maître peut résilier le marché à forfait, moyennant indemnité, 1416.

Maîtres des sciences et arts. V. *Instituteurs.*

Majeur. Domicile du majeur interdit ou sous curatelle, 58. — De ceux qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, 59. — Effet d'un traité survenu entre le tuteur et le mineur devenu majeur, 337. — Le majeur en démence, imbécile ou furieux doit être interdit, 349. — Le majeur peut demander un curateur, 362. — Et rentrer dans ses droits en tout temps, 365. — Le majeur n'est jamais restituable contre l'acceptation qu'il a faite d'une succession ; exceptions, 776. — Les majeurs sous curatelle sont incapables de contracter, 903. — Modification quant au mariage, 904. — Dispositions relatives à l'action en nullité ou rescision des actes faits par les majeurs sous curatelle, 1062. — A qui doit être restitué le dépôt fait par un majeur actuellement interdit, 1562. V. *Majorité.*

Majeure (force). V. *Force majeure.*

Majorité (la) affranchit l'enfant de la puissance pater-

nelle, 272. — Les père et mère jouissent des biens de leurs enfants jusqu'à leur majorité, 275. — La majorité est fixée à dix-neuf ans accomplis, 348. — Actes que les mineurs et les incapables sont censés avoir faits en majorité, 1066. V. *Majeurs*.

Mandant (le) peut agir dans tous les cas, directement, contre celui que le mandataire s'est substitué, 1614. — Ses obligations quant aux engagements contractés par le mandataire, 1619. — Frais, avances, salaires et indemnités qu'il doit au mandataire, 1620 et 1621. — A dater de quel jour il doit au mandataire l'intérêt de ses avances, 1622. — Cas où plusieurs mandants sont solidairement tenus envers le mandataire, 1623. — Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, 1625. — Effet de la révocation notifiée au seul mandataire, 1626. V. *Mandat et Mandataire*.

Mandat. L'engagement qui résulte de la gestion tacite des affaires d'autrui, a le même effet que le mandat exprès du propriétaire, 1120. — Définition du mandat, 1605. — Comment il doit être donné, 1606. — L'acceptation peut n'être que tacite, 1606. — Le mandat est, ou spécial, ou général, 1607. — Ce qu'il embrasse quand il est conçu en termes généraux, 1608. — S'il s'agit d'un acte de propriété, l'autorisation doit être générale ou spéciale, 1608. — Pouvoirs du mandataire, 1609. — La femme peut accepter un mandat avec l'autorisation de son mari, 1610. — Différentes manières dont le mandat finit, 1624. V. *Mandant, Mandataire et Procuration*.

Mandataire. Obligations de celui qui gère volontairement l'affaire d'autrui, 1120 et suiv. — Le mandataire ne peut se rendre acquéreur des biens qu'il est chargé de vendre, 1241. — Il ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat, 1609. — Quand les femmes peuvent être mandataires, 1610. — Obligations du mandataire, 1611. — Sa responsabilité, 1612. — Il est tenu de rendre compte de sa gestion au mandant, 1613. — Dans quel cas le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué ; le mandant peut agir directement contre ce dernier, 1614.

— Il n'y a solidarité entre plusieurs mandataires qu'autant qu'elle est exprimée, 1615. — A dater de quelle époque le mandataire doit l'intérêt des sommes employées à son usage ou des sommes dont il est reliquataire, 1616. — Etat du mandataire qui a agi dans la limite de ses pouvoirs, 1617. — Cas où il n'est point responsable de ce qui a été fait au-delà, 1618. — De quel jour la constitution d'un nouveau mandataire vaut révocation du premier, 1627. — Le mandataire peut renoncer au mandat ; effet de cette renonciation, 1628. — Validité de ce qu'il a fait dans l'ignorance des causes qui ont fait cesser le mandat, 1629. — Même disposition à l'égard des tiers, 1630. — Devoirs des héritiers du mandataire, 1631. V. *Mandat et Pouvoirs*.

Manœuvres (les) pratiquées dans une convention peuvent être une cause de nullité, 896.

Manufactures. Indemnité due pour rupture du bail d'une manufacture, par suite de vente, 1375.

Marchande publique. Ses droits quand à l'administration de son négoce ; cas où elle n'est pas réputée marchande publique, 160. — Effets des actes faits par la femme sans le consentement de son mari, 1163.

Marchandises. Ce qui a lieu, lorsqu'elles sont vendues au poids, au compte ou à la mesure, 1231. — Et quand elles sont vendues en bloc, 1232.

Marchands (registres des—) et preuves qui en résultent, 1078, 1079 et 1080. — Leur action pour fournitures se prescrit par quatre ans, 1819.

Marché (le) est un louage, 1343. — Moyennant indemnité, le maître peut résilier le marché à forfait, 1416. V. *Devis et Marchés*.

Marchepied. Le propriétaire qui profite de l'alluvion,

doit laisser le marchepied ou chemin de halage, 404. — Le marchepied le long des cours d'eaux est une servitude établie pour l'utilité publique, 501.

Marge. Effet de l'écriture mise par le créancier en marge d'un titre ou de son double, 1082.

Mari. Son domicile détermine celui de sa femme, 58. — Ses droits et ses devoirs envers sa femme, 152 et suiv. — Droits du mari pendant la demande en divorce, 176 et 177. — Effets de la séparation de corps et de biens, quant aux engagements du mari, 200. — L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari, 245. — Cas où le mari est admis ou non à désavouer l'enfant né pendant le mariage, 246 et suiv. — Pendant l'action en divorce, l'administration provisoire des enfants lui reste, 173. — Le mari est toujours de plein droit, tuteur de sa femme interdite, 359. — Il administre seul la communauté ; responsabilité, 1161. — Il ne peut disposer entre-vifs, à titre gratuit, des biens de la communauté, sans le concours de sa femme. 1162. — Le mari qui garantit la vente d'un immeuble propre de sa femme, a un recours contre elle, 1168. — Prélèvements des biens propres du mari, 1187 et 1189. — Paiement des dettes de la communauté, 1197. — A quoi est tenu le mari auquel la femme séparée de biens a laissé la jouissance de ses biens, 1200. V. *Epoux*.

Mariage. Comment il se prouve à défaut de registres, 26. — Célébration civile, 39 et 40. — Age requis pour contracter mariage, 88. — Il n'y a pas mariage s'il n'y a pas consentement, 89. — On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier, 90. — La femme ne le peut que dix mois après cette dissolution, 91. — Autorisation nécessaire à l'époux mineur, 92, 93, 94, 95 et 96. — Prohibitions de mariage, 97 et suiv. — Publications devant précéder le mariage, 102. — Où elles doivent se faire, 103. — Ce qu'elles énoncent et ce qui doit être indiqué sur le registre, 104 et 105. — Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année qui suit la dernière publication,

il doit être fait de nouvelles publications, 106. — Si les époux ou l'un d'eux sont étrangers au canton, le mariage doit être autorisé par le Conseil d'Etat, 107. — Avant de procéder au mariage, l'officier de l'état civil se fera remettre les actes de naissance des époux ou à défaut un acte de notoriété, 108, 109 et 110. — Acte de consentement au mariage du mineur, 111. — Où doit être célébré le mariage civil, 112. — Validité du mariage célébré hors du canton, 113. — Le mariage civil doit toujours précéder les cérémonies religieuses, 114. — Le mariage d'un neuchâtelois domicilié à l'étranger peut être célébré dans le canton, moyennant certaines formalités, 115. — Qui peut s'opposer au mariage, 116 à 119 et 129. — A qui l'opposition doit être notifiée, 120. — Ce que doit contenir l'exploit d'opposition, 121. — Effet de l'opposition au mariage, 123. — Tribunal compétent pour connaître d'une opposition, 122. — Elle doit être liquidée dans le plus bref délai, 124. — Par qui le mariage peut être attaqué pour cause d'erreur ou de défaut de liberté dans le consentement, 125. — Circonstances qui rendent cette demande en nullité non recevable, 126. — Quand le mariage peut ou ne peut plus être attaqué par ceux dont le consentement était requis, 127 et 128. — Cas où le mariage ne peut plus être attaqué pour défaut d'âge des époux, 130 et 131. — Personnes qui ne peuvent attaquer le mariage du vivant des époux, 132. — L'époux au préjudice duquel un second mariage a été contracté, peut en demander la nullité, du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui, 133. — Ce qui a lieu si les nouveaux époux opposent la nullité du premier mariage, 134. — Contraventions pour lesquelles le mariage peut être attaqué, soit par les époux eux-mêmes, soit par ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public, 129, 135, 136. — Qui ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, 137. — La possession d'état ne dispense pas les époux de représenter l'acte de célébration de leur mariage, 138. — Cas où les époux ne sont plus recevables à demander la nullité de leur acte de mariage, 139. — Cas où la possession d'état dispense les enfants de représenter l'acte de célébration du mariage de leurs père et

mère, 140. — Effet du mariage déclaré nul mais contracté de bonne foi, 141 et 142. — Obligations qui naissent du mariage, 143 et suiv. — Droits et devoirs respectifs des époux, 152 et suiv. — Le mariage se dissout par la mort de l'un des époux et par le divorce, 167. V. *Divorce*. — Prohibitions de mariage résultant de l'adoption, 258. — Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage, 341. — Cas où le majeur interdit ou sous curatelle peut contracter mariage, 904. — Conventions matrimoniales avant le mariage, 1135 et suiv. V. *Contrat de mariage, Aliments, Enfants, Epoux, Mari, Seconds mariages, etc.* — Sauf convention, le mariage n'opère point la résiliation du bail, 1372. — Qui peut exercer ce droit s'il a été réservé, 1378.

Mariage subséquent (la légitimation des enfants nés hors mariage peut avoir lieu par le —) de leurs père et mère, 236. — Exception quant aux enfants incestueux et adultérins, 236. — Cette légitimation peut même avoir lieu en faveur des descendants des enfants décédés, 237. — Droits des enfants légitimés par mariage subséquent, 238. — La légitimation d'un enfant naturel par le mariage subséquent, rend le testament caduc, 746.

Marnières. L'usufruitier jouit de celles qui sont en exploitation, 444. — Mais il n'a aucun droit sur celles qui ne sont pas encore ouvertes, 446.

Marques de non mitoyenneté des murs et fossés, 505 et 518.

Masse (rapports à la —) en matière de succession ; comment ils se font, 836 et suiv. V. *Partages et Rapports*. — Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse commune tout ce dont ils sont débiteurs envers elle, 1184.

Matériaux (les) provenant d'un édifice ou destinés à en construire un nouveau, sont meubles jusqu'à leur emploi, 382. — Obligations du propriétaire du sol qui a fait des construc-

tions et autres ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartaient pas, 402. — Droit du propriétaire sur le fonds duquel un tiers a fait des constructions avec ses matériaux, 403. — Remboursement auquel il est tenu, s'il conserve les constructions faites, 403. — Cas où l'usufruitier a ou n'a pas le droit de jouir des matériaux provenant de la destruction fortuite d'un bâtiment soumis à usufruit, 474. — Dans quel cas l'architecte ou entrepreneur ne peut demander un supplément de prix sous prétexte de l'augmentation des matériaux, 1415. — Indemnité due à la succession de l'ouvrier, architecte ou entrepreneur, pour matériaux préparés, 1418. V. *Matières*.

Maternité (la recherche de la —) est admise, 247.

Matières. Dispositions relatives à la propriété d'une chose dont la matière première n'appartenait pas ou n'appartenait qu'en partie à celui qui l'a formée, 417 et suiv. — Obligation de celui qui établit contre un mur un amas de matières corrosives, 526.

Matrimoniales (conventions). V. *Conventions*.

Mauvais traitements. V. *Délits, Excès et Sévices*.

Mauvaise foi (cause et effet de la —) du possesseur, 397 et 398. — Effet de la mauvaise foi, relativement à la restitution de choses indûment reçues, 1126, 1127 et 1129. — Celui qui allègue la mauvaise foi du possesseur est tenu de la prouver, 1784. — On ne peut opposer l'exception déduite de la mauvaise foi à celui qui allègue la prescription de dix ou de trente ans, 1818. V. *Bonne foi*.

Médailles. Quand elles sont ou non comprises dans le mot *meubles*, 383.

Médecins. Leur action pour honoraires se prescrit par quatre ans, 1819.

Mère (la). Quand on doit requérir son consentement au mariage de son enfant mineur, 92 et 117. — Dans quel cas elle n'est plus recevable à en demander la nullité, 130 et 131. — Comment elle doit réclamer la maternité d'un enfant naturel dont l'acte de naissance est irrégulier, 242. — L'acte de naissance régulièrement dressé forme contre la mère, en faveur de l'enfant naturel, une présomption légale de reconnaissance, 241. — La mère contre laquelle le divorce ou la séparation a été prononcé, perd la jouissance des biens de ses enfants ; réserve, 277. — La tutelle des enfants appartient de plein-droit à la mère après la mort du père, 281. — Elle peut toujours demander qu'il leur soit nommé un tuteur, 282. — Ce qui arrive quand la mère tutrice se remarie, 283. — Tutelle déférée par le père ou la mère, 285 et suiv. — A défaut du père, la mère peut émanciper son enfant, 342. — Droits de la mère à la succession de son enfant légitime décédé sans postérité, 606 et suiv. — A celle de son enfant naturel, 624. — A quels biens l'enfant naturel peut être réduit par son père ou sa mère, 620. V. *Père et mère*.

Mesure. Effet de la vente faite à la mesure, 1231. V. *Excédant*.

Mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce, 173 et suiv.

Mésus. Peine prononcée contre l'usufruitier qui aurait mésusé de la forêt, 438. — Cas de mésus de nature à mettre fin à l'usufruit dont jouit l'époux survivant, 1215.

Métairie. Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier appartient à la métairie, 1447. — Métairie donnée à ferme, 1444.

Métiers (instruments des arts et —). Quand ils sont ou non compris dans le mot meubles, 383.

Meubles. Tous les biens sont meubles ou immeubles, 367.

— Quand les grains, les bois, taillis ou futaies deviennent meubles, 371 et 372. — Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi, 378. — Quels biens sont meubles par nature, 379. — Et par détermination de la loi, 380. — Quand sont meubles les pressoirs, bateaux, bacs, etc., 381. — Les matériaux sont meubles jusqu'à ce qu'ils aient été employés dans une construction, 382. — Choses qui ne sont pas comprises dans le mot *meuble* employé seul, mais que ce mot comprend lorsqu'il est employé par opposition au mot *immeuble*, 383. — Désignation des choses comprises dans les mots *meubles meublants*, 384. — Et dans les expressions *biens meubles*, *mobiliers* et *effets mobiliers*, 385. — La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublants, 385. — Ce que comprend la vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, 386. — L'usufruit peut être établi sur des biens meubles, 428. — Conditions sous lesquelles l'usufruitier a droit de jouir de certains meubles, 434. — Ceux dont il doit faire inventaire, 448. — A défaut de caution de la part de l'usufruitier, les meubles qui dépérissent par l'usage peuvent être vendus : modification, 451. — Réserve que peut faire le donateur au sujet des biens meubles donnés, 680. — Comment se fait la vente des biens meubles d'une succession quand elle est jugée nécessaire, 835. — Comment se fait le rapport de ceux remis par le défunt à l'un des héritiers, 852. — Mode de restitution des meubles indûment reçus, 1127. — Le mari administre seul tous les biens de la communauté, 1161. — L'action redhibitoire ne concerne que les biens meubles ; exception, 1287. — Le louage des meubles s'appelle *bail à loyer*, 1343. — Durée du bail verbal des meubles fournis pour garnir une maison, une chambre ou des appartements, 1385. — Durée du bail verbal d'une chambre ou appartement meublé, 1387. — Le séquestre conventionnel ne peut avoir pour objet que des effets mobiliers, 1580. — Les meubles saisis sur un débiteur peuvent être l'objet du séquestre judiciaire, 1581. — Effet du privilège conféré par le gage sur un meuble incorporel, 1686. — Meubles sur lesquels certaines créances jouissent d'un privilège, 1703. —

Cas où le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme ; privilège qu'il conserve sur eux, 1707. — En fait de meubles, la possession vaut titre, 1823. — Délai pendant lequel la chose perdue ou volée peut être revendiquée, 1823. V. *Effets mobiliers* et *Mobilier*.

Meurtrier (le) du défunt est indigne de lui succéder, 578.

Militaires (les) en activité permanente de service, sont dispensés de la tutelle, hormis celle de leurs parents, 294. — Leurs testaments peuvent être reçus exceptionnellement ; quand ils deviennent nuls, 726.

Mines. Règles que doit observer le propriétaire relativement à celles qu'il trouve en fouillant sa propriété, 400. — L'usufruitier jouit des mines en exploitation, 444. — Mais il n'a aucun droit à celles non encore ouvertes, 446.

Mineur. Où est son domicile, 58. — Il ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père, 274. — Le mineur est l'individu non âgé de dix-neuf ans révolus, 279. — Durant le mariage, le père est administrateur de ses biens, 280. — Conditions nécessaires pour le mariage d'individus âgés de moins de vingt-deux ans, 92 et suiv. — A qui appartient la tutelle des enfants mineurs, après la dissolution du mariage, 281. — Cas où l'enfant mineur doit être pourvu d'un tuteur, 66 et 289. — Ce qui a lieu quand les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux du tuteur, 293. — Les mineurs ne peuvent être tuteurs, excepté le père ou la mère, 307. — Obligations du tuteur relativement à la personne et aux biens du mineur, 313 et suiv. — L'autorité tutélaire peut toujours déterminer le mode d'après lequel seront vendus les immeubles du mineur, 319. — Comment sont acceptées les donations faites au mineur, ainsi que les successions qui leur sont échues, 322, 323, 324, 673 et 772. — Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage, 341. — Il peut l'être lorsqu'il a atteint l'âge de dix-sept ans révolus, 342. — Formalités de l'émancipation du mineur et

droits qu'elle lui confère, 343 à 347. — Le mineur non émancipé ne peut disposer par testament ou à cause de mort, 640. — Le mineur ne peut être exécuteur testamentaire, 739. — Cas où le mineur peut être restituable contre l'acceptation d'une succession, 777. — Comment peut être exercée l'action en partage à l'égard des co-héritiers mineurs, 831. — Le partage où il y a des mineurs, devient définitif après homologation de l'autorité tutélaire, 843. — Les mineurs sont incapables de contracter, 903. — Leur incapacité ne peut être opposée par les personnes capables qui ont contracté avec eux, 905. — De quel jour l'action en nullité ou en rescision court, à l'égard des actes faits par les mineurs, 1062. — Les mineurs ne sont point restituables contre les obligations résultant de leur délit ou quasi-délit, 1063. — Règles et formalités y relatives, 1064, 1065 et 1066. — Responsabilité des père et mère, à l'égard du dommage causé par leurs enfants mineurs, 1132. — Capacité du mineur pour consentir les conventions matrimoniales, 1148. — De quoi il doit être tenu compte par l'époux survivant, aux enfants naturels mineurs de l'époux décédé, 1207. — Les non intéressés à la vente y sont nécessairement appelés lorsque l'un des co-propriétaires est mineur, 1320. — La contrainte par corps ne peut être accordée contre les mineurs d'âge, 1677. — Comment leurs biens peuvent être hypothéqués, 1726. — Cas où la prescription ne court point contre les mineurs, 1809. V. *Minorité. Tutelle.*

Ministère public. Cas dans lesquels il peut attaquer le mariage et en demander la nullité, 129 et 135. — Quand il le doit, nécessairement, 136. — La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public, 1662.

Minorité (la) dure jusqu'à dix-neuf ans révolus, 279. — Et jusqu'à vingt-deux quand il s'agit de contracter mariage, 92. V. *Emancipation et Mineur.*

Minutes. Foi accordée aux copies levées sur la minute de l'acte, par l'officier public qui l'avait reçu, 1085 et 1086, —

Les officiers publics sont contraignables par corps pour la représentation de leurs minutes, 1676.

Mitoyens (mur, fossé et haie), 504 et suiv. V. *Fossés, Haies et Murs*.

Mitoyenneté (marques de non —) d'un mur, 505 et 506. — D'un fossé, 518. — Qui peut acquérir la mitoyenneté d'un mur, 512 et 513.

Mobilier. La vente de tout ou partie du mobilier d'un absent peut être ordonnée, 76. — Ce qu'on entend par ces mots : *mobilier, effets mobiliers*, 385. — Le séquestre conventionnel ne peut avoir pour objet que des effets mobiliers, 1580. — Le créancier peut poursuivre la saisie et l'expropriation des biens mobiliers de son débiteur, 1769. V. *Effets mobiliers, mobilières* (choses).

Mobilières (choses). Effet du droit d'accession relativement aux choses mobilières, 394 et 412. — Quand l'héritier d'un défunt doit faire rapport des valeurs mobilières qu'il en aurait reçues, 852. — La chose mobilière vendue à deux personnes appartient à celle qui s'en trouve en possession réelle, 921. — La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente, 1261. — Le dépôt ne peut avoir pour objet que des choses mobilières, 1540. — Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage* ; c'est le seul nantissement autorisé par la loi, 1683. — La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, pour une chose mobilière appréciable, 1589.

Mœurs (on ne peut déroger par des conventions aux lois qui intéressent les bonnes —), 6. — Dans toute disposition entre-vifs ou à cause de mort, les conditions contraires aux mœurs sont réputées non écrites, 637. — Elles rendent nulle la convention qui en dépend, 952. — Les conventions spéciales entre époux ne doivent pas être contraires aux bonnes mœurs, 1135.

Moins prenant. (Le rapport se fait en nature ou en—), 858.

Moiteressier. V. *Colon partiaire*.

Moitié (cheptel donné à —), 1441 et suiv. V. *Cheptel*.

Mort. Le bail n'est point résilié *de droit* par celle du bailleur ou du preneur, 1372. — Par qui ce droit peut être exercé, cas échéant, 1378. — Et dans quel délai, 1379. — La mort naturelle éteint l'usufruit, 464. — Celle de quelqu'un des associés met fin à la société, 1482. — A qui doit être rendu le dépôt en cas de mort de la personne qui l'a fait, 1561. — La mort du mandant ou du mandataire finit le mandat, 1624. V. *Décès*.

Moulins (les) fixés par des piliers et faisant partie du bâtiment, sont immeubles par nature, 370. — Les ustensiles nécessaires à leur exploitation, le sont par destination, 376. — Dispositions qui ne peuvent préjudicier aux droits acquis aux moulins, 495.

Municipalités. Leurs obligations quant aux enfants trouvés sur leur territoire, 36. — La preuve du changement de domicile résulte d'une déclaration expresse faite à la municipalité, 54. — La prescription a lieu pour et contre les municipalités, 1781. V. *Communes*.

Murs. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien, 453. — Les grosses réparations sont à la charge du propriétaire ; exception, 453. — Sont considérées comme grosses réparations, celle des gros murs, des murs de soutènement, etc. 454. — Distance à laisser et ouvrages à faire pour certaines constructions près d'un mur, 525 et suiv.

Mur mitoyen (obligations légales relatives au —) 503. — Quand le mur est présumé mitoyen ou non, 504. — Marques de non-mitoyenneté, 505 et 506. — Les réparations et constructions du mur mitoyen se font à frais communs, 507. — Cas

où le co-propriétaire peut s'en dispenser en abandonnant le droit de mitoyenneté, 508. — Droits et obligations du co-propriétaire, 509, 510, 511 et 514. — Comment le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement du mur, peut en acquérir la mitoyenneté, 512. — Conditions sous lesquelles celui qui possède déjà la mitoyenneté d'une partie d'un mur, peut acquérir la mitoyenneté de l'autre partie, 513. — Mode de réparer et reconstruire une maison dont les étages appartiennent à divers propriétaires, 515. — La reconstruction d'un mur mitoyen ne fait point cesser les servitudes, 516. — L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer aucune fenêtre ou ouverture dans le mur mitoyen, 527.

Musique (instruments de —) Le propriétaire n'a aucun privilège sur ceux appartenant à un tiers, qui se trouvent entre les mains de son locataire, 1706.

N

Naissance. Comment elle se prouve à défaut des registres de l'état civil, 26. — Des actes de naissance, 31 et suiv. — Dans quel cas le mari n'est pas autorisé à désavouer l'enfant né avant le cent-quatre-vingtième jour du mariage, 218. — La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance, 224. V. *Etat civil et Filiation*.

Nantissement (la remise de la chose donnée en —) ne fait point présumer la remise de la dette, 1051. — Définition du nantissement, 1683. — Celui d'une chose immobilière, ou l'antichrèse, est interdit, 1683. V. *Gage*.

Nationalité. Le neuchâtelois ne peut jamais perdre ses droits de patrie et de commune ; exception, 11. — Nationalité de l'enfant naturel, 248.

Nature. La loi considère la nature et l'origine des biens

pour en régler la succession, 583. — Chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession, 835. — Le rapport d'un immeuble dans une succession se fait en nature ou en moins prenant ; quand il doit se faire en nature, 858.

Naturels. V. *Enfants naturels. Fruits naturels.*

Naufrage. Le commencement de preuve s'applique aux dépôts faits en cas de naufrage, 1097.

Nécessaire (dépôt). V. *Dépôt nécessaire.*

Négligence. Effet de la négligence de celui qui gère l'affaire d'autrui, 1122. — Chacun est responsable du dommage causé par sa négligence, 1131. — Le créancier répond de la perte ou détérioration du gage, survenue par sa négligence, 1691.

Négoce. La femme marchande publique, peut, sans autorisation, s'obliger pour ce qui concerne son négoce, 160.

Négociants. V. *Marchands.*

Négociation (la Société finit par la consommation de la —), 1482.

Neuchâtelois (les lois concernant l'état et la capacité des personnes, régissent les —), même résidant en pays étranger, 3. — L'enfant né d'un neuchâtelois en pays étranger est neuchâtelois, 9. — L'étrangère qui a épousé un neuchâtelois, la femme neuchâteloise qui a épousé un neuchâtelois, suivent la condition de leurs maris, 10. — Le neuchâtelois ne perd jamais ses droits de patrie et de commune ; exception, 11. — Le neuchâtelois résidant dans le pays, peut être cité devant les tribunaux du canton pour des obligations contractées à l'étranger, 13. — Caution exigée du neuchâtelois non-domicilié pour garantir les frais d'un procès dans lequel il est deman-

deur, 14. — Foi accordée aux actes de l'état civil d'un neuchâtelois, faits en pays étranger, 27. — L'adoptant et l'adopté doivent tous deux être neuchâtelois, 256. — Et doivent le prouver, 265. — Comment le neuchâtelois qui se trouve en pays étranger, peut faire ses dispositions testamentaires, 725. — Disposition relative aux effets civils du mariage d'un neuchâtelois, 1141.

Neveu et nièce. Prohibition de mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, 99. — L'oncle et le neveu sont au troisième degré, 597. — Représentation des neveux et nièces dans les successions auxquelles ils sont appelés, 602 et suiv. — Comment ils succèdent, 610 et suiv.

Noces. Les frais de noces ne doivent pas être rapportés, 849. — Les gendres et belles-filles ne doivent plus d'aliments à leur beau-père ou à leur belle-mère qui a convolé en secondes noces, 146.

Nomination (forme de la —) d'un tuteur par le magistrat, 289 et suiv.

Noms. La possession d'état d'un enfant peut s'établir par la circonstance qu'il a toujours porté le nom du père, 226. — Si l'enfant a été inscrit sous de faux noms, la preuve de filiation peut se faire par témoins, 228. — Quel nom porte l'enfant naturel, 249. — Effet de l'adoption quant au nom de l'adopté, 257.

Notaires (interdiction aux —) relative à l'aliénation des immeubles du mineur ou à de nouvelles acquisitions, 320. — Tous actes portant donation entre-vifs seront passés devant notaire, 670. — L'acte de donation d'effets mobiliers ne sera valable que pour ceux dont inventaire aura été annexé à la minute, 679. Le testament par acte public est reçu par un notaire, en présence de cinq témoins, 711. — Obligation du no-

taire appelé à rédiger un testament, et formalités y relatives, 712, 713, 714 et 715. Le codicille peut être fait par acte notarial, 723. — Formalité relative au partage d'immeubles, fait par acte sous seing privé, 846. — Cas où la subrogation conventionnelle est valable par la passation devant notaire de certains actes et l'accomplissement de diverses formalités, 1021. — Foi due aux copies faites par un officier public, 1084 et suiv. — Les conventions matrimoniales doivent être rédigées avant le mariage, par acte devant notaire, 1142. — De même que les changements qui y seraient faits avant cette célébration, 1143 et 1144. — La vente d'immeubles ou droits immobiliers doit être faite par acte authentique, 1225. — Les notaires sont contraignables par corps pour la restitution des titres à eux confiés, 1676. — Formalités relatives à une inscription hypothécaire, 1734. — Un notaire et deux témoins peuvent dresser procès-verbal contre le conservateur des hypothèques qui a refusé ou retardé une inscription, 1764. — Leur action pour émoluments se prescrit par quatre ans, 1819. — Quand ils sont déchargés des pièces qui leur ont été confiées, 1822. V. *Officiers publics*.

Notification juridique de l'opposition au mariage, 120 et 124. — Notification qui doit être faite à celui qui a été nommé tuteur en son absence, 303. — Au créancier d'un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, 1036. — Ce qui peut arriver si le cheptel donné au fermier d'autrui n'a pas été notifié au propriétaire de qui ce fermier tient, 1436. — Effet de la révocation du mandataire, notifiée à lui seul, 1626. — La constitution d'un nouveau mandataire vaut révocation du premier, dès le jour où elle a été notifiée à celui-ci, 1627. — Privilège du bailleur sur les meubles de son fermier ou locataire quand leur vente ne lui a pas été notifiée, 1704. — Modification, 1705. — Notification à faire aux créanciers inscrits, par le nouveau propriétaire de l'immeuble hypothéqué, 1755.

Notoriété (actes de —) destinés à remplacer les actes de

naissance des futurs époux, lors de la célébration du mariage, 108, 109 et 110.

Nourriture due par les époux à leurs enfants, 143. — Celui qui jouit des biens de ses enfants mineurs, doit les nourrir selon leur fortune, 276. V. *Aliments. Pension alimentaire.*

Novation (effet de la —) dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur, 864. — Elle éteint l'obligation, 1005. — Comment elle s'opère, 1037. — Elle ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter, 1038. — Elle ne se présume point ; modification, 1039. — La novation par la substitution d'un nouveau débiteur peut s'opérer sans le concours du premier débiteur, 1040. — Cas où la délégation par laquelle le débiteur donne au créancier un autre débiteur, n'opère point la novation, 1041. — Effet de la décharge donnée par le créancier à l'ancien débiteur, 1042. — La simple indication d'une personne qui doit payer pour le débiteur ou recevoir pour le créancier, n'opère point novation, 1043. — Les privilèges et hypothèques ne passent point à la nouvelle créance, 1044. — La novation libère les co-débiteurs et cautions ; modification, 1045.

Noyers. A quelle distance du fonds voisin ils doivent être plantés, 522.

Nul (titre). V. *Titre nul.*

Nullité. Dans quels cas et par qui la nullité d'un mariage peut être demandée, 125 à 140. — Effets civils du mariage déclaré nul, à l'égard des époux et de leurs enfants, 141 et 142. — Par qui peut être opposée la nullité fondée sur le défaut d'autorisation de la femme mariée, 165. — Le divorce annule de plein droit les droits de survie réservés aux époux par la loi, 186. — Publicité à donner, sous peine de nullité, à divers actes relatifs au divorce et à la séparation de corps, 212. — Sous peine de nullité, la demande en désaveu d'enfant doit s'ouvrir par une action en justice, 222. — Cas où les créanciers de l'u-

usufruitier peuvent faire annuler sa renonciation à l'usufruit, 472. — Nullité de la disposition par laquelle le donataire, l'héritier ou le légataire serait chargé de conserver et de rendre à un tiers, 633. — Toute disposition au profit d'un incapable est nulle, 647. — Ainsi que la donation entre-vifs, faite en fraude des créanciers, 645. — Les dispositions de biens qui excèdent la quotité disponible sont réductibles mais non nulles, 655. — Sous peine de nullité, le donataire entre-vifs doit accepter expressément la donation, 671. — Nullité de la donation qui comprend des biens à venir et de celle faite sous une condition dont l'exécution dépend de la volonté du donateur, 675 et 676. — Dettes ou charges qui rendent nulle la donation faite sous la condition de les acquitter, 677. — Nullité de la convention par laquelle le donateur renoncerait à révoquer la donation pour survenance d'enfant, 693. — Les époux ne peuvent se faire, pendant le mariage, aucune donation entre-vifs, sous peine de nullité, 706. — Nullité du testament nuncupatif, alors que le testateur y a survécu plus de six semaines, 720. — La nullité du testament entraîne celle du codicille, 724. — Nullité du legs d'une chose appartenant à autrui, 734. — Le testament qui n'est pas l'expression de la volonté du testateur ou qui est contraire aux dispositions du code, est nul, 752. — Cas où la nullité d'une disposition spéciale d'un testament n'entraîne point celle dudit testament, 753. — Quand le testament exceptionnel d'un militaire devient nul, 726. — Nullité des conventions faites sans consentement, ou dont ce consentement est le résultat de l'erreur, de la violence ou du dol, 889 et suiv. — Causes de nullité des conditions, 952 et suiv. — Effet de la nullité à l'égard des obligations avec clause pénale, 1000. — L'obligation s'éteint par sa nullité, 1005. — Action en nullité des conventions, 1062 et suiv. — Effet de la confirmation d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité, 1090. — Cas où l'acte de démêlement de biens ou reconnaissance d'apports, pendant le mariage, doit être fait par acte authentique, à peine de nullité, 1146. — Nullité des ventes de biens immobiliers tenus en usufruit et des charges dont ils seraient grevés par l'usufruitier,

1222. — Toute vente d'immeubles ou droits immobiliers doit être faite par acte authentique, à peine de nullité, 1225. — Elle ne doit être faite sous aucune condition suspensive ou résolutoire, non plus que sous la clause de réméré, 1229. — Procès, droits et actions litigieux dont certaines personnes ne peuvent devenir cessionnaires, sous peine de nullité, 1242. — Quand doit être notifié le congé d'un bail fait sans écrit, 1365. — Nullité de la convention par laquelle le preneur du cheptel s'engagerait à en supporter la perte totale, 1434. — De celle qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices ou qui l'affranchirait de toute contribution aux pertes, 1474. — Nullité de la rente viagère faite au profit d'une personne incapable de recevoir, 1592. — Cas où elle ne produit aucun effet, 1596 et 1597. — Nullité de la transaction faite sur pièces reconnues fausses, 1671. — Ou sur un procès terminé, dont les parties n'avaient point connaissance, 1672. — Ou bien encore quand l'une des parties n'avait aucun droit sur son objet, 1673. — Nullité de la clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage sans autres formalités, 1689. — Ce que doit déterminer, sous peine de nullité, le jugement ordonnant l'hypothèque judiciaire, 1722. — Et ce que doit contenir, sous la même peine, l'acte créant l'hypothèque conventionnelle, 1727. — Où se font les inscriptions hypothécaires, à peine de nullité, 1730. — Quand ces inscriptions ne produisent aucun effet, 1731. V. *Ventes et Transactions*.

O

Obéissance (la femme doit —) à son mari, 153.

Objet. Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions, 908. — Objet des contrats, en général, 906 à 910. — Les transactions se renferment dans leur objet, 1664.

Obligations : celles des officiers de l'état civil sont ré-

glées par des arrêtés particuliers, 30. — Obligations imposées aux communes et municipalités, quant aux enfants trouvés, 34, 35 et 36. — Obligations qui naissent du mariage, 143 et suiv., l'adoptant et l'adopté ont l'obligation commune de se fournir des aliments en cas de besoin, 259. — Obligation de la veuve qui demande la nomination d'un tuteur à ses enfants, 282. — Obligations de l'usufruitier, 448 et suiv. — Celles auxquelles sont assujettis les propriétaires, l'un à l'égard de l'autre, 502 et 503. — Obligations qui naissent des engagements sans convention, 1118. — Qui résultent des délits et quasi-délits, 1130 et suiv. — Obligations du mari à l'égard des biens de sa femme, 1161. — Obligations du vendeur, 1249 et suiv. — De l'acheteur, 1298 et suiv. — Règles sur les obligations résultant d'un prêt en argent ou objets de consommation, 1517 à 1526. — Sur celles résultant d'un dépôt, 1549 et suiv. — Obligations du mandataire, 1611 à 1618. — Et du mandant, 1619 à 1623.

Compétence des tribunaux du canton, quant aux obligations contractées à l'étranger, 13. — Autorisations nécessaires à la femme mariée pour s'obliger, 157 et suiv. — Cas où l'obligation contractée par le mari à la charge de la communauté est nulle, 178. — Obligations de nature mobilière, par la détermination de la loi, 380. — La propriété des biens s'acquiert et se transmet par l'effet des obligations, 564. — Obligations conventionnelles, en général, 881 et suiv. V. *Contrats*. — Dispositions générales sur l'effet des obligations, 914 et 915. — Règles sur l'obligation de donner, 916 et suiv. — Sur celle de faire ou de ne pas faire, 922 et suiv. — Dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation, 926 et suiv. — Obligations conditionnelles, 948 à 964. V. *Condition*. — Obligations à terme, 965 à 968. — Règles sur les obligations alternatives, 969 à 976. — Sur les obligations solidaires, 977 et suiv. — Définition des obligations divisibles et indivisibles, 996 et 997. — Leurs effets, 998. — Obligations avec clause pénale, 999 à 1004. V. *Clause pénale*. — Extinction des obligations, 1005 et suiv. — Règles sur la preuve des obligations et sur celle du paiement, 1067 à 1117. — Un indivis ne peut obliger ses co-intéressés sans leur

consentement, 1348. — Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable ; modification, 1633. — Comment s'éteint l'obligation qui résulte du cautionnement, 1649. — On peut prescrire la libération de l'obligation que l'on a contractée, 1797.

Obscur (pacte). V. *Pacte*.

Officiers de justice. Ils ne peuvent se rendre acquéreurs des biens dont la vente se fait sous leur autorité, 1241.

Officier de l'état civil. Il ne peut insérer dans les actes que ce qui doit être déclaré par les comparants, 20. — Il doit lire les actes aux parties et mentionner cette formalité, 22. — Ses obligations, 30. — Les publications de mariage doivent être inscrites sur un registre spécial par l'officier de l'état civil, 104. — Avant de procéder au mariage, il doit exiger les actes de naissance de chacun des époux, ou un acte de notoriété, 108. — Les mariages sont célébrés publiquement devant l'officier de l'état civil, 112. — Il ne peut procéder à la célébration d'un mariage auquel on s'est opposé, sans se faire remettre main-levée de l'opposition, 123. — Comment il doit inscrire l'adoption sur ses registres, 269. V. *Etat civil*.

Officiers publics (nature et effet de l'acte authentique reçu par —), 1069 et 1070. — Foi due aux copies de titres délivrés par les officiers publics, 1084 et 1085. — Ils ne peuvent se rendre acquéreurs des biens cantonaux dont la vente se fait par leur ministère, 1241. — Ils sont contraignables par corps pour la représentation de leurs minutes quand elle est exigée, 1676.

Offres de paiement. Quand le legs ou la dette est d'une chose indéterminée, on ne peut l'offrir de la plus mauvaise qualité, 735 et 1017. — Les offres réelles suivies d'une consignation, libèrent le débiteur, 1028. — Ce qu'il faut pour qu'elles soient valables, 1029 et 1031. — A la charge de qui sont les

frais des offres réelles, 1032. — Effet de la validité des offres du débiteur, 1034. — Ce que doit faire le débiteur quand la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, 1036. V. *Consignation*.

Olographe (le testament —) n'est point valable s'il n'est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur, 710.

Oncle et nièce. Le mariage est prohibé entre eux, 99. — Cette prohibition ne s'étend pas aux alliés de même degré, 99.

Oncle et neveu. Ils sont au troisième degré, 597.

Oncle et tante. Cas où ils peuvent former opposition au mariage, 118.

Onéreux. V. *Contrat et Titre onéreux*.

Opposition. A qui appartient le droit de former opposition au mariage ; formalités prescrites relativement aux actes d'opposition et leur effet, 116 à 124. — Le registre des publications de mariage doit indiquer le résumé sommaire de l'opposition et sa main-levée, 105. — Effet du paiement fait au préjudice d'une opposition, 1013. — Le dépôt ne peut être remis au déposant lorsqu'il existe une opposition entre les mains du dépositaire, 1566.

Ordonnances. Abrogations de celles contraires au code, 1826.

Ordre des créanciers hypothécaires inscrits, 1729 et 1723.

Ordre public. On ne peut y déroger par des conventions particulières, 6. — Il est permis d'établir des servitudes qui n'ont rien de contraire à l'ordre public, 539. — La cause est illicite quand elle est contraire à l'ordre public, 913.

Ordres de succession, 582 et suiv. V. *Succession*.

Originaux des titres. Formalités relatives à leur nombre, 1076.

Origine. Les habitants du canton jouissent des droits civils, quelle que soit le lieu de leur origine, 8.

Ornement (les meubles destinés à l' —) des appartements, sont compris dans les mots *meubles meublants*, 384. — Sous quelles conditions l'usufruitier (soit ses héritiers) peut faire enlever ceux qu'il aurait fait placer, 447.

Outils. V. *Instruments et Ustensiles*.

Ouverture des successions. Cas où le domicile du défunt détermine le lieu où la succession doit s'ouvrir, 60. — Les successions s'ouvrent par la mort naturelle, 571.

Ouvertures qui ne peuvent être faites dans le mur mitoyen sans le consentement du voisin, 527. V. *Fenêtres et Vues*.

Ouvrages. Obligations du propriétaire du sol qui y a fait des ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, 402. — Ses droits quand ces ouvrages y ont été faits par un tiers, 403. — Ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions, 525. — Louage d'ouvrage, 1401. V. *Devis et Marchés*.

Ouvriers. Cas où l'ouvrier a le droit de retenir la chose travaillée par lui avec une matière qui ne lui appartenait pas, 418. — Ils ne peuvent s'engager qu'à temps ou pour une entreprise déterminée, 1402. — Les arrhes qui leur sont données ne sont point imputées à compte de leur salaire, 1403. — Leur action pour le paiement de leurs journées se prescrit par quatre ans, 1819. — Privilège dont ils jouissent pour travaux et fournitures relatifs à l'objet qu'ils ont encore en mains, 1703.

P

Paccage. (Les droits de —) sont des servitudes discontinues, 541.

Pacte obscur ou ambigu, s'interprète contre le vendeur, 1249.

Paiement en général. Les obligations s'éteignent par le paiement, 1005. — Quand on peut ou non répéter ce qui a été payé, 1006. — Par qui le paiement peut être fait, 1007. — Cas où il ne peut être fait par un tiers, 1008. — Cas où il est valable quoique fait par un individu qui n'était ni propriétaire de la chose, ni capable de l'aliéner, 1009. — A qui doit être fait le paiement, 1010. — Validité du paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, 1011. — Effet de celui fait à un créancier incapable, 1012. — Celui fait au préjudice d'une saisie, opposition ou cession n'est pas valable, 1013. — Le créancier ne peut être contraint de recevoir une chose autre que celle qui lui est due, 1014. — Non plus que le paiement d'une partie de la dette, 1015. — Où doit être fait le paiement, 1018. — Les frais sont à la charge du débiteur, 1019. — Effet de la remise volontaire du titre original ou du jugement, quant au paiement, 1047 et 1048. — Cas où l'acheteur peut suspendre le paiement, 1302. — Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt, 1569. V. *Débiteur. Imputation. Offres de paiement. Prêt de consommation et Prêt à intérêt.*

Paiement avec subrogation, 1020 et suivants. V. *Subrogation.*

Paiement des dettes d'une succession, 860 et suivants. V. *Dettes en matière de succession.*

Païement. (de la preuve du —) et de celle des obligations, 1067 à 1117.

Païement d'un pari. V. *Jeu*.

Pailles que doit laisser le fermier sortant, 1400.

Papeteries. Les ustensiles nécessaires à leur exploitation sont immeubles par destination, 376.

Papiers domestiques. V. *Registres et papiers domestiques*.

Parenté. (degré et ligne de—). V. *Degré et Ligne de Parenté*. — La proximité de parenté s'établit par le nombre des générations, 594.

Parents. Ils peuvent être témoins aux actes de l'état civil, 21. — Quels sont ceux qui peuvent former opposition au mariage, 117. — Parents qui peuvent ou non demander la nullité du mariage, 127 et 132. — L'adopté n'a aucun droit de successibilité sur les biens des parents de l'adoptant, 260. — Le tuteur du mineur doit être choisi parmi ses proches parents; obligations de ceux-ci, 291, 292 et 294. Parents du mineur qui peuvent demander la destitution du tuteur, 310. — La demande en émancipation s'introduit par la déclaration des parents du mineur, devant l'autorité tutélaire, 343. — On peut demander l'interdiction de son parent, 350. — L'autorité tutélaire peut entendre les parents, avant de prononcer sur une demande en interdiction, 351. — Ordre de succession entre les parents, 591, 592 et 593. — A défaut de quels parents les collatéraux succèdent, 612. — Les parents au delà du douzième degré ne succèdent pas, 613. — A qui la succession est dévolue à défaut de parents successibles, 626.

Parents et alliés entre lesquels le mariage est prohibé, 97 et suivants. — Les parents et alliés du mineur peuvent demander la destitution du tuteur, 310. — Parents et alliés qui ne

peuvent être pris pour témoins du testament par acte public, 715. — Le notaire appelé à recevoir un testament ne doit être parent ni du testateur, ni des légataires, ni des témoins, jusqu'au sixième degré, 715. — V. *Parents*.

Pari. V. *Jeu*.

Part en nature (chacun des co-héritiers peut demander sa —) des biens d'une succession, 835.

Partages. La justice de paix nomme un curateur pour représenter dans les partages les présumés absents, 63. — Quand le partage des biens de l'absent peut être demandé, 79. — Autorisation nécessaire ou non au tuteur, dans un partage où le mineur est intéressé et effet de ce partage, 326, 327 et 831. — Le partage s'opère par souche dans tous les cas où la représentation est admise, 603. — Comment s'opère le partage des successions collatérales, 611 et 612. — Le partage peut toujours être provoqué; on peut cependant convenir de le suspendre; effet de cette convention, 829. — Cas où il peut être demandé, même quand l'un des co-héritiers aurait joui séparément de partie des biens de la succession, 830. — De quelle manière le mari et les co-héritiers de la femme peuvent provoquer le partage, 832. — A quelle autorité judiciaire sont soumises les actions relatives au partage, 833. — L'estimation des biens à partager est faite par des experts; ce que doit contenir le procès-verbal, 834. — Chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des biens de la succession; cas où ils doivent être vendus, 835. — Ce que chaque co-héritier rapporte à la masse; prélèvements, 836. — Quand et comment il est procédé à la formation des lots, 837 et 838. — Compensation de l'inégalité des lots en nature, 839. — Par qui sont faits les lots, 840. — Réclamations contre leur composition, 841. — Règles à observer dans la subdivision à faire entre les souches co-partageantes, 842. — Quand le partage est définitif, 843. — Personnes qui peuvent être écartées du partage, 844. — A qui doivent

être remis, après le partage, les titres de la succession, 845. — Les partages peuvent être faits par acte sous seing-privé ou par acte notarial; formalité relative au partage d'immeubles fait sous seing-privé, 846. — Chaque co-héritier a droit d'exiger que les dettes de la succession soient payées avant le partage, 862. — Effets du partage et garantie des lots, 870 et suiv. — Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol; cas donnant lieu ou non à l'action en rescision, 874. — Actes contre lesquels l'action en rescision est admise ou non, 875 et 876. — Moyen de reconnaître la lésion, 877. — Comment le défendeur à la demande en rescision peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, 878. — Cas où l'action en rescision pour dol ou violence n'est plus admise, 879. — Prescription de l'action en rescision, 880. — Partage de la communauté après dissolution, 1182 et suiv. — Vente de la chose commune à plusieurs et qui ne peut être partagée, 1319 et suiv. V. *Licitation. Indivision*. — A la fin du bail à cheptel simple, l'excédant se partage, 1440. — Règles s'appliquant au partage entre associés, 1487. — Cas où la part indivise d'un co-héritier dans les biens d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers, 1770. V. *Rapports*.

Passage (droit de —) dont jouit l'usufruitier, 443. — Obligations légales relatives au droit de passage, 502 et 503. — Le propriétaire dont le fonds est enclavé peut demander un passage, moyennant indemnité, 535. — Où ce passage doit être pris, 536 et 537. — Prescription de l'action en indemnité, 538. — Le droit de passage est une servitude discontinue, 541. — La servitude de puiser de l'eau à une fontaine emporte le droit de passage, 549. — Cas où tous les propriétaires doivent exercer le droit de passage par le même endroit, 553.

Paternité (la recherche de la —) est interdite, 246. V. *Filiation*.

Patrimoine. Le créancier par titre, du défunt, peut demander la séparation du patrimoine du défunt d'avec celui de

l'héritier, 863. — Prescription de ce droit, 865. — Cas où il ne peut plus être exercé, 864. — La séparation des patrimoines ne peut être demandée par les créanciers de l'héritier contre ceux de la succession, 868. — Liquidation de la créance quand la demande en séparation de patrimoine est accueillie, 867.

Pays étrangers. Les neuchâtelois qui y habitent, sont régis par les lois concernant l'état et la capacité des personnes, 3. — Disposition relative aux obligations contractées par un neuchâtelois, en pays étranger, 13. — Foi due aux actes de l'état civil qui y sont faits, 27. — Quand le mariage contracté hors du canton est valable, 113. — Comment un neuchâtelois peut faire ses dispositions testamentaires en pays étranger, 725. — Les contrats passés hors du pays, ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens situés dans le canton ; exception, 1728. — L'hypothèque judiciaire ne peut résulter de jugements rendus hors du canton ; exception, 1723.

Peaux des bêtes. Cas où le preneur à cheptel est tenu d'en rendre compte, 1432.

Pêche. La faculté de pêcher est réglée par des lois particulières, 568.

Peines afflictives. Dans quels cas elles emportent la privation des droits civils, 16. — Peines auxquelles donnent lieu les altérations et les faux dans les actes de l'état civil, 29. — Dispositions pénales contre ceux qui refusent les fonctions de tuteur sans motifs légitimes, 305. — Le contrat de société finit par la condamnation à certaines peines afflictives, 1482. — On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter, 1663. V. *Clause pénale*.

Peines infamantes (les) emportent la privation de certains droits civils, 17. — La condamnation de l'un des époux à une peine infamante est une cause de divorce, 170. — Elle emporte de plein droit l'exclusion et même la destitution de la

tutelle, 308. — Le contrat de société finit par la condamnation à des peines infamantes, 1482.

Pendules. Elles sont au nombre des meubles meublants, 384.

Pension (maîtres de —). Leur action pour le prix de la pension de leurs élèves se prescrit par quatre ans, 1819.

Pension alimentaire. Ce qui arrive lorsque celui qui doit des aliments à ses parents pauvres, ne peut payer la pension alimentaire, 150 et 151. — La femme défenderesse ou demanderesse en divorce, peut demander une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari, 174. — Cas où le mari peut la refuser, 175. — Pension alimentaire qui peut être accordée à l'époux qui a obtenu le divorce ou la séparation, 187 et 202. — Comment l'usufruitier doit acquitter le legs d'une pension alimentaire, 458. V. *Aliments*.

Pépinière. Jouissance qu'a l'usufruitier, des arbres qu'on peut en tirer, 435.

Père (le) ne peut jamais reconnaître l'enfant incestueux ou adultérin, 243. — Durant le mariage, le père est administrateur des biens de ses enfants mineurs, 280.

Père et mère (à défaut des registres de l'état civil, les mariages, naissances et décès peuvent être prouvés par les registres et papiers des —), 26. — Leur consentement est nécessaire pour le mariage d'un enfant âgé de moins de vingt-deux ans, 92 et suiv. — Ce que doit contenir cet acte de consentement, 111. — Ils peuvent former opposition au mariage, 117. — Et en demander la nullité, 127. — Quand ils ne sont plus recevables à en demander la nullité, 131. — Ils contractent l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants, 143. — L'enfant n'a pas d'action contre eux pour un établissement par mariage ou autrement, 144. — Cas où les enfants doivent des aliments à leurs père et mère, 145. — Droits des père et

mère séparés par le divorce, quant à l'entretien et l'éducation de leurs enfants, 189. — Les enfants naturels peuvent être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, 236. — Autorité des père et mère sur leurs enfants et droit de jouissance qu'ils ont sur leurs biens, 271 et suiv. V. *Puissance paternelle*. — Le père ou la mère reconnu indigne peut être déchu de la tutelle ; droit d'appel, 284. — Tutelle déférée par le père ou la mère, 285 et suiv. V. *Tutelle*. — Cas où il doit être procédé à l'inventaire des biens des enfants mineurs, dont leurs père et mère ont la jouissance, 316. — Les père et mère ne peuvent aliéner, sans autorisation, les biens personnels de leurs enfants mineurs, 318. — Quand et à qui ils rendent compte de leur gestion, 330. — Rôle des père et mère dans l'émancipation du mineur, 342 et 343. — Ceux qui ont l'usufruit du bien de leurs enfants ne sont pas tenus de fournir caution, 449. — Le père indigne ne peut en aucun cas réclamer l'usufruit que la loi accorde aux père et mère sur les biens de leurs enfants, 580. — Droits des père et mère à la succession de leur enfant décédé sans postérité, 606 et suiv. — A celle de leur enfant naturel, 624. — A quoi l'enfant naturel peut être réduit par ses père et mère, 620. — L'héritier à réserve peut en être exhéredé pour cause d'indignité, 666. — Cas où la seule crainte révérentielle envers père et mère, ne suffit point pour annuler le contrat, 894. — Responsabilité des père et mère à l'égard du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux, 1132.

Péremption (comment doit se formuler, sous peine de —), l'action en désaveu d'enfant, 222. — Quand doit être intentée, sous la même peine, l'action pour faire exclure ou déchoir un héritier comme indigne, 581. — Et celle ayant pour but d'obtenir la résiliation d'un bail pour cas de mort, mariage ou vente, 1379. — L'interruption de la prescription est regardée comme non avenue, si le demandeur a laissé périmer l'instance, 1802.

Périls et risques. Le vendeur n'est tenu à aucune ga-

rantie envers celui qui a acheté à ses périls et risques, 1275. V. *Perte. Risques.*

Perpétuel. Rente qui peut être constituée en perpétuel ou en viager, 1532.

Perpétuelle demeure (les effets mobiliers attachés au fonds à —) sont immeubles par destination, 374. — Quand ils y sont censés attachés à perpétuelle demeure, 375.

Personnes (les lois concernant l'état et la capacité des—) régissent les neuchâtelois, même ceux résidant en pays étranger, 3. — Par qui le mariage peut être attaqué lorsqu'il y a eu erreur dans la personne, 125. — Personnes qui peuvent disposer et recevoir entre-vifs ou à cause de mort, 639 et 707. V. *Capacité.*

Personnes interposées. V. *Interposées.*

Personnes morales qui ne peuvent accepter une donation sans autorisation, 646 et 673.

Perte. L'usufruit s'éteint par la perte totale de la chose sujette à usufruit, 464. — Dommages et intérêts auxquelles les pertes donnent lieu, en matière conventionnelle, 929 et suiv. — L'obligation s'éteint par la perte de la chose due, 1005. V. *Perte de la chose due.* — Responsabilité relative à la perte de la chose indûment reçue, 1127. — Qui est tenu de la perte avant livraison de la chose vendue, 1270. — Pertes qui sont à la charge du preneur en matière de louage, 1363. — Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée, 1371. — Effets de la perte, par cas fortuit de la récolte d'un bien donné à ferme, 1395 à 1399. — Les voituriers par terre et par eau sont responsables de la perte des choses qui leur sont confiées; exception, 1406. — Perte dont est tenu l'ouvrier qui a fourni la matière, quand la chose vient à périr avant livraison, 1410. V. *Devis et marchés.* — La fixation donnée au cheptel dans le bail n'a d'autre objet que de fixer la perte, 1428. — Comment sont

supportées les pertes dans le cheptel simple, 1427, 1430, 1433 et 1440. — On ne peut stipuler que le preneur en sera seul chargé, 1434. — Règles sur la perte qui peut résulter du cheptel à moitié, 1441 à 1443. — De celui donné au fermier ou colon partiaire, 1448. — Du louage ou alpage des vaches, 1455. — Nullité de la convention qui affranchirait un ou plusieurs associés de toute contribution aux pertes, 1474. — Effet de la perte de la chose qu'un associé devait apporter dans la société, 1484. — Cas où l'emprunteur est tenu de la perte de la chose, 1503, 1504 et 1505. — Il en est toujours tenu dans le prêt de consommation ou simple prêt, 1515. — Le dépositaire doit être indemnisé des pertes que lui a occasionnées le dépôt, 1568. — Et le mandataire de celles qu'il a essuyées à l'occasion de sa gestion, 1621. — Responsabilité du créancier quant à la perte du gage, 1691.

Perte de la chose due par obligation contractée sous une condition suspensive, 962. — Effets de la perte d'une des choses promises dans l'obligation alternative, 973 et suiv. — De celle due par plusieurs débiteurs solidaires, 985. — L'obligation s'éteint par la perte de la chose due, 1005. — Cas où la perte de la chose due éteint l'obligation du débiteur, 1060. — Droits et actions que le débiteur est tenu de céder au créancier en indemnité de la chose perdue, 1061.

Pharmaciens. Leur action pour médicaments se prescrit par quatre ans, 1819.

Pièces fausses (la transaction faite sur —) est entièrement nulle, 1671.

Pièces justificatives dont tout compte de tutelle doit être appuyé, 333.

Pierreries. Quand elles sont ou non comprises dans le mot *meuble*, 383.

Placements des sommes et du prix des meubles et den-

rées compris dans l'usufruit, quand l'usufruitier ne trouve pas de caution, 450 et 451.

Planchers. A la charge de qui sont ceux d'une maison à plusieurs étages appartenant à divers propriétaires, 515.

Plantations que le propriétaire a le droit de faire, 400. — Ses droits sur celles qui existent sur sa chose, 401. — Obligations du propriétaire du sol qui a fait des plantations avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, 402. — Droit du propriétaire d'obliger celui qui a fait des plantations avec ses matériaux, de les retenir ou de les faire enlever, 403. V. *Arbres*.

Plâtre (les objets mobiliers scellés en —) sont immeubles, 375.

Pluie. V. *Eaux pluviales*.

Poêles (les réparations à l'intérieur des—) sont à la charge du locataire, 1382.

Poids. Effet de la vente faite au poids, 1231.

Police (les lois de —) obligent tous ceux qui habitent le territoire, 3. — Lois et règlements de police que doit observer le propriétaire, 400. — Obligations auxquelles les lois sur la police rurale assujettissent les propriétaires l'un à l'égard de l'autre, 502 et 503. — Choses communes dont la jouissance est réglée par des lois de police, 567. — Le séquestre peut être ordonné pour l'exécution des mesures de police, 1582.

Police correctionnelle. L'autorisation du mari n'est pas nécessaire quand la femme est poursuivie en matière correctionnelle ou de police, 156.

Porcelaines. Elles sont du nombre des meubles meublants, 384.

Portes (les) sont du nombre des servitudes apparentes, 542.

Portion disponible des biens. Droits des enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère, 614 et suiv.— Les donations entre-vifs ou à cause de mort ne peuvent excéder la moitié des biens du disposant qui a des enfants légitimes, 649. — Il pourra disposer de la totalité de ses biens s'il ne laisse point d'enfant, 649. — Les descendants légitimes sont compris sous le nom d'*enfants*, 650. — Ce que la loi entend par *biens* dans le sens ci-dessus, 651. — Option laissée aux héritiers lorsque la disposition a pour objet un usufruit ou une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, 652. — La quotité disponible donnée en tout en tout en partie aux héritiers à réserve, n'est point sujette à rapport ; exception, 653. — Les dispositions qui excèdent la quotité disponible sont réductibles à cette quotité, 655. — A dater de quel jour le donataire doit restituer les fruits de ce qui excède la portion disponible, 662. V. *Réduction. Légitime.*

Ports (les) dépendent du domaine public, 388.

Possesseur. (Cas où le simple —) fait les fruits siens, 397 ; — Quand il est ou non de bonne foi, 398.

Possession. (effet de la —) provisoire des biens d'un absent, 75. — Servitudes qui s'acquièrent ou non par la possession, 543 et 544. — Comment le légataire se met en possession de la chose léguée, 727. — La simple possession d'une chose peut être l'objet d'un contrat, 907. — La chose mobilière qu'on s'est obligé de donner ou livrer à deux personnes successivement, demeure à celle qui en a été mise en possession réelle, 921. — Le vendeur garantit à l'acquéreur la paisible possession de la chose, 1271. — Quand le preneur est laissé en possession du bail à son expiration, il s'en opère un nouveau, aux mêmes conditions, 1367. — Le privilège ne subsiste sur le gage, qu'autant que le créancier, ou un tiers est en possession de ce gage, 1687. — Envoi en possession des héritiers. V. *Saisine.*

Possession (en matière de prescription). Définition de la possession, 1782. — Possession nécessaire pour pouvoir prescrire, 1783. — La bonne foi est toujours présumée ; la mauvaise foi doit se prouver, 1784. — Si la possession est appuyée sur un titre, il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition, 1785. On est toujours présumé posséder pour soi, si le contraire n'est prouvé, 1786. — Quand on a commencé à posséder pour autrui on est toujours censé posséder au même titre, sauf preuve contraire, 1787. — Les actes de pure faculté, ceux de simple tolérance et ceux de violence ne peuvent fonder la possession, 1788 et 1789. — La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé, 1789. — Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, 1790. — On peut joindre à sa possession celle de son auteur, 1791. — En fait de meubles, la possession vaut titre, 1823.

Possession d'état (effet de la —) invoquée par de prétendus époux, 138. — Ses effets quant à la légitimité des enfants, 140. V. *Filiation*.

Postérité (Succession d'une personne morte sans —), 606, 610, 615, 616, 624, 626 et 627.

Posthume (la survenance d'un enfant légitime, même —), révoque toute donation entre vifs ou à cause de mort, 688 et 746.

Poursuites judiciaires. Domicile où elles peuvent être faites, 61. — Contre qui elles doivent être faites après le jugement de déclaration d'absence, 84. — Cas où le mari peut faire déclarer sa femme, demanderesse en divorce, non recevable à continuer ses poursuites, 175. — Les héritiers de l'enfant peuvent suivre son action en réclamation d'état, lorsqu'il n'a pas laissé passer trois années sans poursuites, 235. — Cas où le tuteur peut être poursuivi pour refus de rendre ses comptes, 331. — Comment doivent être poursuivies les contestations

auxquelles donnent lieu les comptes du tuteur, 339. — Poursuites auxquelles peut donner lieu l'emploi de matières appartenant à d'autres et à leur insu, 424. — Poursuite de la demande d'un créancier acceptant la succession du chef de son débiteur et en son lieu et place, 781. — Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires, n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres, 984. — Effet de la remise volontaire au débiteur, d'un jugement formant le titre du créancier, lorsque ce jugement a été suivi d'actes de poursuites, 1048. — Cas où la caution peut agir contre le débiteur, même avant d'avoir payé, 1647. — La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public, 1662. — L'exercice de la contrainte par corps, n'empêche ni ne suspend les poursuites sur les biens, 1682. — Poursuites préalables imposées au créancier qui veut s'approprier le gage, 1689. — Cas où le créancier hypothécaire peut poursuivre sur le champ son remboursement, 1717. — Mode de poursuite contre les créanciers, des actions auxquelles peut donner lieu l'inscription hypothécaire, 1740. — De quels biens le créancier peut poursuivre l'expropriation, 1769 et suiv. — La prescription peut être interrompue civilement par un acte de poursuite, 1800.

Poutres (le rétablissement des —) est du nombre des grosses réparations à la charge du propriétaire du fonds sujet à usufruit, 453 et 454. — Modification, 453. — Comment le co-propriétaire d'un mur mitoyen peut y faire placer des poutres, 509.

Pouvoir (le) de transiger ne renferme pas celui de compromettre ; le mandataire ne peut outrepasser son mandat, 1609. — V. *Fondés de pouvoirs*.

Préciput (cas où le don par —) ou hors part n'est pas sujet au rapport, 852.

Préférence entre créanciers privilégiés, 1700. V. *Privilèges*.

Préfets. Ils sont dispensés de toute tutelle autre que celle de leurs parents, 294.

Prélèvements que les co-héritiers peuvent faire sur la masse d'une succession, 836. — Prélèvements qui ont lieu lors du partage de la communauté, 1185 et suivants.

Premier lit (enfants du —). A qui en est confiée la tutelle lors que la mère tutrice se remarie, 283.

Preneur. Garantie qui lui est due dans le contrat de louage, 1352. — Ses devoirs et obligations, 1355 et suivants. 1392 et suivants. V. *Baux*. 1429 et suivants. V. *Cheptel*.

Préposés. Responsabilité des commettants à l'égard du dommage causé par leurs préposés, 1132.

Prescription (en général). Cas où la prescription stipulée par des lois étrangères, empêche la restitution des biens de l'absent, 83. — Prescription de l'action en pétition d'hérédité et autres droits relatifs à l'absent, 87. — Ouvrages présumés faits par le propriétaire, sans préjudice de la propriété qu'un tiers aurait acquise par prescription, 401. — L'usufruit s'éteint par le non usage du droit pendant trente ans, 464. — Nature et effet de la prescription acquise sur la chute et le cours d'eau, 491 et suivants. — Prescription de l'action en indemnité relative au droit de passage sur le fonds d'autrui, 538. — Règles sur la prescription des servitudes par le non usage, 559 et suivants. — La propriété s'acquiert aussi par prescription, 565. — Par quel temps se prescrit la demande en révocation d'une donation pour survenance d'enfant, 694. — Un des effets de l'envoi en possession est d'arrêter la prescription, 794. — Prescription des droits de l'héritier domicilié hors du canton, 797. — Prescription du droit des héritiers de former une demande en déchéance contre ceux qui ont obtenu antérieurement l'investiture, 800. — Du droit de demander la séparation du patrimoine du défunt d'avec celui de l'héritier, 865. — De l'action en rescision, en matière

de partage, 880. — Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres, 979. — La prescription interrompue contre l'un des débiteurs solidaires, l'est à l'égard de tous, 986. — Les obligations et les hypothèques s'éteignent par la prescription, 1005 et 1753. — La promesse de vente immobilière est prescrite après un an, 1228.

Prescription. Sa définition, 1774. — On peut renoncer à la prescription acquise, mais on ne peut y renoncer d'avance, 1775. — Cette renonciation est *expresse* ou *tacite*; d'où résulte la renonciation tacite, 1776. — Celui qui ne peut aliéner ne peut renoncer à la prescription acquise, 1777. — Les juges ne peuvent suppléer d'office le moyen résultant de la prescription, 1778. — Elle peut être opposée par tous ceux qui ont intérêt à ce qu'elle soit acquise, 1779. — On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce, 1780. — La prescription a lieu pour et contre l'Etat, les communes, municipalités et établissements publics, 1781. — Possession nécessaire pour pouvoir prescrire, 1783 et suivants. V. *Possession en matière de prescription*. — Qui sont ceux qui ne prescrivent jamais, 1792 et 1793. — Exception, 1794. — Cas où ceux qui ont reçu la chose d'un détenteur précaire peuvent la prescrire, 1795. — Dans quel sens on peut ou non prescrire contre son titre, 1796 et 1797. — La prescription peut être interrompue naturellement ou civilement, 1798. — Quand il y a interruption naturelle, 1799. — Actes qui forment l'interruption civile, 1800. — Interruption de la prescription par la citation en conciliation devant le juge de paix et cas où cette interruption est regardée comme non avenue, 1801 et 1802. — Elle est interrompue par la reconnaissance du droit de celui contre lequel on prescrit, 1803. — L'inscription du paiement de l'intérêt ou d'un à compte sur le titre, faite par le créancier, n'interrompt point la prescription, 1804. — Effet de l'interpellation faite au débiteur, co-héritier, co-débiteur ou caution solidaire et au débiteur principal, quant à l'interruption de la prescription, 1805 à

1807. — La prescription court contre toute personne qui n'en est point exceptée par la loi, 1808. — Elle ne court point contre les mineurs ou interdits sans tuteurs, 1809. — Ni entre époux, 1810. — Quand elle commence à courir à l'égard d'une créance conditionnelle, en garantie et à jour fixe, 1811. — Cas où elle ne court pas contre l'héritier bénéficiaire ou contre les héritiers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, 1812. — Temps pendant lequel elle ne court pas contre les héritiers d'une succession, 1813. — La prescription se compte par jours, 1814. — Quand elle est acquise, 1815. — Les actions réelles sont prescrites par trente ans, de même que les créances fondées sur un acte authentique ou sous seing-privé; modification, 1816. — Les actions personnelles sont prescrites par dix ans, 1817. — A quoi n'est point obligé celui qui allègue la prescription de dix ou de trente ans et exception qui ne peut lui être opposée, 1818. — Actions qui se prescrivent par quatre ans, 1819. — Ce qui a lieu lorsque les parties sont en compte-courant, 1820. — Quand la prescription cesse de courir, 1821. — Dès quelle date les avocats, notaires et procureurs spéciaux sont déchargés des pièces qui leur sont confiées, 1822. — En fait de meubles, la possession vaut titre; exception à l'égard de la chose volée ou perdue, 1823. — Obligations et droits du détenteur de l'objet perdu ou volé, 1824. — Règles de la prescription sur d'autres objets, 1825.

Présents d'usage (les) à cause de nocces, ne sont point sujets au rapport, 849.

Présidents des tribunaux (les) sont dispensés de toute tutelle autre que celle de leurs parents, 294.

Présomptions. Cas où elles servent à prouver la filiation, 228. — L'acte de naissance forme contre la mère une présomption légale de reconnaissance, 241. — La novation ne se présume point; la volonté de l'opérer doit résulter clairement de l'acte, 1039. — Ce que sont les présomptions, 1098. — Nature et effet des présomptions légales, 1099 et 1101. — Quand a lieu

l'autorité de la chose jugée, 1100. — Présomptions qui ne sont point établies par la loi, 1102. — V. *Preuve*.

Pressoirs (les) sont meubles, 381.

Prêts. Il y en a deux sortes : *prêt à usage* ou commodat et *prêt de consommation* ou simple prêt, 1496.

Prêt à usage ou commodat (on ne peut réclamer la compensation lorsqu'il s'agit de la restitution du —), 1057. — Sa définition, 1497. — Il est essentiellement gratuit, 1498. — Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée, 1498. — Ce qui peut être l'objet de cette convention, 1500. — Cas où les héritiers de l'emprunteur ne peuvent continuer à jouir de la chose prêtée, 1501. — Obligations de l'emprunteur relativement à la conservation et à l'usage de la chose prêtée, 1502. — Cas où il est tenu de la perte de la chose prêtée, même arrivée par cas fortuit, 1503, 1504 et 1505. — Cas où il n'est pas tenu de la détérioration, 1506. — Il ne peut retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit, 1507. — Ni répéter la dépense qu'il a faite pour user de la chose, 1508. — Solidarité entre plusieurs personnes qui ont emprunté conjointement la même chose, 1509. — Temps avant lequel le prêteur ne peut retirer la chose prêtée, 1510. — Exception, 1511. — Cas où l'emprunteur doit être remboursé des dépenses faites pour la conservation de la chose, 1512. — Responsabilité du prêteur quant à certains défauts de la chose prêtée, 1513.

Prêt de consommation ou simple prêt. Sa définition, 1514. — La chose prêtée appartient à l'emprunteur et périt pour lui, 1515. — Choses qu'on ne peut donner à titre de prêt de consommation, 1516. — Règles à observer pour la restitution du prêt qui a été fait en argent, en lingots ou en denrées, 1517, 1518 et 1519. — Responsabilité du prêteur, 1520. — Il ne peut redemander les choses prêtées avant le terme convenu, 1521. — Quand et comment la restitution peut être réclamée, s'il n'a pas été fixé de terme, 1522. — Cas où le juge peut fixer à l'emprunteur un terme de paiement, 1523. — Comment la chose prêtée

doit être rendue, 1524. — Ce que doit payer l'emprunteur qui est dans l'impossibilité de rendre la chose prêtée, 1525. — De quel jour l'emprunteur en demeure doit l'intérêt de la chose prêtée, 1526.

Prêt à intérêt. L'argent, l'intérêt et autres choses mobilières peuvent en être l'objet, 1527. — Cas où l'emprunteur a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, 1528. — L'intérêt est *légal* ou *conventionnel*; fixation de ces deux sortes d'intérêt, 1529. — Effet de la quittance du capital donnée sous réserve des intérêts, 1530. — On peut stipuler un intérêt moyennant un capital non exigible, 1531. V. *Rente*.

Prêteur. Ses obligations, 1510 et 1520. V. *Prêt*.

Preuve (moyen d'établir la —) des naissances, mariages et décès, à défaut des registres de l'état civil, 26. — D'où résulte celle de l'intention de changer de domicile, 54 et 55. — Nature de la preuve exigée d'un individu qui réclame un droit échu à un absent, 85. — Circonstance qui ne peut dispenser l'époux demandeur en divorce ou en séparation de prouver les faits sur lesquels il fonde sa demande, 211. — Nature de la preuve exigée du mari qui désavoue l'enfant, 216. — De celles qui établissent la filiation d'enfant légitime et la possession d'état, 140, 224, 228 et 229. — Comment peut se faire la preuve contraire, 230. — Ce que doit prouver l'enfant qui réclame sa mère, 247. — Preuves de mitoyenneté des murs et fossés, 506. — Tous les biens composant une succession sont réputés biens d'acquêts, jusqu'à preuve contraire; qui doit faire cette preuve, 588. — Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue, 1060. — Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver et celui qui s'en prétend libéré doit justifier l'extinction de son obligation, 1067. — La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe; nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi; exception, 1101. — L'aveu judiciaire ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait, 1105. —

Preuve résultant du serment, 1113. — Personnes responsables du dommage d'autrui, quand elles n'ont pu empêcher le fait qui y a donné lieu, 1132. — Preuve qui ne peut être reçue par témoins, en matière de bail, 1347. — Preuve que le dépositaire ne peut exiger du déposant, 1560. — La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt, 1571.

Preuve littérale, 1069 et suivants. — Ce que c'est qu'un commencement de preuve par écrit, 1096. — Effet de l'impossibilité où est le créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui, 1097. V. *Actes authentiques et sous seing-privé. — Copies de titres et Tailles.*

Preuve testimoniale (la) n'est plus admise pour une demande excédant mille francs, 1094. — Non plus que pour toute somme, moindre, lorsque cette valeur est le restant ou fait partie d'une créance plus forte, 1095. — Exception lorsqu'il existe un commencement de preuves par écrit, 1096. — Et lorsque dans quatre cas déterminés il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale, 1097. — La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en l'acte de société, 1459. — Preuve en matière de bail et de dépôt. V. *Baux. Dépôt. Preuve et Preuve littérale.*

Primogéniture. Les descendants succèdent aux ascendants sans distinction de primogéniture, 605.

Prison (le débiteur ne peut être retenu en —) à la requête du même créancier, plus de cinq ans, 1678.

Privation des droits civils, 15 à 18.

Privilèges. La subrogation d'une tierce personne dans les privilèges du créancier contre le débiteur doit être expresse et faite en même temps que le paiement, 1021. — Les privilèges de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est

substituée, 1044. — La vente ou cession d'une créance comprend ses privilèges, 1325. — Privilège résultant du gage, 1684 et suivants.

Privilèges. Dispositions générales, 1696 à 1698. — Définition du privilège, 1699. — Comment se règle la préférence entre les créanciers privilégiés, 1700. — Ceux qui sont dans le même rang sont payés par concurrence, 1701. — Comment sont déterminées les créances qui jouissent d'un privilège dans les faillites, 1702. — Créances qui jouissent d'un privilège sur certains meubles, 1703. — Comment s'exerce le privilège du propriétaire sur les meubles de son locataire ou fermier, 1704 1705, et 1707. — Ce privilège ne s'exerce pas sur les instruments de musique et objets d'art analogues, loués pour un usage temporaire, 1706. — Privilèges de l'Etat pour impôt et autres redevances, 1708. — Forme prescrite pour l'exercice des privilèges, 1709. — Privilèges particuliers résultant des lois de commerce, 1710. V. *Hypothèques*.

Prix (augmentation de —) qui ne peut être demandée par un architecte ou entrepreneur, 1415. — Cas où il y a lieu à une diminution du prix du bail. V. *Baux*. — Prix de la vente. V. *Vente*.

Prix fait. Sa définition, 1343.

Procès (frais de) pour lesquels sont tenus de donner caution ceux qui sont domiciliés hors du canton, 14. — Frais de procès auxquels est tenu ou non l'usufruitier, 460. — Personnes qui ne peuvent devenir cessionnaires de procès, 1242. — Modification, 1243. — Procès en matière de transport. V. *Transport*.

Procès-verbaux (les) de scellés ou d'inventaire assurent la date des actes sous seing-privé, 1077.

Procuration. Le mandataire est tenu de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration,

1613. — Le mandant peut révoquer la procuration quand bon lui semble, 1625. V. *Mandat*.

Procureurs. Prescription de leur action pour vacations et émoluments, 1819. — Quand ils sont déchargés des pièces qui leur sont confiées, 1822.

Prodigue (le) peut être placé sous curatelle, 361. V. *Curatelle*.

Produits (cas où le possesseur de mauvaise foi doit rendre les —) avec la chose du propriétaire qui la revendique, 397. — Produits dont a droit de jouir l'usufruitier, 429 et suiv.

Profit. Le paiement fait au créancier incapable de recevoir, n'est valable qu'autant qu'il a tourné à son profit, 1012. — Au profit de qui la subrogation a lieu de plein droit, 1022. — On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de profit, 1424. V. *Cheptel*. — Effet de l'emploi, au profit particulier d'un indivis, des sommes ou valeurs appartenant à l'indivision, 1490.

Prohibition. Personnes entre lesquelles le mariage est prohibé, 97 et suiv. — Effet de la condition prohibée par la loi, 952. — Dispositions prohibitives auxquelles les époux ne peuvent déroger par contrat de mariage, 1136. — Stipulations prohibées dans le contrat de société, 1461 et 1474. — L'antichrèse est prohibée, 1683.

Prolongation du bail. Son effet relativement à la caution donnée, 1370.

Promesses de mariage. Elles doivent être affichées pendant l'intervalle des publications, 102.

Promesse de vente (dispositions applicables à la —) en matière immobilière, 900. — Toutes conventions antérieures à l'acte authentique et relatives à la vente d'un immeuble, cons-

tituent une promesse de vente, 1226. — Action que donne la promesse de vente, 1227. — La promesse de vente immobilière est prescrite après un an, 1228. — Comment on peut se départir de la promesse de vendre faite avec des arrhes, 1234.

Promulgation des lois, 1.

Propres (prélèvements des biens —) à chaque époux, 1185 et suiv. V. *Prélèvements. Relief.*

Propriétaire. Ses droits sur sa propriété et sur ce qu'elle produit ; ses droits d'accession sur ce qui s'y unit et s'y incorpore, 392 à 424. — Le propriétaire ne peut nuire aux droits de l'usufruitier, 447. V. *Usufruit.* — Obligations du propriétaire du fonds inférieur et de celui du fonds supérieur quant aux eaux qui coulent sur leurs fonds, 490. — Cas où le propriétaire d'une source ne peut en changer le cours, 493. — Droit du propriétaire d'user d'une eau courante qui borde son fonds ou qui le traverse, 494. — Modification, 495. — Règles sur les réparations à faire à une maison dont les différents étages appartiennent à divers propriétaires, 515. — Le propriétaire ne peut faire verser les eaux de ses toits sur le fonds voisin, 534. — Droit de passage sur le fonds du propriétaire voisin, 535 et suiv. V. *Voisins.* — Servitudes que peut établir le propriétaire, 539. V. *Servitudes.* — Propriétaire d'un trésor trouvé, 569. — L'obligation de livrer la chose en rend le créancier propriétaire ; quand elle met la chose à ses risques, 918. — Celui qui est en possession réelle de l'objet mobilier vendu successivement à deux personnes, en demeure propriétaire, 921. — Les propriétaires sont responsables du dommage causé par leurs animaux ou par la ruine de leurs bâtiments, 1133 et 1134. — Ce que le propriétaire peut retenir au prix d'estimation à la fin du bail à ferme, 1400. — Dans le prêt de consommation, l'emprunteur devient propriétaire de la chose prêtée, 1515. V. *Copropriétaires.*

Propriété. Sa définition, 392. — Nul ne peut être con-

traint de céder sa propriété, sauf et contre indemnité, pour cause d'utilité publique, 393. — La propriété d'une chose s'étend à ses accessoires, 394. V. *Accession*. — La propriété du sol emporte celle du dessus et du dessous, 400. V. *Constructions*. — A qui appartiennent les îles ou îlots formés dans le lit des rivières, 409. — Modifications différentes de la propriété, 425, 475 et 487. — Comment la propriété s'acquiert et se transmet, 564 et 565. — La propriété déclarée par la loi résulter de circonstances déterminées est une présomption légale, 1099. — Quand la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, 1226. — Dans quelle forme doit être conçu le mandat, s'il s'agit d'un acte de propriété, 1608. — Bornage et clôture des propriétés. V. *Bornage, Clôture*. — Servitudes et services fonciers sur les propriétés. V. *Servitudes*. V. aussi *Propriétaire*.

Prorogation (comment peut être prouvée la —) d'une société à temps limité, 1483. — La prorogation de terme accordée par le créancier au débiteur, décharge la caution si elle n'y a pas consenti, 1654. V. *Délais et termes*.

Protection (le mari doit —) à sa femme, 153.

Proximité de parenté. Elle s'établit par le nombre des générations, 594.

Publications (le mariage doit être précédé de trois —) faites de huit en huit jours et affichées dans l'intervalle, 102. — Où les publications doivent se faire, 103. — Ce qu'elles doivent énoncer, 104. — Quand le mariage doit être publié de nouveau, 106. — L'opposition au mariage interrompt les publications, 123. — La réunion de deux époux séparés doit se publier, comme tous autres actes matrimoniaux, 208, 212 et 1175. — Publication du jugement qui admet l'adoption, 268. — De celui qui accorde l'interdiction, 356. — Et de celui qui place quelqu'un sous curatelle, 357 et 361. — Publication du contrat de mariage dérogeant au régime de la communauté légale, ou le modifiant, 1145. V. *Publicité*.

Publicité à donner aux jugements d'absence, tant préparatoires que définitifs, 71. — Effet du mariage contracté non publiquement, 136. — Le jugement prononçant l'émancipation doit être rendu public, 346. — De même que la liquidation d'une succession sous bénéfice d'inventaire, 816. — Effet de la publicité donnée à un acte de société, 1460.

Public (ministère). V. *Ministère public*.

Puisage (le droit de —) est au nombre des servitudes discontinues, 541. — La servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui, emporte le droit de passage, 549.

Puissance maritale. On ne peut déroger, par contrat de mariage aux droits qui en résultent, 1136.

Puissance paternelle. A tout âge, l'enfant doit honneur et respect à ses père et mère, 271. — Jusqu'à quand il reste sous leur autorité, 272. — Le père seul exerce cette autorité durant le mariage, 273. — L'enfant mineur ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père, 274. — Jusqu'à quelle époque les père et mère ont la jouissance des biens de leurs enfants, 275. — Charges de cette jouissance, 276. — Dans quels cas cette jouissance n'a pas lieu, 277. — A quels biens elle ne s'étend pas, 278. — On ne peut déroger aux droits de la puissance paternelle par contrat de mariage, 1136.

Puits. A quelle distance d'un mur on peut faire creuser un puits, 525. — Qui est chargé du curement des puits, 1384.

Pupille. V. *Mineurs et Tuteurs*.

Q

Qualités requises pour pouvoir contracter mariage, 88 et suiv. — Requises pour succéder, 577 et suiv.

Quasi-contrat. Sa définition, 1119. — Effet d'un com-

mencement de preuve à l'égard des obligations qui naissent des quasi-contrats, 1097. — Engagements qui naissent des quasi-contrats, 1118. — Engagements tacites que contracte celui qui, sans mandat, gère volontairement l'affaire d'autrui, 1120, 1121 et 1122. — Obligations de celui dont l'affaire a été ainsi administrée, 1123. — De celui qui reçoit ce qui ne lui est pas dû, 1124, 1126, 1127 et 1128. — De celui à qui la chose est restituée, 1129. — Droit de celui qui a acquitté une dette dont il se croyait débiteur, 1125.

Quasi-délits (Effet d'un commencement de preuve, à l'égard des obligations qui naissent des —), 1097. — Engagements qui naissent des quasi-délits, 1118. — Nature et effets des quasi-délits, 1130 et suiv. V. *Délits*.

Quittances qui doivent accompagner tout compte de tutelle, 333. — Effets des quittances données sans réserve de la solidarité, 991 et suiv. — Effet de l'imputation dans les quittances de paiement, 1026 et 1027. — Effet de l'écriture mise par le créancier sur une quittance qui est entre les mains du débiteur, 1082. — Cas où la quittance du capital fait présumer le paiement des intérêts, 1530.

Quotité de biens disponible, 649 et suiv. — Réduction des dispositions qui excèdent cette quotité, 655. — De quelle quotité de biens l'époux peut disposer en faveur de l'autre par contrat de mariage, 704. — Quels dons ne sont pas sujets au rapport si leur valeur n'excède pas la quotité disponible, 852. V. *Portion disponible*.

R

Rachat (le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de —), 1303. — Ce que c'est que la faculté de rachat, 1304. — Le rachat est interdit en matière immobilière, 1305. — La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un

terme excédant trois ans, 1306. — Le terme fixé ne peut être prolongé par le juge, 1307. — Effet du non usage de la faculté de rachat, 1308. — L'action en réméré est indivisible, 1309. — Le vendeur à pacte de réméré peut exercer son action contre un second acquéreur, 1310. — La rente viagère n'est point rachetable, 1601.

Racines (les récoltes pendantes par —) sont immeubles, 371. — Le voisin peut couper les racines qui s'avancent sur son fonds, 523.

Radiation des hypothèques, 1741, 1742 et 1743.

Rang que les hypothèques ont entre elles, 1729.

Rapport. Cas où la quotité disponible donnée aux descendants du testateur ou donateur est sujette au rapport, 653. — Chaque co-héritier fait à la masse les rapports auxquels il est tenu et ceux des sommes dont il est débiteur ; ce qui a lieu si ce rapport n'est pas fait en nature, 836. — Quand il y a lieu à rapport, 847. — Dispositions déterminant les choses sujettes au rapport, 848, 849, 852, 853, 854. — Choses qui n'y sont point sujettes, 849, 850, 851. — Impenses et améliorations dont il est tenu compte à l'héritier qui fait rapport, 855. — A quoi il est tenu de son côté, 856. — A dater de quel jour sont dûs les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport, 857. — Comment se fait le rapport, 858. — Imputation de ce qui est dû à la masse par un co-héritier, 859. — Rapports que doivent faire les époux ou leurs héritiers en cas de partage d'une communauté, 1184. — Ce qu'un associé peut être tenu de rapporter à la masse commune, 1469.

Ratification (cas où le défaut de —) d'un engagement donne lieu à une indemnité, 900. — La ratification du créancier valide le paiement fait à celui qui aurait reçu sans pouvoir, 1010. — Cas où l'acte de ratification est valable ou non, 1090. — Le mandant n'est tenu de ce qui a été fait par son mandataire au-delà de ses pouvoirs, qu'autant qu'il l'a ratifié, 1619.

Ravages de la guerre en matière de bail; c'est un cas fortuit extraordinaire, 1399.

Recel (effet du) de quelque bien de la société par un héritier, 784.

Recherche de la paternité. Elle est interdite, 246.

Réciprocité des obligations qui naissent du mariage, 147.

Réclamation d'état (l'action en —) est imprescriptible à l'égard de l'enfant, 233.

Réclamations du tuteur à l'égard de sa nomination, 302 et suiv. — Cas où toute réclamation est interdite aux enfants naturels, 619.

Récognitifs (effet des actes), 1087. — Cas où ils dispensent ou non de la reproduction du titre primordial, 1088 et 1089.

Récoltes (les) pendantes par racines, sont immeubles, 371. — La partie coupée d'une récolte est meuble, 371. — Cas où la vente des récoltes pendantes ne peut être opposée à un tiers, 1246. — Quand la récolte enlevée par cas fortuit donne lieu ou non à une réduction du prix du bail, 1395 et suiv. — Créances jouissant d'un privilège sur le prix des récoltes, 1703.

Récompense. Fruits qui appartiennent au propriétaire au moment où l'usufruit finit, sans récompense de sa part ni de celle de l'usufruitier, 431. — Récompense due pour travaux extraordinaires faits sur l'immeuble propre d'un des époux, 1170.

Réconciliation (la) des époux éteint l'action en divorce, 179.

Reconduction tacite. Quand elle peut être invoquée par le preneur ou le bailleur, 1368 et 1369. — Quand la reconduction a lieu ou non, 1367 et 1369.

Reconnaissance des enfants naturels. V. *Enfants naturels*. — Effet de la reconnaissance d'une dette ou d'un droit, quant à la prescription, 1805, 1806 et 1807.

Reconstruction (la) à neuf des aqueducs servant aux usines, est du nombre des grosses réparations à la charge du propriétaire du fonds sujet à usufruit, 453 et 454. — Exception, 453. — Reconstructions auxquelles ne sont tenus, ni le propriétaire, ni l'usufruitier, 455. — Qui est chargé de la reconstruction d'un mur mitoyen, 507. — Comment on peut s'en décharger, 508. — Cas où le mur mitoyen doit être reconstruit en entier aux frais de celui qui veut l'exhausser, 511. — Règles sur la reconstruction d'une maison dont les différents étages appartiennent à divers propriétaires, 515. — La reconstruction d'un mur mitoyen ou d'une maison, ne fait pas cesser les servitudes, 516. V. *Constructions*.

Recours du co-héritier qui a été appelé à payer une dette de la succession, 861. — Recours résultant des obligations solidaires, 993 et suiv. — Recours du débiteur contre son créancier, pour paiement à lui fait au préjudice d'une saisie, opposition ou cession, 1013. — Cas où celui qui a payé ce qui était dû par un autre, n'a de recours que contre le véritable débiteur, 1125. — Recours du mandant contre le mandataire, 1626. — Recours de la caution qui a payé, 1644 et 1646. — Recours contre le conservateur des hypothèques, pour refus ou retard d'inscription, 1764.

Rectification des actes de l'état civil, 48 et suiv.

Reddition de comptes. V. *Comptes*.

Redhibitoire (l'action) ne concerne que des biens meubles ; exception, 1287. V. *Garantie*. — Par quoi cette action est réglée, 1295. — Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice, 1296. — Des lois particulières déterminent les vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux, 1297.

Réduction (quand la) ou la décharge des aliments dûs entre parents, peut être demandée, 149. — Réduction des donations et legs ; dans quel cas et à quelle époque, 655. — Par qui peut être demandée la réduction des dispositions entre-vifs, 656. — Comment la réduction se détermine, 657 et suiv. — Quand et comment s'opère la réduction des donations entre-vifs, 660 et suiv. — Les immeubles se recouvrent sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire, 663. — Comment et dans quel ordre l'action en réduction doit être exercée contre les tiers-détenteurs, 664. — Réduction des donations faites aux époux en faveur du mariage ou par contrat de mariage, 701 et suiv. — Cas où il y a lieu à réduction des droits de survie, 1206. — Réduction du terme fixé pour exercer le rachat, 1306. — Quand le preneur peut ou non demander une réduction du prix du bail, 1395 et suiv. — Réduction du cautionnement, 1634.

Refus (le) du créancier de recevoir son paiement peut donner lieu à des offres réelles, 1028.

Registres de l'état-civil. V. *Etat-Civil*.

Registres des marchands. Quand ils sont réputés dignes de foi et peuvent servir de commencement de preuve par écrit, 1078. — Ils font preuve contre eux, 1079. — Entre marchands, l'effet en droit de leurs livres est réglé par les lois de commerce, 1080.

Registres et papiers domestiques. Cas où ils peuvent prouver les mariages, naissances et décès, 26. — Le commencement de preuve par écrit peut en résulter, en matière de filiation, 229. — Valeur des registres et papiers domestiques régulièrement tenus, 1081. — Dans quels cas ils font foi contre celui qui les a écrits, 1081.

Registres hypothécaires. Comment ils doivent être tenus et formalités y relatives, 1765 et 1766. — Ils sont arrêtés chaque mois, 1768. V. *Hypothèques*.

Relais. Le propriétaire riverain en profite à la charge de laisser le marchepied, 404 et 405.

Relief d'informalité que peut demander l'héritier qui n'aura point accepté une succession dans les délais légaux, 787. — Droits de l'héritier auquel le relief est accordé, 788. — Biens propres que relève l'époux, lors de la dissolution de la communauté, 1152, 1185, 1188. V. *Prélèvements*.

Reliquat. Disposition relative à celui qui peut être dû par le tuteur au pupille ou par celui-ci au tuteur, 338.

Relocation. Cas où le jugement qui prononce la résiliation d'un bail doit déterminer le temps nécessaire pour la relocation, 1388.

Remboursement dû par le propriétaire qui conserve les constructions et plantations faites sur son fonds par un tiers, 403. — Remboursements auxquels donne lieu le mélange de choses mobilières fait à l'insu des propriétaires, 417, 418 et 421. — Cas où l'on peut acquérir la mitoyenneté d'un mur en remboursant la moitié de sa valeur au propriétaire, 513. — Dépenses qui doivent être remboursées au gérant de l'affaire d'autrui, 1123. — Frais qui doivent être remboursés à l'acquéreur évincé, 1280, 1281, 1283. — Celui contre qui on a cédé un droit litigieux, peut s'en faire tenir quitte en remboursant le prix réel de la cession, 1331. — Exceptions, 1333. — Cas où le remboursement du capital d'une rente viagère ne peut être demandé ou offert, 1600 et 1601. — Ce que le déposant doit rembourser au dépositaire, 1568. — Frais qui doivent être remboursés au détenteur de l'objet perdu ou volé, 1824.

Réméré. V. *Rachat*.

Remise de la dette. Ce qui la fait présumer ou non, 1046 à 1049. — Dans quels cas la remise conventionnelle faite au profit d'un co-débiteur solidaire, libère les autres, 1050. —

— La remise de la chose donnée en nantissement ne fait point présumer la remise de la dette, 1051. — Effet de la remise conventionnelle accordée au débiteur principal, à la caution ou à l'une des cautions, 1052. — Imputation de ce que le créancier a reçu d'une caution, 1053.

Remise des titres. V. *Titres*.

Remplacements. Les arbres qui meurent appartiennent à l'usufruitier, à charge de les remplacer par d'autres, 440. — Animaux que l'usufruitier est tenu de remplacer, 463.

Remploi. V. *Succession*.

Renonciation. Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler sa renonciation à l'usufruit, 472. — Comment le mandataire peut renoncer au mandat, 1628. — A quoi s'étend la renonciation à tous droits, actions et prétentions, en matière de transaction, 1664. — D'où résulte la renonciation tacite à la prescription, 1776.

Renonciation aux successions. Autorisation nécessaire au tuteur pour répudier une succession au nom du mineur ou de l'interdit, 322 et 359. — Quand l'héritier est présumé avoir renoncé à une succession, 778. — On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé, 779. — Les créanciers peuvent accepter une succession du chef de leur débiteur qui y renonce au préjudice de leurs droits, 780. — Formalités à ce relatives, 781. — Droit des autres co-héritiers, 782. — On ne peut renoncer à la succession d'un homme vivant, 783. — Actes qui ôtent la faculté de renoncer à une succession ; exception, 784 et 785. — Rapport que doit faire à la masse l'enfant ou descendant qui n'accepte point une succession, 786. — Les époux ne peuvent faire, dans leur contrat de mariage, aucune renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, 1137.

Rente (la) peut être constituée en *perpétuel* ou en *viager*, 1532.

Rente perpétuelle. Elle est meuble par détermination de la loi, 380. — Elle est essentiellement rachetable; de quoi les parties peuvent convenir quant au rachat, 1533. — Cas où le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat, 1534. — Le capital de cette rente devient exigible en cas de faillite du débiteur, 1535. — De quel jour les arrérages de rente perpétuelle produisent intérêt, 935.

Rente viagère (la) est meuble par détermination de la loi, 380. — Comment l'usufruitier doit acquitter le legs d'une rente viagère, 458. — Ce qui a lieu lorsqu'une disposition a pour objet une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, 652. — De quel jour les arrérages de rentes viagères produisent intérêt, 935. — Les époux peuvent stipuler par contrat de mariage que l'usufruit réservé au survivant sera remplacé par une rente viagère, 1211. — Le contrat de rente viagère est aléatoire, 1586. — La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, 1589. — Ou à titre gratuit, 1590. — Elle ne peut être constituée que par acte authentique ou par disposition à cause de mort, 1591. — Cas où celle constituée à titre gratuit est réductible ou nulle, 1592. — Sur quelle tête cette rente peut être constituée, 1593. — Elle peut l'être sur une ou plusieurs têtes, 1594. — Et au profit d'un tiers, 1595. — Cas où le contrat ne produit aucun effet, 1596 et 1597. — A quel taux la rente viagère peut être constituée, 1598. — Pour quelle cause le constitué peut demander la résiliation du contrat, 1599. — A quoi il est autorisé en cas de non paiement des arrérages, 1600. — Le constituant ne peut se libérer par rachat du paiement de la rente, 1601. — Dans quelle proportion la rente viagère est acquise au propriétaire, 1602. — Cas où elle peut être stipulée insaisissable, 1603. — Le propriétaire n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, 1604.

Réparations (en général, l'usufruitier est tenu des —) d'entretien, et le propriétaire des grosses réparations, 453. — Distinction entre ces deux espèces de réparations, 454. — Cas où l'usager est assujetti aux réparations d'entretien, 485. — Règles relatives à la réparation des murs mitoyens et des maisons dont les différents étages appartiennent à divers propriétaires, 507, 508, 510 et 515. — Les réparations utiles doivent être remboursées à l'acquéreur évincé, 1280. — Obligations du bailleur et du preneur au sujet des réparations, 1351 et 1355. — Réparations locatives dont le locataire est tenu, 1382. — Quand elles ne sont pas à sa charge, 1383. — Les réparations locatives sont créances privilégiées, 1703.

Répétition (ce qui est sujet à —). A l'égard de quelles obligations la répétition n'est point admise, 1006. — Celui qui a payé par erreur a droit de répétition ; cas où ce droit cesse, 1125. — Le perdant au jeu ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé ; exception, 1588. — Cas où la caution a une action en répétition contre le créancier, 1646. — La contrainte par corps peut s'accorder pour répétition de deniers consignés entre les mains de personnes publiques, 1676. — Jusqu'à quelle concurrence le tiers-détenteur peut répéter les impenses et améliorations qu'il a faites à l'immeuble délaissé, 1748. V. *Restitution*.

Représentation dans les successions. Sa définition, 599. — Elle a lieu à l'infini dans la ligne descendante et est admise dans tous les cas, 600. — Elle n'a pas lieu en faveur des ascendants, 601. — En faveur de qui elle est admise en ligne collatérale, 602. — Comment s'opère le partage dans tous les cas où la représentation est admise, 603. — On ne représente pas des personnes vivantes ; on peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé, 604. — On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé, 779.

Répudiation des successions, V. *Renonciation*.

Rescision. Pour quelles causes les partages peuvent ou non être rescindés, 874. — Actes contre lesquels l'action en rescision est admise ou non, 875 et 876. — Comment le défendeur à la demande en rescision peut en arrêter le cours, 878. — Cas où le co-héritier n'est plus recevable à intenter l'action en rescision, 879. — Prescription de cette action, 880. — Action en rescision résultant de la convention contractée par erreur, violence ou dol, 897. — L'obligation s'éteint par la rescision, 1005. — Durée de l'action en rescision des conventions, 1062. — Dispositions relatives à la femme mariée, au mineur et aux interdits, 1063 à 1066. — Quand la ratification d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en rescision est valable ou non ; effet de cette ratification, 1090. — Rescision de la vente pour cause de lésion, 1311 et suiv. — La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange, 1338. — Causes pour lesquelles les transactions peuvent être rescindées, 1669 et suiv. — Celui qui n'a sur l'immeuble qu'un droit sujet à rescision ne peut consentir qu'une hypothèque sujette à la même rescision, 1725.

Réserves. Effet de la quittance donnée sans la réserve de la solidarité ou des droits, en général, du créancier, 991 et suiv. — Effet des réserves faites par le créancier qui fait remise de la dette à l'un des co-débiteurs, 1050.

Résiliation et résolution en matière de vente, 1257, 1265, 1267, 1268, 1282, 1284 et 1303. V. *Délivrance. Garantie et Vente.* — En matière de bail, 1353, 1355, 1360, 1371 et suiv. V. *Baux.* — En matière de louage d'ouvrage, 1416 et 1417. — Cas où le contrat de rente viagère peut être résilié, 1599.

Résolutoire (condition). V. *Condition résolutoire.*

Respect dû par l'enfant à ses père et mère, 271.

Responsabilité du depositaire des registres de l'état ci-

vil, 28. — De l'usufruitier, relativement à l'usurpation d'un tiers sur le fonds sujet à usufruit, 461. — Responsabilité à laquelle donne lieu le dommage résultant des délits et quasi-délits, 1130 et suiv. — Responsabilité du mari, quant à l'administration de la communauté, 1161. — Cas où l'époux usufruitier est dégagé de toute responsabilité, 1218. — Responsabilité des voituriers par terre et par eau, 1405 et 1406. — Des architectes et entrepreneurs à l'égard de l'édifice construit à prix fait, 1414. — De l'indivis, quant aux engagements qu'il prend seul, 1489. — De ceux qui ont emprunté conjointement la même chose, 1509. — Du prêteur qui, connaissant les défauts de la chose prêtée, n'en a pas averti l'emprunteur, 1513 et 1520. — Responsabilité des aubergistes et hôteliers, quant aux effets du voyageur, 1573 et suiv. — Du mandataire à l'égard du dol et des fautes graves qu'il commet dans sa gestion, 1612. — Responsabilité des conservateurs des hypothèques, 1762.

Restitution des biens de l'absent, 77, 80, 83. V. *Absent*. — Restitution à laquelle est tenu le possesseur de mauvaise foi, 397. — L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, 579. — La révocation d'une donation pour cause d'ingratitude, oblige le donataire à la restitution des objets aliénés, 686. — Demandes en restitution qui ne peuvent être admises en compensation, 1057. — Restitution des choses induement reçues, 1124 à 1129. — Restitution à laquelle donnent lieu l'éviction et les défauts cachés d'un objet vendu, 1276, 1277 et 1291 à 1294. — Action en restitution du déposant contre le dépositaire qui était incapable de recevoir, 1548. — A qui doit être restitué le dépôt fait par celui qui a changé d'état, 1562. V. *Dépôt*. — La contrainte par corps peut s'accorder contre les notaires, avocats et huissiers, pour la restitution des titres à eux confiés et des deniers par eux perçus, 1676. — Le gage est indivisible ; on ne peut en demander la restitution partielle, 1694. — Restitution d'une chose volée. V. *Vol*.

Rétroactif (effet). V. *Effet rétroactif*.

Réunion des époux divorcés. Elle ne peut avoir lieu, 181. — Les époux séparés peuvent toujours se réunir, 208. — Effet de leur réunion avant l'échéance de la séparation, 209.

Revendication. Le possesseur de mauvaise foi doit rendre la chose au propriétaire qui la revendique, 397. — L'action en revendication peut être exercée par les héritiers contre les tiers-détenteurs des immeubles faisant partie des donations, 664. — Cas où le déposant n'a que l'action en revendication de la chose déposée, 1548. — Dans quel délai le propriétaire doit revendiquer les meubles sur lesquels il prétend exercer un privilège, 1707. — Revendication de la chose perdue ou volée, 1823.

Revenus dont la restitution n'est point exigée de ceux qui ont joui des biens de l'absent, 77. — Revenus que doit rendre l'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, 579.

Révocation. Quand et pour quelles causes les conventions peuvent être révoquées, 914. — Cause et effet de la révocation de l'obligation, 963. — L'aveu judiciaire ne peut être révoqué ; exception, 1105. — Quand peut être révoqué le pouvoir de l'associé chargé de l'administration de la société, 1475. — Révocation du mandataire ; ses effets, 1624 à 1627.

Révocation des donations entre-vifs, 681 et suiv. V. *Donation entre-vifs*.

Révocation des testaments et donations pour cause de mort. Le testament postérieur révoque l'antérieur ; modification, 743. — Le testament peut encore être révoqué par un acte olographe ou authentique, 744. — Cas où le testament antérieur demeure révoqué, malgré la caducité du postérieur, 745. V. *Caducité*. — Causes qui autorisent la demande en révocation des dispositions testamentaires, 751. — Comment doit être révoquée la donation pour cause de mort, 757 et 758.

Risques résultant de l'obligation de livrer la chose, 918.

— Auxquels donne lieu l'obligation suspensive, 962. — Cas où la chose consignée demeure aux risques du créancier, 1028. — Ce qui a lieu lorsque par les lois de la procédure, la consignation se trouve aux risques du créancier, 1034. — Jusqu'à quand les choses vendues au poids, au compte ou à la mesure sont aux risques du vendeur, 1231. — L'estimation du cheptel donné au fermier le met à ses risques, 1445. — Choses qui sont aux risques de l'associé ou de la société, 1471.

Rivages (les) dépendent du domaine public, 388.

Riverain (propriétaire). Il ne peut réclamer au riverain opposé le terrain qu'il perd par les relais de l'eau courante, 405. — Dans quelle proportion il devient propriétaire des îles ou îlots qui se forment dans le lit des rivières, 409.

Rivières. Elles dépendent du domaine public, 388. — A qui appartient l'alluvion, soit les attérissements qui se forment successivement aux fonds riverains d'une rivière, 404. — Les relais formés par l'eau courante appartiennent au propriétaire de la rive découverte, 405. — Dispositions concernant une partie considérable et reconnaissable d'un fonds enlevée par la force subite d'une rivière, 407 et 408. — A qui appartiennent les îles et îlots formés dans le lit des rivières, 409. — Cas où une rivière, en se formant un nouveau lit, fait une île du champ du propriétaire riverain, 410. — L'ancien lit d'une rivière appartient aux propriétaires des fonds nouvellement occupés par cette rivière, 411. — A défaut de lois spéciales, la police et l'usage des rivières sont réglés par le pouvoir administratif, 497. V. *Lacs. Cours d'eau.*

Roulages (entrepreneurs et directeurs de—) V. *Voituriers.*

Routes (les) sont considérées comme dépendances du domaine public, 388. V. *Chemins et Voie publique.*

Rues (les) dépendent du domaine public, 388.

Ruine. Le commencement de preuve par écrit s'applique aux dépôts nécessaires faits en cas de ruine, 1097. — Ruine de bâtiments. V. *Bâtiments*.

S

Saillies qui peuvent ou non avoir lieu sur le fonds voisin, 528 et 530. V. *Vues*.

Sain d'esprit (il faut être —) pour disposer entre vifs ou à cause de mort, 638.

Saisies (sont nulles toutes —) des valeurs d'une succession dont l'investiture n'est point accordée ou qui n'est point acceptée définitivement, 768. — Effet des paiements faits au préjudice d'une saisie, 1013. — Le dépôt ne peut être remis au déposant lorsqu'il existe une saisie-arrêt entre les mains du dépositaire, 1566. — De quels biens le créancier peut poursuivre la saisie contre son débiteur, 1769.

Saisine des héritiers et acceptation des successions, 769 et suivants. — L'investiture saisit l'héritier qui l'obtient, des biens de la succession, 794. — Forme de procéder quand plusieurs héritiers se présentent concurremment le même jour pour réclamer une succession, 802. V. *Envoi en possession*.

Salaires dûs par le mandant au mandataire, 1620. — L'action des gens de travail pour paiement de leurs salaires, se prescrit par quatre ans, 1819.

Scellés. Quand le juge de paix peut ou doit ordonner l'apposition des scellés sur les biens d'une succession, 764. — Cette formalité n'est pas nécessaire après le décès de la femme, quand le mari est survivant, 765. — Comment il peut être suppléé à l'apposition des scellés, 766. — Quand la veuve ou les héritiers

invêtus peuvent requérir la levée des scellés, 767. — Ils doivent être apposés sur toute succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, 814.

Second mariage. La femme divorcée ne peut se remarier que dix mois après le divorce prononcé, 182. — Effet d'un second mariage de la mère tutrice, quant aux biens des enfants du premier lit, 283.

Secours que les époux se doivent mutuellement, 152.

Seing-privé (l'acte de consentement au mariage d'un mineur peut être fait sous —), 111. — Le partage peut être fait par acte sous seing-privé, avec enregistrement au greffe de la justice de paix s'il y a des immeubles à partager, 846. — Foi due à l'acte sous seing-privé, 1072. — Quand il est légalement tenu pour reconnu, 1073. — Celui qui nie la vérité de l'acte sous seing-privé doit prouver son allégation, 1075. — Validité de ceux contenant des dispositions synallagmatiques, 1076. — Dès quel jour les actes sous seing-privé ont date contre les tiers, 1077. V. *Livres et Papiers domestiques*. — La cession d'une créance, d'un droit ou d'une action peut s'opérer par acte sous seing-privé, 1322. — Le mandat peut être donné sous cette forme, 1606. — Disposition transitoire relative aux actes sous seing-privé dont la date n'est pas constatée par l'un des moyens prévus par le code, D.

Sel (magasins de). Disposition sur leur établissement, 526.

Semences. Le propriétaire de la chose ne fait les fruits siens qu'en remboursant les frais de semences faits par des tiers, 396. — Semences dont ne doit pas compte le propriétaire au moment où finit l'usufruit, 431.

Séparation entre époux. Cas où le ministère public peut faire condamner les époux à se séparer, 135. — Autorisation dont peut se passer la femme vivant sous le régime de la séparation de biens, 156. — Disposition relative à la jouis-

sance du bien des enfants par l'époux contre qui la séparation a été prononcée, 277.

Séparation de corps et de biens (les époux peuvent demander une —) dans certains cas dont la gravité ne serait pas suffisante pour faire prononcer le divorce, 192.— Cette demande peut avoir pour objet une séparation temporaire ou illimitée, 193. — Si elle a pour objet une séparation temporaire, le tribunal ne peut prononcer une séparation illimitée. Il peut la rendre temporaire si elle a pour objet une séparation illimitée, 194. — La séparation de corps emporte toujours séparation de biens, 195. — Fins de non recevoir qui peuvent être opposées à une demande en séparation de corps, 196. — Dispositions qui leur sont applicables, 197. — Effets de la séparation de corps et de biens, 198 à 209. — Formes de l'action en séparation de corps et de biens, 210 à 214. — Cette séparation dissout la communauté, 1172.

Séparation de biens (action en —). Elle ne peut être poursuivie qu'en justice et uniquement sur la demande de la femme. Toute séparation volontaire est nulle, 1173. — Cas où la séparation de biens est nulle, quoique prononcée en justice, 1174. — Publication de la demande et du jugement, 1175. — A dater de quel jour les effets du jugement prennent cours, 1176. — Dans quelle proportion la femme qui a obtenu la séparation de biens doit contribuer aux frais du ménage et à l'entretien des enfants, 1177. — Elle reprend la libre administration de ses biens, dont le mari n'est plus responsable, 1178. — Cette séparation dissout la communauté, 1172. — La communauté peut être rétablie par consentement mutuel ; dans quelle forme et sur quelles bases, 1179. — Quand s'ouvrent les droits de survie en cas de dissolution de la communauté par séparation de biens, 1180. — Dispositions relatives aux époux séparés de biens juridiquement, 1203.

Séparation de biens (régime de la —). Sous ce ré-

gime la femme conserve l'entière administration de ses biens, sous sa propre responsabilité, 1198. — Dans quelle proportion chacun des époux contribue aux charges du mariage, 1199. — A quoi est tenu le mari auquel la femme séparée de biens a laissé la jouissance de ses biens, 1200. — Les actes faits par l'un des époux n'obligent que cet époux, 1201. — Action réciproque du mari et de la femme, pour les obligations qu'ils ont contractées solidairement, 1202.

Séparation de patrimoines. V. *Patrimoine*.

Séquestration d'un individu. Dans quelle forme elle peut être autorisée, 352.

Séquestre (le) est une espèce de dépôt, 1538. — Il est *conventionnel* ou *judiciaire*, 1576. — Définition du séquestre conventionnel, 1577. — Il est gratuit à moins de convention contraire; à quelles règles il est soumis, 1578. — Comment et dans quel cas le dépositaire chargé du séquestre peut en être déchargé, 1579. — Il ne peut avoir pour objet que des effets mobiliers, 1580. — De quoi la justice peut ordonner le séquestre, 1581 et 1582. — Obligations réciproques entre le saisissant et le gardien, 1583. — Nomination du gardien judiciaire et ses obligations quant à la chose qui lui est confiée, 1584. — Lois spéciales auxquelles demeure soumis le dépôt judiciaire, 1585. — La contrainte par corps peut s'accorder pour la représentation des choses déposées aux séquestres, 1676. — Cas où le débiteur est en droit de demander que le gage soit séquestré, 1693.

Serment judiciaire (le) est de deux espèces, 1106.

Serment décisoire. Il peut être déféré sur toute espèce de contestation, 1107. — Il ne peut l'être que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère, 1108. — Cas dans lequel celui à qui on l'a déféré, ou l'adversaire à qui il a été référé, doit succomber, 1109. — Quand il ne peut être référé,

1110. — Quand l'adversaire n'est plus recevable à en prouver la fausseté, 1111. — Cas où la partie qui a déféré ou référé le serment ne peut plus se rétracter, 1112. — A qui profite le serment, 1113. — Le dépôt peut être prouvé par le serment décisoire, 1546.

Serment déféré d'office. Dans quel but il peut être déféré par le juge, 1114. — Sous quelles conditions, 1115. — Il ne peut être référé, 1116. — Cas où le serment sur la valeur de la chose demandée peut être déféré au demandeur, 1117.

Serrures. Le locataire est tenu de les réparer, 1382.

Serruriers (les) sont assimilés aux entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent, 1421.

Service militaire (le) dispense de la tutelle, hormis celle des parents, 294.

Services fonciers (les) sont immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent, 377. — On peut en avoir à prétendre sur les biens, 391. — Des servitudes ou services fonciers, 487 et suivants. — V. *Servitudes*.

Servitudes (les) sont immeubles par l'objet auquel elles s'appliquent, 377. — Droits de servitude dont jouit l'usufruitier, 443. — Définition de la servitude, 487. — Elle n'établit aucune prééminence d'un fonds sur l'autre, 488. — D'où elle dérive, 489. — Servitudes qui dérivent de la situation des lieux, 490 à 499. V. *Bornage et Eaux*. — Servitudes établies par la loi et leurs effets, 500 à 538. V. *Egoût des toits, Murs et Fossé mitoyen, Passage et Vues. Arbres et Haies*. — Servitudes qui peuvent être établies sur les biens par le fait de l'homme, 539. — Les servitudes sont *urbaines* ou *rurales*, 540. — *Continues* ou *discontinues*, 541. — *Apparentes* ou *non apparentes*, 542. — Définitions de ces diverses espèces, 540, 541 et 542. — Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou posses-

sion de trente ans, 543. — Les autres ne peuvent s'acquérir que par titres, 544. — A l'égard de quelles servitudes la destination du père de famille vaut titre, 545. — Quand cette destination a lieu, 546. — Cas où la servitude continue d'exister lorsque le propriétaire de deux fonds a disposé de l'un d'eux sans faire mention de ce droit, 547. — A l'égard de quelles servitudes le titre constitutif ne peut être remplacé que par un titre récognitif, 548. — L'établissement d'une servitude emporte tout ce qui est nécessaire pour en user, 549. — Ouvrages qu'a droit de faire celui auquel une servitude est due, 550. — Ces ouvrages sont à ses frais, à moins de stipulations contraires, 551. — Comment celui qui est chargé de ces frais peut s'en affranchir, 552. — Ce qui arrive quand le fonds à qui la servitude est due vient à être divisé, 553. — Ce que ne peut pas faire le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ; modification, 554. — Et celui du fonds auquel la servitude est due, 555. — Comment les servitudes s'éteignent, 556, 558 et 559. — Cas où elles revivent, 557. — De quel jour commencent à courir les trente ans qui prescrivent la servitude, 560. — Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude elle-même, 561. — Dans quels cas la prescription ne peut courir, 562 et 563. — Les servitudes non apparentes et non déclarées peuvent faire résilier la vente, 1284. — Celles que le tiers-détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou l'expropriation, 1750.

SéVICES (les) sont une cause de divorce, 169. — Ils constituent une des causes d'ingratitude pouvant révoquer la donation entre vifs, 683.

Sexagenaires. La contrainte par corps ne peut être accordée contre eux, 1677.

Sexe. Déclaration de cinq témoins de l'un ou de l'autre sexe, que doit contenir l'acte de notoriété remplaçant l'acte de naissance d'un époux futur, 109. — L'âge majeur est fixé à dix-neuf ans pour les deux sexes, 279. — Influence du sexe des person-

nes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, et qui ont péri dans un même événement, 572 et 574. — Les enfants ou leurs descendants succèdent aux ascendants, sans distinction de sexe, 605. — Les témoins présents à un testament doivent être du sexe masculin, 721. — Influence du sexe pour déterminer la violence envers les contractants, 892.

Sièges (les) sont au nombre des meubles meublants, 384.

Signe apparent de servitude, 547.

Significations (les) doivent être faites au domicile élu, 61. — Cas où la signification du transport doit être faite au débiteur, 1323 et 1772. V. *Citation et Notification*.

Société (contrat de). Sa définition, 1456. — Objet et but de toute société ; ce que chaque associé doit y apporter, 1457. — Comment la société peut devenir propriétaire des immeubles apportés par l'un des associés, 1458. — Toutes sociétés doivent être rédigées par écrit ; la preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en l'acte de société, 1459. — Effet de l'acte de société vis-à-vis des tiers, suivant qu'il a été ou non déposé et publié, 1460. — Quel contrat de société est prohibé, 1461. — Le contrat de société ne peut changer l'ordre des successions, 1462. — Quand commence la société, 1463. — Quelle est sa durée, 1464. — Garantie de chaque associé envers la société relativement à ce qu'il a apporté ou promis d'apporter, 1465. — De quel jour l'associé doit l'intérêt des sommes qu'il n'a point apportées ou qu'il a prises dans la caisse sociale pour son profit particulier, 1466. — Obligations des associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, 1467. — Imputation d'une somme qu'un associé reçoit de son débiteur, lequel se trouve également devoir à la société, 1468. — Rapport que doit faire l'associé qui a reçu sa part d'une créance commune dont le débiteur est devenu insolvable, 1469. — Chaque associé est tenu envers la société des dommages qu'il lui a causés par sa faute, 1470. — Choses qui sont aux risques de

l'associé ou de la société, 1471. — Effet de l'estimation donnée à la chose, 1471. — A raison de quoi un associé a action contre la société, 1472. — Comment se règle la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, lorsque l'acte de société n'a rien déterminé à cet égard, 1473. — On ne peut convenir que l'un des associés aura tous les bénéfices ou qu'il ne supportera aucune perte, 1474. — Effet de la clause par laquelle l'un des associés est chargé de l'administration ; quand ce pouvoir peut ou non être révoqué, 1475. — Cas où plusieurs associés sont chargés d'administrer sans que leurs fonctions soient déterminées, 1476. — Effet de la stipulation qu'un des associés ne pourra rien faire sans l'autre, 1477. — Règles à suivre à défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, 1478. — Choses que ne peut aliéner l'associé qui n'est point administrateur, 1479. — Chaque associé peut s'associer une tierce personne, mais il ne peut l'associer à la société sans le consentement de cette dernière, 1480. — Quand les associés sont tenus solidairement à l'égard des tiers, 1481. — Différentes manières dont finit la société, 1482. — Comment se prouve la prorogation d'une société à temps limité, 1483. — Quand la société est ou non dissoute par la perte de la chose, 1484. — Effet de la stipulation portant qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuera avec son héritier ou seulement entre les associés survivants, 1485. — Dans quels cas la dissolution d'une société peut être demandée par l'un des associés, avant le terme convenu, 1486. — Règles qui s'appliquent aux partages entre associés, 1487. — De l'indivision, 1488 et suiv. V. *Indivision*. — Disposition relative aux sociétés de commerce, 1495. — Précaution exigée en cas de mort d'un associé, relativement à ses intérêts dans la société, 766.

Sœurs. V. *Frères et sœurs*.

Soins que demande l'obligation de veiller à la conservation de la chose, 917. — Soins que l'emprunteur doit à la chose prêtée à usage, 1502. — Soins dûs par le dépositaire et le gardien

judiciaire, à la chose déposée, 1549, 1550 et 1583. V. *Bon père de famille*.

Sol (la propriété du) emporte celle du dessus et du dessous, 400. — Cas où l'usufruitier a ou n'a pas le droit de jouir du sol sur lequel existaient des bâtiments détruits par vétusté ou accidents, 474.

Solde actif (le) d'une succession liquidée sous bénéfice d'inventaire appartient aux héritiers, 823.

Solidarité. Nature et effet de la solidarité entre plusieurs créanciers, 977, 978 et 979. — Solidarité de la part des débiteurs ; quand elle a lieu, 980. — Cas où l'obligation peut être solidaire, quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose, 981. — La solidarité ne se présume point ; elle doit être stipulée ; exception, 982. — A qui peut s'adresser le créancier d'une obligation solidaire, 983. Des poursuites peuvent être faites contre tous les débiteurs, 984. — Comment ils sont tenus de la chose due, 985. — La prescription interrompue à l'égard de l'un l'est à l'égard de tous, 986. — La demande d'intérêts formée contre l'un d'eux les fait courir à l'égard de tous, 987. — Exceptions que peut ou non opposer le co-débiteur solidaire, 988. — Pour quelle part la confusion éteint la créance solidaire, 989. — Effet de la division de la dette, consentie par le créancier à l'égard d'un des co-débiteurs, 990. — Cas où le créancier est ou non censé avoir remis la solidarité, 991. — Les débiteurs solidaires ne sont tenus entr'eux de la dette, que chacun pour sa part ; comment se répartit la portion de celui qui est insolvable, 992, 993 et 994. — Cas où l'un des co-obligés solidaires est tenu de toute la dette vis-à-vis des autres co-débiteurs, 995. — Effet de la novation à l'égard des débiteurs solidaires, 1045. — De la remise du titre ou de la dette à l'un des débiteurs solidaires, 1049 et 1050. — Effet du serment décisoire déféré par un créancier ou à un débiteur solidaire, 1113. — Solidarité des associés quant à leurs engagements, 1481. — Cas où il y a solidarité entre

plusieurs associés établis par le même acte, 1615. — Solidarité de plusieurs mandants envers le mandataire qu'ils ont établi pour une affaire commune, 1623. — La caution judiciaire est toujours réputée obligée solidairement avec le débiteur principal, 1658.

Solives. Comment elles peuvent être placées dans un mur mitoyen, 509.

Solvabilité. Quand peut être exercée la garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente, en matière de succession, 873. — Dans quel cas et jusqu'à quelle concurrence le vendeur d'un droit incorporel répond de la solvabilité du débiteur, 1327. — Durée de cette garantie, 1328. — Ce qui a lieu lorsque la caution devient insolvable, 1640.

Sommation. Comment peut être poursuivi le tuteur qui, après trois sommations, n'a pas rendu ses comptes, 331. — Sommation qui doit être faite aux intéressés à la liquidation d'une masse sous bénéfice d'inventaire, 816 et 817. — Dito au débiteur, pour le constituer en demeure, 919. — Sommation qui doit être faite en cas de consignation, 1036. — Sommation que doit faire le dépositaire qui découvre que la chose déposée a été volée, 1560. — Effet de la sommation de payer ou de délaisser, relative à l'immeuble hypothéqué, 1749.

Sort. Cas où les lots d'une succession sont tirés au sort, 840.

Souche. Cas où le partage des biens d'une succession s'opère par souche ; ce qui a lieu si une même souche a produit plusieurs branches, 603. — Quand les descendants succèdent à leurs ascendants par souche, 605. — Règles à observer dans la subdivision à faire entre les souches co-partageantes, 842.

Source. Celui qui en a une dans son fonds, peut en user à sa volonté sauf, cas échéant, le droit du propriétaire du fonds inférieur, 491. — Comment s'acquiert, dans ce cas, la prescrip-

tion, 492. — On ne peut changer le cours d'une source fournissant de l'eau aux habitants d'un village ou hameau, 493. V. *Eaux*.

Sourd-muet. Comment il peut accepter une donation entre-vifs, 674.

Sous-location (la) d'un bail ne peut avoir lieu sans le consentement du propriétaire, 1349.

Soustraction (la) d'une donation à cause de mort ou du testament du défunt, rend indigne de lui succéder, 578.

Souterrain (effet de la possession d'un —) sous le bâtiment d'autrui, 401.

Spontanée (la reconnaissance d'un enfant naturel doit être —) pour être valable, 239.

statues. Cas où elles sont immeubles, 375. — Où elles sont comprises dans les mots *meubles meublants*, 384.

Stellionat. La contrainte par corps peut s'accorder pour l'exécution d'un jugement rendu en matière de stellionat, 1676.

Stipulations. En général on ne peut stipuler en son propre nom que pour soi-même, 899. — Pour qui on est censé avoir stipulé dans une convention, 901.

Subrogation (la) est ou *conventionnelle* ou *légale*, 1020. — Quand elle est conventionnelle, 1021. — Cas où elle a lieu de plein-droit, 1022. — Contre quelles personnes la subrogation a lieu et à qui elle ne peut nuire, 1023. — La caution qui a payé est subrogée aux droits du créancier contre le débiteur, 1645. — Elle est déchargée lors que la subrogation ne peut plus s'opérer en sa faveur, par le fait du créancier, 1652. — Cas où le tiers-détenteur de l'immeuble hypothéqué est subrogé aux droits du créancier, 1751.

Subsistance. V. *Aliments. Pension alimentaire.*

Substance (la) de l'usufruit doit être conservée par l'usufruitier, 425.

Substitutions (les) sont prohibées dans toute disposition entre-vifs ou à cause de mort, 633. — Disposition qui n'est point regardée comme une substitution, 634. — La substitution d'un nouveau débiteur à l'ancien, opère la novation, 1037.

Successions. Le domicile du défunt détermine le lieu où la succession doit s'ouvrir, 60. — Le curateur spécial d'un absent ne peut accepter une succession ni en prendre l'investiture au nom dudit absent, 63. — Quand et au profit de qui s'ouvre la succession d'un absent, 80. — A qui doit être dévolue une succession à laquelle serait appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, 86. — Modification, 87. — Droits de l'adopté sur la succession de l'adoptant, 260. — Il n'a aucun droit de successibilité sur les biens des parents de l'adoptant, 260. — Autorisation nécessaire au tuteur pour accepter ou répudier une succession échue au mineur ou à l'interdit, 322 et 359. — Cas où cette succession pourra être reprise, quoique répudiée, 323. — Formalités à remplir par le conjoint survivant, touchant la succession du conjoint décédé, 322. — La succession abandonnée appartient au domaine public, 390. — Les successions s'ouvrent par la mort naturelle, 571. — Règles admises lorsque plusieurs personnes, respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, périssent dans un même événement, 572 et suiv. — Ordre de succéder entre héritiers légitimes, 575. — Depuis quand on est saisi de la succession, 576. — Pour succéder, il faut exister à l'instant de l'ouverture de la succession, 577. — Incapables et indignes de succéder, 577 et 578. — Quand l'indigne doit restituer les fruits et revenus dont il aurait eu la jouissance, 579. — Droits des enfants de l'indigne sur la succession, 580. — Quand se prescrit l'action relative aux causes d'indignité, 581. — On ne peut renoncer à la succession d'un homme vivant, 783. — Non plus qu'à celles non ouvertes ; les succes-

sions ne peuvent faire l'objet des conventions, 910 et 1247. — Les associés ne peuvent mettre en commun les biens qui pourraient leur arriver par successions, 1461. — Temps pendant lequel la prescription ne court pas contre les héritiers et les créanciers d'une succession, 1813. — Les époux ne peuvent, par convention, changer l'ordre légal des successions, 1137. — L'ordre des successions ne peut être changé par contrat de société ou par l'indivision, 1462. — L'inscription hypothécaire ne produit aucun effet si elle est prise sur les biens d'une succession non acceptée, ou acceptée sous bénéfice d'inventaire, 1731. — Cas où la part indivise d'un co-héritier dans les biens d'une succession, ne peut être mise en vente, 1770. V. *Acceptation. Renonciation. Bénéfice d'inventaire. Saisine. Partages. Rapports.* — Des divers ordres de succession, 582 à 598. — De la représentation, 599 et suiv. V. *Représentation.* — Successions déferées aux descendants, 605. — Aux ascendants, 606 à 609. — Successions collatérales, 610 à 613. — Successions irrégulières, 614 et suiv. V. *Enfant naturel. Epoux survivant. Etat.*

Supercherie (effet de la —) dans les dettes de jeu, 1588.

Supplément d'enquêtes que peuvent demander les parties intéressées à un jugement prononçant l'interdiction, 355. V. *Enquêtes.*

Supplément de prix. V. *Augmentation. Prix.*

Supplément d'hypothèque (cas où le créancier peut obtenir un —), 1717.

Suppression d'état (quand peut commencer l'action criminelle contre un délit de —), 232.

Sûreté (les lois de) obligent tous ceux qui habitent le territoire, 3.

Surface. V. *Sol.*

Surprise (effets de la) sur le consentement donné aux conventions et obligations, 889.

Surveillance. Cas où les actes purement conservatoires de —) ne sont pas des actes d'héritier, 785. — Surveillance de l'entretien et de l'éducation des enfants d'époux séparés par le divorce, 189.

Survenance d'enfant (la) pendant la tutelle, ne peut autoriser à l'abdiquer, 301. — Elle est une cause de révocation des donations entre-vifs, 681, 688 et suiv. — Elle rend le testament caduc, 746.

Survie (présomption de —) dans le cas où plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, périssent dans un même événement, 572 et suiv. — La donation faite entre époux par contrat de mariage, est censée faite sous la condition de survie du donataire, 703. V. *Dons de survie*. — La dissolution de la communauté opérée par séparation de biens, ne donne point ouverture aux droits de survie, 1180.

Survivant des époux. V. *Epoux survivant*.

Suspension (effet de la condition résolutoire, relativement à la —) de l'exécution de l'obligation, 963. — Le terme ne suspend point l'engagement, il en retarde seulement l'exécution, 965.

Suspensive (condition). Sa définition et ses effets, 961 et 962.

Synallagmatique (contrat) ou bilatéral. Sa définition, 882. — Cas où la condition résolutoire est sous-entendue dans ce contrat, 964. — Validité des actes sous seing-privé qui contiennent des dispositions synallagmatiques, 1076.

Syndics que le juge de paix peut nommer à une masse acceptée sous bénéfice d'inventaire, 814.

T

Tableaux. Cas où ils sont immeubles par destination, 375. — Quand ils sont compris dans les mots meubles meublants, 384. — Sous quelles conditions l'usufruitier ou ses héritiers, peut faire enlever les tableaux qu'il aurait fait placer, 447.

Tables (les) sont au nombre des meubles meublants, 384.

Tacite (reconduction). V. *Reconduction*.

Tailles (les) corrélatives à leurs échantillons, font foi des fournitures qui y sont indiquées, 1083.

Tante. V. *Oncle et Tante*.

Tapisseries (les) sont comprises dans les mots meubles meublants, 384.

Targettes. Le locataire est tenu de leur réparation, 1382.

Taux (le) de l'intérêt conventionnel doit être fixé par écrit ; cas où il peut excéder celui de la loi, 1529. — La rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties de fixer, 1598.

Témoins. Le condamné à une peine infamante ne peut être témoin dans un acte, 17. — Cas où les témoins sont admis à prouver les naissances, mariages et décès, 26. — Et la filiation, 228. — Qualités requises des témoins produits aux actes de l'état civil, 21. — Ils doivent signer ces actes, 23. — Déclaration exigée des témoins dans l'acte de notoriété remplaçant l'acte de naissance d'un futur époux, 109.

Temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, 557. — La société finit par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée, 1482. — Temps requis pour prescrire, 1814 à 1825. V. *Prescription*.

Terme (cas où l'échéance du —) met le débiteur en demeure, 949. — En quoi le terme diffère de la condition, 965. — Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance, 966. — En faveur de qui le terme est présumé avoir été stipulé, 967. — Cas où le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme, 968. — En matière de vente, la faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant trois ans, 1306. — Le terme fixé est de rigueur et ne peut être prolongé par le juge, 1307. — On ne peut louer pour plus de neuf ans, 1346. — Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, 1366. — Cas où la dissolution d'une société peut être demandée avant le terme convenu, 1486. — Le prêteur ne peut redemander la chose prêtée avant le terme convenu, 1521. — Ce qui a lieu lors qu'aucun terme n'a été fixé pour la restitution de la chose prêtée, 1522. — Cas où le juge peut fixer un terme de paiement à l'emprunteur, 1523. — La prorogation du terme accordée par le créancier au débiteur principal, sans le consentement de la caution, décharge celle-ci, 1654. — La prescription est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli, 1815. V. *Délais et Prorogation*. — Influence des termes dans l'interprétation des conventions, 936 et suivants. — Quand le terme d'une rente viagère, qui a dû être payé, est acquis au propriétaire, du jour où le paiement a dû en être fait, 1602.

Territoire (les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le —), 3. — Toutes les portions du territoire neuchâtelois qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, dépendent du domaine public, 388.

Testament. Quand doit être ouvert celui d'un absent, 72. — En quelle forme on peut disposer de ses biens par testament, 628. — Définition du testament, 630. — — C'est un acte essentiellement révocable, 632. — Les substitutions sont prohibées, 633. — Exception, 634 et 635. — Les conditions impossibles sont réputées non écrites dans les dispositions testamentaires, 637. — Qualités requises pour disposer ou recevoir par

testament, 638 et suivant. — Portion de biens dont on peut disposer par testament, 649 et suivants. — Réduction des dispositions testamentaires, 655. — Exhérédation et réduction à la légitime, 666 à 669. — Toute personne peut disposer par testament, 707. — Un testament ne peut être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, 708. — Il peut être *olographe*, par *acte public* ou *nuncupatif*, 709. — Forme du testament olographe, 710. — Le testament par acte public est celui qui est reçu par un notaire en présence de cinq témoins, 711. — Ce qui est exigé dans ce cas, de la part du testateur, du notaire et des témoins, 712, 713 et 714. — Personnes qui ne peuvent être prises pour témoins du testament par acte public, 715. — Causes d'exclusion relatives au notaire, 715. — Définition du testament nuncupatif, 716. — Quelles dispositions lui sont applicables quant aux qualités des témoins, 716. — En quelle forme il est reçu et déclaré devant le juge compétent, 717, 718 et 719. — Cas où le testament nuncupatif est permis ; quand il devient nul, 720. — Les témoins appelés pour être présents à un testament, doivent être du sexe masculin, majeurs, jouissant de leurs droits civils et domiciliés dans le canton, 721. — Le testament peut être modifié par un codicille, 722. V. *Codicille*. Comment un neuchâtelois peut faire ses dispositions testamentaires en pays étranger, 725. — Quels testaments peuvent être reçus exceptionnellement et quand ils deviennent nuls, 726. — Révocation, caducité et nullité des testaments, 743 à 754. V. *Révocation*, *Caducité* et aussi *Dispositions à cause de mort*, *Héritiers*. — A qui profite la nullité d'un testament, 804. — On ne peut porter préjudice par testament, aux droits de survie des époux, 1223.

Testateur (lorsque le — aura légué la chose d'autrui, le legs sera nul, 734. — Le testateur peut nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires, 738. V. *Testament*.

Testamentaires (exécuteurs). Le testateur peut en nommer un ou plusieurs, 738. — Personnes qui ne peuvent remplir ces fonctions, 739. — Leurs devoirs et obligations,

740. — Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers, 741. — Qui supporte les frais faits par lui pour l'accomplissement de son mandat, 742.

Tête (partage par —) entre les membres de la même branche, 603. — Quand les enfants et leurs descendants succèdent par égales portions et par tête, 605.

Tiers. Le droit du propriétaire ne préjudicie point à la propriété acquise par un tiers, par prescription, soit d'un sous-terrain, soit de toute autre partie du bâtiment, 401. — Effet de la faculté qu'a le propriétaire, d'obliger le tiers qui a fait des constructions et plantations sur son fonds, de les retenir ou de les faire enlever, 403. — Cas où le propriétaire ne peut demander au tiers la suppression des ouvrages et constructions faits sur son fonds ; remboursements qu'il doit lui faire, 403. — A quoi est tenu l'usufruitier, si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds qui y est sujet, 461. — Nullité du consentement obtenu violemment, même par un tiers étranger à la convention, 891. — Effet de la clause par laquelle on se porte fort pour un tiers ; modification en matière immobilière, 900. — Effet des conventions à l'égard des tiers, 945 à 947. — Cas où ils peuvent ou non éteindre l'obligation en l'acquittant, 1007 et 1008. — La subrogation dans les droits du créancier, au profit d'une tierce personne, est conventionnelle ou légale, 1020. — Règles et effets de cette subrogation, 1021 et suivants. — De quel jour l'acte sous seing-privé a date contre un tiers, 1077. — Démêlements de biens ou reconnaissances d'apports qui peuvent être attaqués par les tiers intéressés, 1146. — Dans quel cas la vente des récoltes pendantes ne peut être opposée à un tiers, 1246. — De quel jour le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers, 1323. — Le bail à cheptel sous seing-privé ne peut être opposé à un tiers que du jour où sa date est devenue certaine, 1425. — Formalité nécessaire pour que l'acte de société puisse être opposé à un tiers ; celui-ci peut toujours l'opposer aux associés, 1460. — Chaque associé peut s'associer un tiers pour sa part dans la société, mais il ne

peut l'associer à la société sans le consentement de ses co-associés, 1480. — Engagements des associés à l'égard des tiers, 1481. — La rente viagère peut être constituée sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en jouir, 1593. — Elle peut être constituée au profit d'un tiers, 1595. — La révocation du mandat, notifiée au seul mandataire, ne peut être opposée aux tiers, 1626. — Cas où les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi, 1630. — Privilège qui subsiste sur le gage qui a été mis et est resté en la possession d'un tiers convenu entre parties, 1687. — Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur, 1688.

Tiers-détenteurs. Par qui et comment l'action en réduction des donations est exercée contre les tiers-détenteurs des immeubles donnés, 664. — Droits que peut exercer le donateur contre le tiers-détenteur, en cas de révocation de la donation pour cause d'inexécution des conditions, 682. — Effets des hypothèques contre les tiers-détenteurs, 1744 à 1752. V. *Hypothèques*. — Ceux qui détiennent précairement la chose du propriétaire ne peuvent la prescrire, 1792. — Tiers-détenteur d'un objet perdu ou volé ; temps pendant lequel cet objet est soumis à revendication ; remboursement dû au détenteur, 1823 et 1824.

Tirage au sort en matière de partage de succession, 840.

Titres (lorsqu'il n'aura pas existé de registres ou qu'ils auront été perdus, la preuve en sera reçue par —), 26. — Titres relatifs à la possession d'état, 137, 227 et suiv. — Servitudes qui s'acquièrent par titre, 543 et suiv. — Effet de ces titres, 547 et suiv. — Droits qu'ils donnent au propriétaire du fonds à qui la servitude est due, 551 et suiv. — Comment se fait la remise des titres d'une hérédité, entre co-héritiers, 845. — Effets de la remise des titres, quant au paiement de la dette, 1046 à 1049. — Foi due à l'écriture mise au dos ou en marge d'un titre, 1082. — Foi due aux copies de titres, 1084 à 1086. — Cas où l'acte récongnitif dispense ou non de la représentation du titre primordial ; nullité de ce que l'acte récongnitif contient de plus que

l'acte primordial ou de ce qui s'y trouve de différent, 1088. — La tradition des droits incorporels vendus, se fait par la remise des titres, 1254. — Les titres découverts postérieurement à la transaction, ne sont pas une cause de rescision; exception, 1673. — Inscription des remises de titres qui sont faites au conservateur des hypothèques, 1765. — Dans quel sens on peut prescrire ou non contre son titre, 1796 et 1797.

Titre authentique. V. *Actes authentiques et sous seing-privé.*

Titre exécutoire (quand le cessionnaire d'un —) peut poursuivre l'expropriation, 1772.

Titre gratuit. Comment et dans quelles formes on peut disposer de ses biens à titre gratuit, 628 et suiv. — La rente viagère constituée à titre gratuit, peut être stipulée insaisissable, 1603. V. *Rente viagère.*

Titre nul (action en rescision qui peut avoir lieu contre toute transaction faite en exécution d'un —) 1670.

Titre onéreux (contrat à —). Sa définition, 886. — La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, 1589. V. *Rente viagère.*

Titre translatif de propriété (le possesseur d'une chose qui ne lui appartient pas, est de bonne foi, quand il possède en vertu d'un —) dont il ignore les vices, 398. — Ceux à qui les détenteurs précaires d'une chose l'ont transmise par un contrat translatif, peuvent la prescrire, 1795.

Toits. Par qui doivent être réparés ceux de maisons dont les différents étages appartiennent à divers propriétaires, 515. — Comment ils doivent être établis, 534.

Tolérance (les actes de simple —) ne peuvent fonder ni possession ni prescription, 1788.

Tonte. Dans le cheptel simple, le preneur ne peut tondre sans en prévenir le bailleur, 1437.

Totalité des biens (cas où l'enfant naturel a droit à la —) de ses père et mère, 616. — Celui qui ne laisse point d'enfant ou descendant, peut disposer de la totalité de ses biens, 649.

Tourbières. De quelle manière l'usufruitier jouit de celles comprises dans l'usufruit, 445.

Tradition. Cas où elle n'est pas nécessaire pour que la propriété des objets donnés soit transférée au donataire, 672. — Comment s'opère la tradition des effets mobiliers, 1253. — Et des droits incorporels, 1254. V. *Délivrance*. — Le dépôt n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée ; quand la tradition feinte suffit, 1541.

Traité (le) qui peut survenir entre le mineur devenu majeur et le tuteur, ne dispense point celui-ci de rendre ses comptes, 337.

Traiteurs. Leur action pour nourriture fournie, se prescrit par quatre ans, 1819.

Transactions (les) faites au nom du mineur ne sont valables qu'après homologation, 328. — Nullité de celles faites au sujet d'une succession dont l'investiture n'est point obtenue, qui n'est point acceptée ou qui ne l'est que sous bénéfice d'inventaire, 768. — Le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre, 1609. — Définition de la transaction ; ce contrat doit être rédigé par écrit, 1660. — Capacité requise pour transiger ; comment le tuteur ou curateur peut transiger pour le mineur ou l'interdit et comment le tuteur peut transiger sur le compte de tutelle, avec le mineur devenu majeur, 1661. — Choses sur lesquelles on peut transiger ; la transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public, 1662. — On peut stipuler une peine contre celui qui n'exécutera pas la tran-

saction, 1663. — Les transactions se renferment dans leur objet, 1664. — Elles ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, 1665. — Celui qui a transigé sur un droit qu'il avait de son chef, n'est point lié quant aux droits acquis postérieurement à la transaction, 1666. — Celle qui est faite par l'un des intéressés ne lie point les autres, 1667. — Entre parties la transaction a l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ; elle ne peut être attaquée pour cause d'erreur de droit, ni pour lésion, 1668. — Cas où elle peut être rescindée, 1669 et 1670. — Exception, 1670. — Cas où elle est nulle, 1671 et 1672. — Exception, 1672. — Effet de la découverte de titres inconnus aux parties lors de la transaction, 1673. — L'erreur de calcul doit être réparée, 1674.

Transactions commerciales (les règles particulières aux —) sont établies par les lois relatives au commerce, 887.

Transcriptions d'actes de l'état civil, 27, 51, 113. V. *Etat civil*. — Transcription de la cession d'un titre garanti par une hypothèque, 1739. V. *Hypothèque*.

Transport de créances et autres droits incorporel. Le tuteur ne peut accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille sans autorisation, 313. — L'usufruitier peut vendre ou céder son droit à titre gratuit, 441. — L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre, 481. — Le droit d'habitation ne peut être ni cédé ni loué, 484. — Effet de la cession d'un droit à la succession, 844. — Comment s'opère la cession d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, 1322. — De quel jour le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers, 1323. — Cas où le débiteur qui a payé avant la signification du transport est libéré, 1324. — La vente ou cession d'une créance en comprend les accessoires, 1325. — En tout cas, le vendeur d'un droit incorporel doit en garantir l'existence au temps du transport, 1326. — Dans quel cas et jusqu'à quelle concurrence il

répond de la solvabilité du débiteur ; sauf conventions spéciales, il ne répond point du maintien des hypothèques, 1327. — Quelle est la durée de la garantie de la solvabilité du débiteur lorsqu'elle a été promise, 1328. — A quoi est tenu celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, 1329. — Modification ; effet de cette cession, 1330. — Comment celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, 1331. — Cas où cesse cette disposition, 1333. — Quand la chose est censée litigieuse, 1332. — Signification du transport. V. *Significations*. — Frais de transport. V. *Frais*.

Trésor. Ce que c'est qu'un trésor et à qui il appartient, 569.

Tribunal supérieur. Le jugement qui ordonne la rectification d'un acte de l'état civil ; ceux de déclaration d'absence ; celui qui prononce un divorce ou une séparation ; celui qui admet l'adoption ; celui qui prononce l'émancipation et celui qui ordonne l'interdiction, sont soumis à la confirmation du—, 49, 70, 214, 267, 345 et 356. — Le refus d'homologuer un partage où un mineur est intervenu, peut être attaqué par voie de recours aux tribunaux supérieurs, 327. — Jugements qui sont susceptibles d'appel devant ce tribunal, en matière de contrat de mariage, 1220.

Tribunaux. Pour quelles actions l'étranger au canton, même n'y résidant pas, peut être cité devant eux, 12. — Leur compétence en matière d'obligations contractées en pays étrangers, 13. — Tribunal compétent pour connaître d'une opposition au mariage, 122. — Cas où les tribunaux neuchâtelois sont incompétents pour connaître d'une action en divorce ou en séparation entre étrangers, 213. — Les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état, 231. — Si le père qui a légalement reconnu un enfant naturel, ne peut l'entretenir, les tribunaux déterminent s'il y a lieu d'en charger

la mère, 251. — Le recours à exercer près des tribunaux supérieurs pour contestations relatives aux comptes de tutelle, est déterminé par une loi spéciale, 339. — Dans les contestations relatives aux cours d'eau, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété, 496. — Autorité judiciaire compétente pour connaître d'une action en partage des contestations y relatives, des demandes relatives à la garantie des lots et de celles en rescision de partage, 833. — L'acte de faux peut être déféré au tribunal criminel par le ministère public, 1075. — Tribunal compétent pour connaître en premier ressort d'une demande relative à un contrat de mariage, 1221.

Tribunaux de district (ou civils). Toute demande en rectification d'un acte de l'état civil, doit être formée devant les tribunaux civils, 48. — Puis soumise à la ratification du tribunal supérieur, 49. — Comment ils procèdent au sujet des déclarations d'absence, 67 et suiv. — Ils statuent sur les demandes relatives aux pensions alimentaires dues par les enfants à leurs père et mère et réciproquement, 150 et 151. — Ils ordonnent les mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce, 173 et suiv. — Comment ils prononcent en cas de divorce, sur la pension alimentaire d'un époux, sur la garde, l'entretien et l'éducation des enfants, 187, 188 et 189. — Ils peuvent restreindre mais non étendre la demande en séparation de corps et de biens, 194. — Ce qu'ils peuvent prononcer quant aux effets de cette séparation, 201, 202 et 203. — En quelle forme ils admettent ou écartent la demande d'adoption, 264 et suiv. — Les jugements d'interdiction doivent leur être transmis dans la huitaine, 354. — En quelle forme ces jugements sont réformés ou confirmés, 355 et suiv.

Trouble. Garantie des co-héritiers entre eux à l'égard des troubles et évictions procédant d'une cause antérieure au partage, 871. — Cas où le bailleur est tenu ou non, de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent à sa jouissance, 1356 et 1357.

Troupeau. Responsabilité de l'usufruitier quant à la perte totale ou partielle de celui sur lequel l'usufruit est établi, 463. — Dans le cheptel simple, preneur et bailleur ne peuvent disposer d'aucune bête du troupeau sans consentement mutuel, 1435.

Tumulte. Le commencement de preuve s'applique aux dépôts nécessaires faits en cas de tumulte, 1097.

Tutelle des père et mère. Durant le mariage, le père administre les biens personnels de ses enfants, 280. — Lorsque le mariage est dissout par la mort d'un époux, la tutelle des enfants appartient au survivant, 281. — La mère tutrice peut toujours demander qu'il soit établi un tuteur à ses enfants, 282. — Cas où la mère tutrice vient à se remarier, 283. — Les père et mère peuvent être déchus de la tutelle pour cause d'indignité, 284. — Le droit individuel de choisir un tuteur n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère, 285. — Dans quelle forme ce droit peut être exercé, 286. — La mère remariée peut choisir un tuteur aux enfants de son premier mariage, sauf confirmation de l'autorité tutélaire, 287. — Cas où le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, 288. — Formalités auxquelles ne sont pas tenus les père et mère tuteurs ; modification, 314 à 316.

Tutelle déferée par le magistrat. Cas où l'autorité tutélaire doit pourvoir d'un tuteur l'enfant mineur et non émancipé, 289. — Organisation de l'autorité tutélaire et formes en lesquelles elle agit, 290. — Parmi quelles personnes le tuteur doit être choisi, 291. — Durée légale de la tutelle, 292. — Lorsque les intérêts du mineur se trouvent en opposition avec ceux du tuteur, il y a lieu à la nomination d'un tuteur *ad hoc*, 293. — Fonctions publiques qui dispensent de toute tutelle autre que celle des parents, 294. — Ces fonctionnaires peuvent se faire libérer des tutelles qui leur auraient été confiées avant leur entrée en fonctions, mais non de celles qu'ils auraient acceptées depuis, 295. — Ceux qui habitent hors du ressort de la justice de paix où est le siège de la tutelle, en sont dispensés ; excep-

tion, 296. — Autres causes qui dispensent de la tutelle ; âge, infirmité, etc., 297 à 300. — La survenance d'enfants pendant la tutelle, ne peut autoriser à l'abdiquer, 301. — Fin de non-recevoir contre celui qui, étant présent au jugement, n'a pas sur-le-champ proposé ses moyens d'excuse, 302. — Dans quel délai celui qui n'a pas été présent au jugement, doit présenter ses moyens d'excuse à l'autorité tutélaire, 303. — Recours qui lui est réservé en cas de rejet de ses moyens d'excuse, 304. — Pénalités contre ceux qui refusent sans motifs légitimes, de remplir les fonctions de tuteur, 305. — Tutelles que ne peuvent exercer les membres de l'autorité tutélaire, 306. — Personnes incapables d'exercer la tutelle, 307. — La condamnation à une peine infamante emporte exclusion ou destitution, 17 et 308. — Exclusion ou destitution pour cause d'inconduite, d'incapacité ou d'infidélité, 309. — L'autorité tutélaire prononce la destitution, soit d'office, soit sur la demande d'un parent ou allié du mineur, 310. — Formes à suivre pour le jugement de destitution, 311. — Il est susceptible d'appel, 312. — On ne peut déroger par contrat de mariage aux droits conférés au survivant des époux par le titre de la tutelle, 1136. — Administration du tuteur. V. *Tuteur*. — Comptes de la tutelle, V. *Comptes*. — Dispositions relatives à la tutelle des enfants d'un présumé absent, 65 et 66.

Tuteur. Cas où le mineur ne peut se marier sans le consentement du —), 95 et 96. — Forme de ce consentement, 111. — Cas où le tuteur peut s'opposer à ce mariage, avec l'autorisation de l'autorité tutélaire, 118 et 119. — Il peut l'attaquer, s'il s'est contracté sans son consentement, 127. — Cas où il n'est plus recevable à en demander la nullité, 130 et 131. — Tuteur *ad hoc* nommé à l'enfant contre qui est dirigée une action en désaveu de la part du mari, 222. V. *Tutelle*.

Administration du tuteur. Ses obligations générales quant aux biens et à la personne du mineur ; actes auxquels il ne peut se livrer, 313. — Inventaire complet et juridique des biens et

dettes du mineur, 314. — Déchéance encourue si le tuteur ne déclare pas ce qui lui est dû par le mineur, 315. — Formalités auxquelles ne sont point tenus les père et mère tuteurs ; modification, 316. — Administrateurs particuliers dont le tuteur peut s'aider dans sa gestion, 317. — Autorisation sans laquelle le tuteur ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses immeubles, 318. — Dispositions relatives au mode de vente des immeubles du mineur et à l'homologation de ces ventes, 319 et 320. — A quels cas les formalités ci-dessus ne s'appliquent point, 321. — Le tuteur ne peut, sans autorisation, accepter ou répudier une succession échue au mineur, 322. — Formalités à remplir par le conjoint survivant, tuteur de ses enfants, touchant la succession du conjoint décédé, 322. — Cas où la succession répudiée au nom du mineur, pourra être reprise avec autorisation, 323. — Le tuteur ne peut accepter une donation entre-vifs faite au mineur, qu'après homologation, 324. — Il peut accepter celle faite pour cause de mort, si elle est sans conditions, 324. — Il ne peut ester en droit pour le mineur, sans autorisation ; exception, 325. — Sa compétence en matière de partage, 326. — Ce partage doit être homologué, 327. — Le refus d'homologation est susceptible d'appel, 327. — Le compromis ou la transaction faite par le tuteur au nom du mineur, n'est valable qu'après homologation, 328. — La demande en émancipation peut s'introduire par la déclaration du tuteur et des deux plus proches parents du mineur, 343. — Le tuteur ne peut se rendre acquéreur des biens dont il a l'administration, 1241. — Comment il peut transiger pour l'interdit, pour le mineur et avec ce dernier devenu majeur, 1661. — V. *Tutelle*.

Tuyaux (les) servant à la conduite des eaux sont immeubles, 373.

U

Union. Tout ce qui s'unit à la chose, appartient au propriétaire, 399. — Effet du droit d'accession relativement à l'u-

nion de deux choses appartenant à différents maîtres, 412 et suivants.

Union des époux. V. *Mariage*.

Usage (l' —) prohibé par les lois modifie le droit de propriété, 392. — L'usufruitier a droit de se servir des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, mais à charge d'en rendre pareille quantité, qualité ou valeur, 433. — Comment il jouit de celles qui se détériorent peu à peu par l'usage, 434. — Règles sur la jouissance des droits d'usage et d'habitation, 475 à 485. — L'usage des bois est réglé par la pratique locale et des lois spéciales, 486. — Le simple usage d'une chose peut être l'objet du contrat, 907. — En matière de bail, le preneur n'est pas tenu de rendre ce qui a péri ou a été dégradé par l'usage raisonnable des lieux, 1361. — Le dépositaire ne peut usager la chose déposée sans la permission du déposant, 1552. V. *Eaux*.

Usages locaux. Ils règlent une partie des obligations ou servitudes entre propriétaires, 503. — Influence de l'usage sur l'exécution des conventions, 915. — Sur leur interprétation, 939.

Usage (non —). L'usufruit s'éteint par le non-usage du droit pendant trente ans, 464. — Il en est de même des servitudes, 559.

Usager. V. *Usage*.

Usines (les) fixées sur des piliers et faisant partie du bâtiment sont immeubles, 370. — Les ustensiles nécessaires à leur exploitation le sont par destination, 376. — Usines qui sont meubles, 381. — La reconstruction à neuf des aqueducs servant aux usines est considérée comme grosse réparation à la charge du propriétaire du fonds sujet à usufruit, 453 et 454. — Modification, 453. — Dispositions qui ne peuvent préjudicier aux droits acquis des usines, 495. — Règlement de l'indemnité due au tenancier d'une usine, ensuite de la résiliation du bail pour cas de vente, 1375.

Ustensiles (les) nécessaires à l'exploitation des usines, sont immeubles par destination, 376.

Usufruit (l') des choses mobilières est immeuble par l'objet auquel il s'applique, 377. — L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, 425. — Il est établi par la loi ou la volonté de l'homme, 426. — Il peut être établi purement, à certain jour ou à condition, 427. — Et sur toute espèce de biens, 428. — Droits et obligations de l'usufruitier, 429 à 463. V. *Usufruitier*. — Comment s'éteint l'usufruit, 464 et 468. — Dispositions relatives à l'indemnité payée pour perte d'une chose sujette à usufruit et assurée contre l'événement qui l'a détruite, 465 à 467. — L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers, ne dure que trente ans, 469. — Durée de celui accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, 470. — La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier, 471. — Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation faite par celui-ci à leur préjudice, 472. — L'usufruit se conserve sur ce qui reste de la chose détruite partiellement, 473. — Disposition relative à la destruction d'un bâtiment faisant partie ou non d'un domaine, 474. — Le père ou la mère survivant conserve l'usufruit des biens qui peuvent échoir au conjoint décédé, 607. — La disposition par laquelle l'usufruit est donné à l'un et la nue-propriété à l'autre, n'est point regardée comme substitution, 635. — Cas où l'usufruit excède la quotité disponible, 652. — Si la chose léguée est grevée d'un usufruit, celui qui doit acquitter le legs n'est point tenu de la dégager ; exception, 731. — La loi donne à l'époux survivant, l'usufruit des biens de son conjoint décédé sans postérité légitime, 1205. — Ce droit est réduit de moitié si l'époux prédécédé a laissé une postérité légitime, 1206. — Dispositions relatives au droit d'usufruit de l'enfant naturel sur les biens de son père ou de sa mère décédé, 1207 à 1210. — Les époux peuvent stipuler par contrat de mariage que les droits d'usufruit réservés au survivant, seront remplacés par une rente viagère ou un capital déterminé, 1211. —

Le créancier peut poursuivre l'expropriation de l'usufruit appartenant à son débiteur sur des biens de même nature, 1769. — Usufruit des biens d'un enfant mineur, 275 et suiv. V. *Puissance paternelle*. — Sur quels biens l'indigne ne peut réclamer l'usufruit que la loi accorde aux père et mère sur les biens de leurs enfants, 580.

Usufruitier. Fruits dont il a ou non le droit de jouir, 429 et 431. — Ce qu'on entend par fruits naturels, industriels et civils, 430. — Dans quelle proportion les fruits civils sont acquis à l'usufruitier, 432. — Ses droits par rapport aux choses qui se consomment et à celles qui se détériorent peu à peu par l'usage, 433 et 434. — A quoi l'usufruitier est tenu lorsque l'usufruit comprend des bois taillis, 435. — Lorsqu'il comprend des bois et haute-futaie, 436. — Et lorsqu'il ne comprend ni bois taillis, ni bois de haute-futaie, 437 à 439. — Les arbres fruitiers qui meurent, ceux qui sont arrachés ou brisés, lui appartiennent à charge de les remplacer par d'autres, 440. — Il peut vendre, céder ou affermer son droit ; règles à suivre pour la résiliation du bail quand l'usufruitier a donné à ferme, 441. — Il jouit de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, 442 et 443. — Quand et comment il jouit des mines, carrières, marnières et tourbières comprises dans l'usufruit, 444 et 445. — Il n'a aucun droit aux mines, carrières et marnières non encore ouvertes, ni au trésor découvert pendant l'usufruit, 446. — Le propriétaire ne peut, en aucune manière, nuire aux droits de l'usufruitier, 447. — L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont ; inventaire qui peut en être dressé, 448. — Cas où il est tenu de donner caution de jouir en bon père de famille ; exception en faveur de quelques usufruitiers spéciaux, 449. — Ce qui a lieu s'il ne trouve pas de caution, 450 et 451. — Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit, 452. — Il n'est tenu qu'aux réparations d'entretien ; exception, 453. — En quoi consistent les grosses réparations à la charge du propriétaire, 453 et 454. — Ni le propriétaire ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui a

péri par vétusté ou cas fortuit, 455. — Charges de l'usufruitier pendant sa jouissance, 456 et 457. — Comment il doit acquitter le legs d'une rente viagère ou pension alimentaire, 458. — Comment l'usufruitier de l'universalité ou d'une quote-part des biens, doit contribuer aux dettes, 459. — Il n'est tenu que des frais de procès relatifs à sa jouissance, 460. — Il doit dénoncer au propriétaire les atteintes portées aux droits de ce dernier, 461. — Il n'est pas tenu de remplacer ni de payer la valeur de l'animal qui a péri sans sa faute, 462. — Ses obligations à l'égard du troupeau qui périt entièrement ou en partie sans sa faute, 463. — L'usufruitier ne peut prescrire la chose soumise à usufruit, 1792. — Où se trouvent réglés les droits et devoirs de l'époux usufruitier, 1213. — En général il n'est point tenu de fournir caution, 1214. — Exceptions, 1214 et 1215. — Prescriptions auxquelles est soumis l'époux survivant, séparé de corps et de biens ou de biens seulement, 1217. — L'époux usufruitier est dégagé de toute responsabilité à l'égard des biens dont l'administration a été confiée à un curateur spécial, 1218. — Il a qualité pour demander la révocation de ce curateur et en attaquer la gestion, 1218. — Il peut s'opposer à ce que l'héritier soit revêtu de ces fonctions, 1219. — Nullité des charges dont il grèverait l'usufruit sans le consentement des propriétaires, 1222. V. *Usufruit*.

Usurpations dont l'usufruitier est responsable s'il n'en avertit pas le propriétaire, 461. — Sous peine de dommages-intérêts, le preneur d'un bien rural doit avertir le bailleur de celles qui peuvent être commises sur le fonds, 1394.

Utérins. Droits de succession des frères et sœurs utérins, 611.

Utilité publique (on peut être contraint à céder sa propriété pour cause d' —) et moyennant indemnité, 393. — Le cours de la source qui fournit de l'eau aux habitants d'une commune ou d'un village, ne peut être changé, 493. — Nature et effets des servitudes établies par la loi pour l'utilité publique, 500 et suiv. — Les établissements d'utilité publique ne peuvent

accepter aucune donation excédant 2,000 francs, sans une autorisation du Conseil d'Etat, 646. — Privilège en faveur de l'Etat, lorsqu'il acquiert pour cause d'utilité publique, un immeuble grevé d'hypothèque, 1747.

V

Vacants (les biens —) appartiennent au domaine public, 390.

Vaches. Règles sur le louage ou alpage des vaches, 1453 à 1455.

Validité. Règles sur la validité des paiements, 1007 et suivants. — Validité ou invalidité des offres de paiement et de la consignation, 1028 et suivants. — Ce que le mandataire fait en ignorant la fin du mandat, est valide, 1629.

Veaux. Dans le louage des vaches, le preneur profite seul des veaux qui naissent pendant la durée du bail, 1453.

Vendeur (le) sous réserve d'usufruit, n'est pas tenu de donner caution, 449. — Le vendeur doit expliquer clairement ce à quoi il s'oblige ; tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre lui, 1249. — Ses obligations principales sont de livrer et de garantir la chose qu'il vend, 1250. — V. *Délivrance* et *Garantie*. — L'action en réméré est indivisible, quel que soit le nombre des vendeurs, 1309. — Le vendeur à pacte de réméré peut exercer son action contre un second acquéreur, 1310.

Vente (la) du mobilier d'un absent peut être ordonnée lors de l'investiture de ses biens, 76. — Formalités exigées pour la vente des immeubles du mineur, 318 et suivants. — Ce que comprend la vente d'une maison meublée et celle d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, 385 et 386. — Cas où les denrées

et les meubles compris dans l'usufruit peuvent être vendus, 450 et 451. — La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier, 471. — Celui qui a vendu une chose reçue de bonne foi ne doit restituer que le prix de vente, 1128.

Vente. Sa définition, 1224. — La vente d'immeubles ou droits immobiliers doit être faite par acte authentique, 1225. — Quand la vente est parfaite ; ce qui constitue une promesse de vente, 1226. V. *Promesse de vente*. — La vente d'un immeuble ou de droits immobiliers ne peut être faite sous aucune condition suspensive ou résolutoire, non plus que sous la clause de réméré, 1229. — Comment peut être faite toute autre vente ; ce qu'elle peut avoir pour objet ; par quels principes son effet est réglé, 1230. — Effet de la vente au poids, au compte, à la mesure ou en bloc, 1231 et 1232. — La vente faite à l'essai ou sous réserve de dégustation, est toujours présumée faite sous une condition suspensive, 1233. — Comment on peut se départir de la promesse de vente faite avec des arrhes, 1234. — Les arrhes donnés sont imputés en à compte du prix de vente, 1235. — Le prix de vente doit être déterminé et désigné par les parties, 1236. — Exception, 1237. — Les frais d'acte et autres accessoires sont à la charge de l'acheteur, 1238. — Qui peut acheter ou vendre, 1239. — Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux ; exception, 1240. — Personnes qui ne peuvent se rendre acquéreurs de certains biens, 1241. — Qui sont ceux qui ne peuvent devenir cessionnaires de procès, droits et actions litigieux ; exception, 1242 et 1243. — Tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, 1244. — La vente de la chose d'autrui est nulle ; cas où elle peut donner lieu à des dommages-intérêts en faveur de l'acheteur, 1245. — Cas où la vente des récoltes pendantes ne peut être opposée à un tiers, 1246. — On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, 1247. — Ce qui arrive quand la chose vendue était périe en tout ou en partie au moment de la vente, 1248. — Obligations du vendeur, 1249 et suivants. V. *Vendeur, Délivrance*,

Garantie. — Cas où l'acquéreur peut faire résilier la vente, 1282 et 1284. — Dommages-intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente, 1285. — Jour et lieu où doit être payé le prix de vente, 1298 et 1299. — Quand le prix de vente est réputé effectué en matière immobilière, 1300. — Cas où l'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente, 1301. — Dans quel cas il peut suspendre le paiement, 1302. — Le contrat de vente peut être résolu par rachat ou par la vileté du prix, 1303. V. *Rachat.* — Rescision de la vente pour cause de lésion, 1311 à 1318. — Cas où la vente doit être faite aux enchères, 1319. — Où les non-intéressés doivent nécessairement y être appelés, 1320. — Mode de la vente par licitation et formalités à observer, 1321. — La vente de la chose louée n'opère pas la résiliation du bail; exception, 1372. — Les biens immeubles apportés en société ne peuvent être transférés à cette dernière que conformément aux règles de la vente, 1458. — Transport des créances et autres droits incorporels, 1322 et suivants. V. *Transport.* — L'immeuble hypothéqué se vend sous l'affectation des mêmes hypothèques, 1754. — Dispositions transitoires abolissant le dédit de huitaine et la clause des vins et étrennes dans les actes de vente, J et K.

Verbal (bail). V. *Baux.*

Verbal (procès —). V. *Procès-Verbaux.*

Vérification (comment se fait la —) d'un ouvrage à plusieurs pièces où à la mesure, 1413.

Vétusté. Le propriétaire, non plus que l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, 455. — Effet de l'écroulement par vétusté d'un bâtiment sujet à usufruit, 474. — Les fermiers et locataires ne sont pas tenus des réparations occasionnées par vétusté, 1361 et 1383.

Veuve. Six semaines après l'inhumation de son mari, la veuve peut demander la levée des scellés, ce qu'on lui accorde

moyennant formalités, 767. — Privilège en faveur de la veuve, quant à la prescription des actions réelles pour dettes relatives à la communauté, 1816.

Viable. L'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage ne peut être désavoué par le mari, s'il n'est pas déclaré viable, 218. — L'enfant qui n'est pas né viable est incapable de succéder, 577. — Toute disposition à cause de mort, faite en faveur d'un enfant conçu, n'a d'effet qu'autant qu'il est né viable, 644.

Viager. V. *Rente viagère*.

Vices. Effet de la possession de bonne foi à l'égard de celui qui jouit en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices, 397 et 398. — Responsabilité qui résulte de la ruine d'un bâtiment arrivée par le vice de sa construction, 1134. — Vices redhibitoires au sujet d'un objet vendu, 1289 et suivants. V. *Garantie*. — Le bailleur est garant des vices et défauts de la chose louée, 1352. — Responsabilité des entrepreneurs, quant à la perte de l'édifice construit à prix fait, par le vice de la construction ou par le vice du sol, 1414.

Vigne (la) ne peut être plantée qu'à un pied de la limite du terrain, 522.

Village (le cours de la source qui fournit de l'eau aux habitants d'un —) ne peut être changé, 493.

Vins. Quand ils sont ou non compris dans le mot meuble, 383.

Vins et étrennes (abolition de la clause coutumière des —) dans les ventes d'immeubles. — Disposition transitoire K.

Violence (les partages peuvent être rescindés pour cause de —), 874 et suiv. — Causes et effets de la violence sur le

consentement donné aux conventions et obligations, 889 et suiv. — Le terme durant lequel on peut exercer l'action en nullité pour cause de violence, court depuis le jour où elle a cessé, 1062. — Les transactions peuvent être rescindées pour cause de violence, 1669. — Les actes de violence ne peuvent fonder une possession capable d'opérer la prescription, 1789. V. *Dol.*

Violence des eaux. V. *Eaux.*

Vitres (la réparation des —) est à la charge du locataire ; exceptions, 1382 et 1383.

Voie publique (tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la —), 534. — Passage que peut réclamer le propriétaire d'un fonds enclavé et qui n'a aucune issue sur la voie publique, 535 et suiv.

Voies de fait commises sur la chose louée, 1356 à 1358.

Voisins. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage, à frais communs, de leurs propriétés contiguës, 498. — Cas où le voisin peut acquérir la mitoyenneté d'un mur ou de son exhaussement, 512 et 513. — Travaux que l'un des voisins ne peut faire dans un mur mitoyen, sans le consentement de l'autre, 514. — Cas où le voisin peut exiger que les arbres de la propriété voisine soient arrachés ou leurs branches coupées ; cas où il peut lui-même en couper les racines, 523. — Distances et ouvrages intermédiaires requis dans certaines constructions pour éviter de nuire au voisin, 525 et 526. — Des vues sur la propriété de son voisin, 527 et suiv. — Le propriétaire ne peut établir son toit de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur le fonds voisin, 534. — Cas où le passage peut avoir lieu sur le fonds voisin, 535. — Engagements qui se forment volontairement entre propriétaires voisins, 1118.

Voiture (les frais de —) jouissent d'un privilège sur la chose voiturée, 1703.

Voituriers par terre et par eau. Leurs obligations à l'égard des choses qui leur sont confiées, 1404. — Désignation des choses sur lesquelles porte leur responsabilité, 1405 et 1406. — Les entrepreneurs de voitures et roulages publics, maîtres de bateaux et les voituriers, sont en outre assujettis à des lois de commerce et règlements particuliers, 1407. — On ne peut d'ailleurs préjudicier aux lois fédérales et cantonales relatives à certains services de transport, 1408.

Vol. La perte de la chose volée ne dispense pas celui qui l'a soustraite, de la restitution du prix, 1060. — Les aubergistes sont responsables du vol des effets du voyageur, 1574. — Exception, 1575. — Pendant combien de temps celui auquel on a volé une chose peut la réclamer, 1823. — Droits du tiers-détenteur de l'objet volé, quant au prix d'achat et aux frais qu'il a faits pour la conservation de la chose, 1824.

Volonté Nullité de la donation entre-vifs, faite sous une condition dépendant de la seule volonté du donateur, 676.

Voutes (la réparation à faire aux —) est à la charge du propriétaire du fonds sujet à usufruit; exception, 453 et 454.

Voyageurs. Le commencement de preuve s'applique au dépôt fait par le voyageur en logeant dans une hôtellerie, 1097.

Vues (les) ne peuvent être pratiquées dans le mur mitoyen sans le consentement du voisin, 527. — Distance requise pour l'établissement sur le fonds voisin de vues droites, fenêtres d'aspect, balcons ou autres saillies, 528. — Dito pour l'établissement de vues par côtés ou obliques, 529. — Comment se compte cette distance, 530. — Effet de la servitude de droit de vue directe, quant au propriétaire de ce droit et quant à celui qui y est asservi, 531. — Le droit de vue n'emporte pas celui d'établir des volets ou autres saillies sur le fonds voisin; exception, 532. — Les vues obliques ne constituent jamais une servitude sur le fonds voisin, 533. — Les vues sont au nombre des servitudes continues, 541.

INTERPRÉTATION.

Un arrêté du Juge d'ordre du 8 mars 1854, porté à la connaissance du public par le Conseil d'Etat, le lendemain 9 mars, interprète les articles 31 et 43 du Code civil, dans ce sens, « que le dimanche, lorsqu'il sera le dernier jour du délai prévu « par les articles 31 et 43 du Code, ne sera pas compté dans les « huit jours ou dans les quarante-huit heures fixés pour les dé- « clarations de naissance et pour les actes de décès, et que ces « actes pourront être dressés en temps utile le lendemain, au « plus tard. »

(*V. Rec. des Lois, T. VII, p. 67*).



